

Tendances d'après guerre des Banques françaises de dépôt

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 décembre 1934, à 14 h.

PAR

Maurice GOUGNE

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants. { MM. AFTALION, } *Professeurs*
 PIROU.

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1934

Tendances d'après guerre
des
BANQUES FRANÇAISES
DE DÉPOT

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.

Tendances d'après guerre des Banques françaises de dépôt

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 décembre 1934, à 14 h.

PAR

Maurice GOUGNE

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants { MM. AFTALION, } *Professeurs*
PIROU.

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1934

A MES CHERS PARENTS



*« Une banque doit, pour ne pas finir,
être toujours prête à finir. »*

MOLLIER.



INTRODUCTION

Il est nécessaire au début de toute œuvre, de se justifier de l'avoir entreprise, d'indiquer la méthode qui a présidé à sa réalisation.

Le choix de notre sujet de thèse sur les « Tendances d'après guerre des banques françaises de dépôts » appelle donc quelques commentaires. Nous avons été frappés par la rareté des études théoriques sur les questions bancaires. M. A. Théry¹, qui est, à notre connaissance le dernier auteur à avoir écrit un ouvrage d'ensemble sur les établissements de crédit, signalait déjà, en 1922, que la littérature bancaire devenait plus vague et moins abondante. Or depuis cette date aucun travail sur ces matières n'a été effectué.

Et cependant les problèmes du crédit sont loin d'avoir perdu de leur intérêt. La période d'après-guerre, dont on peut dire qu'elle a profondément bouleversé les aspects de l'économie, a modifié, par voie de conséquence, les conditions de fonctionnement des banques. Celles-ci ne sont que le produit et le reflet du développement économique du pays à un moment donné. Or, le milieu où elles ont vécu a été particulièrement agité au cours des années qui ont suivi les hostilités. Les deux phases opposées que le monde a connu depuis 1919, phase d'essor et de prospérité, suivie de la crise actuelle si exceptionnellement grave, devaient donc provoquer, de la part des sociétés de crédit une évolution, légitimant une étude.

Cette étude nous la limitons aux banques de dépôts. Sans entrer dans les discussions sur ce qu'il convient de désigner par cette appellation, nous admettons le critère établi par M. Théry. Certes, il n'est pas douteux que la

1. A. Théry, *Les grands établissements de crédit français avant, pendant et après la guerre*, Thèse, Paris, 1921.

distinction classique entre banque d'affaires et établissements de crédit tende en France à s'estomper. Toutefois on peut admettre qu'on doit plus spécialement qualifier de banques de dépôts les organismes qui fonctionnent avec des ressources apportées à vue ou à très brève échéance et qui par nature ne peuvent être consacrées qu'à des emplois à court terme. On s'accorde, dans l'état actuel de l'organisation du crédit dans notre pays, à conférer ce caractère au Crédit Lyonnais, au Comptoir d'Escompte, à la Société Générale et au Crédit Industriel. Nos estimons qu'il convient de l'étendre à l'ancienne Banque Nationale de Crédit (aujourd'hui B.N.C.I.), et au Crédit Commercial de France. En effet le montant des dépôts de cette dernière banque, l'importance de son portefeuille, ses principes de gestion inspirés de ceux du Crédit Lyonnais justifient cette classification.

C'est en raison des intérêts particuliers que présentent leur sensibilité et leurs réactions à la conjoncture économique, que nous avons choisi les banques de dépôts comme objet de notre travail. Celles-ci en effet subissent l'influence du milieu de façon plus intense que les autres catégories d'établissements financiers. Etablies dans les régions les plus diverses, elles sont en contact avec une clientèle très variée, agricole, commerçante, industrielle. La nature des ressources qui leur sont confiées les prédispose à effectuer des opérations dont le but essentiel est d'activer la circulation des biens et la caractéristique de se clore à une échéance généralement rapprochée. Qu'un changement se produise dans le volume des transactions, on conçoit que les banques en ressentent et dans de brefs délais les conséquences heureuses ou défavorables.

Ce travail illustrera donc les profondes répercussions des phénomènes économiques dans le domaine bancaire.

Par ailleurs, nous verrons, que les banques de dépôts ont manifesté en maintes circonstances de remarquables facultés d'adaptation. L'extrême variété d'affaires dont elles s'occupent, les a sans doute aidées à n'être jamais dépassées par les événements. A une époque où les bases de leur activité se modifiaient si rapidement, leur souplesse a constitué un évident facteur de succès.

L'ensemble de ces mouvements, ceux qui dépendent de l'économie, comme ceux que légitime le souci de suivre les nécessités de l'heure, constituent les orientations récentes des établissements de crédit que nous nous proposons d'examiner. Nous décrirons leurs opérations et leur développement, nous rechercherons les directives nouvelles de leur politique. Nous aurons à porter un jugement sur cette politique et à apprécier les résultats qu'elle a permis d'obtenir. Chemin faisant, il nous faudra présenter et discuter certaines opinions émanant de milieux informés tendant à attribuer une importance de premier plan à l'action des banques dans la crise actuelle.

On sait que la chute de la production et des prix ont été accompagnées d'une contraction du volume des crédits consentis et de leurs emplois. Les liens de causalité qu'impliquent ces mouvements parallèles n'ont pas manqué de faire naître un débat. Selon certains, la réduction du crédit qui aurait été voulue par les banques, aurait suscité la baisse des prix et déclenché le cycle rétrograde de l'évolution économique. D'autres ont prétendu que seules l'exagération du crédit et sa mauvaise utilisation avaient provoqué le marasme actuel. Pour eux, la contraction du crédit, serait la résultante et non pas la cause de la crise.

Quoiqu'il en soit de ces controverses, la réponse aux diverses questions que nous nous sommes posées constitue un vaste champ d'investigations.

Pour mener à bien nos recherches, nous avons fait un emploi constant (outre les indications bibliographiques citées à la fin de l'ouvrage) des publications des banques : comptes rendus aux assemblées d'actionnaires, bilans annuels, situations mensuelles. Ces divers documents nécessitent quelques observations. On a toujours reproché aux établissements de crédit de fournir des bilans obscurs et incomplets. Avant la guerre, les économistes comme P. Leroy-Beaulieu et Kaufmann, des auteurs polémistes (Lysis), des parlementaires (Jaurès), s'élevaient déjà très vivement contre l'insuffisance de publicité qui caractérisait les grandes banques. La situation n'ayant pas changé depuis, la valeur de ces critiques reste entière.

Le premier reproche que l'on peut adresser aux bilans

est de n'être pas établis sur un plan uniforme. Par exemple, tandis que la Société Générale et le Crédit Commercial ont besoin de treize postes, le Comptoir d'Escompte de quatorze, pour chiffrer tous les éléments de leurs actifs, le Crédit Lyonnais se contente de huit rubriques pour le même usage.

Il semble également qu'une certaine obscurité soit volontairement maintenue dans la présentation des comptes. Sous un même chapitre les éléments les plus dissemblables sont parfois réunis. C'est ainsi que le Comptoir groupe les « comptes de dépôts et d'escompte », que le Crédit Lyonnais confond ses « reports et avances garanties ». De même le poste des « coupons » figure au solde du compte « caisse » dans les bilans du Crédit Lyonnais et du Comptoir d'Escompte. Mentionnons le fameux « compte d'ordre et diverses » qui théoriquement ne doit grouper que des comptes provisoires. En fait il atteint parfois des chiffres si élevés (il est aux alentours de 300 millions au Crédit Lyonnais et au Comptoir tant à l'actif qu'au passif) qu'il constitue une véritable énigme.

Dans le même ordre d'idées il n'est pas douteux que les bilans sont insuffisamment explicites et qu'ils gagneraient en clarté à exposer avec davantage de détails les opérations effectuées. Reproduisons une critique que leur adresse Kaufmann ¹ « le portefeuille devra être réparti en plusieurs postes selon qu'il s'agit d'effets sur la France ou sur l'Etranger, des acceptations de banques ou autres effets bancables ou non bancables avec indication de la durée moyenne pour chacun de ces groupes. Les warrants qui représentent des avances sur marchandises consenties sous forme d'escompte doivent faire l'objet d'un chapitre spécial. Le portefeuille valeurs doit être réparti en plusieurs catégories (obligations, actions, participations de longue durée dans les Sociétés de Banque). Les comptes-courants débiteurs ainsi que les avances sur garanties devraient être groupées d'après la nature de la couverture : obligations, marchandises, warrants, autres sûretés, avances garanties et à découvert. On devrait indiquer les noms des débiteurs dont la dette

1. Kauffmann, *La banque en France*, Paris, 1912, p. 390 et suiv.

s'élève au-dessus d'un certain pourcentage du capital propre ainsi que la nature des garanties fournies. Il en serait de même pour ceux dont les engagements envers la banque dépassent un certain chiffre. Les comptes de chèques sont à distinguer des comptes-courants; les dépôts à échéance minima d'un an, de ceux à plus courte échéance. Le montant des endossements serait à répartir dans les bilans des situations mensuelles entre les warrants et d'autres effets »¹.

Enfin indiquons que rien ne sert d'examiner un bilan,

1. C'est en s'inspirant, semble-t-il, de ces desiderata que le Mémorandum de la Société des Nations sur les banques commerciales 1913-1925, p. 7, a établi le formulaire type des bilans que nous reproduisons ci-après :

ACTIF

- 1 Encaisse :
 - a. Pièces d'or, d'argent, monnaie d'appoint.
 - b. Billets nationaux, disponibilités à la Banque Centrale.
 - 2 Autres comptes présentant le caractère d'encaisse.
 - 3 Effets escomptés et achetés :
 - a. Bons du Trésor.
 - b. Effets de commerce sur le pays.
 - c. Effets de commerce sur l'étranger.
 - 4 Placements et valeurs :
 - a. Fonds d'Etat.
 - b. Autres valeurs.
 - 5 Participations .
 - 6 Créances sur les Banques (Correspondants) :
 - a. Dans le pays.
 - b. A l'Etranger.
 - 7 Prêts et avances :
 - a. En comptes courants.
 - b. Autres.
 - 8 Couvertures d'acceptations.
 - 9 Immeubles.
 - 10 Comptes divers de l'actif .
-
- 11 Total de l'actif.

PASSIF

- 12 Capital versé.
 - 13 Fonds de réserve.
 - 14 Comptes de profits et pertes, de dividendes.
 - 15 Chèques, traites en circulation.
 - 16 Sommes dues aux banques (correspondants).
 - 17 Dépôts.
 - a. Comptes-courants et dépôts à vue.
 - b. Comptes d'épargne.
 - c. Dépôts à terme ou à échéance fixe.
 - d. Autres dépôts.
 - 18 Réescomptes et emprunts.
 - 19 Acceptations et endossements.
 - 20 Comptes divers du passif.
-
- 21 Total du passif.

si l'on ne peut compléter sa lecture par celle du compte de profits et pertes. Or parmi les banques que nous étudions le Comptoir et le Crédit Industriel (jusqu'en 1929) sont seuls à le publier¹.

On conçoit dans ces conditions, l'impossibilité d'établir une situation mathématiquement exacte de nos établissements financiers. Cette situation, le directeur d'une grande banque coloniale nous disait un jour qu'il n'était pas rare que le Conseil d'administration lui-même en ignorât certains détails. En tenant compte de la difficulté de procéder à des investigations précises, nous avons résolu de nous restreindre à dégager simplement l'allure générale d'une évolution. Et nous pensons que l'intérêt n'est pas moindre de connaître les grandes lignes d'une politique que d'en chiffrer rigoureusement les résultats.

Toutefois les documents publiés par les banques ne sont pas tous au même degré sujets à caution. Il est possible de tirer d'utiles indications de la plupart des chiffres des bilans en formulant certaines réserves nécessitées par leur interprétation.

C'est de cette méthode que nous userons amplement. Pour corriger ce qu'aurait de vague un récit de l'activité des banques ne reposant sur aucune base solide, nous l'avons étayé le plus possible sur des documents statistiques. Les comptes des établissements de crédit nous ont servi de point de départ pour donner à cette étude la tournure scientifique sans laquelle elle eût été une vaine littérature. Nous avons publié à la fin de chaque chapitre les postes des bilans des sociétés étudiées dont l'intérêt nous semblait le plus évident. Nous pensons ainsi avoir fait œuvre utile et pour éclairer le présent travail et éventuellement pour faciliter les recherches futures sur cette même question².

1. Quelque hostile que l'on soit à admettre l'intervention des pouvoirs publics dans la réglementation des affaires privées il semble cependant qu'un grand pas serait fait en faveur de la protection de l'épargne si le législateur se montrait capable d'obtenir des sociétés une présentation suffisamment compréhensible de leurs comptes.

2. Indiquons ici que nous négligerons certains postes des bilans. Par exemple, pour des motifs connus, il serait sans intérêt de s'appesantir sur les « comptes d'ordre et divers ». De même nous laisserons de côté un chapitre qui, jusqu'en 1926, figure aux divers bilans, sous le titre d'« opérations de change à terme garanties ». Ce poste représentait la caution fournie par

Nous avons indiqué que nos développements seraient consacrés à une étude de six principales banques françaises de dépôts. Il convient maintenant de limiter notre travail dans le temps. La thèse de M. Théry, qui traite sensiblement le même sujet, s'arrêtait à l'exercice 1921. Il est donc naturel que nous débutions avec l'année 1922. A cette date nous prenons les établissements de crédit au débouché d'un tournant de leur histoire. Nous les voyons, au lendemain de la guerre et au sortir de la crise économique de 1920-1921, commencer une phase particulièrement progressive de leur évolution. Cette évolution nous l'envisagerons jusqu'à la date la plus récente dont il nous sera possible de faire état.

Les événements économiques nous imposent de diviser en deux parties la description de la vie de nos établissements de dépôts de 1922 à 1934. Dans une première partie, intitulée l'essor des banques, nous montrerons le développement pris à la faveur de circonstances favorables par les sociétés de crédit. Dans la deuxième partie, nous envisagerons les répercussions de la crise économique sur l'armature bancaire française.

Cependant, comme le présent n'est que le produit du passé, il nous sera impossible de les désolidariser l'un de l'autre. En rappelant l'état de choses antérieur, en comparant aujourd'hui à hier, nous pensons situer de façon plus précise les tendances actuelles des banques françaises de dépôts et accroître l'intérêt de l'étude que nous entreprenons.

les banques pendant la guerre à un crédit consenti par les Pays-Bas au Gouvernement français. Un emprunt français contracté sur le marché hollandais a permis en octobre 1926 le remboursement anticipé de ce crédit. Il s'agit là d'opérations trop particulières pour prendre place dans une étude générale comme la nôtre.

Enfin le chapitre « coupons à encaisser » (qui représente des coupons que la banque a payés à ses guichets ou détachés des titres en dépôt dans ses coffres et qui sont immédiatement payables par les sociétés intéressées) ne présente qu'un intérêt comptable.

Première Partie

L'essor des banques de 1922 à 1929

La première partie de nos recherches englobe les années 1922 à 1929 inclus. Elle se divise en trois chapitres : le premier qui constitue le cadre de notre étude, traite des conditions générales de l'économie française pendant cette période de huit années.

Le chapitre 2, le plus important, est consacré à un examen détaillé des diverses fonctions remplies par les banques.

Enfin le chapitre 3, conclusion de cette première partie, montre d'une façon synthétique les progrès réalisés par les établissements de crédit.

CHAPITRE PREMIER

LA VIE ECONOMIQUE FRANÇAISE DE 1922 A 1930

Au seuil d'une étude sur l'activité des Banques de Dépôt, il nous a paru utile de dresser un tableau de l'ambiance économique dans laquelle ces banques ont évolué et travaillé. En effet les établissements de crédit, organismes très concentrés et effectuant une grande variété d'opérations sont en contact intime avec toutes les branches de la production agricole, industrielle et commerciale. Paul Leroy-Beaulieu n'écrivait-il pas dans l'Economiste français du 30 mai 1914 : « Les banques sont en quelque sorte des sensibles. Leur situation est tout particulièrement affectée par celle du milieu ». Dès lors rien d'étonnant à ce que leur essor ou au contraire leur marasme soit fonction des mouvements de prospérité ou d'atonie de l'économie tout entière.

Cette affirmation n'est pas seulement théorique. Les faits nous montreront son bien fondé. Nous envisagerons dans ce chapitre les progrès réalisés en France dans la période d'après guerre depuis la dépression de 1920-1921 jusqu'à l'apparition de la crise actuelle. Ces investigations qui nous conduiront de 1922 au 2^e semestre de 1930 seront divisées pour plus de clarté en trois paragraphes. Le premier sera consacré à l'époque d'instabilité monétaire. Dans notre paragraphe 2 nous étudierons la situation créée par la stabilisation de fait. Enfin nous examinerons dans le paragraphe 3 les conséquences de la réforme monétaire de 1928.

§ 1. — *La période d'instabilité monétaire 1922-1926*

Pendant ces quatre années la déplorable situation financière de la France constitue la préoccupation dominante. Les difficultés qu'avait accumulées la conduite de la guerre ne font qu'empirer lorsqu'il s'agit de liquider. Notre endettement considérable dû à ce que « nous eûmes à supporter au maximum parmi tous les Alliés les pertes en biens et en hommes et l'accomplissement de l'œuvre des réparations avec le seul concours des épargnants français alors que l'Allemagne était volontairement défaillante »¹ contribue à désorganiser nos finances publiques. Les dirigeants commettent des fautes abusant des moyens de facilité pour équilibrer le budget. L'illusion créée par la victoire et qui consiste à croire que « l'Allemagne paierait tout » excuse certes bien des faiblesses. Il n'en demeure pas moins que l'effort fiscal a été insuffisant pour faire face à l'accroissement des dépenses et qu'il eut fallu recourir à de grands emprunts. Au lieu de cela les avances de la Banque de France et les bons de la Défense Nationale suffisaient à tout.

Les avances de la Banque de France en effet sont devenues une ressource normale en cette période de désarroi. C'est une loi du 5 août 1914 qui les inaugure. Cette loi d'ailleurs ne faisait que ratifier deux conventions secrètes du 11 juin 1911 aux termes desquelles en cas de conflit armé et de mobilisation générale la banque mettait à la disposition du Trésor 2.900 millions de francs au taux de 1 %.

En échange l'Etat s'engageait à élever de pareille somme la limite maxima d'émission des billets et à leur accorder le cours forcé. D'autres conventions intervinrent par la suite principalement à partir de 1917 : le montant des avances était élevé en 1919 de 2.900 millions à 27 milliards de francs en même temps que la limite d'émission se trouvait portée de 12 milliards à 40 milliards.

De 1919 à 1924 inclus le montant des avances par suite

1. Germain Martin, *Les finances publiques de la France et la fortune privée, 1914-1925*, Payot, Paris, p. 8.

de remboursements partiels de l'Etat marque un recul de 27 à 22 milliards. La situation du Trésor ne s'en est pas améliorée pour cela puisque en 1925 pour faire face à une crise de placement des bons du Trésor, l'Etat se trouve obligé de recourir à quatre reprises au crédit de la Banque de France. La loi du 15 avril 1925 porte le maximum des avances de 22 à 26 milliards ; celle du 23 novembre de 32 à 33,5 milliards ; celle du 4 décembre de 33,5 à 39,5 milliards. En contre partie le maximum des billets que la banque se trouve autorisée à émettre est élevé successivement à 45,51, 58, 5 milliards de francs.

Par ailleurs les bons de la Défense Nationale procuraient au Trésor d'importantes ressources. Institués par un décret du 13 septembre 1914 sous une forme plus démocratique et plus mobilisable que les bons du Trésor, ils ont très rapidement joui de la faveur d'un public étendu. Au mois de septembre 1920, leur circulation atteint 49,5 milliards. En décembre 1920 leur chiffre est de 52 milliards. Il s'élève à 58,5 milliards à la fin de 1921 ; à 59 milliards à la fin de 1922. Il retombe en 1924-1925 aux environs de 52 milliards et est en juin 1926 de 45,5 milliards ¹.

En présence des expédients financiers employés de façon ininterrompue par nos gouvernants on conçoit la persistance du déficit budgétaire : l'exercice 1920 se solde par 9 milliards de moins-value ; l'exercice 1921 par 6 milliards ; l'exercice 1922 par 3 milliards. Le budget de 1923 apparaît à peu près équilibré. Mais dès 1924 le déficit réapparaît pour se chiffrer entre 3 et 4 milliards ². En 1925 les insuffisances de recettes dépassent 1.200 millions. Les experts déclaraient qu'il manquait 2, 5 milliards au budget de 1926 ³.

Enfin, pour ajouter au désarroi de la situation financière des infractions étaient commises aux règles de la plus élémentaire sagesse budgétaire. Règle de l'autorisation préalable : Les budgets de 1925 et de 1926 n'ont-ils pas été votés avec 7 douzièmes provisoires. Règle de l'annua-

1. D'après E. Allix, *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*.

2. Germain-Martin, *op. cit.*, p. 286.

3. Allix, *op. cit.*

lité : la loi du 30 juin 1923 décidait que par exception les dispositions votées pour 1923 tant en ce qui concerne les ouvertures de crédit que les voies et moyens s'appliqueraient à 1924. En fait la hausse des prix due à l'inflation fit que les chiffres arrêtés pour 1923 n'étaient plus en rapport avec les nécessités de l'exercice 1924. Le Parlement dût ouvrir de nombreux crédits supplémentaires sans se soucier de l'équilibre. On a vécu en somme en 1924 sans budget véritable.

On voit à quel point le mal était profond. Une situation financière aussi obérée ne pouvait manquer de faire surgir des doutes sur la solidité du franc. « Le crédit que l'on accorde à l'unité monétaire d'un pays repose sur des éléments que l'on peut chiffrer. Le plus important c'est la situation de la trésorerie de l'Etat et la sincérité de l'équilibre budgétaire »¹. Nombre d'autres facteurs influent du reste sur les changes. C'est d'abord l'instabilité de notre balance des comptes : balance des paiements anormalement débitrice et équilibrée seulement par des crédits étrangers. Citons ensuite la rupture de la solidarité financière qui nous liait à nos Alliés anglo-saxons. Ceux-ci désireux d'améliorer leur propre monnaie suppriment leurs crédits : l'Angleterre dès le lendemain de l'Armistice, l'Amérique vers le milieu de 1919. L'inflation monétaire, l'incertitude de la politique financière, les éléments psychologiques mis en lumière par le Professeur Aftalion tels qu'action des spéculateurs à la baisse, exode des capitaux dus à la crise de confiance, triomphe des partis de gauche aux élections ne font qu'empirer l'état de notre devise. La livre dont le pair théorique est 25 fr. 22 cote à Paris (plus haut) : 115,47 en 1924 ; 134,85 en 1925 ; 240,25 en juillet 1926 soit 850 % de sa valeur au pair. En même temps le dollar atteignait 49.22 (pair 5,18).

Ainsi de 1922 à l'avènement du ministère Poincaré les préoccupations cambistes n'ont cessé d'être à l'ordre du jour. Par contre coup la tendance constante à la baisse de l'unité monétaire vis-à-vis des devises étrangères a provoqué une hausse des prix. La grande baisse qui avait

1. Germain Martin, *op. cit.*, p. 393.

accompagné la dépression de 1920-1921 est remplacée dès le printemps 1922 par une hausse marquée. L'indice général des prix de gros devient de 334 en 1922 à 428 en 1923 (base 100-1914) soit une augmentation d'environ $1/4$ sous l'influence des changes dont le niveau s'est élevé de plus d' $1/3$ ¹. Les prix de détail avec quelques décalages progressent à leur tour de 21 %. L'ascension continue en 1924 atteignant 10 % à la fin de l'année : l'indice passe à 499, c'est-à-dire à un niveau auquel il n'était plus parvenu de façon durable depuis 1920. Même phénomène en 1925 qui selon le Professeur Rist « s'est déroulé, sous le signe de la hausse des changes et de la hausse consécutive des prix »². La moyenne générale est 561 pour les prix de gros, soit environ 6 fois ce qu'elle était en 1913. En 1926 enfin après une stabilité relative durant les 3 premiers mois les prix se trouvaient brusquement entraînés par les changes. Les prix de gros s'élèvent de 30 % en six mois avec 854 pour maximum en juillet. De leur côté les prix des produits importés et ceux des produits nationaux font montre d'une tendance analogue. L'indice s'élève pour les premiers de 337 en octobre 1922 à 1074 en juillet 1926, pour les seconds de 340 à 733 aux mêmes époques³.

Il ne faudrait du reste pas trouver pour seule cause à l'ascension des prix la vertigineuse dépréciation du franc. L'activité économique française au sortir de la crise de 1921 fait preuve d'un remarquable essor. La période de 1922 à 1926 « est essentiellement une époque de reconstitution : reconstitution des régions dévastées par la guerre, reconstitution des stocks anéantis »⁴. Cela explique la poussée de toutes les branches de la production, l'agriculture⁵ qui est étroitement dépendante des conditions atmosphériques (ce qui tend à rendre moins significatives les statistiques que l'on possède à son sujet) voit accomplir

1. Article annuel de la *Revue d'Economie Politique avec statistiques de la Statistique Générale de la France*.

2. « La France Economique en 1925 », Avant-propos de Ch. Rist, *Revue d'Economie Politique*, 1926, p. 177.

3. S.G.F., citée par Bloch, *La crise économique actuelle en France*, thèse, Dijon, 1933.

4. J. Lescure, *Des crises générales et périodiques de surproduction*, p. 288.

5. Articles annuels de M. Augé-Laribe, « La production agricole » in *Revue d'Economie Politique*.

des améliorations continues : augmentation des surfaces cultivées, preuve du relèvement des ruines dans les régions dévastées ; élévation du rendement par unité de surface cultivée, témoignant du perfectionnement des moyens de culture. La hausse des denrées agricoles constatée sur tous les marchés est d'autant plus soutenue qu'elle ne peut avoir pour conséquence d'écarter le consommateur : elle permet en tous cas à l'agriculteur d'exploiter dans des conditions satisfaisantes.

La production industrielle réalise des prodiges. En cinq ans « son outillage, ses stocks, ses capitaux, ses richesses naturelles, sa main d'œuvre sont restaurés »¹. Nous n'en voulons pour preuve que la progression de l'indice général dressé par la statistique générale de la France de 83 en 1922 à 127 en 1926 (base 100-1913). Envisageons brièvement pour mieux montrer ce mouvement d'essor, la situation particulière des industries les plus marquantes².

L'industrie métallurgique dont la situation constitue en quelque sorte le baromètre de l'activité générale marque une avance continue. En 1925 la production de la fonte est de 8.471.000 tonnes approchant celle de 1913 (8.900.000). La production de l'acier atteint 7.415.000 tonnes dépassant les chiffres de 1913 : 8.893.000. Les résultats de 1926 (9.392.000 tonnes de fonte ; 8.386.000 tonnes d'acier) ne sont pas moins encourageants. Les entreprises de transformation qui sont sous la dépendance de la métallurgie (industrie automobile, industries se livrant à la fabrication de l'outillage agricole) connaissent elles aussi des carnets de commandes remplis. Ajoutons que par l'adhésion à des ententes internationales, la métallurgie française s'est assurée contre les risques de baisse des prix, et de restriction des débouchés.

La prospérité de la métallurgie s'accompagne d'une prospérité parallèle des houillères. Cette industrie bénéficie de conditions tout particulièrement favorables : reconstitution des mines sinistrées du Nord et du Pas de Calais

1. J. Lescure, *op. cit.*, p. 291.

2. Articles publiés annuellement par la *Revue d'Economie Politique* dans la partie intitulée « La France Economique ».

avec des procédés modernes de mise en œuvre ; accroissement des besoins en coke du marché intérieur résultant du retour de l'Alsace Lorraine ; grève anglaise de 1926 qui a suspendu pendant 7 mois toute importation vers la France. On s'explique de la sorte que les extractions dépassent largement dès 1925 celles d'avant guerre et marquent un nouveau développement en 1926 :

1925 : 48.055 milliers de tonnes, soit + 8 millions de tonnes sur 1913.

1926 : 52.470 milliers de tonnes, soit + 4 millions de tonnes sur 1925.

L'industrie textile dont l'activité est conditionnée par l'état du marché des matières premières utilisées bénéficie d'un large courant d'affaires aussitôt après la réédification des usines. L'année 1925 voit se produire un accroissement sérieux des conditionnements.

Mentionnons également l'exceptionnelle vigueur d'une industrie presque naissante, l'industrie électrique. Les entreprises de production et de distribution de courant ont à répondre à une demande sans cesse accrue. Elles ont dû procéder en 1923 à des augmentations de capital et déploieront par la suite la pénurie des moyens financiers qui les empêchera de réaliser leur programme de grands travaux. Les perspectives de cette industrie jeune apparaissent immenses à cette époque : l'électrification des chemins de fer ne fait que commencer ; plus des 2/3 des communes sont à alimenter. Les besoins industriels domestiques et somptuaires ne font que croître. Les cours en bourse des valeurs d'électricité témoignent la faveur du public que légitime les bénéfices réalisés et répartis en dividendes.

Ce bref tour d'horizon nous a permis de constater le rétablissement brillant des forces productives françaises. Les répercussions devaient s'en faire tout naturellement sentir sur le commerce extérieur du pays. Si l'on met à part les années 1922 et 1923, où les besoins de la reconstruction nous ont obligés à faire appel à l'étranger, on voit 1924 apporter un changement capital. Pour la première fois depuis longtemps notre balance commerciale se chiffre par un excédent d'exportations. Cette situation demeure favorable les

années suivantes ainsi que le montre le tableau ci-dessous ¹ :

Années	Importations (en millions de francs)	Exportations (en millions de francs)	Balances	Observation
1922	24.275	21.378	moins 2.897	Les pourcentages indiquent les augmentations par rapport à l'année précédente.
1923	32.608 +36 %	30.431 +42 %	— 2.176	
1924	40.132 +22 %	41.454 +36 %	plus 1.322	
1925	43.980 +10 %	45.413 + 9 %	— 1.433	
1926	59.514 +35 %	59.534 +30 %	— 20	

Cette transformation s'explique certes par le fait que la France autrefois nation créancière de l'étranger est devenue un Etat lourdement endetté. Elle a également pour cause « le mal monétaire ». La dépréciation de notre change assure aux produits français un bon marché factice et constitue pour eux une prime à l'exportation. Sans doute les profits perçus par les exportateurs sont stipulés en une monnaie de jour en jour avilie et vont s'amenuisant. On peut néanmoins affirmer que la France a recouvré son équilibre économique et que sa production est à même de satisfaire, et au delà les besoins du marché national.

Sur se marché intérieur, du reste, les transactions ne sont pas moins actives. C'est un axiome économique que d'affirmer que la hausse des prix favorise les échanges. Nous citerons à l'appui de cette assertion deux catégories de statistiques : la statistique du nombre des wagons chargés et les recettes des grands réseaux de chemin de fer ; le produit de la taxe sur le chiffre d'affaires ².

Le trafic ferroviaire est un excellent symptôme de santé ou de crise. La moyenne journalière annuelle des wagons chargés qui était 60.741 en 1913 et qui était retombée à 44.382 en 1921 s'élève à 50.550 en 1923, 53.301 en 1924, 61.957 en 1925, 64.069 en 1926. En tenant compte de la capacité accrue des nouveaux wagons on ne peut que constater en ce domaine une activité très vive. Les recettes dues à ce trafic intensifié et à l'application de nouveaux tarifs marquent aussi une progression remarquable. Elles sont à 9.761 millions de francs en 1925 en avance d'un

1. Chiffres cités par M. Olivier dans son article annuel sur « Le Commerce Extérieur », in *Revue d'Economie Politique*.

2. Article annuel de M. Ulmer sur « Les échanges extérieurs », in *La Revue d'Economie Politique*.

milliard sur l'année précédente et font un bond à 12.833 millions en 1926.

Le produit de la taxe sur le chiffre d'affaires donne également une idée de l'ampleur des transactions. Idée approximative puisqu'en la matière il faut tenir compte du fait que cette taxe s'applique non seulement aux échanges intérieurs mais aux affaires d'importation. Son rendement, comme celui de toute taxe *ad valorem*, dépend du niveau des prix et il ne faut pas davantage négliger les changements de tarif et les modalités de perception. Néanmoins ce produit qui passe de 3.015 millions de francs en 1923 à 6.853 millions en 1926 peut nous permettre sans conteste d'affirmer en matière de conclusion que de 1922 à 1926 notre pays a magnifiquement restauré ses ruines et a connu la prospérité en tous les domaines, ceci malgré une situation monétaire et financière incertaine. Nous allons voir comment le rétablissement du franc va provoquer un arrêt de l'essor économique.

§ 2. — *La période de stabilisation de fait*
(2^o Semestre 1926. — juillet 1928)

Le 23 juillet 1926 alors que la livre plafonnait à 240 fr. et le dollar 40 le Cabinet d'Union Nationale présidé par M. Poincaré prenait le pouvoir et entreprenait la tâche de restauration financière et monétaire. Dès le 3 août le Gouvernement obtenait des Chambres le vote d'une « loi de salut », créant de nouvelles ressources fiscales et l'autorisant à procéder par décret « à toutes les économies compatibles avec la bonne marche des services publics ». Un bloc massif de 8.840 millions d'impôts nouveaux assurait l'équilibre et l'aisance des budgets futurs. Corrélativement les décrets pris dès le mois de septembre réalisaient les compressions jugées nécessaires par le Comité des Experts pour mettre un terme à « la progression automatique des dépenses publiques ».

Il importait aussi de réaliser à bref délai l'équilibre de la Trésorerie. Ce fut l'œuvre de la Caisse Constitutionnelle d'amortissement à qui l'on confiait la gestion et l'aménagement de la plus grande partie de la dette flottante. Les

résultats heureux de cette politique d'assainissement se font rapidement sentir et l'ensemble de la dette flottante suivant une progression décroissante très rapide passe de 94 milliards au 13 juillet 1926 à 83 milliards au 30 septembre 1927 et à 46 milliards au 30 juin 1928 ¹.

Les conséquences de ce redressement se traduisent dans le domaine psychologique : des rapatriements de capitaux se produisent ; les souscriptions aux bons à court terme affluent à nouveau ; la baisse des changes étrangers s'accroît. En fin d'année la position des spéculateurs, à la hausse du franc commence à devenir menaçante pour l'économie que bouleverserait une ascension rapide de la devise. Le 23 décembre la Banque de France réalise la stabilisation de fait en prenant la décision d'acheter et de vendre à des cours fixes les devises étrangères.

Pendant les dix huit mois que devait durer cette politique l'Institut d'émission a dû faire face à beaucoup plus d'offres que de demandes ; le stock de devises étrangères s'est augmenté de façon considérable ainsi que le nombre de francs émis en contrepartie. On sait qu'en raison de la théorie « du circuit fermé » la majeure partie de ces francs retourne à la banque. Cependant cette émission à jet continu n'en a pas moins déterminé une véritable pléthore monétaire. Les conséquences immédiates de cette abondance furent en premier lieu la réduction du taux de l'intérêt sous ses diverses formes. A court terme le taux officiel de l'escompte passe de 6 % en janvier 1927 à 4 % en fin décembre. Même fléchissement du taux de l'argent à long terme ; le taux de rendement net des émissions s'abaisse de 9,20 en janvier à 7,15 en décembre ². D'autre part les capitaux en quête de placements, en raison des besoins diminués de l'Etat, cherchent à nouveau sur le marché des valeurs une rémunération fructueuse.

Cependant que le retour à un étalon stable des valeurs et des échanges rendait leur équilibre aux marchés moné-

1. Rapport de M. Palmade cité par Lacombe, *Les conséquences de la stabilisation monétaire française au point de vue des finances publiques*, Thèse, Paris, 1929.

2. Article annuel de M. Vergeot, sur « Les Emissions », in *La Revue d'Economie Politique*.

taire et financier, l'économie française se réadaptait aux conditions nouvelles. Dès le quatrième trimestre de 1926 commence une époque de transition caractérisée par une dépression sérieuse de l'activité industrielle et commerciale. Elle se traduit d'une manière générale par l'abaissement des recettes des chemins de fer et la réduction du nombre des wagons chargés (60.000 en 1927).

La production industrielle retombe aux environs de ce qu'elle était en 1924-1925 ; l'indice qui était 127 en 1926 n'est plus que 111 en 1927. La cause essentielle de ce ralentissement est la disparition du stimulant inflationniste. La stabilisation du franc a eu pour résultat de soustraire le mouvement des prix à l'influence prédominante du change qui s'était exercée les années précédentes. Il en est résulté que l'indice général des prix de gros qui atteignait son point culminant à 854 en juillet 1926 baissait jusqu'à 635 en janvier 1927 et 617 en décembre 1927. Les consommateurs nationaux qui naguère stockaient par crainte de la hausse réduisent leurs demandes et même s'abstiennent dans l'espoir de la baisse.

L'industrie houillère, concurrencée à nouveau depuis la fin de la grève anglaise, traverse une crise de mévente. Si la production n'a pas fléchi les stocks se sont accumulés sur le carreau des mines. Des embarras du même ordre affectent l'industrie métallurgique. Quatorze hauts fourneaux à feu ont dû cesser de fonctionner. La production de fonte ne s'est chiffrée qu'à 9.295 milliers de tonnes contre 9.382 ; celle de l'acier à 8.273 milliers de tonnes contre 8.386. Les entreprises de transformation et de construction mécanique n'ont pas été épargnées par l'arrêt de la consommation.

L'année 1927 a été difficile également pour l'industrie textile ; les filatures de coton gênées dans leurs approvisionnements ont subi le resserrement du marché intérieur ; cependant la laine maintenait à peu près sa production de 1926 ; l'industrie de la soie, pour laquelle les droits protecteurs anglais étaient un obstacle, a souffert à partir de l'automne 1926 de la diminution de la consommation nationale et de la difficulté des ventes à l'étranger.

Mentionnons aussi que la période de préstabilisation a été pénible pour l'agriculture : aux difficultés résultant

de l'adaptation des prix sont venues s'ajouter les déceptions causées par de mauvaises conditions climatiques. Les cours des céréales et du bétail ont connu une baisse importante aggravant la situation des agriculteurs.

Dans le domaine social enfin, le ralentissement économique s'accompagne d'une réduction des heures du travail et d'un chômage qui atteint en mars le chiffre de 80.000 chômeurs secourus.

Toutefois, paradoxe aisément explicable, les échanges extérieurs demeurent encore très actifs. « Les prix-or français apparaissent comme nettement inférieurs aux prix de la plupart des grands pays étrangers »¹. De la sorte le dumping de change fonctionne toujours favorisant les exportations. Si l'on considère les chiffres en valeur de la balance commerciale on constate par rapport à 1926 une réduction de 11,3 % des importations et de 7,5 % des exportations (importations : 52.852 millions de francs ; exportations : 52.224 millions de francs). Le résultat est donc une balance excédentaire. La réduction en valeur perd du reste de son sens car elle est due à la baisse des prix et elle s'est accompagnée d'un accroissement de volume du commerce extérieur. Nos importations ont augmenté de près de 4 millions de tonnes et nos exportations de 5,5 millions. Ceci met en évidence les sacrifices consentis par les exportateurs français pour maintenir leur position sur les marchés étrangers.

Telles ont été les conséquences essentielles de la période de préstabilisation. Cette époque devait se caractériser par sa brièveté. Dès le début de l'année 1928 des tendances contraires à celles que nous venons de décrire se manifestent de tous côtés : le commerce extérieur se présente certes sous une conjoncture moins favorable et les importations dépassent les exportations. Mais la reconstitution de nos placements extérieurs d'une part, d'autre part les revenus considérables du tourisme nous assurent une balance des comptes excédentaires. Les échanges intérieurs connaissent

1. C. Pirou, « La France Economique en 1927 », avant-propos de Pirou in *La Revue d'Economie Politique* 1928, p. 375.

à nouveau une extrême activité entraînant l'essor de la production, des prix, de la Bourse. C'est une ère de prospérité sans précédent qui s'ouvre après la stabilisation légale. Son étude sommaire nous conduira jusqu'à la crise qu'on a commencé à percevoir en France dans le deuxième semestre de 1930.

§ 3. — *La prospérité économique*
(*De la stabilisation légale du franc à la crise*)

« Stabilisation, assainissement, activité, prospérité, tels sont les traits principaux de la vie économique française en 1928 », écrit M. Oualid ¹. C'est en effet la réforme monétaire accomplie le 25 juin 1928 qui conditionne désormais l'économie du pays. Les inconvénients de la stabilisation de fait, qui selon M. Rist ² a duré trop longtemps, commencent à se faire sentir, l'achat des devises par la Banque de France avait conduit à une inflation de crédit qui était sur le point d'être transformée en inflation monétaire. Les francs émis en contrepartie des devises et résorbés à l'origine par les dépôts au Trésor, les souscriptions de Bons de la Défense Nationale ou le paiement des dettes des particuliers se trouvent bientôt sans emploi.

La Banque de France fut autorisée à leur offrir un exécutoire en pratiquant des reports sur les devises étrangères, c'est-à-dire « en les vendant au comptant aux détenteurs d'argent disponible tout en les leur rachetant à un terme plus éloigné de un à trois mois » ³. Ce palliatif s'avéra insuffisant et seul le rattachement du franc à l'or et la suppression du cours forcé ne permettant plus la variation de la devise qu'entre les limites des golds-points purent mettre un terme à la spéculation.

Aussitôt la situation de l'Institut d'émission se trouve assainie. Son portefeuille de devises étrangères subit un recul de 36 milliards en juin à 33 milliards en décembre au profit de l'encaisse qui évolue de 29 à 33 milliards.

1. W. Oualid, « La France économique en 1928 », avant-propos in *La Revue d'Economie Politique*, 1929, p. 361.

2. Ch. Rist, *Cours de doctorat*, 1932-1933.

3. P. Reboud, *Précis d'Economie Politique*, t. II, 1^{er} fascicule, 2^e édit., 1929, p. 235.

Le marché monétaire enregistre aussi les conséquences favorables : le taux de l'escompte pouvait être réduit dès janvier 1929 à 3,5 % en raison de l'abondance des fonds à court terme. Sur le marché des capitaux à long terme, une aisance analogue est à constater si bien que le rendement des valeurs à revenu fixe subit une baisse notable.

Ces facteurs de bon aloi ne pouvaient manquer d'influer sur les finances publiques. La loi de stabilisation qui réévalue l'encaisse et procure à la Banque une plus-value d'environ 18,5 milliards de francs permet de clôturer définitivement le compte « avances exceptionnelles de la Banque de France » qui disparaît des bilans. L'avance permanente de 3 milliards de francs que la Banque consent par convention maintient au Trésor un fonds de caisse suffisamment stable. Par ailleurs, un emprunt de consolidation 5 % 1928 et la prospérité des budgets depuis 1926 ont fourni de larges plus-values de recettes (1 milliard de 1926 à 1928 ; 8 milliards environ en 1929, selon Bloch *op. cit.*, p. 67) ; 1 milliard provenant des soldes des annuités du plan Dawes ont rendu à la Trésorerie de larges disponibilités : on les évaluait au 1^{er} décembre 1929 à 19.250 millions de francs.

De son côté la Caisse autonome d'amortissement poursuit son œuvre de consolidation et de réduction de la dette flottante. Consolidation : elle a progressivement fait disparaître les bons à très court terme pour ne plus émettre de façon limitée que des bons à deux ans au taux réduit de 4 %.

Réduction : fin 1928 le volume de la circulation des bons était tombé à 35,5 milliards ; fin 1929 il n'était plus que 28,5 milliards. Au 31 mars 1930, elle subit une nouvelle régression à 25.853 millions. Sans doute une partie des bons s'est-elle trouvée convertie par le jeu des emprunts de consolidation et a-t-elle augmenté la charge de la dette amortissable. Mais entre le 1^{er} octobre 1926 et le 31 décembre 1929 dans le domaine de la dette perpétuelle ou à long terme les efforts de la Caisse ont procuré une diminution de 5,5 milliards environ et une réduction de 2.781 millions de la dette prise en charge par la Caisse ¹.

1. Chiffres cités par Allix, *op. cit.*, édit. 1931, p. 376-377.

Enfin les échéances moyennes mensuelles des valeurs à court terme du Trésor sont de l'ordre de 1.100 à 1.300 millions et ne constituent plus une cause de préoccupation:

La situation très favorable des finances de l'Etat amène le Parlement à voter en peu de temps le 29 décembre 1929 et les 16 et 26 avril 1930 des lois de dégrèvements fiscaux atteignant plus de cinq milliards. D'autre part la réforme du 27 décembre 1929, qui reporte la date d'ouverture de l'année financière au 1^{er} avril sans majoration de recettes, constitue en fait la remise d'un trimestre de contributions directes. Peut être cette politique était-elle prématurée, puisque, nous le verrons, l'exercice 1930 sera le dernier à être rigoureusement équilibré. Peut-être eût-il été prudent de conserver à la Trésorerie une marge en prévision d'une crise future. Mais c'est le propre du législateur d'être imprévoyant. Et qui eût osé annoncer une crise alors que l'on vivait une époque exceptionnelle de prospérité ?

L'année 1928 en effet marque l'adaptation de la plupart des branches de l'industrie et du commerce aux nouvelles conditions monétaires.

Cependant dans cet état d'euphorie, l'agriculture seule fait tache. Des conditions atmosphériques défavorables en 1928 ont nui à la qualité des produits si bien que les prix n'ont pas été rémunérateurs. Les pouvoirs publics ont pris diverses mesures principalement pour venir en aide aux exportateurs de blé et pour renforcer le protectionnisme agricole. Fort malencontreusement la récolte surabondante de 1929 renouvelait les données du problème. Les 87 millions de quintaux de blé, les 62 millions d'hectolitres de vin ne pouvaient qu'accentuer la baisse des prix, souvent descendus au-dessous du coût de production.

En revanche si l'on examine l'indice général de la production industrielle qui avait fléchi à 103 (base 100-1913) au cours du ralentissement de l'hiver 1926-1927 on le voit à nouveau s'inscrire en progrès à 113 en octobre-novembre 1927. La hausse se poursuit ininterrompue jusque vers la fin de 1929. L'index plafonne de novembre 1929 à mars 1930 aux niveaux très élevés de 143 et 144 qui constituent les records de l'après-guerre.

La prospérité s'étend en tous les domaines. L'industrie extractive se redresse grâce à un hiver rigoureux : les stocks qui atteignaient trois millions de tonnes fin 1927 sont résorbés et même en 1929 les houillères se sont trouvées en mesure d'augmenter leur production. (57 millions de tonnes ; plus 2,5 millions de tonnes sur 1928).

L'accroissement de la consommation de combustible a été la conséquence de l'activité de l'industrie métallurgique qui n'a cessé de travailler à plein rendement. Les fabrications de la fonte et de l'acier passent à des chiffres non encore atteints.

Fonte	1928 : 10.097	milliers de tonnes	1929 : 10.439
Acier	1928 : 9.387	—	— 1929 : 9.682

Le nombre des hauts fourneaux à feu qui avait oscillé en 1928 entre 140 et 153 s'est maintenu entre 155 et 158 en 1929.

L'industrie automobile, prolongement en quelque sorte de la métallurgie, est en passe de devenir une des premières. Elle produisait en 1927, 638 voitures par jour ; elle en sort 745 en 1928, soit une progression de 13 %.

Les textiles font montre d'assez d'irrégularité. Cependant que les tissages et les filatures de coton ont dû restreindre leur production, les conditionnements de laine effectués à Tourcoing, Roubaix et Mazamet progressaient nettement. L'industrie de la soie réalisait de son côté une avance importante : 7 milliards de conditionnements à Lyon en 1928 contre 5 milliards en 1927.

Les affaires d'électricité ont bénéficié de la reprise économique générale. En ce qui concerne les usines thermiques l'augmentation annuelle moyenne pendant les dernières années a été de 11,5 % pour la puissance installée et de 15 % pour l'énergie produite. C'est dire l'ampleur des besoins industriels et des applications domestiques de l'électricité. Les mouvements des valeurs d'électricité ont abouti à des cours records qui n'ont plus rien à voir avec le revenu des actions « et qui laissent parfois penser que si les affaires d'électricité sont appelées dans un avenir prochain à un essor considérable, la Bourse anticipe nettement sur ses brillants résultats »¹.

1. Article de M. Adam, in *La Revue d'Économie Politique*, 1930, p. 677.

A une prospérité industrielle et commerciale aussi généralisée devaient nécessairement correspondre les échanges actifs.

A l'intérieur du pays divers signes traduisent les changements survenus depuis la dépression de 1927, La taxe sur le chiffre d'affaires qui en 1928 a rapporté 8.668 millions de francs à l'Etat lui en procure 9.948 millions en 1929. Les recettes des chemins de fer en 1929 atteignent 15.463 millions de francs en excédent de 714.376 francs sur les dépenses d'exploitation. En même temps la moyenne journalière annuelle des wagons chargés s'élève de 63 à 65.000. Le total des effets compensés à Paris accuse une progression continue : 615 milliards en 1927, 828 milliards en 1928, 1.027 milliards en 1929.

L'activité du marché des capitaux s'est traduite en 1928 par un mouvement d'opérations de Bourse d'une ampleur inusitée. Sous l'effet d'achats venant de France et de l'étranger les actions des Sociétés françaises ont bénéficié d'une hausse rapide. Investissements dans des sociétés nouvelles, augmentations de capital, émissions d'obligations par des collectivités publiques ont atteint des chiffres considérables.

Les prix ont continué en 1928 leur adaptation à l'étalon monétaire stabilisé. L'indice des prix de gros dont la moyenne a été de 634 pour l'année entière s'est élevé de janvier à décembre de 620 à 637. Les prix de détail en retard sur les prix de gros ont haussé plus fortement : à Paris, l'indice des denrées alimentaires monte de 530 à 596, en province de 522 à 576. Cependant l'année 1929 se caractérise par la baisse des prix des matières agricoles et des marchandises importés ayant la même origine telle les textiles. Les produits fondamentaux des industries extractives (charbon, fer, matériaux de construction) se sont néanmoins maintenus à des prix élevés et même ont progressé. L'indice général des prix de gros a fléchi de 11 points à 623 mais il n'a pas entraîné la baisse des prix de détail. Par exemple l'indice du coût de la vie à Paris passe de 531 au 4^e trimestre 1928 à 536 au 4^e trimestre 1929.

Le contraste entre la baisse rapide des matières premières et le maintien d'un coût d'existence élevé qu'accentue une poussée des salaires a empêché le prix des produits fabriqués

français de s'adapter aux conditions mondiales. Notre commerce d'exportation s'en est ressenti et une tendance nouvelle se manifeste à la balance du commerce où le déficit réapparaît : ¹

Années	Importations (en millions de francs)	Exportations (en millions de francs)
1928	53.448 0,8 %	51.346 6,5 %
1929	58.284 9,1 %	50.072 2,5 %

De 2 milliards en 1928 il passe à 8 milliards en 1929. La restriction des exportations porte non seulement sur la valeur mais sur le tonnage et traduit l'âpreté de la concurrence sur les marchés extérieurs pour les industries qui ont cessé d'être artificiellement protégées par la dépréciation monétaire.

Ce changement dans la structure du commerce extérieur indique que la France retrouve peu à peu sa situation de 1913. Achetant plus qu'elle ne vend à l'Etranger elle équilibre sa balance des comptes au moyen du revenu qu'elle tire de ses placements étrangers et aussi grâce à ses exportations invisibles. Il n'en demeure pas moins qu'un effort de compression des prix de revient et de réduction du coût de la vie s'avère indispensable si l'on ne veut pas ruiner les industries exportatrices et si l'on entend continuer à attirer les touristes. Nous verrons que cette œuvre de déflation n'a jamais été sérieusement tentée.

Ceci explique que l'année 1929 s'achève dans une sorte de désenchantement. Le krach boursier de Wall Street se répercute dans tous les marchés et donne le signal de la crise mondiale. L'activité de la Bourse de Paris se place par voie de conséquence sous le signe de la baisse « prodrome ou indice de la crise économique générale »². Écoutons également comment s'exprime le rapport du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais à l'Assemblée des Actionnaires du 14 mai 1930 : « Il faut reconnaître dans la marche générale des affaires des symptômes moins heureux. C'est d'abord au cours du second semestre de l'année la

1. Chiffres de la *Revue d'Economie Politique*.

2. W. Oualid, « La France Economique en 1929 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1930.

persistance et l'amplitude de la baisse de certaines matières premières ou denrées essentielles : laine, lin, coton, soie, caoutchouc, cuir, café, métaux. D'autre part, l'industrie hôtelière et le commerce du luxe souffrent de la crise qui atteint plusieurs pays étrangers. Par ailleurs la succession de deux récoltes particulièrement abondantes en blé et en vin a provoqué sur le marché une brusque chute des prix. Sans que le consommateur en ait bénéficié le producteur s'est vu partiellement privé de la légitime rémunération de ses peines et s'est ainsi trouvé atteint dans ses facultés d'achat. Agissant par répercussion les uns sur les autres ces divers phénomènes ont créé vers la fin de l'année 1929 un sentiment général de réserve dont le commerce de demi gros et le détail ont à leur tour ressenti les effets... Les conditions du moment obligent à serrer chaque jour davantage les prix de revient et commandent une circonspection particulière dans la distribution du crédit sous toutes ses formes ».

Fin 1929 la vie économique française entre dans un demi sommeil. Certaines grandes industries ont maintenu leur activité mais déjà les indices de l'automobile et du textile marquent une régression. A partir du mois de juin 1930 l'indice général de la production qui plafonnait jusque là à 144 amorce un mouvement de chute jusqu'au niveau progressivement atteint de 132 en mars 1931. La crise française était déclenchée ne cessant depuis lors de s'intensifier et détruisant la légende « d'une France privilégiée, faisant figure d'île fortunée au milieu des tempêtes qui secouaient le reste du monde »¹.

Nous avons dressé un sommaire bilan de la vie économique du pays de 1922 à la crise. Si l'on essaye de dégager une tendance très générale la caractérisant, on peut dire qu'abstraction faite d'une courte année de transition, cette période de reconstruction des régions dévastées et de reconstitution des stocks, de profits élevés et de disponibilités abondantes a marqué une extraordinaire prospérité.

1. Ch. Rist, « La France Economique en 1930 », avant-propos in *La Revue d'Economie Politique*, 1931, p. 465.

Nous n'avons pas perdu de vue au cours de ce chapitre le but de cette description. Nous possédons maintenant une base pour notre étude de l'activité et du rôle des établissements de crédit. Nous sommes à même de montrer dans notre chapitre 2 que les progrès réalisés dans l'ordre économique ont été accompagnés dans l'ordre bancaire d'une évolution strictement analogue.

CHAPITRE II

ROLE ET ACTIVITE DES BANQUES

L'étude des fonctions remplies par les Banques au cours de la période d'essor économique que nous envisageons sera divisée en trois sections. La première sera consacrée aux ressources des Banques. Dans la deuxième nous examinerons les emplois purement bancaires de ces ressources. Nous verrons dans la section trois les opérations financières auxquelles les établissements de crédit se sont livrés.

Section I

Les ressources des Banques

Selon une division classique nous étudierons dans deux paragraphes distincts d'une part les ressources qui appartiennent en propre aux Banques ; d'autre part celles qui leur sont fournies par le public.

§ 1. — *Ressources propres*

On désigne par ressources propres d'une banque le capital social qui lui permet de fonctionner et les réserves qui sont accumulées en vertu de la loi (Réserve légale) et par la prudence des administrateurs (Réserves exceptionnelles, supplémentaire, extraordinaire etc...).

A. *Capital*. — Toute entreprise a besoin pour exercer son activité d'un capital social d'importance variable. Le

premier rôle que remplit le capital d'une banque de dépôts est donc d'assumer les frais de constitution et d'installation de l'affaire. C'est le moindre. L'expérience bancaire prouve en effet que le fonds social d'un établissement de crédit est surtout et avant tout un capital de garantie. La destination principale n'est pas de « faire des affaires », mais de cautionner les obligations assumées¹. Les dépôts — principal instrument de travail — n'afflueront que dans la mesure où les déposants auront la certitude que la banque est à même de parer avec ses ressources propres aux pertes éventuelles résultant d'une utilisation imprudente des capitaux empruntés. En conséquence il est indispensable que le capital soit en rapport avec les sommes à la garantie desquelles il est affecté. Fréquemment les statuts (Comptoir National d'Escompte de Paris titre 1^{er}, art. 4., Société Générale) prescrivent le maintien d'une certaine proportion entre les ressources propres et les engagements envers le public. Lorsque les statuts ne leur imposent pas cette obligation, c'est en vertu de cette règle de prudence que les Banques de dépôts ajustent leur capital à l'extension de leurs opérations.

L'évolution des grandes Banques françaises de dépôts montre l'observation par elles de ces deux principes². Leurs augmentations successives de capital ont toujours été fondées soit sur la nécessité d'accroître leurs affaires (1^{er} principe) soit par « le souci d'offrir aux ressources croissantes qu'elles recevaient des tiers un fonds de garantie également accru »³.

1. Cette opinion est communément admise. On la trouve dans : M. Saurel, *Sociétés de Crédit contre banques locales*, thèse, Paris, 1901, p. 55 ; Frobert, *De l'orientation actuelle de l'activité des banques de dépôts en Angleterre, en Allemagne, en France*, thèse, Paris, 1903, p. 139 ; Kaufmann, *La Banque de France*, p. 397 ; Paves, *Recherches de quelques principes directeurs des banques de dépôts* thèse, Paris, 1924, p. 89. G. Caillet, *Aide des Banques à l'industrie*, thèse, Lille, 1928, p. 133.

2. Il n'est pas de notre objet d'étudier l'histoire des établissements de crédit en France. Il existe en la matière une ample bibliographie à laquelle nous renvoyons. On consultera :

Ch. G. Thomas, *Notions historiques sur le développement des grandes Sociétés de Crédit, en France*, Thèse, Paris, 1913 ; Kaufmann, *op. cit.* ; André Théry, *Les grands établissements de crédit français avant, pendant et après la guerre*, thèse, Paris, 1921 ; Gilles Normand, *Les Sociétés de Crédit et les Banques à succursales en France*, Librairie Académique Perrin, Paris, 1924 ;

3. Maurice Saurel, *op. cit.*, p. 55 et suiv.

C'est ainsi qu'à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, parallèlement à l'essor économique qui exige un développement simultané du crédit, les grandes Banques ont fait appel à des capitaux neufs toujours plus importants. Envisageons les résultats de cette politique à la veille de la guerre.

*Le capital des principaux établissements de crédit
avant la guerre*

Le Comptoir National d'Escompte de Paris, le 1^{er} en date de nos établissements de Banques, créé par un décret du Gouvernement provisoire du 8 mars 1848 pour une durée de trois ans comportait un capital originaire de vingt millions de francs. Ce capital devait être souscrit à concurrence d'un tiers en argent par les actionnaires (soit 6.666.500 fr. les actions étant de 500 fr.), un tiers par la ville en obligations, un tiers par l'Etat en bons du Trésor. Très rapidement le Comptoir prit une extension lui permettant d'envisager de survivre à la crise qu'il devait atténuer. En 1850 son existence est prorogée pour une durée de six ans. En même temps se développe le capital : en 1854 le Comptoir devient Société Anonyme à Responsabilité limitée ¹ avec un capital de 20 millions de francs. Un décret du 30 juillet 1854 prolonge sa vie de 30 ans à dater du 1857 et stipule que son capital peut être porté à 40 millions avec l'autorisation du ministre des finances, faculté dont il use en 1860. L'ouverture d'agences en Extrême-Orient et à l'Etranger provoque un nouvel essor et détermine le Comptoir à doubler son capital en 1866. Insensible ou presque à deux crises (guerre de 1870— krach de l'Union Générale en 1882) le Comptoir d'Escompte n'était cependant pas resté étranger à la « fièvre de la commandite » qui a caractérisé l'après guerre 1870. Il s'était fortement engagé vis-à-vis de la Société des Métaux qui croyait pouvoir accaparer la majeure partie du cuivre et de l'étain. Il en résulta de très

1. La loi des 23-29 mai 1863 (abrogée depuis par la loi du 24 juillet 1867) désignait sous ce nom, les Sociétés anonymes dont le capital ne dépassait pas 20 millions de francs. Elle les soustrayait à la nécessité de l'autorisation gouvernementale pour les soumettre au régime de la réglementation légale.

fortes immobilisations qui semèrent la panique parmi les déposants. La situation devint dramatique et le 5 mars 1889 le directeur général se suicidait. Pour faire face au « run » qui menaçait d'atteindre la solidité de toute l'armature bancaire française M. Rouvier, Ministre des Finances, déterminait la Banque de France à consentir au Comptoir une avance de 140 millions garantie par les autres grandes banques. Peu après le 2 mai 1889 le Comptoir National d'Escompte de Paris était reconstitué. Avec la clientèle et les immeubles de l'ancienne Société, il recommençait ses opérations le 11 juin pourvu d'un capital de 40 millions de francs libéré de moitié.

Dès lors l'extension de la société fut ininterrompue. Elle développa de façon très sensible le nombre de ses agences et ne se départit jamais de cette politique expansive. Ce mouvement se traduit aux augmentations de capital ; à la fin de 1889 celui-ci est doublé. En 1892 l'absorption d'une banque en faillite, la Société des Dépôts et des Comptes courants, porte le capital à 75 millions entièrement versés. En 1895 il fut porté à 100 millions, à 150 en 1900 et en 1909 enfin, à 200 millions de francs, en actions de 500 fr. intégralement libérées.

Le 7 mai 1859 le marquis d'Audiffred sénateur, membre de l'Institut, président de chambre honoraire à la Cour des Comptes fondait la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial. Son idée était de créer une Banque de même nature que les Joint Stock Banks anglaises datant de la première moitié du XIX^e siècle et dont le fonctionnement s'avérait excellent. Le Crédit Industriel et Commercial eût à ses débuts un capital de 40 millions de francs dont 10 furent versés. Avec cette mise de fonds il devait se confiner à des opérations sûres : répandre dans le public l'usage des dépôts avec chèques et employer des ressources en placements à courte échéance laissant les disponibilités suffisantes pour faire face à tout moment aux demandes de remboursement. Cette pure banque de dépôts, dont la gestion peut être proposée comme modèle de prudence, a connu rapidement une légitime prospérité. Cependant l'augmentation de son capital ne donne qu'une idée imparfaite de son développement. La raison en est que, dédai-

gnant la concentration par succursales qui a pour résultat d'enfler à l'extrême les frais généraux le Crédit Industriel a préféré s'étendre au moyen de filiales régionales. Celles-ci ont leur capital et leur vie propres et sont en étroite relation avec la maison mère. Cependant, elles ne sont pas sous sa tutelle puisque le Crédit Industriel et Commercial n'a pas jugé nécessaire de s'assurer la prédominance sur ces Sociétés par la mise en portefeuille d'un nombre suffisant de leurs actions. Le fédéralisme bancaire n'a pas permis au « Crédint » de prendre une place de tout premier plan parmi les établissements de crédit. Il explique d'autre part son fonctionnement avec un capital relativement peu considérable. Les 40 millions originaires sont devenu 60 puis 80 et après l'Assemblée extraordinaire de 1906, 100 millions divisés en 200.000 actions de 500 fr. nominal libérées d'un 1/4 soit 125 francs.

Le Crédit Lyonnais naquit le 6 juillet 1863, sous forme d'une Société en commandite au capital de 20 millions de francs dont 8 furent versés. C'était à l'origine une simple banque locale dont l'activité était restreinte à la région de Lyon et de caractère mixte, c'est-à-dire qu'elle devait « prendre part à côté des opérations de banque régulières, aux affaires financières et participer à la création d'entreprise industrielle »¹. Les débuts furent pénibles mais l'énergie du fondateur, M. Henri Germain qui fut l'âme de sa banque pendant 40 ans et dont le dogme préside encore aux destinées de l'établissement, l'emporta sur les préventions qu'il rencontrait.

Déjà en octobre 1864 on fit appel au capital non libéré, en même temps qu'étaient fondées les deux premières succursales de Paris et de Marseille. Atteint par la crise économique de 1863-66 le Crédit Lyonnais se releva dès 1867. La guerre le trouva en excellente posture avec un avoir réalisable dépassant sensiblement le passif exigible et il put rembourser aisément 37 millions de dépôts qui lui furent retirés. En 1871 les affaires prirent un élan considérable, les bénéfices de l'exercice montèrent à 6,5 millions. C'est alors que la Société désireuse de profiter de sa situa-

1. Kaufmann, *op. cit.*, p. 212.

tion avantageuse et voulant participer au même titre que les Etablissements de crédit parisiens « aux grandes opérations financières qui se poursuivaient après la guerre sur tous les points du continent » se transforma le 15 avril 1872 en Société anonyme au capital nominal de 50 millions de francs dont 50 % furent versés.

Le Crédit Lyonnais était en plein essor, créant des agences un peu partout en Province, établissant des succursales à l'Etranger (en 1875 : Londres, Alexandrie, Constantinople, Madrid, Genève), et consacrant une bonne partie de bénéfices considérables à sa politique d'expansion, tirant profit de son portefeuille commercial aussi bien que d'émissions de valeurs ou de participations financières (comme le prouve l'augmentation de 14 à 61 millions de son portefeuille valeurs pour la seule année 1874), le Crédit Lyonnais n'avait pas de directive certaine et se trouvait être à la fois banque de dépôts et de crédit mobilier. Pendant cette période le capital accompagnait le mouvement d'essor. Par décision de l'Assemblée générale du 16 avril 1875 il était porté à 75 millions par la création de 50.000 actions nouvelles de 500 fr. En 1879 il était élevé à 100 millions, puis en 1881 à 200 millions par la création de 50.000, puis 200.000 actions nouvelles de 500 fr. libérées de moitié.

Cependant la crise financière de 1882 et la chute de l'Union Générale provoquèrent un changement brusque dans la situation de la Société. La moitié des dépôts fut retirée ; le portefeuille titres s'était fortement déprécié. M. Germain en tira prétexte pour orienter la politique de la Société dans le sens de la liquidité et faire de son établissement une banque de dépôts type, « une seconde Banque de France mais libre de toute réglementation gênante », selon sa propre expression. On devait développer le chiffre d'affaires en étendant toujours plus le réseau d'agences — condition essentielle pour drainer les dépôts — en perfectionnant l'organisation générale et en adoptant une règle de conduite toute d'adresse et de prudence. Malgré les conditions économiques défavorables et la stagnation des affaires financières, le Crédit Lyonnais se développa avec régularité. La crise Baring de 1890, la chute de l'ancien Comptoir d'Escompte ne l'atteignirent pas et il pouvait continuer

de donner pendant les années suivantes une impulsion nouvelle à son chiffre d'affaires et à ses bénéfices. En 1894 le Conseil d'administration décida la libération complète des actions. Elle fut réalisée par 5 versements de 50 fr. chacun dont le dernier eut lieu le 26 septembre 1896. Le capital se trouvait porté de ce fait à 200 millions entièrement versés.

Au début du XX^e siècle le Crédit Lyonnais ne comptait pas moins — outre les succursales étrangères — de 136 agences en Province et environ 34 bureaux à Paris. Le nombre croissant des guichets indique la préférence que l'on accordait aux opérations d'escompte et de placement de valeurs cependant que perdaient de l'importance les participations et le portefeuille titres. Pour couronner cette œuvre d'extension et pour renforcer la garantie des dépôts accrus de 28 % de 1893 au printemps 1904, les Assemblées générales des 12 mai et 2 juillet 1900 élevaient à 250 millions le capital social pour l'émission à 925 fr. de 100.000 actions nouvelles de 500 fr. c'est à ce chiffre qu'on le retrouve à la veille de la guerre.

Autorisée à fonctionner par un décret du 4 mai 1864 la Société Générale avait un capital initial de 120 millions de francs en actions de 500 fr. libérées de 25 %. Un appel de 25 % en 1866 les libère de 50 %. Sa raison sociale, Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'industrie en France était tout un programme. Ses fondateurs se proposaient au moyen d'une Banque de type mixte de briser le Monopole du tout puissant Crédit Mobilier des frères Pereire. Et l'acte même de Société considérait dans l'exposé des motifs la participation directe aux affaires commerciales ou industrielles comme rentrant dans le cadre de son activité normale.

Se mettant en mesure dès le début de son existence de rechercher des dépôts, la Société Générale créa très rapidement des agences sur tout le territoire (57 fin 1870). D'autre part, l'heureuse issue de quelques affaires de crédit mobilier telles que prêts aux villes, aux départements, aux sociétés, à des Gouvernements étrangers¹, qui sont la base de ses

1. Introduction à la Bourse de Paris de 20.000 actions d'une Banque anglaise, la General Credit Banking Co, Création de la Société Mokta el Hadid, de la Co des Transports Maritimes. Participation aux entreprises financières de Londres. Emissions d'entreprises de transports autrichiennes, Kaufmann, p. 225.

opérations lui assurèrent des bénéfices appréciables : 10,5 millions en 1869. La guerre de 1870 la trouva dans une position favorable malgré le retrait de 135 millions de dépôts. Continuant dans la voie qu'elle s'était tracée, la Société Générale tira des profits considérables de participations rémunératrices (elles atteignent un total de 44 millions de fr. en 1874) et de fortes avances à la Turquie, à l'Espagne et à l'Égypte. Cependant l'année 1875 marquait pour elle le début d'une ère moins brillante. La politique d'expansion avait accru les frais généraux et les sept ou huit entreprises auxquelles la Générale s'intéressait voyaient diminuer leur rendement. Sa participation à la création du port péruvien d'El Callao lui causait des déboires. Les dividendes s'amenuisèrent, les esprits s'échauffèrent : témoin l'Assemblée Générale mouvementée de 1878.

Une courte période d'essor économique, coïncidant avec l'époque de la fièvre de commandite, firent à nouveau et momentanément monter les affaires de la banque et accroître son rendement, lui permettant d'étendre son réseau d'agences. C'est ainsi qu'en 1880 son portefeuille commercial atteignait 108 millions, son portefeuille titres 55 millions, les participations financières 61 millions (contre 44 en 1874).

La chute de l'Union Générale fut pour la Société Générale le point de départ d'une période assez trouble. La crise réduisit les opérations financières et les participations syndicales. Le procès engagé avec la Maison Dreyfus au sujet des affaires péruviennes provoqua une crise interne. Toutefois la Société ne changea pas ses méthodes et continua de s'intéresser au même titre aux affaires de commandite et à l'escompte.

Les années postérieures à la chute du Comptoir d'Escompte qui marquèrent un essor très remarquable des établissements de Crédit virent la consolidation définitive de la situation. Pour tenir rang avec le Crédit Lyonnais et le Comptoir National elle augmenta entre 1894 et 1898 de 107 le nombre de ses agences de Province et de 14 celui de ses bureaux à Paris. Elle fit preuve d'une grande activité financière particulièrement dans le domaine des entreprises de transport. Les dépôts enfin atteignirent

en 1897 le chiffre maximum prévu par les statuts. Une augmentation du capital s'imposait. Elle eut lieu le 16 juin 1899. La Société Générale devint Société Anonyme au capital de 160 millions libéré de moitié.

Par la suite le développement continu des affaires que traduisit le rapide accroissement des dépôts, la marche ascendante des comptes et du chiffre d'affaires nécessita de nouveaux appels de fonds. En 1903 le capital fut élevé de 160 à 200 millions, en 1905 à 250 millions, à 300 en 1906, à 400 en 1909. En 1912 enfin il atteignit 500 millions représenté par 1.000.000 d'actions au nominal de 500 fr. libérées de 250 fr.

Influence de la guerre sur le capital des établissements de crédit.

Les bouleversements dus à la guerre interrompirent la brillante ascension des établissements de crédit. Les circonstances imposèrent des mesures d'exception : un décret du 31 juillet 1914 prorogeait les échéances commerciales c'est-à-dire que le paiement des effets échus le 1^{er} août était remis à une date ultérieure. Le papier commercial se trouve donc bloqué pour un temps indéterminé dans le portefeuille des banques. D'autre part les déposants exigèrent toujours plus nombreux le remboursement de leurs dépôts. Pour sortir de cette situation dangereuse, le Gouvernement décidait le 1^{er} août le moratoire des dépôts en banque et limitait le montant des remboursements.

Cependant l'activité des banques changeait de nature. Les dépôts, effrayés par les mesures de moratoire, cessèrent d'affluer. Les opérations d'escompte — qui en constituent le remploi normal — furent très réduites par suite du ralentissement de l'activité productive. En revanche les besoins de crédit de l'Etat étaient pour les banques une source de profits sans risques. Les établissements de crédit fournirent un utile concours à la défense nationale en souscrivant aux emprunts de Trésorerie et en servant d'intermédiaire aux émissions à long terme. D'une part, donc, réduction des opérations comportant quelque aléa (escompte, aide au commerce, à l'industrie et à l'agriculture somnolente),

d'autre part, emplois fructueux et mobilisables et courtages assurés : bons de la Défense Nationale, placement de titres. Rien d'étonnant à ce que la guerre ait renforcé la situation des établissements de crédit dont certains (Société Générale) étaient victimes de violentes campagnes de dénigrement. Il était également naturel qu'elles ne procèdent à aucune augmentation de capital, celui-ci s'avérant suffisant pour garantir des dépôts diminués et satisfaire à son utilisation nouvelle. C'est ce que l'on constate pour le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte et la Société Générale qui, pendant la durée des hostilités maintiennent le chiffre de leur avoir social respectivement à 250 millions, 200 millions et 500 millions dont 250 versés.

Toutefois des exceptions intéressantes sont à signaler. Tel est d'abord le cas du Crédit Industriel et Commercial. Une assemblée générale extraordinaire du 17 mars 1914 avait permis de libérer en entier le capital non appelé. Cet avantage rendait possible la mise au porteur des actions libérées. Confiants dans l'emploi qu'en pourrait faire la Société, les actionnaires souscrivirent nombreux les trois quarts manquants. De la sorte le capital du Crédit fut porté au 31 décembre 1914 à 28 millions ; en 1917 à 29 millions, en 1918 à 30 millions et en 1921 à 33 millions.

Une autre exception résulte de la venue au premier plan de l'organisation bancaire de deux jeunes établissements aux conceptions hardies et dont la crise n'entrava en aucune façon le prodigieux essor. Il s'agit du Crédit Commercial de France et de la Banque Nationale de Crédit.

Le Crédit Commercial de France ne fonctionne que depuis 1917 sous cette raison sociale. Mais sa fondation sous le nom de Banque Suisse et Française remontait à 1894. Elle résultait de la transformation en Société Anonyme de la succursale parisienne de la Banque Fédérale de Zurich. Constituée avec un capital modeste d'un million, son but principal était de faire profiter le marché financier suisse du coût peu élevé des capitaux français en émettant en France des valeurs suisses et s'attirant des dépôts. Elle devait en outre faciliter les rapports de paiement et de crédit avec la Suisse. Ses débuts furent pénibles : elle éprouva des déboires avec les valeurs russes et fut atteinte

en 1905 par la faillite Cronier (raffinerie Say). Le Conseil résolut à cette époque d'orienter l'activité de la Société vers les opérations essentielles des Banques de dépôts. La sagesse de cette politique permit à la banque d'affronter sans dommage la crise de 1907 et même d'augmenter à deux reprises son capital qui fut porté à 25 millions en 1912, à 40 millions en 1914. La progression des affaires se poursuivit jusqu'à la guerre si bien que pour l'exercice 1914 elle fut un des rares établissements à distribuer des dividendes.

La guerre vit se poursuivre la tendance de l'établissement à s'affirmer comme grande banque concentrée. La création d'agences en de nombreux points du territoire, la fusion avec des maisons locales consacrèrent cette volonté. Le capital fut élevé à 45 millions en mars 1917 et en avril 1919 l'extension des affaires sociales, qui exigeait l'absorption de la Banque Aynard et Fils de Lyon, de la Caisse de Crédit de Nice et de la Banque de Bordeaux, justifiait un capital de 90 millions.

Cette politique ne manqua pas de produire des résultats. Au développement des ressources propres correspondit l'augmentation considérable des dépôts du public et l'accroissement corrélatif des disponibilités immédiates. Cependant le Crédit Commercial de France suit des conceptions plus hardies que celles de M. Germain, bien que les rapports affirment le souci constant de liquidité (« notre principe directeur est resté le même en maintenant toujours très grande notre liquidité, bien qu'elle limite nos bénéfices » assemblée du 30 mars 1917) et ne néglige pas d'aider le commerce et l'industrie par des crédits en compte-courant, soit de façon plus directe comme le témoigne le gonflement du poste « titres et participations ». Le succès de ces opérations et l'activité grandissante de cet organisme neuf ont déterminé le Conseil en 1930 à porter le capital au chiffre de 120 millions divisé en 240.000 actions de 500 fr. entièrement libérées.

La Banque Nationale de Crédit est la plus jeune des sociétés françaises de Crédit et sa fondation ne remonte qu'au 25 juin 1913. Mais elle avait en France de très anciennes assises du fait que la maison mère, le Comptoir

d'Escompte de Mulhouse y avait été constitué en 1848 sur des bases analogues à celles du Comptoir d'Escompte de Paris. Cette Société avait dû subir en 1870 la loi allemande mais n'en avait pas moins continué de développer ses opérations en territoire français et d'étendre son réseau d'agences par l'absorption de banques locales particulières.

Depuis 1890 sous l'influence de son directeur, elle avait reçu une impulsion particulièrement vigoureuse : en 1912 la Société avait un chiffre d'affaires de 17.900 millions, des bénéfices de 3.871.000, des réserves de 8.612.500, un capital de 45 millions et distribuait un dividende de 8 %. M. Raval résolut en 1913 de donner une existence indépendante au réseau de succursales établies en France. D'où la création, à la suite de l'assemblée générale extraordinaire du 14 mai 1913 du Comptoir d'Escompte de Mulhouse, de la Banque Nationale de Crédit, société anonyme au capital de 100 millions en actions de 500 fr. libérées d'un 1/4. Le Comptoir d'Escompte de Mulhouse lui donnait en apports ses 14 succursales, 41 agences et 34 bureaux et recevait en échange 83.334 parts de fondateur et une somme de 2.377.000 fr.

Son objet extrêmement large la fit favorablement accueillir par le monde des affaires. Ses statuts indiquaient qu'elle pouvait :

« 1^o faire pour elle-même, pour le compte de tiers ou en participation en France et à l'Etranger toutes opérations de banque, d'escompte, d'avance, de crédit et de commission ; toutes souscriptions, soumissions et émissions et généralement toutes les opérations sans exception financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières qui pourront en être la conséquence ;

2^o Faire également... notamment sous forme de fondations, de sociétés toutes opérations et entreprises pouvant concerner le commerce, l'industrie ou la banque et s'y rattachant directement ou indirectement ».

Ses conceptions neuves et optimistes l'incitèrent dès son origine à étendre son champ d'action : six mois lui suffirent pour augmenter de 23 le nombre de ses succursales qui, avec les agences et les bureaux atteignaient 112 au 31 décembre 1913. A la même date les tiers lui avaient confié 142 millions de francs. Son portefeuille

effets était de 75 millions, les espèces en caisse et dans les banques 35 millions, les comptes-courants débiteurs, les avances sur garanties et reports 76 millions. Il est à remarquer le concours apporté par la B.N.C. au commerce extérieur, le poste « débiteurs par acceptation » atteignant déjà 76 millions. Les participations financières et le portefeuille titres étaient insignifiants à 2.770.000 fr.

La guerre qui éclata au cours de son deuxième exercice ne gêna en rien son évolution et donna même une puissante impulsion à ses affaires. La B.N.C. jouissait de l'estime du public, les dépôts et les comptes-courants créditeurs, contrairement aux autres établissements de crédit où ils restaient stationnaires connurent une courbe ascendante prononcée : de 128 millions au 31 décembre 1914 ils s'élevaient à 814 millions en 1918. Par ailleurs la B.N.C. ne ménagait son aide ni à l'Etat répondant à ses appels par des souscriptions importantes aux bons et obligations de la Défense Nationale et aux titres d'emprunts de guerre, ni à l'industrie privée contribuant à sa reconstitution et à son rajeunissement.

Ce rapide essor devait entraîner un accroissement symétrique des moyens d'action. Le capital social malgré les hostilités subit les augmentations successives : en 1917 il était porté de 100 à 150 millions dont 37,5 versés. En 1919 la B.N.C. fit appel au public pour 50 millions au mois d'avril ; pour 100 millions au mois de décembre, ce qui éleva le capital de 150 à 200 et de 200 à 300 millions libérés pour un 1/4. Parallèlement à l'accroissement de capital, augmentaient les dépôts, les réserves (de 17.867.102 fr. en 1918 à 42.218.846 fr en 1919 en raison de la prime avec laquelle furent émises les actions nouvelles), les bénéfices et les dividendes.

Le capital des établissements de crédit après la guerre

Après les hostilités le développement des établissements de crédit et, par voie de conséquence les appels de capitaux neufs, se sont poursuivis de façon différente, en deux phases.

Pendant toute la durée de la période d'inflation moné-

taire l'incertitude est telle qu'elle empêche les banques d'envisager un programme important d'extension. Les réajustements de capital effectués avant la guerre s'avèrent suffisants pour remplir leur rôle de caution des exigibilités : la Société Générale et le Crédit Commercial de France fonctionnent respectivement avec les 250 millions et les 120 millions qui résultent des augmentations de 1912 et de 1920.

Le Crédit industriel et commercial laisse lui aussi son capital à 100 millions. Mais les actionnaires, usant du droit à eux conféré par l'Assemblée Extraordinaire du 17 mars 1914, continuent de libérer complètement le capital non appelé. C'est ce qui explique que le capital versé devient successivement 33 millions en 1922, 34 millions en 1923, 35 millions en 1924, 36 millions en 1927, 37,5 millions en 1926, 39,5 millions en 1927, 43,7 millions en 1928, 29,30 et 31 représentant 150.000 actions libérées de 135 fr. et 50.000 actions intégralement libérées.

Les autres banques de dépôts ont estimé nécessaire une demande de capital frais. Mais elles ne l'ont fait qu'avec circonspection et le plus souvent les augmentations réalisées n'ont été que de peu d'importance. Le Comptoir National d'Escompte de Paris a procédé en juin 1920 à l'émission de 100.000 actions, de 500 fr. nominal au prix de 750 fr. par action. Cela a porté son capital social de 200 à 250 millions de francs.

La B.N.C. dont la jeunesse et la prodigieuse vitalité justifient l'optimisme accroît également ses ressources propres. Elle avait en 1919 donné à ses actionnaires la possibilité de libérer entièrement leurs actions. Le nombre de ceux qui en usèrent fut si important que le capital passait à 205 millions en 1920 et à 213 en 1931. La B.N.C. absorbait en 1922 la Banque Française pour le commerce et l'industrie qui avait en 1913, participé à sa fondation et était restée depuis lors en étroites relations d'affaires avec elle. Le capital atteignait 262 millions au 31 décembre. L'assemblée générale extraordinaire du 21 septembre 1923 adoptait un plan de remaniement du capital social qui aboutissait en fait à une diminution. Elle le fixait à 250 millions mais en actions entièrement libérées, représenté par 500.000 actions de 500 fr. L'opération a été réalisée au moyen du remboursement de 250 fr. par action déjà libérée, de l'appel

d'un 1/4 sur chaque action non libérée et de l'échange de deux actions entièrement libérées de 500 fr. contre une action nouvelle de 500 fr. entièrement libérée.

Enfin le Crédit Lyonnais a également, aux assemblées générales extraordinaires des 24 septembre et 17 décembre 1926, décidé une augmentation de son capital de 250 à 255 millions. Cette augmentation très modeste a été réalisée par l'émission de 10.000 actions de 500 fr.

Il semble que ces augmentations de capital, par exemple celles du Crédit Lyonnais de 250 à 255 millions procèdent d'une autre préoccupation que le souci d'ajustement aux nécessités de l'heure du capital propre des établissements financiers. A cette époque, l'afflux en France de fonds étrangers a fait redouter, non sans motifs plausibles, la main mise de l'étranger sur les grands organismes bancaires, industriels ou commerciaux. C'est en vue de se mettre en garde contre un tel danger qu'ont été créées à cette époque un peu partout en France des actions nominatives, dites à vote plural et réservées en fait aux dirigeants de l'entreprise (ce qui créait un autre danger), mais qui n'en constituaient pas moins une augmentation de capital. C'est à ce titre que nous en faisons mention.

Différente devenait la situation après le retour à la stabilité monétaire. Nous avons vu dans notre premier chapitre avec quelle prospérité économique coïncidait cette période. Les banques ne pouvaient demeurer étrangères à ce mouvement et connaissaient une extension considérable de leurs affaires. Mais pendant qu'augmentaient leurs exigences, leurs ressources propres s'affirmaient insuffisantes à les garantir. Le tableau suivant établi pour les grandes banques le montre éloquemment : (au 31 décembre 1928) en milliers de francs :

Banques	Ressources propres ¹	Exigibilités ²	Proportion
Crédit Lyonnais	500, 7	12.736, 3	3, 9 %
Comptoir d'Escompte ..	394, 5	9.328, 9	4, 2 %
Société Générale	371, 4	13.019, 3	2, 8 %
Crédit Commercial ...	201, 8	2.525	7, 9 %
Crédit Industriel	116, 5	1.314	8, 8 %
B.N.C.	384, 6	4.630	8, 3 %

1. Capital versé, réserves, bénéfices reportés.

2. Dépôts à vue et à terme, comptes-courants et acceptations.

D'autre part la dévaluation du franc qu'allait sanctionner la loi du 25 juin 1928 nécessitait une réadaptation aux conditions nouvelles. « On considérait que l'un des effets le plus certain de la stabilisation légale du franc serait de déterminer la plupart de nos entreprises financières, industrielles et commerciales à augmenter leur capital social afin de disposer de ressources complémentaires leur permettant d'étendre leur activité dans un régime économique redevenu normal »¹.

Les deux conditions que nous énoncions au début de ce chapitre se trouvaient donc réunies : elles militent toutes deux en faveur d'une augmentation du capital social. Cinq sur six des banques de dépôts que nous étudions allaient se plier à la règle et mettre leurs ressources en harmonie avec les circonstances. Le Crédit Industriel et Commercial constitue seul une exception. Sa situation particulière, ses méthodes de concentration, justifient qu'il se soit contenté pour fonctionner des 43,7 millions effectivement versés. Au début de 1932 le Conseil d'administration a permis la libération anticipée de 20.000 actions nouvelles. Cette augmentation indirecte réalisée en pleine crise a porté le capital social à 51,2 millions au 31 décembre 1932.

Ce sont les établissements les plus jeunes, Crédit Commercial de France et Banque Nationale de Crédit qui ont donné le signal des augmentations de ressources. Ces augmentations traduisent leur vitalité : elles correspondent à une politique d'élargissement de leur champ d'activité et aboutissent à une concentration plus accentuée. Le Crédit Commercial dans son assemblée extraordinaire du 19 mai 1928 élève son capital de 120 à 126 millions. Pour cela il décide l'émission à 1.000 francs de 12.000 actions nominatives de 500 fr. dites « P » à vote privilégié (une action « P » pour 20 anciennes).

Dans le courant du second semestre 1928 le Crédit Commercial a engagé des négociations de fusion avec la banque de Mulhouse, vieille banque alsacienne fondée le 8 novembre 1871, dont le but était de maintenir avec la France les

1. F. Modau, « Les augmentations de capital des grandes banques françaises », in *l'Economiste européen*, 15 mars 1929.

liens financiers les plus étroits. La conséquence de cette fusion réalisée en décembre, a été la création de 57.600 actions « O » de 500 fr. remises à la Banque de Mulhouse en représentation de l'apport de son actif. De ce chef le capital atteint 154.800.000 francs.

Une nouvelle étape de l'extension du Crédit Commercial devait être marquée par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} février 1929. Celle-ci décide d'élever à 210 millions le capital de la société en émettant à 1.000 fr. (soit avec une prime de 500 fr.) 102.400 actions ordinaires nouvelles et 8.000 actions de priorité toutes de 500 fr. nominal. D'ailleurs sous l'impression du développement rapide de cette maison qui a réussi à se hausser au 1^{er} rang des établissements de crédit, l'action valait plus de 7.200 au moment de l'émission.

La B.N.C. suivant les décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 20 juillet 1928 a augmenté son fonds social de 250 à 262.500.000 fr. Elle a émis pour cela 25.000 actions « B » dites « actions de contrôle ». Mais les animateurs de la B.N.C. ont conçu et réalisé en 1930 une affaire de plus vaste envergure. Des assemblées générales et extraordinaires en date des 11 avril et 2 mai 1930 ont décidé la fusion avec l'ancienne maison mère alsacienne, le Comptoir d'Escompte de Mulhouse. En conséquence le capital de la Banque absorbante est porté à 318.750.000 fr. entièrement libéré, soit une augmentation de 56.250.000 fr. « Ce fait de rationalisation conforme aux plus saines doctrines termine l'histoire brillante de la doyenne des affaires de crédit d'Alsace et jalonne une étape remarquable dans celle déjà si bien remplie du superbe établissement français qui en était issu en 1913 »¹. L'opération a été effectuée comme suit : le porteur de quatre actions du Comptoir d'Escompte de Mulhouse a reçu en échange trois titres de la B.N.C. et une soulte de 25 fr. compensant une perte de 3 mois de jouissance. Cette « judicieuse concentration » ne devait pas manquer dans l'esprit des réalisateurs de procurer des avantages aux deux parties. Les actionnaires du

1. René Théry, « Une heureuse concentration : l'absorption du Comptoir d'Escompte de Mulhouse par la B.N.C. », in *L'Economiste européen*, 21 février 1930, p. 115.

Comptoir d'Escompte de Mulhouse étaient associés désormais à la fortune d'une des banques les plus fortes et les plus progressives. La B.N.C. également renforçait sa position : elle se trouvait avec un capital accru de 21,4 % ; en y ajoutant les réserves du Comptoir (45 millions), celles résultant de la prime d'émission, les moyens propres s'accroissent de 385 millions à plus d'un demi milliard. Les dépôts et comptes-courants créditeurs montaient immédiatement de 4,5 milliards à 5 milliards ; enfin elle acquérait en Alsace et en Lorraine un excellent réseau de succursales, agences et bureaux (en tout 57 sièges), propice à l'extension de ses affaires dans cette région.

Nous avons vu plus haut le faible pourcentage qu'atteignaient au 31 décembre 1928 pour le Crédit Lyonnais, la Société Générale et le Comptoir d'Escompte les ressources propres par rapport aux exigibilités envers les tiers. Tandis que le Crédit Commercial et la B.N.C. augmentaient leur capital en vue d'une extension en largeur de leurs affaires, c'est à une préoccupation de liquidité qu'obéissaient, en 1929, nos trois grandes banques de dépôts, en procédant à une opération analogue. Au surplus, accomplies en période de hausse boursière, ces modifications ont permis d'émettre les actions nouvelles avec une prime élevée, dont le montant s'est joint aux réserves et a rendu plus considérables encore les moyens d'action propres de ces banques.

C'est du 7 au 28 mars que le Crédit Lyonnais, estimant les conditions favorables porte son capital de 255 à 408 millions. Il a augmenté de 150 millions le montant de son capital action « A » par l'émission de 300.000 actions de 500 fr. nominal offertes à 2.000 fr. (soit avec une prime de 1.500 fr.). Il met également en souscription 6.000 actions « B » (à vote plural) de 500 fr. nominal offertes à 665 fr. Le capital du Crédit Lyonnais est entièrement versé : 400 millions sont représentés par 800.000 actions « A » et 8 millions par 16.000 actions « B » à vote plural.

Le rapport du Conseil d'administration de la Société Générale à l'assemblée extraordinaire du 13 mai 1929 s'exprime comme suit : « les progrès continus de votre établissement nous ont amenés à penser que son capital social fixé depuis 1912 à 500 millions n'était plus en har-

monie avec l'importance de ses opérations. Aussi, usant partiellement de l'autorisation que vous nous avez donnée dans votre assemblée extraordinaire du 9 mai 1927, avons nous estimé nécessaire d'élever le capital de votre société à 625 millions ». 250.000 actions nouvelles identiques aux anciennes sont créées : elles sont libérées de moitié et émises avec une prime de 650 fr. soit au prix total de 1.000 fr. En même temps la Société Générale accorde à ses actionnaires la faculté de libérer leurs titres complètement et à toute époque. Toutefois cette faculté qui permet leur mise au porteur anticipée et les rend plus aisément négociables cessera quand 200.000 actions auront été intégralement libérées.

Enfin le Comptoir National d'Escompte a procédé avec succès à l'augmentation de son capital social de 250 à 400 millions. Cette opération décidée par le Conseil d'administration à la séance du 17 avril 1929 a été réalisée par l'émission de 300.000 actions de 500 fr. au prix de 1.500 fr. Ces actions ont été créées « jouissance 1^{er} janvier 1929 » et ont été souscrites à raison de 3 pour 5 anciennes. L'opération a fait rentrer 450 millions d'argent frais dans les caisses et a rencontré auprès des actionnaires un accueil consacré par l'assemblée du 25 juillet 1929.

A la suite de ces remaniements les banques ont réalisé leur objectif qui était d'augmenter leur coefficient de liquidité. Le tableau suivant le montre de façon précise par comparaison au tableau précédent : (en milliers de francs au 31 décembre 1929).

Banques	Ressources propres	Exigibilités	Proportion
Crédit Lyonnais	1.212, 3	12.617, 7	9,6 %
Comptoir d'Escompte ..	848, 4	9.315	9,1 %
Société Générale	644, 6	12.203, 5	5,2 %

Ce tableau permet de constater dans le chapitre des ressources propres outre l'accroissement du capital versé le chiffre croissant des réserves et des bénéfices reportés. Ces deux catégories de ressources jouent un rôle d'une importance assez considérable pour que nous leur consacrons une étude particulière.

B. *Réserves. — Bénéfices reportés.* — « Dans tout commerce et dans toute industrie, disait M. Germain aux actionnaires du Crédit Lyonnais en 1881, les réserves sont un auxiliaire utile. Mais s'il est un genre d'affaires où elles sont plus nécessaires que dans tout autre, c'est assurément dans la banque. Quand une houillère ou une forge dispose de fortes réserves, la sécurité de ses opérations y gagne certainement mais elle ne vend pas plus cher son charbon ou son fer ; les réserves n'exercent pas une influence directe sur les produits de son industrie. Il en est tout différemment dans une banque où le profit réside dans le taux élevé du crédit auquel les réserves concourent puissamment ».

On ne peut mieux exprimer le premier rôle d'importantes réserves pour une banque de dépôts et qui est d'avantager sa position de pourvoyeuse de crédit. Il en est un autre que l'on trouve encore dans un rapport de M. Germain en 1898 : « D'importantes réserves constituent la meilleure garantie contre toutes les éventualités. Dans une industrie comme celle de la banque, où les résultats annuels sont variables, il importe de donner au service des dividendes autant de fixité que possible. Il faut donc profiter des années prospères pour constituer des provisions qui, dans les exercices moins favorisés, pourront aider aux répartitions ».

Mais surtout l'objectif essentiel des réserves est de constituer, au même titre que le capital actions, le fonds de garantie des engagements. C'est d'ailleurs le vœu de la loi de 1867 dont l'art. 36 stipule, dans un but de protection de l'épargne, qu'avant toute distribution de dividende, il faut effectuer un prélèvement de 1/20 ou 5 % du bénéfice net et l'affecter à une réserve légale. L'alimentation de ce fonds cesse d'être légalement obligatoire lorsque la réserve atteint 1/10 du capital. Le plus fréquemment du reste, les statuts et la prudence des administrateurs imposent la constitution de réserves supplémentaires. Pour s'en convaincre, il n'est que de consulter les bilans des principaux établissements de crédit. Si le Crédit Lyonnais et la Générale bloquent toutes leurs réserves sous le titre « Réserves diverses » le Comptoir d'Escompte distingue ses réserves en réserves statutaire, diverses, spéciale, supplémentaire,

immobilière, réserve spéciale « parts de fondateur C.N. » ; le Crédit industriel en réserve statutaire et réserve extraordinaire ; la B.N.C. en réserve statutaire, réserve supplémentaire, réserve pour immeubles et installations ; le Crédit Commercial en réserve légale, fonds de prévoyance réserve extraordinaire.

D'autre part certaines pratiques des établissements de banque aboutissent à renforcer les fonds réservés. Tel est par exemple le système d'émission d'actions avec primes, cette prime étant versée aux réserves. Tel également le procédé de libération partielle des titres, qui aboutissant à l'ouverture à l'actif du bilan d'un compte actionnaire » constitue indirectement une garantie essentielle. Telle enfin la tradition de sagesse que signalait Kaufmann en 1912 pour le Crédit Lyonnais, la Société Générale et le Comptoir d'Escompte, qui leur fait amortir à un franc toutes les créances douteuses, tous les éléments de l'actif aussitôt qu'ils présentent la moindre insécurité, tous les frais d'installation, d'agences nouvelles. Il en résulte d'importantes réserves occultes n'apparaissant pas au bilan, donc impossibles à chiffrer. Signalons la coutume de ne pas répartir, pour la reporter, une part considérable de bénéfices nets. Ce « report à nouveau » permet de maintenir une très grande stabilité dans la fixation du dividende : il constitue donc une réserve supplémentaire ¹.

Si l'on interroge sur cette matière l'histoire de nos établissements de crédit l'on ne peut que constater le développement continu et méthodique de leurs fonds de réserve. Cette pérennité dans la politique, cette sagesse de conception ressort particulièrement du tableau suivant. Nous y avons groupé le capital versé, les réserves et les bénéfices reportés, pour une période allant de 1920 à 1929. La total montre les ressources que les établissements de crédit ont eu la possibilité de mettre en œuvre :

1. Le Crédit Lyonnais ne laisse jamais ce « report à nouveau » dépasser 20 millions. Dès que ce chiffre est atteint on augmente les réserves.

CRÉDIT LYONNAIS

	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Capital versé	250	250	500	250	250	250	250	255	255	255	408
Réserves	165	200	200	200	200	225	225	227	227	227	800
Report	5, 3	10, 9	15	19	24, 5	4	8	10, 9	15, 1	18, 5	4, 3
Total	420, 3	460, 9	465	469	474, 5	479	483	492, 9	497, 1	500, 5	1.212, 3

COMPTOIR D'ESCOMPTE

	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Capital versé	200	250	250	250	250	250	250	250	250	250	400
Réserves	38	67, 2	68, 8	70, 5	72, 4	74, 2	77	79	101, 6	113, 8	426, 2
Report		5	5, 8	6, 6	10	13, 2	15	18	19, 6	20, 6	22, 2
Total	238	322, 2	324, 6	327, 1	332, 4	337, 4	342	347	371, 1	384, 4	848, 4

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Capital versé	250	250	250	250	250	250	250	250	250	250	319
Réserves	124	51	53	54	55	57	58	60	75, 4	105, 9	306, 5
Report		3	4, 4	4, 6	5	5, 8	8, 2	12	15, 4	19	22, 3
Total	374	304	307, 4	308, 6	310	312, 8	316, 2	322	340, 8	374, 9	647, 8

CRÉDIT INDUSTRIEL

	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Capital versé	25	33	33	33	34	35	38	37, 5	39, 5	43, 7	43, 7
Réserves	25	28	29	30	39	52	52	70	70	70	70
Report	0, 5	0, 8		0, 1	0, 2	0, 4	1, 4	2, 5	3	2, 8	2, 9
Total	50, 5	61, 8	62	63, 1	73, 2	87, 4	89, 4	110	112, 5	116, 5	116, 6

BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT

	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Capital versé	25	205	213	262	250	250	250	250	250	262, 5	262, 5
Réserves	22, 7	89	90	91	93	100	102	103	104	121	123, 3
Report		1, 6	2, 2	0, 9	1	1, 2	1, 2	2	5, 6	1, 1	5, 3
Total	47, 7	295, 6	305, 2	353, 9	344	351	353, 2	355	359, 6	384, 6	391, 1

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

	1913	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Capital versé	40	120	120	120	120	120	120	120	120	126	210
Réserves	11, 7	27	29	31	33	36	41	47	57, 5	74	170, 6
Report						0, 9	1, 7	1, 4	1, 9	1, 8	1, 3
Total	51, 7	147	149	151	153	156, 9	162, 7	168, 4	179, 4	201, 8	381, 9

§ 2. — *Ressources empruntées.*

« Le rôle du banquier, a écrit Ricardo, commence lorsqu'il emploie l'argent des autres ». Cette vérité s'applique d'une façon toute spéciale aux banques de dépôts. Nous avons vu que leurs ressources propres ne sauraient servir à la fonction de distribution de crédit. Pour que la banque puisse prêter de l'argent au public il est donc nécessaire que le public lui en prête sous forme de dépôts de fonds. La nature originelle du dépôt de fonds en banque n'autorisait pas à le faire considérer comme un prêt du client au banquier : il était plutôt un service rendu. L'argent était conservé en nature dans des sacs ficelés et devait être restitué en identité. Loin de servir un intérêt quelconque, le banquier prélevait une commission qui était un véritable droit de garde. Au cours de l'évolution ce type de dépôts en banque a fait place au dépôt irrégulier « dans lequel le banquier devient propriétaire des fonds déposés, considérés comme choses *in genere*, avec obligation pour lui de rendre la même quantité de choses du même genre »¹.

C'est en raison de cette particularité que l'on peut véritablement considérer, au point de vue économique, le dépôt de fonds comme un prêt du client au banquier, recevant à ce titre une rémunération de celui-ci.

Une comparaison, pour l'ensemble des capitaux utilisés, de la fraction appartenant à la banque et de celle qui lui est confiée par les tiers, démontre que celle-ci est nettement plus élevée. De 1922 à 1929 le pourcentage en moyenne s'établit comme suit :

Banques	Ressources propres	Ressources empruntées
Crédit Lyonnais	7, 04	92, 96
Comptoir d'Escompte	6, 48	93, 52
Société Générale	4, 31	95, 69
Crédit Industriel	10, 99	89, 01
Crédit Commercial	8, 60	91, 40

Cet important « working capital » est confié sous deux formes aux établissements de crédit. Les fonds peuvent

1. Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commercial*, 8^e édit., Paris, Rousseau, 1931, p. 956.

d'abord être prêtés à titre essentiellement temporaire et de ce chef remboursables à toute réquisition. Ils bénéficiaient, dans ce cas, d'un intérêt très peu élevé. Les bilans les englobent sous les rubriques « comptes de dépôts à vue », « comptes de chèques ». On peut ranger dans cette catégorie les « dépôts à préavis », le préavis étant très bref, 5 à 7 jours d'une façon générale. Fait également partie de ressources d'une banque le solde créditeur de ses comptes-courants, c'est-à-dire la différence des deux chapitres correspondant de l'actif et du passif.

Mais l'argent peut aussi être confié aux banques pour un temps plus ou moins long. Il s'agit de dépôts remboursables à terme inscrits au bilan sous le titre « dépôts à échéance fixe » ou « bons et dépôts à échéance fixe ». En fait, ces bons sont des obligations à court terme, transmissibles par les voies de droit commercial. Le plus long délai de remboursement n'excède généralement pas 5 ans et l'intérêt servi augmente avec la durée de l'obligation. Ces fonds à échéance plus ou moins éloignée suppléent dans une certaine mesure à l'insuffisance du capital et des réserves. Une banque les recherche dans la mesure où elle est chargée d'immobilisations, soit pour satisfaire à des opérations de crédit à moyen terme.

Etudions l'évolution de ces différentes catégories de ressources de 1922 à 1930. Cette période est caractérisée par un accroissement continu des comptes-courants et des dépôts que légitime la situation économique générale. Pendant les années d'instabilité monétaire l'augmentation des fonds dans les banques est jusqu'à un certain point la conséquence de l'activité des affaires et des efforts faits par les banques de dépôts pour atteindre de nouvelles couches de clientèle et aller chercher les fonds disponibles partout où ils peuvent se trouver.

Mais cette tendance est avant tout le corollaire immédiat de la multiplication des signes monétaires et de la hausse des prix qui va de pair avec elle. On sait qu'en raison de la théorie du circuit fermé la majeure partie des francs créés par l'Institut d'émission lui retournaient par l'intermédiaire des banques où le public les déposait faute d'emploi. De même l'élévation du coût de la vie obligeait les particuliers

à conserver une quantité accrue d'espèces à leur disposition sous forme de dépôts à vue.

La relation directe de cause à effet entre l'inflation monétaire et le gonflement des dépôts en banque a été mise en lumière par M. J. Lorient ¹. Il compare le graphique des indices des comptes de dépôts et des comptes-courants créditeurs dans les quatre grandes banques de dépôts à l'indice de la circulation moyenne des billets, du cours du dollar à Paris et des prix de gros. La similitude des quatre courbes l'amène à conclure qu'« il y a certainement une influence combinée de la circulation fiduciaire, de la hausse des prix et de la dépréciation monétaire sur l'importance des dépôts en banque ».

Voici quelques chiffres à l'appui de cette thèse. En 1923 les ressources fournies par la clientèle des quatre plus anciens établissements de crédit (Lyonnais, Générale, Comptoir d'Escompte, Crédit Industriel), ont augmenté de 223 à 300 % (base 100-1913). Pour l'année 1924 les comptes-courants et les dépôts qui ont légèrement fléchi pendant le dernier trimestre ont marqué un progrès de 34,2 % par rapport à l'exercice précédent. Cet accroissement s'est poursuivi à une cadence soutenue du 31 décembre 1925 au 31 décembre 1926 et a atteint 12 %.

La stabilité de fait de 1927 suivie de la stabilisation légale du 25 juin 1928 a agi dans le même sens sur le volume des dépôts et des comptes-courants. La situation monétaire exerce une situation prépondérante. Le retour des capitaux précédemment exportés, les achats de francs effectués par les étrangers se reflètent dans le mouvement des comptes des sociétés de crédit. La vie économique est active et saine. La création de francs en contre-partie des devises absorbées par l'Institut d'émission provoque une abondance des capitaux disponibles qui vont tout naturellement se réfugier dans les banques de dépôts. Ainsi le total des ressources fournies par les tiers ressort en notable augmentation au 31 décembre 1927. Le pourcentage pour les quatre grands établissements de crédit est de 17,5 % et l'on at-

1. J. Lorient, Article annuel « Sur les Banques » in *La Revue d'Economie Politique*, cf., 1926, p. 318 ; 1927, p. 381 ; 1928, p. 533.

teint l'indice 490 très voisin de l'indice de dépréciation de la monnaie. Pour 1928 les dépôts et comptes-courants s'élèvent de 30 % et atteignent en valeur or un volume supérieur à ce qu'il était avant la guerre.

Pour ces quatre établissements le total des comptes de dépôts et des comptes courants a marqué l'évolution suivante (en milliers de francs) :

31 décembre	1913 :	5.384
—	1922 :	14.115, 2
—	1923 :	15.023, 2
—	1924 :	14.853, 4
—	1925 :	19.942, 9
—	1926 :	22.469, 1
—	1927 :	26.404, 1
—	1928 :	34.445, 2

Pour les six banques de dépôts que nous étudions ces mêmes comptes se totalisaient au 31 décembre 1928 à 42.727 milliers de francs.

Les circonstances économiques dans lesquelles s'est déroulée l'année 1929, dernière année normale avant la crise, expliquent le dégonflement de ces comptes à 42.60 pour les six banques et à 32.775 pour les quatre anciens établissements de crédit. Des retraits importants ont été faits en vue de placements temporaires en Europe Centrale (Allemagne principalement et à New-York sur le marché au jour le jour « on call »). La pléthore des capitaux disponibles, l'avalissement de l'intérêt à court terme à Paris incitaient à l'exode vers des pays où les taux pratiqués étaient sensiblement plus élevés. D'où la diminution constatée de près de deux milliards. Nous verrons que la crise provoquera un mouvement inverse et que les banques serviront à nouveau de refuge aux capitaux sans emploi.

Nous avons jugé utile de dresser un tableau indiquant pour chacune des six banques envisagées les fluctuations des comptes sous lesquels elles inscrivent les fonds apportés par le public. Voici quels sont ces chiffres du 31 décembre 1922 au 31 décembre 1929 (en milliers de francs).

CRÉDIT LYONNAIS

Années	Dépôts et bons à vue	Comptes courants	Bons à échéance
1922	1.854.346	3.129.535	46.674
1923	2.025.299	3.264.118	41.725
1924	2.105.573	3.042.862	63.532
1925	2.889.574	3.784.212	93.210
1926	3.108.602	4.213.470	111.778
1927	4.013.378	4.725.392	247.397
1928	4.680.610	7.214.526	308.143
1929	5.041.197	6.374.655	473.365

COMPTOIR D'ESCOMPTE

Années	Comptes de chèques et d'escompte	Comptes courants	Bons à échéance
1922	2.231.491	1.437.135	24.034
1923	2.413.063	1.688.248	26.081
1924	2.525.624	1.659.515	18.628
1925	3.504.573	1.937.591	37.626
1926	3.699.907	2.193.249	32.134
1927	4.451.031	2.764.037	40.729
1928	4.725.254	4.379.279	71.906
1929	4.690.187	4.266.524	97.985

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Années	Comptes de chèques	Comptes courants	Dépôts à échéance
1922	1.233.631	3.762.939	122.449
1923	1.272.933	3.999.377	101.711
1924	1.390.277	3.823.582	138.620
1925	2.028.948	5.252.543	161.144
1926	2.274.461	6.152.221	166.466
1927	2.926.147	6.818.019	120.842
1928	3.296.628	9.202.017	147.603
1929	3.545.179	7.904.014	289.014

CRDITÉ INDUSTRIEL

Années	Comptes de chèques	Comptes courants	Dépôts à préavis	Dépôts à échéance
1922	114.344	352.136	18.340	22.728
1923	125.485	285.008	15.709	39.304
1924	154.979	294.593	19.387	16.407
1925	183.463	553.612	28.157	31.052
1926	217.298	556.284	31.031	52.126
1927	245.376	615.475	42.020	67.360
1928	295.392	651.692	253.363	115.206
1929	297.359	725.711	128.955	101.691

<i>CRÉDIT COMMERCIAL</i>		
<i>Années</i>	<i>Comptes courants à vue et correspondants</i>	<i>Comptes créanciers</i>
1922	1.073.509	313.801
1923	1.228.119	393.940
1924	1.181.202	421.817
1925	1.575.386	366.393
1926	1.574.059	408.494
1927	1.678.322	385.950
1928	1.850.313	625.723
1929	2.051.366	1.188.197

<i>BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT</i>	
<i>Années</i>	<i>Comptes courants et de dépôts</i>
1922	2.439.911
1923	2.705.271
1924	2.607.751
1925	3.463.457
1926	3.592.489
1927	4.121.470
1928	4.630.762
1929	5.126.702

Section II

Emploi des ressources des Banques

Des deux catégories de ressources dont dispose un établissement de crédit, ressources venant de lui-même et ressources apportées par le public, ces dernières constituent ainsi que nous l'avons montré la masse la plus importante. Les problèmes, que pose l'utilisation de ces ressources, présentent de ce chef un intérêt accru. On peut édicter en principe que l'origine des fonds détermine les conditions de leur emploi. En conséquence la mise en œuvre des fonds d'autrui impose au banquier certaines limites à son activité. Il est en effet en butte à deux sortes de difficultés.

Il doit en premier lieu se conformer à certaines règles de prudence élémentaire. De ce qu'il fait travailler les capitaux d'emprunt, il résulte qu'il lui faut sauvegarder la sécurité des fonds confiés. C'est une question de discer-

nement et de flair à propos de laquelle il est délicat de formuler des préceptes généraux. Le banquier doit également conserver à sa trésorerie une marge d'élasticité suffisante pour pouvoir faire face à tout moment aux demandes éventuelles de remboursement des dépôts¹.

C'est là la considération de liquidité. M. G. Caullet a consacré plusieurs pages de sa thèse à définir « la liquidité et à déterminer ses exigences » Avec lui nous pouvons dire que la liquidité est la caractéristique que possèdent certains postes du bilan de pouvoir être convertis en espèces à bref délai. D'ailleurs, ce qu'il importe d'observer, c'est plus exactement le coefficient de liquidité. On appelle ainsi le rapport des disponibilités immédiates (espèces en caisse et dans les banques, correspondants, coupons à encaisser, portefeuille commercial et bons de la Défense Nationale) aux engagements à vue ou à très courte échéance. Sur la base de l'expérience acquise les banques constatent qu'il leur faut maintenir ce rapport aux alentours de 70 %.

Le concept de liquidité est primordial pour une banque de dépôts et il restreint doublement son champ d'action. Il lui impose d'abord de ne se livrer qu'à des opérations à court terme. Il nécessite ensuite lorsque l'index s'éloigne de la proportion idéale une orientation nouvelle de la politique de l'établissement : sévérité accrue dans l'octroi des crédits, renforcement des postes devenus insuffisants particulièrement de l'encaisse.

L'observation des principes de sécurité et de liquidité créent pour la banque des difficultés d'une autre sorte. Le public ne lui prête des fonds que dans l'espérance et la mesure où elle les utilisera fructueusement. Or la liquidité exige que l'établissement de crédit conserve inemployée une partie considérable de capitaux. De plus nous avons établi qu'usant de fonds déposés à vue, la banque de dépôts ne pouvait songer à s'en servir autrement qu'en prêts à court terme et aisément mobilisables. L'inconvénient apparaît : un placement de brève durée étant toujours de peu de rendement, les chances de gain du banquier aug-

1. Premier principe énoncé par Paves, *op. cit.*, p. 19 : « Mettre en coffre et prendre ses dispositions en vue de pouvoir se procurer immédiatement toutes les sommes nécessitées par les retraits ».

mentent avec le risque qu'il court. D'autre part, plus on cherchera à réaliser de beaux bénéfices, plus se révélera le danger d'immobilisation des fonds déposés par les clients. C'est ce qu'exprimait Saurel : « quand une banque se trouve dans l'impossibilité de développer les opérations à court terme et à faible rendement une redoutable alternative se présente : elle devra ou bien renoncer à employer ses capitaux ; ou bien les employer dans des opérations à plus long terme et à risques plus grands ».

Cette antinomie entre la liquidité et la sécurité d'une part, entre le risque d'immobilisation et le rendement de l'autre provoque chez les établissements de crédits des divergences de conceptions. Les uns, malgré les critiques dont on n'a cessé de les accabler, pour leur rigorisme, appliquent à la lettre le dogme d'Henri Germain qui constitue un code de rigoureuse sagesse pour les banques de dépôts. Les autres plus entreprenants et sans se départir d'une prudence qui est proclamée dans chacun de leurs comptes-rendus ne craignent pas d'affronter les dangers et d'allonger la durée des crédits qu'elles octroyent.

De là l'intérêt d'un examen des emplois de leurs ressources par les banques de dépôts. Les faits et les chiffres feront ressortir les tendances différentes des sociétés de crédit. A leur lumière il sera possible de porter un jugement sur les politiques variées dont elles s'inspirent et d'indiquer de quel côté se trouve la vérité : chez les sages ou chez les audacieux.

Nous avons signalé l'importance de la notion de durée en la matière. Elle nous servira à diviser cette étude. Notre paragraphe 1^{er} sera consacré aux emplois à court terme. Nous envisagerons dans une seconde division les opérations de crédit d'un cycle plus prolongé : nous les engloberons sous le titre de « Crédit aux affaires ». Enfin nous étudierons dans le paragraphe 3 des immobilisations.

§ 1. — *Les emplois à court terme*

Les emplois à court terme, quel'on désigne souvent sous la dénomination d'opérations de banque pure, se classent quant à leur liquidité en deux catégories. Les uns sont :

d'une mobilisation immédiate mais comme tels, loin d'être pour la banque une source de profits, ils constituent au contraire une charge pour elle. Les autres comportent une échéance plus éloignée qui s'accompagne d'un certain risque. Il n'en représentent pas moins des opérations types pour les banques de dépôts et interviennent pour une part considérable dans leur rémunération.

Etudions les successivement.

A. Encaisse. — Espèces dans les banques. — Correspondants. — Les bilans groupent sous ces rubriques des opérations qui, au fond ne sont pas des remplois de ressources. La conservation d'espèces soit dans les caisses de l'établissement, soit à la Banque de France ou chez des banquiers correspondants est commandée par les nécessités de la gestion de l'établissement : mais elle ne saurait être tenue pour un placement. Ces nécessités sont de deux ordres.

D'abord les exigences de trésorerie. La Caisse de l'établissement doit être à même de satisfaire à des besoins immédiats. En règle générale l'encaisse conservée à cette fin ne représente que les espèces qui seront à déboursier dans la journée et le lendemain. La liquidité du poste caisse est absolue. Mais on sent combien la banque doit s'efforcer de réduire au minimum la garde de fonds non seulement improductifs mais coûteux (frais de manutention et de conservation). Le chapitre Banque de France qui présente aussi un disponible rapide est assimilé aux espèces en caisse.

Il est également possible de faire face aux échéances de trésorerie en utilisant le compte « correspondants » dont la liquidité est presque immédiate. Ce compte englobe les maisons avec lesquelles la banque entretient des relations d'affaires. Les sommes ainsi portées en compte-courant sont relatives à des remises d'effets confiés pour encaissement ou à des opérations effectuées au bénéfice des comptes des clients (virements, versements). Le danger d'immobilisation s'avère pratiquement nul.

Mais outre cette première fonction, la prudence des dirigeants de banque confère à ces espèces stériles un rôle

plus important. Elles constituent une contre partie aux exigibilités. On sait que le capital et les réserves sont pour les dépôts une garantie mais à échéance plus ou moins lointaine et avec une possibilité de mobilisation variable. De même l'encaisse est une assurance contre les demandes instantanées que pourrait éventuellement formuler la clientèle des déposants.

Là encore c'est la préoccupation de liquidité qui impose aux établissements de crédit de réduire ou d'accroître l'encaisse et les postes assimilables. Certains auteurs estiment que l'encaisse doit représenter environ 10 % des exigibilités. C'est pour répondre à ce besoin que de 1922 à 1927 les sociétés de dépôts ont conservé par devers elles les sommes accrues. En même temps qu'affluaient les fonds d'emprunt leur couverture d'espèces disponibles devenait plus considérable. Voici les proportions que représentent les réserves de caisse par rapport aux dépôts à vue pour les principales banques de dépôts ¹:

	1913	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Encaisse et autres articles assimilables à une encaisse en % des dépôts à vue	10, 9	13, 4	13, 6	15, 2	17, 6	17, 6	23, 0	19, 0	16, 0
Encaisse et autres articles assimilables à une encaisse en % du total dépôts	10, 1	13, 0	13, 1	14, 6	17, 0	17, 0	22, 3	18, 2	15, 1

On constate que l'évolution est strictement analogue à celle que nous avons tracée pour les comptes-courants et de dépôts : hausse rapide jusqu'en 1927 ; diminution depuis cette date. L'augmentation de ce pourcentage est généralement interprétée comme un signe de ralentissement des affaires. Le fait que pendant les deux dernières années la proportion des réserves de caisse par rapport aux dépôts ait accusé une tendance plus ou moins marquée à décroître est due aux facilités plus grandes de remplois rémunérateurs. A la fin de 1929 les données ne permettent pas de prévoir la crise imminente, le pourcentage ayant encore

1. S.D.N., *Mémoire sur les banques commerciales*, 1913-1929, p. 54.

baissé. Le tableau qui suit indique non plus en pourcentage mais en valeurs les fluctuations des postes de première liquidité dans les banques que nous étudions (en milliers de francs) :

CRÉDIT LYONNAIS		
Années	Espèces en caisse chez les trésoriers et dans les banques	
1922	510.373	
1923	543.082	
1924	571.311	
1925	955.732	
1926	941.135	
1927	1.464.987	
1928	972.859	
1929	1.036.579	

CONPTOIR D'ESCOMPTE		
Années	Espèces en caisse et en Banque	Correspondants
1922	433.982	176.740
1923	478.618	243.938
1924	418.413	292.049
1925	745.064	358.463
1926	701.082	452.385
1927	1.175.285	416.382
1928	1.038.120	901.650
1929	599.904	1.590.376

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE		
Années	Caisse et banque de France	Banques et correspondants
1922	559.712	76.419
1923	593.978	91.623
1924	645.770	171.664
1925	865.603	377.763
1926	1.025.764	637.844
1927	1.388.433	1.919.729
1928	484.475	3.169.685
1929	836.290	1.977.937

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL		
Années	Caisse et Banque de France	Banques
1922	30.736	16.456
1923	34.164	7.274
1924	39.534	12.416
1925	50.965	33.977
1926	56.597	73.093
1927	67.198	48.599
1928	115.123	125.263
1929	98.805	91.605

BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT		
Années	Caisse, Banque de France, Trésor	Banques et banquiers
1922	215.702	209.233
1923	180.904	284.571
1924	232.891	335.924
1925	295.382	529.015
1926	323.107	523.768
1927	338.192	532.296
1928	365.492	896.070
1929	391.967	687.340

CRÉDIT COMMERCIAL		
Années	Caisse, Banque de France, Trésor	Banques
1922	98.261	112.571
1923	107.947	152.285
1924	97.444	173.463
1925	150.207	274.784
1926	160.020	236.403
1927	133.353	229.456
1928	150.085	255.610
1929	115.410	244.760

B. *Escompte des effets de commerce.* — *Bons de la Défense Nationale.* — « Escompter un effet de commerce est en verser le montant au porteur avant l'échéance contre remise du titre et sous certaines retenues dont la principale est proportionnée au temps à courir jusqu'à l'échéance »¹. C'est en somme monnayer une créance non échue. Les caractères propres de cette opération de crédit la font considérer comme la plus parfaitement adaptée à l'activité d'une banque de dépôts. Répétons qu'un établissement de crédit qui utilise des capitaux à vue ou à très court terme doit rechercher pour les faire fructifier un emploi de toute sécurité et de plus aisément mobilisable².

La question de la sécurité peut être ramenée à une question de garantie. Or les garanties présentées par l'escompte sont multiples. Garanties de fait d'abord. L'escompte est intimement lié (sauf le cas des effets de complaisance) à une affaire commerciale déterminée : contrat de vente,

1. Henry Terrel et Henri Lejeune, *Traité des opérations commerciales de Banque*, 6^e édit., Paris, Masson, p. 52.

2. On rencontrera souvent l'expression « mobiliser un crédit ». On doit entendre par là avec Terrel et Lejeune le fait de se « procurer à nouveau par un moyen subsidiaire les fonds qui ont été primitivement employés ».

de fournitures ou de travaux. Le commerçant, l'industriel ou l'entrepreneur peuvent avoir besoin de fonds disponibles avant d'avoir encaissé le montant de cette vente, de ces fournitures ou de ces travaux. La banque en fournissant ces fonds acquiert les droits de son client contre le cocontractant de celui-ci. Et comme le crédit est fondé sur une opération déterminée qui doit avoir son règlement, le banquier a toutes chances d'être remboursé.

Au point de vue juridique ¹ l'opération d'escompte présente deux sortes de garanties. En effet l'endossement à titre de propriété d'un effet de commerce confère au porteur un droit de créance sur le tiré. En second lieu en vertu de l'art. 140 du Code de commerce, le tireur et les endosseurs successifs garantissent solidairement au porteur le paiement de la traite. La position du banquier escompteur à qui sont conférés tous ces avantages se trouve être extrêmement sûre.

Mais — autre sorte d'intérêts — l'escompte sauf exception n'aboutit pas à une immobilisation de fonds.

Pour le commerçant : il est rare que les affaires soient traitées au comptant. Grâce à l'escompte le commerçant n'est pas contraint d'attendre l'échéance pour toucher le montant de sa créance. La possibilité de convertir en espèces liquides une créance à court terme lui permet d'employer cet argent à de nouvelles opérations.

Pour le banquier : selon Kaufmann la durée moyenne des effets présentés aux grands établissements de crédit oscille autour de 45 jours. L'opération est par conséquent limitée dans le temps. Le fait que son dénouement se produira à une échéance rapprochée écarte le risque de congélation des fonds. Mais il peut se faire que la banque ait à répondre à des retraits imprévus ou qu'elle désire accroître le mouvement de ses opérations. C'est une situation analogue à celle du commerçant : pour assurer son service de trésorerie la banque est dans la nécessité de mobiliser les avances consenties sous forme d'escompte. Elle se procurera des disponibilités en faisant réescompter son portefeuille par l'Institut d'émission. C'est la Banque de France qui lors-

1. Sur la nature juridique de l'escompte, cf., Thaller et Percerou, *op. cit.*, p. 969.

que certaines conditions sont remplies joue ce rôle « de Banque des Banques »¹.

En marge de l'Institut d'émission s'est du reste, constitué un marché libre de capitaux fourni par des banquiers ou des commerçants qui cherchent à employer leurs disponibilités. Ce marché officieux est appelé « marché hors banque ». Le taux pratiqué sur le marché hors banque est inférieur au taux officiel. Les effets pour être « placés » sur le marché hors banque doivent réunir les conditions requises pour être escomptables à la Banque de France. Ils doivent de plus satisfaire à des exigences particulières : les signataires doivent être connus comme présentant un crédit indiscutable ; les effets doivent être d'une longueur moyenne de 60 jours et d'un montant minimum assez élevé 3.000 fr. en général.

De la sorte l'escompte constitue un moyen particulièrement sûr de faire travailler les dépôts à vue ou à courte-échéance : il écarte tout risque d'immobilisation susceptible d'en entraver le remboursement. C'est également une opération très rémunératrice. Outre la retenue d'escompte qui s'obtient « en multipliant le montant de l'effet par le nombre de jour à courir jusqu'à l'échéance et en divisant le produit par un facteur variable suivant le taux » (Thaller et Percerou, p. 970) il est d'usage que le banquier s'attribue une commission. Le taux de cette commission est calculé sans tenir compte de la longueur du papier.

C'est pourquoi les établissements de crédit ont toujours consacré à cette opération la majeure partie de leur activité. En 1913 le portefeuille commercial s'élevait à 3.797 millions décomposé comme suit :

Crédit Lyonnais	1.518
Comptoir d'Escompte	1.004
Société Générale	971
Crédit Industriel	142
Crédit Commercial	87
B.N.C.	75

1. Le papier susceptible d'être réescompté à la Banque de France où « bancable » doit réunir les conditions suivantes : être revêtu des trois signatures solvables ; ne pas avoir plus de 90 jours à courir ; être libellé en francs pour le minimum de 5 fr. ; être payable sur une place où la banque de France est représentée ; ne contenir aucune mention restrictive des droits du porteur.

Nous allons étudier ce que sont devenus ces chiffres au cours de la période de 1922 à 1929. Nous dégagerons ainsi la politique des principales banques de dépôts en matière d'escompte. Toutefois quelques remarques préliminaires s'imposent.

C'est d'abord le fait que les bilans bloquent sous une même rubrique le « portefeuille effets et les bons de la Défense Nationale ». Ces bons correspondent à des besoins de trésorerie de l'Etat. Ils sont très recherchés par les banques pour qui ils constituent un emploi intéressant. Leur analogie avec les effets de commerce est frappante mais le crédit de l'Etat se substitue à celui des particuliers. L'escompte en est pratiqué suivant les mêmes règles lorsqu'ils sont bancables (un mois ou à trois mois).

Cette confusion de crédit public et de crédit privé empêche d'apprécier l'importance de l'aide au commerce et à l'industrie. D'autre part ce poste des bilans doit présenter une relative stabilité et ne pas être influencé outre mesure par les fluctuations économiques : la prospérité marquera l'accroissement des effets présentés à l'escompte et la réduction corrélative des besoins de crédit de l'Etat. En période de dépression, la tendance sera inverse mais aboutira au même résultat.

L'interprétation des statistiques appelle certaines réserves déjà formulées par M. R. Théry¹. Les bilans manquent d'uniformité : les établissements de crédit (à l'exception du Crédit Commercial) ne distinguent pas, parmi les effets qu'ils possèdent en portefeuille, ceux qui leur appartiennent et ceux qui leur sont remis à l'encaissement. Or, si l'escompte est une opération de crédit l'encaissement n'est qu'un service rendu à la clientèle et n'entraîne aucun risque.

Par ailleurs les chiffres cités au bilan s'appliquent au 31 décembre. Or le volume et la composition des portefeuilles commerciaux est sujette à des variations fréquentes et importantes. Il serait plus scientifique d'envisager, si cela pouvait se faire, une moyenne annuelle.

Enfin il est nécessaire de tenir compte du fait qu'un portefeuille se renouvelle plusieurs fois au cours d'une

1. R. Théry, *op. cit.*, p. 65 et suiv.

année. Si l'on admet avec Kaufmann que la durée moyenne des effets escomptés est de 45 jours on doit multiplier le portefeuille par 8 pour connaître le total des opérations d'escompte.

On voit donc la difficulté de déterminer exactement l'importance de ce genre de crédits. Les chiffres que nous citerons ne valent qu'à titre d'indication. Leur approximation est néanmoins suffisante pour illustrer les mouvements et les tendances de cette intéressante catégorie d'opérations bancaires.

Dans la période qui s'écoule de 1922 à 1929 on peut distinguer deux phases dans le développement des comptes d'achat d'effets de Bons de la Défense Nationale.

De 1922 à la stabilisation de fait.

L'année 1922 est pour les affaires d'escompte la première à peu près normale depuis 1913. La guerre avait provoqué une paralysie générale des échanges entre particuliers et avait réduit considérablement les besoins en crédit à court terme des commerçants et des industriels. Au lendemain des hostilités, la dépression de 1920-1921 retarda la reprise des opérations courantes de banque. Aussi les rapports des principaux établissements de crédit soulignent-ils comme un fait nouveau l'augmentation très sensible qui s'est produite en 1922 dans le volume des présentations à l'escompte. Le Comptoir d'Escompte « se félicite de ce retour graduel aux habitudes normales de tirage et souhaite qu'ils'accélère encore pour le plus grand profit des transactions commerciales ». Le Crédit Lyonnais, pour qui l'accroissement a été supérieur de 30 % du montant enregistré en 1921, déplore cependant que « le solde du portefeuille commercial, bancable ou non reste encore très au-dessous du chiffre qu'il devait atteindre pour permettre de répartir suivant les proportions d'avant-guerre entre les divers emplois que peut faire une banque de dépôts, les sommes confiées à la société ». La Banque de France en ramenant à 5 % en avril 1922 et à 4 % en juillet 1923 le taux de ses escomptes a donné au marché un encouragement précieux.

Du reste l'augmentation constatée est toute relative.

La contraction du volume des effets commerciaux due à la guerre et à la crise persiste dans une certaine mesure. Le gonflement de ces articles des bilans semble bien être jusqu'en 1924 la conséquence des besoins de trésorerie de l'Etat et de l'absorption par les banques de montants toujours plus considérables de Bons de la Défense Nationale. On trouve cette vérité exprimée dans tous les rapports : « Les Bons du Trésor et de la Défense Nationale à moins de 3 mois d'échéance forment encore la majeure partie de notre portefeuille » (Crédit Lyonnais, assemblée générale du 28 avril 1924).

L'année 1924 vit persister ce mouvement de progrès. Les causes semblent être d'une part des besoins accrus de capitaux dus à la hausse des prix ; d'autre part une reprise marquée des affaires s'accompagnant chaque année d'un retour logique aux saines pratiques du crédit commercial. Cerecours au crédit a semblé exagéré à l'Institut d'émission pour qui il entraînait une augmentation inquiétante de la circulation des billets. Force lui fut de réagir en élevant à trois reprises le taux de l'escompte, à 5,5 % le 10 janvier ; à 6 % le 17 janvier ; à 7 % le 11 décembre.

Une direction nouvelle se manifeste en 1925. A défaut de précisions il est permis de supposer que la proportion de Bons du Trésor et de Bons de la Défense Nationale entrant en portefeuille a diminué. En effet le montant des Bons en circulation a reculé de plus de 8 milliards au cours de l'année. Les rapports, de leur côté, signalent un accroissement sensible des escomptes commerciaux. Cet emploi de prédilection des établissements de crédit représente pour les quatre plus importants (Lyonnais, Comptoir d'Escompte, Générale, Crédit Industriel) 70 % environ des dépôts. Le taux prohibitif de l'escompte officiel a empêché les banques d'utiliser le recours au réescompte et cela d'autant plus que le taux du marché hors banque se maintenait à un niveau assez bas ($4\frac{3}{8}$ % — $4\frac{3}{4}$ %).

L'accroissement des opérations d'escompte persiste dans le premier semestre de 1926 et s'exerce au détriment des souscriptions aux Bons du Trésor. C'est la période où l'inflation fiduciaire a atteint son maximum. La hausse des prix qui l'accompagne, l'intensité quelque peu anormale

des échanges constituent un milieu favorable à ce mouvement. Sans doute faut-il voir également, avec M. Lorient ¹, comme cause de cette préférence des banques du papier commercial aux Bons, les menaces de tendances socialistes dirigées contre elles et les embarras insurmontables de la Trésorerie.

De la stabilisation à la crise

L'avènement du Ministère d'Union Nationale provoque une réaction en sens inverse. L'élévation du taux officiel de la Banque de France de 6 à 7,5 % le 31 juillet suivi par le taux hors banque qui monte de 5 3/4, où il se maintenait depuis le début de l'année, à 7 3/8 %, rend difficile le recours à l'escompte. Parallèlement le ralentissement des affaires consécutif à la stabilité du franc réduit l'importance de la circulation des effets et la baisse des prix en diminue le volume. Le retour à la confiance dans les destinées des finances redonne de l'impulsion aux souscriptions des Bons.

Cependant en 1927 deux facteurs nouveaux allaient influencer sur le marché de l'escompte. C'est d'abord la dépression due à l'adaptation de l'économie française aux conditions monétaires récentes. Bien que la Banque de France créât des disponibilités par ses achats de devises et des facilités de réescompte par l'abaissement du taux à 6,5 % 16 décembre puis à 4 % (suivi par le taux hors banque : 4,5 % janvier ; 1,7/8 % juillet ; 2 % novembre ; 3 % décembre), le portefeuille subissait jusqu'au 30 juin un recul marqué en raison de la crise industrielle et commerciale. Cela se lit dans les rapports. Le Comptoir d'Escompte déplore « la pénurie de remploi » et le Crédit Lyonnais établissant une comparaison entre les augmentations de dépôts et la « diminution des demandes de crédit », constate avec amertume le gonflement exagéré des espèces improductives dans les caisses. Cette abondance d'espèces liquides concomitante au resserrement du crédit a rendu inutile la négociation du papier. Les banques se sont con-

1. J. Lorient, « Les banques en 1926 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1927, p. 379.

tentées de conserver les effets « en nourrice » jusqu'à l'échéance faisant subir à la Banque de France le contre-coup de la diminution de leurs opérations d'escompte.

Pendant les 6 premiers mois de l'exercice, le chiffre du portefeuille des 4 grands établissements de crédit diminue de 3.731 millions alors que celui des dépôts et des comptes-courants augmente de 2.620 millions. « De sorte que les emplois en portefeuille qui représentaient généralement 70 % environ des dépôts n'en représentaient plus qu'à peine 50 % au 30 juin »¹.

Au cours du second semestre se produit une légère reprise des affaires qui compense les réductions constatées jusqu'alors. C'est ce qui explique que les chiffres des portefeuilles des diverses banques au 31 décembre 1927 soient en progrès sur ceux du 31 décembre 1926 (Comme l'indique le tableau ci-après).

D'autre part, la politique de consolidation de la dette flottante, et notamment la suppression vers le milieu de l'année des Bons du Trésor et de la Défense Nationale à courte échéance, pose aux banques de sérieux problèmes pour le remploi de leurs ressources. La Caisse d'amortissement, dont c'était le rôle, terminait en juin 1928 le remboursement de ces bons et leur substituait en grande majorité des bons à deux ans. « Cette suppression des bons à court terme risquant d'apporter un trouble sérieux dans l'administration des dépôts bancaires, du moins tant que le marché ne disposerait pas de bons à deux ans susceptibles d'être escomptés c'est-à-dire pendant environ 21 mois, la Caisse des Dépôts a commencé à prendre en pension des bons de la Défense Nationale pour des montants élevés et pour des périodes très longues au début. Un marché s'est ainsi rapidement créé qui a, en fait, procuré aux établissements financiers les mêmes facilités de mobilisation que les anciens bons courts »². Les bons à deux ans malgré leur échéance lointaine ont été très recherchés par les banques. Dans la nécessité où elles sont d'utiliser leurs res-

1. Lorient, « Les banques en 1927 », in *La Revue d'Economie Politique* 1928, p. 537.

2. Ch. Corcelle, « Le Crédit de Banque d'après la durée », in *La Revue Economique Internationale*, 1933, Vol. II, p. 27-67.

sources elles ont là des valeurs à tout moment réalisables soit sous forme de négociations fermes, soit sous la forme dont nous parlons plus haut de pension à deux ou trois mois.

Du reste la suppression des Bons du Trésor à échéance rapprochée n'a que peu affecté les banques de dépôts. Elles ont trouvé fin 1927 un palliatif au manque de emplois en s'associant à la politique de la Banque de France de reports sur devises (Cf. notre chapitre 1^{er} § 2). Mais surtout l'année 1928 marque le début de la période de prospérité qui a précédé la crise. L'abondance monétaire a permis d'abaisser le taux d'escompte de 4 à 3,5 % en janvier. Par voie de conséquence, le taux hors banque a oscillé entre 2,3/4 %, 3 % en juin et 3, 3/8 % à la fin de l'année. L'activité des affaires provoque une augmentation considérable du volume des effets de commerce. Comme ils composent à peu près exclusivement le portefeuille des banques on conçoit l'important essor de ces postes des bilans au 31 décembre. Sur 8 milliards de dépôts nouveaux, 6 ont été consacrés par les 4 grands établissements de crédit aux affaires d'escompte. Les progrès réalisés élèvent leur portefeuille commercial à plus de 21 milliards c'est-à-dire 62 % du total des dépôts et des comptes-courants créditeurs.

En 1929, dernier exercice normal avant la dépression, on ne constate aucun changement : le mouvement d'affaires demeure au niveau élevé qu'il a atteint. L'abondance des fonds sur le marché des capitaux permet de maintenir le taux d'escompte officiel à 3,5 %. Le portefeuille des 4 grands établissements oscille toujours aux environs de 21 milliards. On sait que la proportion des Bons de la Défense Nationale est en décroissance, les remboursements ayant largement dépassé les émissions en 1929.

Le tableau suivant, qui intéresse les 6 grandes banques met en lumière les variations que nous venons d'étudier. On devra tenir compte en l'interprétant des réserves que nous avons formulées.

**PORTEFEUILLE COMMERCIAL ET BONS DE LA
DEFENSE NATIONALE**

Années	Crédit Lyonnais	Comptoir d'Escompte	Société Générale	Comptoir Industriel
1922	4.096.447	2.888.022	3.618.548	389.327
1923	4.088.109	3.023.527	3.484.294	354.217
1924	3.644.158	3.030.698	3.199.086	379.398
1925	4.797.928	3.777.387	4.706.745	619.142
1926	5.226.567	4.220.137	5.369.050	626.271
1927	5.792.480	4.924.801	4.793.500	719.415
1928	8.478.588	5.723.558	6.344.033	738.276
1929	8.198.539	6.009.216	6.161.951	974.930

Années	Crédit commercial ¹		Banque Nationale de crédit
	Portefeuille bancable	Portefeuille non bancable	
1922	839.618	37.967	1.627.462
1923	884.561	43.580	1.647.053
1924	775.293	54.103	1.440.408
1925	1.036.647	63.617	2.062.862
1926	1.097.649	53.717	2.109.192
1927	1.289.461	68.358	2.579.828
1928	1.410.170	91.717	2.444.096
1929	1.732.207	148.598	2.861.862

§ 2. — *Le crédit aux affaires*

Nous abordons une partie de notre étude dont l'intérêt se révèle tout particulièrement puissant. On a vu combien la considération de sécurité était primordiale pour les banques de dépôts qui doivent être toujours prêtes à répondre aux demandes de retraits de fonds de leur clientèle. Or, pour autant qu'elles effectuent l'escompte des effets de commerce, elles ne courent que des risques minimes : elles mobilisent une créance non échue, représentative d'une opération en cycle fermé, au dénouement plus ou moins rapproché. Il n'en va plus ainsi avec la branche de l'activité bancaire que nous désignons sous le titre de « Crédit aux affaires ».

Cette étiquette ne désigne pas plus le crédit à court

1. Le Crédit Commercial de France divise son portefeuille en « Portefeuille effets et bons de la Défense Nationale réalisables à vue » et « Bons de la Défense à plus de trois mois, portefeuille effets réalisables à termes ».

terme, objet de nos développements antérieurs, que le crédit à très long terme qui se réalise par voie de commandite et d'émission de titres. M. Germain Martin¹ a précisé d'une façon imagée ce que cette expression contient de vague. Nous acceptons sa définition et nous entendons par crédit aux affaires ces crédits « qui sont comme les béquilles d'une entreprise n'ayant pas en elle la force suffisante pour supporter son propre poids, ou d'une entreprise qui ayant déjà une longue existence éprouve quelque fatigue, soit qu'elle ait assumé des tâches très lourdes (exportation, achat de stocks de matières premières), soit qu'elle ait un outillage très vieux, démodé ou usagé ».

L'objet de ce crédit apparaît par conséquent étroitement limité. Qu'il soit accordé sous forme de découvert (avance pure et simple de fonds — ouverture d'un compte-courant) ou qu'il s'accompagne de garanties (avance sur titres, sur marchandises, sur warrants, etc...) son rôle doit être de suppléer à une insuffisance temporaire de capital. Citons en exemple le cas du crédit de campagne où la banque procure à un commerçant, un agriculteur ou un industriel les fonds qui lui sont nécessaires à une certaine saison de l'année pour procéder à des achats de matières premières. Ou encore les « crédits de stocks » qui s'adressent à des industries qui ont besoin de sommes importantes alors qu'elles sont dépourvues de disponibilités suffisantes pour acquérir des matériaux à des conditions favorables. Tel également, le cas de crédit accordé pour facilités de caisse ou de trésorerie.

L'utilité du crédit aux affaires ainsi entendu ne se discute pas. Il correspond à la nécessité où se trouve le pays d'augmenter ou de perfectionner ses forces productives. Il fournit les capitaux nécessaires à la réalisation de l'essor économique. Il est en définitive le moyen d'accroître la prospérité et il présente de ce chef un intérêt national.

De telles considérations qui n'excluent pas la perspective de bénéfices fructueux ont amené les banques de dépôts

1. Germain Martin, *Les problèmes du crédit en France*, Payot, Paris, 1919, p. 213.

à ne jamais négliger cette politique de collaboration et de contact direct avec le commerce et l'industrie. Le champ d'action qui s'offre là à leur activité s'avère extrêmement vaste mais il est parsemé de graves obstacles.

La nature même du crédit en banque constitue un premier danger. Nous savons que le crédit d'escompte porte en lui la justification de son emploi. Au contraire en cas de crédit en banque les fonds prêtés sont versés directement à une exploitation industrielle ou commerciale. S'il s'agit d'un découvert, l'avance est consentie sous la seule considération de l'honorabilité et de la solvabilité du débiteur. Si le banquier exige des sûretés en échange des prêts qu'il fait au client, c'est que la personne du débiteur est moins essentielle pour lui que la valeur du gage. De toute façon le banquier prêteur n'est pas à l'abri des risques. Nous avons dit qu'il doit avant tout considérer la sécurité et la liquidité des remplois qui sont offerts à ses ressources. Est-il à même de le faire en la matière ?

Cela semble difficile en ce qui concerne la sécurité. L'octroi d'un découvert se fonde uniquement sur des considérations de surface du débiteur : ces éléments sont d'une appréciation infiniment délicate et de plus sont sujets à variation. Ils nécessitent de la part de la banque une circonspection et une prudence toujours en éveil. Une documentation aussi parfaite que possible sur la situation du débiteur sera indispensable à tout moment. Malgré ces précautions, les chances d'erreur demeurent très grandes et les découverts sont pour les établissements de dépôts l'épée de Damoclès qui menace leur sécurité.

L'avance avec garantie par le fait même qu'elle est gagée apparaît plus satisfaisante. En cas de non remboursement le banquier gagiste possède un droit de réalisation qui le place dans une situation plus favorable que précédemment. Mais, le plus souvent, la garantie est illusoire. Il faut en effet poser en principe qu'elle ne doit être pour la banque qu'un élément accessoire de sa décision. Elle ne doit sous aucun prétexte décider une opération de prêt uniquement parce qu'elle est gagée, alors qu'elle l'aurait écartée si la garantie n'avait pas été offerte. Les avances garanties donnent une fausse sécurité. Elles reposent sur

la croyance dans la valeur du gage. Or, a moins qu'une marge importante de baisse n'ait été prévue, la réalisation des gages en période de difficultés économiques risque de mettre le banquier en perte. Kaufmann exprime cette vérité : « Les avances sur marchandises (ajoutons et sur titres) exigent de la part des banques la plus grande prudence et beaucoup de réserve ; elles nécessitent aussi une surveillance constante du marché pour chaque catégorie de nantissements ainsi que de la situation du débiteur gagiste. Il arrive fréquemment que les marchandises (et les titres) offerts en nantissements ne sont pas réalisables bien qu'étant destinés à être vendus »¹.

Mais un autre risque est à prévoir inhérent à la nature du crédit de banque. C'est le danger d'immobilisation des fonds. Avec les avances garanties il est très grand. Ces avances sont des prêts d'argent purs et simples, sans lien, avec une opération de commerce. L'emprunteur se trouve livré à lui-même pour utiliser ces fonds. Peut être même les a-t-il demandés pour faire face à une situation obérée. Le gage sera souvent difficile à réaliser ou ne le sera que dans un délai prolongé. Or, comme en banque le crédit appelle le crédit, les engagements augmenteront en importance et en durée pour sauver le premier enjeu. On devine à quelles pénibles extrémités une conjoncture défavorable peut conduire une banque de dépôts qui serait lancée dans cette voie de façon excessive.

Les crédits en blanc contrairement aux apparences semblent comporter à un moindre degré le risque d'immobilisation. En théorie ils ne doivent être ouverts que pour l'accomplissement d'opérations que nous avons limitativement énumérées. Celles-ci dont la durée est assez restreinte se concilient avec la préoccupation de liquidité. Mais il n'en va pas toujours ainsi. L'affectation que reçoivent les fonds prêtés se révèle le plus souvent imprécise et il ne saurait en être autrement. L'emprunteur opère une confusion entre son capital propre, son fonds de roulement et les capitaux qu'il tient de la banque. Quant au prêteur, sous peine d'une ingérence intolérable dans les affaires de

1. Kaufmann, *op. cit.*, note, p. 291.

son client il lui est impossible d'en suivre l'emploi. De là la possibilité de confusion. Le banquier s'imaginera demeurer dans les frontières que sa sagesse lui trace : il aura la conviction que son découvert suppléera à une insuffisance passagère de capital. Le commerçant ou l'industriel de son côté aura consacré la somme empruntée à renouveler son outillage ou à telle autre opération à rendement lointain. L'avance devient ainsi le complément nécessaire et permanent du capital. La banque de dépôts est transformée involontairement en commanditaire et est amenée à jouer un rôle que son mécanisme lui interdit.

D'ailleurs, si le Rubicon qui sépare le crédit de banque de la commandite se franchit si aisément, c'est qu'il existe entre eux une évidente proximité. C'est souvent parce qu'ils se ressemblent que certains en arrivent à ne pas les distinguer. Mais quelquefois la confusion est volontaire.

Ceci nous est prétexte à signaler au sujet du crédit aux affaires des dangers d'un autre ordre. Il ne découle plus de la nature de ce crédit mais de l'application qu'en font les diverses banques. Il y a là une matière où chaque établissement fera montre de ses conceptions et de son tempérament propres. La gestion d'une banque de dépôts se ramène au fonds à l'observation d'un petit nombre de principes élémentaires : de sécurité, de liquidité et de durée, de rendement. Or les principes de sécurité et de liquidité sont en raison inverse de la durée. Et il existe un antagonisme entre le rendement et la sécurité des emplois. En conséquence l'orientation des banques de dépôts variera, selon que les dirigeants placeront au premier plan de leurs préoccupations, la ponctualité de leur service de caisse vis-à-vis de leurs déposants ou au contraire estimeront préférable de faire fructifier au maximum les fonds qui leur sont confiés. Cette seconde hypothèse est éminemment périlleuse. Que la direction se départisse un instant d'une prudence qui devrait être constante, qu'elle oublie la principale qualité du crédit de banque qui est la brièveté et voilà ses créances gelées, sa liquidité et son existence mêmes compromises.

Nous avons essayé de montrer, par ces considérations générales, que la question du crédit aux affaires posait aux

établissements de dépôts des problèmes particulièrement délicats. Nous avons laissé entrevoir, que d'une maison à l'autre, ces difficultés avaient été résolues de façon différente. Attachons-nous maintenant à l'examen de ces solutions divergentes.

L'intérêt de cette étude à notre sens est double.

D'abord un intérêt historique. Sur ce sujet il existait avant la guerre une controverse très vive, qui est rappelée et commentée par MM. R. Théry et G. Cautlet dans leurs thèses. Les uns¹ reprochaient aux banques de dépôts de n'octroyer qu'avec parcimonie des crédits à échéance dépassant 90 jours. Leur politique de concentration, d'autre part, aboutissait à faire disparaître les banques locales et régionales et privait de leur soutien les entreprises industrielles et commerciales de moyenne importance. En bref, selon M. Neymarck² on demandait aux établissements de crédit :

« 1° D'ouvrir des crédits aux industriels, aux particuliers et aux commerçants qui en ont besoin ;

2° D'escompter des effets de commerce à plus longue échéance que celle qu'ils consentent ;

3° De favoriser le commerce d'exportation en ouvrant des crédits à lointaine échéance, en escomptant des traites et effets à échéance presque indéterminée. On leur demande d'être les bailleurs de fonds de tous ceux qui en ont besoin pour créer ou développer une industrie ou un commerce au dehors ;

4° De favoriser l'agriculture en lui prêtant des capitaux qui permettraient au petit cultivateur d'attendre le moment favorable pour vendre ses récoltes ».

Les partisans des grandes banques répliquaient qu'il leur était impossible de s'engager à la légère dans des opérations comportant un risque considérable et susceptibles d'aboutir à des immobilisations désastreuses de leurs capitaux. Henri Germain proclamait que « les entreprises

1. Frobert, Saurel, *op. cit.* ; J. Domergue, « La question des Sociétés de crédit », in *La Réforme Economique*, Paris, 1909.

Lysis, *Contre l'oligarchie financière*, Paris, Albin Michel.

2. Neymarck, *Les établissements de crédit en France, depuis 50 ans*, Paris, 1909.

industrielles même les mieux conçues, même les plus sagement administrées comportent des risques considérés comme incompatibles avec la sécurité indispensable dans les emplois de fonds d'une banque de dépôts ». M. Germain Martin dans son ouvrage sur les *Problèmes du crédit en France* fait justice des critiques précédentes. Les établissements de crédit ne peuvent être blâmés pour ne consentir que rarement aux moyens et aux petits industriels des ouvertures de crédit d'une certaine durée car il faut reconnaître « que dans le concert économique national chaque organisme a ses aptitudes qui lui sont imposées par la nature même de son mécanisme ».

D'autres auteurs adressaient aux banques de dépôts des reproches tout à fait opposés. Ainsi M. Manchez¹ reprenant quelques observations de M. Ribot, sur la politique des grandes banques : trouvait que leur action n'était pas assez rapprochée de celle des Joint Stock Banks anglaises, qu'elles ne remployaient pas suffisamment leurs dépôts en escompte et qu'elles s'occupaient exagérément d'avances sur titres et d'opérations ne pouvant se liquider à bref délai.

En résumé les deux camps adressaient aux banques des critiques tout à fait opposées. Dans l'un on dénonçait leur manque de largeur de vues dans l'octroi des crédits ; dans l'autre on découvrait en elles une propension fâcheuse à traiter des opérations amenant une certaine immobilisation.

Qu'ont fait les banques en face de ces discussions. Se sont-elles réformées dans un sens ou dans l'autre ? Les événements d'après guerre ont-ils imposé des modifications de leur politique ? Ces changements, s'ils se sont produits n'ont-ils pas eu une influence sur la crise économique actuelle. C'est là le second intérêt que nous trouvons à l'étude des tendances modernes de nos banques en ce qui concerne le crédit aux affaires.

De l'observation des faits écoulés de 1922 à 1929, années

1. G. Manchez, *Sociétés de dépôts, banques d'affaires*, Paris, Delagrave, 1918

2. Ribot, Ministre des finances dans l'*Exposé des motifs* de la loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au premier semestre de l'exercice 1915.

auxquelles nous limitons nos recherches, il semble impossible de ne pas constater un glissement du crédit à court terme vers le crédit à moyen ou à long terme. Le mémorandum de la Société des Nations sur les banques commerciales de 1913 à 1929 utilise des statistiques portant sur les systèmes bancaires du monde entier et signale que cet état de choses nouveau tend à se généraliser. « Les banques, y lit-on, accordent moins d'attention qu'autrefois aux crédits sous forme d'escompte et financent de plus en plus l'industrie au moyen d'avances directes de fonds de roulement soit en comptes-courants, soit sous forme de prêts à long terme ».

Cela s'est particulièrement manifesté en Allemagne et en Europe Centrale où par tradition les banques pratiquent la confusion des risques. Mais en France même, l'évolution, quoique à un moindre degré, s'est produite, dans un sens analogue. Les chiffres ci-dessous que nous reproduisons du mémorandum sont une illustration du fait que dans les banques de dépôts, les prêts et avances ont augmenté dans une plus forte proportion que les escomptes ¹.

	1913	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Escomptes	100	98	78	65	71	79	88	106	118
Prêts et avances	100	42	40	45	38	42	49	73	94

Répetons que ce mouvement s'est avéré très modéré, et démontrons-le au moyen du tableau suivant qui a la même origine que le précédent.

Pour l'ensemble des banques de dépôts le pourcentage des crédits d'escompte, de prêts et avances, de placements participations au total de ces articles ressemblait à peu de chose près à ce qu'il était en 1913, année considérée comme normale. On constate néanmoins dans le même sens que notre affirmation ci-dessus que les prêts et avances se sont maintenus en hausse sensible dans les trois années

1. Cette statistique tirée du mémorandum de la S.D.N., p. 31 a été corrigée pour permettre de mesurer les variations réelles qui se sont produites. Afin d'exprimer les chiffres originaux en valeur stables on les a divisés par l'indice de prix de gros du pays au mois de décembre de chaque année. L'indice ainsi obtenu est évidemment sujet à critique mais est le mieux approprié au but que l'on se propose, qui est d'éliminer les variations survenues dans les valeurs de la monnaie.

qui ont précédé la crise tandis que les affaires d'escompte subissaient en pourcentage un recul marqué.

Articles	1913	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Escomptes	58, 2	76, 3	71, 4	67, 1	72, 6	72, 7	71, 8	67, 9	64, 5
Prêts et avances	39, 4	22, 4	27, 8	31, 6	26, 5	26, 4	27, 3	31, 4	34, 8
Total	97, 6	98, 7	98, 8	98, 7	99, 1	99, 1	99, 1	99, 3	99, 3
Placements et participation	2, 4	1, 3	1, 2	1, 3	0, 9	0, 9	0, 9	0, 7	0, 7

L'examen des statistiques révèle que le développement des postes des bilans que la Société des Nations intitule prêts et avances (et qui correspondent à ce que nous avons qualifié le crédit aux affaires) a été surtout important au cours des années de prospérité. Il a coïncidé d'une part avec la diminution des Bons du Trésor détenus par les banques à la suite de la consolidation graduelle des dettes flottantes et d'autre part avec la période d'exceptionnel essor économique que la France a connu de 1927 à 1930.

Cette corrélation nous permet de déceler les causes de la politique nouvelle. Les banques souffrant de la disparition du papier d'Etat ont été tout naturellement orientées à s'occuper de façon plus directe du commerce et de l'industrie dont les besoins en crédit augmentaient sans cesse. Elles ont agi de la sorte pour ne pas laisser sans emploi les ressources qui leur affluaient toujours plus nombreuses. Quelles ont été les conséquences de ces changements d'orientations ? Remarquons à ce propos qu'ils semblent dans une certaine mesure constituer l'élargissement de vues que souhaitaient si vivement les détracteurs d'avant-guerre des établissements de crédit. De ce chef ceux-ci auraient dû être à l'abri des critiques. Il n'en a rien été et on leur a adressé deux reproches nouveaux. On a dit que l'aide aux affaires par suite des risques d'immobilisation qu'elle comportait était un péril pour la liquidité des banques de dépôts. Cet argument n'est pas sans valeur. Nous verrons dans notre deuxième partie à la liste des défaillances bancaires qu'un nombre considérable d'établissements d'envergure insuffisante et de conceptions trop hardies ont été éliminés par leur imprudence. Mais en ce qui concerne les grandes banques de dépôts (desquelles il convient d'ex-

cepter la B.N.C.) on constate, qu'imprégnées de conceptions classiques, elles se sont toujours conformées à des directives de sagesse : augmentation de capital et renforcement des réserves lorsque les ressources propres étaient insuffisantes pour servir de garantie aux fonds d'emprunt ; création d'organismes spécialisés pour faire face aux demandes de crédit à moyen et à long terme ; évaluation rigoureuse des postes de l'actif ; amortissement des créances irrécouvrables ou même simplement douteuses.

Dans ces conditions la crise a trouvé notre édifice de crédit dans une situation favorable et n'a exercé aucune des répercussions fâcheuses qui se sont produites dans les pays où les banques sont moins prudemment gérées.

On a aussi allégué contre les établissements de dépôts que le libéralisme dont ils ont fait montre en matière de découverts et d'avances en comptes-courants avait eu pour résultat de provoquer « une véritable inflation de crédits ». Ainsi aurait été financé un nombre exagéré d'entreprises et les banques seraient en partie responsables de la crise de surproduction.

En réalité, c'est là méconnaître le rôle auquel les banques de dépôts sont dévolues en raison du mécanisme de leur fonctionnement et que par tradition elles s'astreignent à remplir.

Recevant des fonds du public elles s'attachent à les employer ultérieurement en tenant compte de plusieurs éléments :

- 1° Des demandes qui leur sont adressées ;
- 2° De leur légitimité, c'est-à-dire si elles répondent à un besoin sérieux au point de vue économique ;
- 3° De leur conformité avec les opérations rentrant dans le cadre de l'activité normale d'une banque de dépôts.

Avec le Professeur Rist nous pouvons donc affirmer qu'il n'est pas de leur nature de créer le crédit mais de le dispenser. Leur fonction apparaît en quelque sorte comme passive : elle est conditionnée par la demande. Il leur est impossible de la faire naître lorsqu'elle n'existe pas. Témoins ces phrases empruntées au rapport du Conseil d'administration aux actionnaires du Crédit Lyonnais du 27 avril 1927 : « Après examen attentif de ces demandes de

crédit nous avons écarté celles qui ne paraissaient pas correspondre de réelles nécessités et donné notre appui aux maisons offrant les garanties désirables ». De même le rapport du 29 mars 1926 de la Société Générale s'exprimait ainsi : « Les demandes de crédit se sont faites plus nombreuses et plus importantes. Nous avons répondu aux appels de nos clients sans nous écarter de la politique de prudence et de discernement que commande le souci de la sécurité des engagements ».

Un examen détaillé portant sur les années 1922 à 1929 des comptes d'avances garanties et de reports ; des comptes-courants débiteurs ; des acceptations de nos six grandes sociétés de crédit nous mettra à même de constater comment chacune d'entre elles s'est conformée à ces principes généraux.

A. *Reports. — Avances et garanties.* — La tradition du Crédit Lyonnais de bloquer sous une même rubrique ces deux catégories d'opérations pourtant très différentes et dont la seconde seule peut être considérée comme « crédit aux affaires » nous contraint à les étudier dans la même division pour pouvoir comparer ce poste avec les postes équivalents des autres banques.

« Le report de valeurs peut être considéré comme une avance sur nantissement de titres de bourse, jusqu'à concurrence de leur pleine valeur et pour une durée s'étendant entre deux liquidations de bourse, avec faculté pour le prêteur de disposer des titres »¹. Il constitue pour la banque un excellent placement dont la garantie est certaine. Sa liquidité est également grande car sauf renouvellement il ne s'écoule que quinze jours ou un mois au maximum avant que les fonds ne deviennent disponibles.

L'importance des sommes placées en report par les établissements de crédit dépend de trois facteurs : l'abondance de leurs disponibilités, la hauteur du taux du report et surtout l'activité générale de la bourse et du marché à terme. Si nous examinons les chiffres de notre tableau ci-dessous, nous constatons pour les reports les mouvements suivants :

1. Kaufmann, *op. cit.*, p. 288.

1° De 1922 à 1925 inclus la progression est continue. Elle est due à l'activité qu'a connue la Bourse de Paris après qu'a été rendue la liberté au marché des rentes (2° semestre 1922). Cette augmentation des opérations de Bourse a persisté en 1923 et 1924. En 1926 l'impression d'insécurité qui a prévalu a conduit les Banques à se préoccuper d'assurer à leurs emplois de fonds le maximum de sécurité : l'opération de report qui offre suffisamment de garanties par elle-même a subi de ce fait un important essor surtout à la Société Générale (plus 80.681 milliers de fr.) et au Crédit Industriel (plus 15.447 milliers de fr.) A la fin de l'année le montant total des reports n'était plus que légèrement inférieur à celui de 1913.

2° En 1926 c'est au contraire un mouvement inverse qui se manifeste et la diminution des reports est générale. Les causes sont multiples. Citons-en quelques unes : réserve générale des capitalistes pendant le premier semestre en raison de l'incertitude de la situation ; baisse de toutes les valeurs et surtout des valeurs à terme à la fin de l'année sous le coup de la dépression économique ; mesures édictées par la Chambre syndicale des agents de change et adoptées par la coulisse contre la spéculation et qui ont consisté en l'obligation de couverture intégrale des achats à terme pour les étrangers.

3° Cette réduction ne devait être que passagère. Dès 1927 l'essor reprend. Les banques ont cherché à développer les reports pour compenser la diminution des escomptes. En 1928 la hausse boursière que l'on connaît a nécessité l'emploi de capitaux plus considérables. Ceci explique les chiffres records atteints par ces comptes au bilan.

4° La Bourse dans le 2^e semestre de 1929 a été le baromètre sur lequel pouvait se lire la crise imminente. La baisse des transactions boursières s'est répercutée sur les placements en reports qui ont subi une baisse extrêmement sensible : voisine de 50 % pour la Société Générale et le Crédit Industriel ; supérieure pour le Comptoir d'Escompte ; impossible à évaluer au Crédit Lyonnais, à la B.N.C. et au Crédit Commercial qui n'indiquent pas ce poste séparément.

Nous verrons par la suite que depuis cette date les reports se sont constamment maintenus à un niveau très bas.

Les « avances sur garantie » (c'est-à-dire les prêts sur nantissement de marchandises ou de valeurs) présentent pour les grandes banques une importance plus considérable que les opérations de report. Ce poste enregistre surtout des avances portant sur des titres cotés en Bourse et ayant un marché suffisamment étendu. Remarquons cependant qu'aucun bilan n'indique la nature des garanties accordées, ni leur montant. On voit combien une étude de ce genre peut être imprécise.

La pratique du renouvellement de ces crédits à l'échéance risque d'aboutir à une immobilisation de fonds. Le souci de liquidité imposera donc aux banques une politique très souple leur faisant restreindre cette forme de prêt aux époques où il s'avère nécessaire pour elles de conserver une encaisse importante. C'est en somme pour chaque maison une question d'opportunisme. D'où la difficulté de dégager une tendance susceptible de s'appliquer à l'ensemble des banques de dépôts. Néanmoins on peut dire d'une façon générale que de 1922 à 1929 les fluctuations principales de ces comptes ont été les suivantes :

1° En 1922, 23, 24 l'élévation du coût de la vie, la hausse des salaires ayant entraîné un gonflement des frais généraux les trésoreries d'un grand nombre d'entreprises ont subi un resserrement. Il leur a fallu recourir au crédit des banques ; les chapitres « avances sur garanties » du Crédit Lyonnais, du Comptoir d'Escompte, de la Société Générale, du Crédit Industriel et du Crédit Commercial sont en progrès. A la B.N.C. en 1924 se produit au contraire un recul de 422 millions à 398 millions.

2° Les conditions dans lesquelles s'est écoulée l'année 1925 ont amené les banques à rechercher pour leur trésorerie l'aisance la plus large. Le volume des avances garanties en raison des dangers qu'elles présentent a donc été comprimé au maximum. On le constate pour 5 sur 6 des banques que nous étudions. Le Crédit Industriel seul fait exception (32 millions au lieu de 27 en 1924). Ce mouvement de recul a persisté en 1926 au Crédit Lyonnais et en 1926 et 1927 à la Société Générale, au Crédit Commercial et à la B.N.C. En revanche le Comptoir d'Escompte l'augmentation des avances garanties a repris dès 1926. Notons que

le Crédit Industriel a réduit en 1927 de 32 à 26 millions cette catégorie d'opérations.

3° En 1928 les progrès réalisés en la matière dus à l'activité des affaires sont perceptibles dans nos six banques. Les chiffres des chapitres d'avances sur garantie ont fait un bond très considérable en 1929. Les trésoreries particulières ont souffert cette année là d'énormes impositions et des salaires en hausse. Elles ont dû être soutenues sous cette forme et par des avances en comptes-courants (voir ci-dessous) avant de pouvoir profiter par des émissions d'obligations de l'abaissement du loyer de l'argent à long terme.

B. Avances en comptes-courants. — « Les comptes-courants débiteurs, a écrit Kaufmann, sont des comptes qui ne doivent se solder, c'est là une règle qui ne souffre pas d'exception, que temporairement au débit de la banque». Ces avances sont en général accordées pour faire face à des besoins saisonniers (crédit de campagne) ou temporaires (facilités de caisse). Souvent aussi on y a recours (ce fut le cas en 1929) lorsqu'il s'agit d'attendre que la situation du marché devienne plus favorable au lancement d'une émission d'actions ou d'obligations. Enfin ils servent quelquefois à remplacer les crédits d'escompte, certaines maisons n'acceptant pas qu'on dispose sur elles. Cette pratique est très critiquable et divers rapports de la Société Générale ne manquent pas d'en souligner les inconvénients.

Etant donné le principe fondamental des banques de dépôts, de ne consentir d'avances que pour une durée très brève ce crédit n'est accordé que pour deux ou trois mois même lorsque la solvabilité du débiteur est parfaite. La possibilité de renouvellement que les banques ont largement admise tempère ce qu'il y a là de rigoureux.

Mais les dangers apparaissent. Pour l'emprunteur d'abord. On sait qu'en raison de la nature juridique du compte-courant les établissements créanciers peuvent exiger à tout moment le remboursement de leur créance. Or la banque envisagera un resserrement de son crédit en époque de dépression, c'est-à-dire à un moment où la clientèle aux prises avec des difficultés financières aurait tendance à

en demander l'extension. La politique de restriction de la banque, que légitime sa propre sécurité, suscitera des difficultés au commerce et à l'industrie.

Pour la banque la pratique des renouvellements de crédit aboutit à transformer les avances en découverts permanents constituant pour les entreprises débitrices une partie importante du fonds de roulement. C'est là le risque que nous mentionnons plus haut de l'évolution d'un crédit court en une commandite. M. Caullet estime le péril assez grave puisqu'à l'en croire « parmi les comptes-courants débiteurs d'une clientèle d'une banque, seul le quart au maximum peut être considéré comme réalisable à plus ou moins brève échéance. Le reste représente des capitaux qu'il serait difficile de faire rentrer avant un certain délai ».

C'est en raison de ce danger d'immobilisation que les établissements de dépôts avaient adopté avant guerre une ligne de conduite toute de prudence. Ne désirant pas engager les ressources d'emprunt en de telles opérations ils s'efforçaient de maintenir le montant de leurs comptes-courants débiteurs sensiblement égal au total de leurs ressources propres (1913, 6 banques de dépôts ressources propres : 1.182,2 millions; comptes-courants débiteurs : 1.585 millions).

Dans les années qui ont suivi la guerre (ainsi que le montre le tableau ci-dessous) une tendance unique s'est manifestée : celle d'un développement continu des comptes courants débiteurs. Il s'est opéré en deux phases :

1^o Jusqu'en 1926 il se produit lentement. Certes l'activité économique légitime des avances fréquentes et importantes. Mais le désir, qu'ont les banques de porter aide au commerce et à l'industrie, est compensé par la nécessité où elles sont de ménager leur trésorerie. La dépréciation constante de la monnaie, la hausse des prix provoquant des besoins accrus d'espèces de la part du public, les contraignent à accroître l'encaisse et à éviter tout emploi susceptible de se transformer en immobilisation. C'est ce qu'exprime le rapport présenté à l'assemblée des actionnaires de la Société Générale le 10 avril 1924 : « Votre établissement s'est fait un devoir de prêter à l'industrie et au commerce, sans toutefois se départir de ses principes

de prudence, les concours élargis rendus nécessaires par le développement des affaires ».

2° Le retour à la stabilité monétaire coïncidant avec la très grande prospérité des années 1928 et 1929 amène un vif essor des avances en comptes-courants. Les tableaux de la Société des Nations que nous reproduisons ci-dessus nous ont montré le fléchissement, tant en valeur qu'en pourcentage de la composition des crédits des opérations d'escompte. En contre partie, les banques, comme le dit le rapport à l'assemblée du Crédit Lyonnais du 25 juin 1929, « ont supplée à ces placements par le développement des comptes-courants débiteurs ». Et le rapport à l'assemblée de la Société Générale du 5 mai 1930 souligne le but de cette tendance récente : « Les augmentations des comptes-courants reflètent l'accroissement des facilités fournies par votre établissement à sa clientèle commerciale ».

Cette progression pour les 4 grands établissements a été extrêmement importante puisqu'elle a porté ses comptes de 3.287 millions en 1927 à 6.938 millions soit plus du double en 1928. Au 31 décembre 1929 pour les 6 banques étudiées le total des comptes-courants atteint 10.105 millions.

Arrivé à ce stade élevé le niveau des avances en comptes-courants ne manquait pas de présenter pour les banques de dépôts de multiples inconvénients. D'abord pour les capitaux employés. En face des 10.105 millions d'avances à découvert, les ressources propres des 6 banques de dépôts n'atteignent fin 1929 c'est-à-dire après réajustement de leur capital aux conditions nouvelles que 3.598, 1 millions. Elles n'en représentent plus qu'un tiers les deux autres tiers étant fournis par les fonds d'emprunt. M. Lorient estime qu'1/5 des dépôts sont maintenant orientés vers cette forme de remploi¹.

Les risques qu'une telle situation présente pour l'armature bancaire sont d'autant plus sérieux que les avances en comptes-courants ont été déviées de leur destination normale (satisfaction de besoins temporaires ou saisonniers) pour glisser vers la commandite. Ainsi toujours d'après M. Lorient² le bond des comptes-courants débiteurs en 1929

1. Lorient, « Les banques en 1928 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1929.

2. Lorient, « Les Banques en 1929 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1930.

est dû principalement au fait que le capital de nombre de sociétés étant devenu insuffisant, celles-ci ont fait appel au crédit de banque en attendant le moment favorable pour réaliser une émission d'actions ou d'obligations. C'est ce qu'exprime le rapport du Crédit Lyonnais du 25 juin 1929 : « les impôts actuels majorant le prix de revient des émissions de titres, les industriels et les commerçants ont eu tendance à faire appel au crédit de banque dans des cas qui naguère auraient paru justifier des émissions d'obligations ou des augmentations de capital ».

Donc aux termes de la période d'euphorie, l'évolution des banques de dépôts en matière de comptes-courants débiteurs a abouti aux résultats suivants :

1° Emploi de capitaux qui par nature devraient demeurer étrangers à une telle activité ;

2° Transformation du crédit aux affaires en financement plus ou moins direct d'entreprises industrielles ou commerciales.

Au total on a assisté à l'immobilisation d'une partie des dépôts en opérations incompatibles avec le fonctionnement normal d'un établissement de crédit.

Cette politique facile mais dangereuse devait être modifiée sous l'influence de la crise.

C. *Acceptations*. — La nature du crédit d'acceptation¹, « prêt de crédit et non pas prêt d'argent » est suffisamment connue pour que nous insistions. Le banquier accepte une traite tirée sur lui. Cette traite sera ultérieurement négociée chez un autre banquier, réescomptée par un troisième : la solvabilité de l'accepteur en facilite la circulation. En outre le banquier par son acceptation se reconnaît débiteur aux lieu et place de son client qui s'engage à constituer provision entre ses mains avant l'échéance. Mais en cas de défaillance de celui-ci il demeure seul engagé en vertu de l'art. 121 du Code de commerce².

1. Cf., la Conférence prononcée à l'Ecole des Sciences Politiques par M. J. Velay, in *Les problèmes actuels du crédit*, Félix Alcan, 1930.

2. Art. 121 du Code de commerce : « celui qui accepte une lettre de change contracte l'obligation d'en payer le montant. L'accepteur n'est pas restituable contre son acceptation quand même le tireur aurait failli à son insu avant même qu'il eût accepté ».

L'acceptation a donc pour but de substituer au crédit peu connu d'un commerçant ou d'un industriel la solvabilité unanimement admise d'une grande banque. Comme d'autre part la traite tirée sur celle-ci est susceptible de circuler, ce crédit peut être utilisé sans immobilisation de fonds. L'ouverture d'un crédit par acceptation se produit de façon générale dans les hypothèses suivantes (par ordre d'importance) :

1° Lorsqu'il s'agit de substituer la signature du banquier à celle de son client. Le cas le plus fréquent se présente en matière de commerce extérieur (à l'égard des exportateurs étrangers ou des importateurs français). L'opération, qui consiste en un tirage de traite sur le banquier par un fournisseur quelconque d'un de ses clients suppose une transaction antérieure entre le bénéficiaire du crédit et le tireur de la traite.

2° Le crédit par acceptation est quelquefois utilisé à suppléer un découvert de caisse. Dans ce cas la traite est tirée directement sur le banquier par son client. Par exemple le négociant N. qui désire obtenir du Crédit Lyonnais un crédit par acceptation de 50.000 fr. émet sur celui-ci un effet de cette somme à 60 jours par exemple. Le Crédit Lyonnais accepte la traite qui est portée à l'escompte au Crédit Commercial. Le produit de la négociation sera versé au tireur bénéficiaire du crédit. On aurait obtenu un résultat identique par l'octroi d'un découvert de Caisse mais au prix d'une immobilisation des fonds avancés, qui par ce procédé est évitée.

3° Enfin le crédit par acceptation peut servir à éviter un transport matériel de fonds. Soit un industriel qui fait effectuer par un agent à l'étranger des achats de matières premières. Il faudrait soit confier des sommes importantes à cet agent, avec tous les risques que cela comporte, soit l'accréditer auprès d'une banque de la place où il opère. Le crédit par acceptation est utilisé pour réaliser cet accréditif à l'étranger. Le préposé du bénéficiaire du crédit tire sur le banquier français qui a son tour avise son correspondant étranger.

Quelle que soit la fin en vue de laquelle il est utilisé, le crédit par acceptation ne peut acquérir une certaine im-

portance que si le crédit de l'acceptant s'impose au public. C'est donc une opération qui convient aux puissantes banques concentrées. Aussi dès avant guerre les 6 établissements de dépôts lui accordaient-ils une attention croissante qui se chiffre aux bilans : au 31 décembre 1913 les acceptations du Crédit Lyonnais s'élevaient à 142 millions ; celles de la Société Générale à 176 millions ; du Comptoir d'Escompte à 175 millions ; celles du Crédit Industriel à 25 millions ; celles de la B.N.C. à 75 millions ; celles du Crédit Commercial à 25 millions.

Ouvrons ici une parenthèse pour signaler une particularité des bilans. En général la rubrique « acceptations » figure à la fois à l'actif (débiteurs par acceptation) et au passif (créditeurs par acceptation). Cela est dû à ce qu'il y a simple engagement de la banque et que ce n'est que lorsque la traite sera échue qu'il y aura dette ou créance. Par conséquent les deux postes de l'actif et du passif se compensent exactement. On le constate : au Crédit Industriel, au Crédit Commercial, à la B.N.C. où le poste de l'actif correspond à deux postes du passif « acceptations à payer » (paiement devant être effectué par les caisses du siège) et « créditeurs par acceptation » (paiement devant être effectué par une succursale ou un correspondant). Au Comptoir d'Escompte le chiffre des débiteurs par acceptations qui figure à l'actif est très légèrement inférieur à celui que l'on peut lire au passif. Enfin le Crédit Lyonnais et la Société Générale ne font figurer le montant des acceptations qu'au passif de leur bilan, c'est-à-dire qu'ils considèrent l'opération comme un engagement de leur part. A l'actif cette créance est confondue avec d'autres dans le chapitre débiteurs divers. Déplorons ce manque d'uniformité.

Avant la guerre les détracteurs des grandes banques ne manquaient pas de leur reprocher de n'apporter qu'une aide insuffisante au commerce d'exportation. M. Théry montre dans sa thèse l'injustice de cette critique. Le crédit au commerce extérieur créé un milieu favorable au développement des exportations : il ne peut aller à l'encontre de l'évolution économique. Il y avait longtemps avant guerre que la France, « vieille nation riche » jouissait d'une balance des comptes très favorablement excédentaire

cependant que le déficit de la balance commerciale augmentait d'année en année.

Après la guerre et au lendemain de la dépression de 1920-1921, si l'on examine le tableau ci-dessous, l'importance du crédit par acceptation a diminué dans d'énormes proportions. En valeur absolue il augmente tous les ans (sauf en 1926 où nous avons constaté un recul de tous les postes des bilans), mais il faut attendre l'année 1928 pour que, compte tenu de la dépréciation monétaire les chiffres de 1913 soient atteints ou dépassés. 1928 et 1929 marquèrent un progrès considérable du crédit par acceptation. A cela plusieurs causes. D'abord le fait que la balance du commerce qui comportait un solde bénéficiaire pendant la période d'inflation se retrouve avec des excédents d'importations de l'ordre de grandeur de 10 milliards. L'octroi de crédits par acceptation était donc nécessaire pour financer les achats de matières premières effectués par les industriels et les commerçants français. De plus un grand nombre de banques étrangères profitant du taux peu élevé de l'argent à court terme en France se sont fait ouvrir par nos banques des crédits d'acceptation : elles ont émis sur celles-ci des traites à 90 jours qu'elles ont ensuite négociées sur le marché hors banque. Elles ont pu ainsi se procurer des fonds qui leur sont revenus moins chers que des avances en comptes-courants.

Sous l'influence de ces deux facteurs l'accroissement des acceptations devenait un danger pour les banques de dépôts à la veille des augmentations de leur capital et du renforcement de leurs réserves : leur montant tendait à se rapprocher des ressources propres comme le montre la comparaison suivante établie pour 1928. La progression de cette catégorie d'opérations constitue une justification supplémentaire du réajustement du capital et des réserves effectués l'année suivante.

Banques	Capital versé	Acceptations	Rapport en %	
	Réserves		1928	1927
Crédit Lyonnais	482	336	69	15
Comptoir d'Escompte	363	152	42	25
Société Générale	356	372	105	31
Crédit industriel	114	22	19	13
B.N.C.	383	289	75	15
Crédit Commercial de France	200	49	24	15

En 1929, comme l'a écrit M. J. Velay, il était nécessaire « que le développement, la vulgarisation auprès des grandes banques françaises du crédit d'acceptation viennent fournir les moyens de faire fructifier au dehors, avec toute la sécurité désirable le solde créditeur de notre balance des comptes ». Ce solde actif en effet, posait pour son utilisation de difficiles problèmes. En théorie pour l'employer on a le choix entre 3 procédés : l'importation d'or ; l'investissement extérieur à long terme ; les prêts à court terme à l'étranger. Or, en 1929 une augmentation des entrées de métal jaune n'aurait pas manqué de présenter des inconvénients pour les diverses banques d'émission dont elle aurait réduit l'encaisse et pour le marché monétaire français qu'elle aurait menacé d'une inflation de crédit. Le second remède (voir notre section 3) a été d'un secours certain et nous verrons la vogue dont ont joui les valeurs étrangères en 1928-1929.

En réalité le procédé le plus intéressant, rendu possible par la forte situation de la monnaie française, « de résorption du surplus des créances de la France sur l'étranger et de réduction de la circulation intérieure » devait être de créer des facilités plus grandes pour les affaires d'acceptation. L'étranger se ferait ouvrir à Paris des crédits en francs qu'il négocierait par la suite pour se procurer des dollars et des livres. De la sorte s'établirait une demande de devises étrangères permettant à la Banque de France de dégonfler son portefeuille.

Dans la pratique ce mouvement d'essor des affaires d'acceptations se traduit d'une double façon. D'abord on note dans tous les établissements un nouvel et important progrès des chiffres des bilans qui les représentent. D'autre part un effort officiel a été accompli en vue de rendre possible le recours de l'étranger au marché de Paris pour le financement des transactions internationales. Les conditions fiscales ont été améliorées par l'abaissement à 0,50 pour 2.000 du droit de timbre sur les effets tirés de l'étranger sur l'étranger circulant en France et pour les effets tirés à l'étranger et payables en France. (L. 16 avril 1930, art. 28).

En même temps, la Banque de France suscitait la créa-

tion d'un organisme spécialisé pour cette catégorie d'opérations : à la fin décembre 1929 la Banque Française d'acceptations voyait le jour avec un capital de 100 millions de francs.

Les conditions techniques nécessaires au développement des acceptations bancaires se trouvaient donc réunies : la crise économique allait stériliser ces tentatives et empêcher l'obtention de résultats.

SIX BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS

CRÉDIT AUX AFFAIRES

CRÉDIT LYONNAIS			
Années	Avances sur garanties et reports		Comptes-courants
1922	216.002		801.202
1923	309.156		1.006.618
1924	327.050		1.286.883
1925	238.462		1.449.297
1926	212.516		1.744.398
1927	650.238		1.797.905
1928	736.237		3.084.176
1929	461.207		4.199.454

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE			
Années	Reports	Avances sur garanties	Comptes-courants débiteurs
1922	9.332	163.243	404.124
1923	20.685	188.907	552.179
1924	25.195	207.270	608.708
1925	33.586	178.426	708.249
1926	29.116	189.557	722.558
1927	134.994	230.300	708.230
1928	165.872	413.498	1.208.848
1929	34.121	443.498	1.185.962

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE			
Années	Reports	Avances sur garanties	Comptes-courants divers
1922	17.567	202.214	915.469
1923	22.540	272.089	1.232.586
1924	37.449	402.345	1.336.931
1925	118.130	305.460	1.485.230
1926	63.949	239.502	1.636.661
1927	243.892	213.058	1.713.222
1928	312.996	460.382	2.552.615
1929	168.413	665.199	3.043.646

CRÉDIT INDUSTRIEL

Années	Comptes-Courants	Reports	Avances sur garanties
1922	58.989	3.679	20.463
1923	45.886	6.161	24.735
1924	55.766	6.153	27.945
1925	72.302	21.600	32.480
1926	81.247	15.730	32.743
1927	69.633	57.688	26.897
1928	84.753	229.595	39.408
1929	82.182	111.343	64.296

BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT

Années	Avances sur garanties	Comptes-courants
1922	264.355	387.441
1923	422.331	422.714
1924	398.373	448.166
1925	388.702	465.613
1926	380.950	534.479
1927	440.155	530.043
1928	584.517	684.396
1929	605.866	826.659

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Années	Reports	Comptes-courants	Comptes-courants débiteurs avec garanties
1922	7.240	270.955	150.953
1923	19.421	340.527	196.397
1924	21.423	387.844	220.113
1925	13.806	349.884	187.280
1926	3.335	417.623	164.756
1927	33.644	324.011	147.106
1928	70.616	379.352	290.048
1929	19.670	770.512	559.246

ACCEPTATIONS (en milliers de francs)

Années	Crédit Lyonnais	Comptoir d'Escompte	Société Générale
1922	28.004	83.955	75.311
1923	29.428	120.285	103.258
1924	35.501	98.449	159.379
1925	48.496	98.774	171.040
1926	40.968	67.366	122.239
1927	73.628	90.316	100.849
1928	336.695	152.442	372.072
1929	512.591	260.283	465.368

Années	Crédit Industriel	Crédit Commercial	B. N. C.
1922	2.771	10.715	38.728
1923	1.537	8.274	55.637
1924	6.755	8.760	102.521
1925	19.520	18.946	143.195
1926	13.288	30.701	77.976
1927	14.195	26.723	134.634
1928	21.903	48.998	289.837
1929	36.186	133.570	334.049

§ 3. — *Immobilisations*

Nous groupons sous ce titre général trois rubriques des bilans : « immeubles », « portefeuille titres », « participations financières ». Ce sont là, on le voit, des opérations assez dissemblables. Ainsi le portefeuille comprend des fonds d'Etat, des actions et des obligations. Sa composition dans les banques de dépôts ne devrait théoriquement porter que sur des titres à grand marché, des obligations et des actions facilement réalisables. Ce choix indiquerait qu'il ne s'agirait là que de disponibilités momentanément investies et attendant l'occasion favorable pour prendre, à nouveau, part aux opérations normales des banques de dépôts.

De leur côté les participations financières représentent des affaires de financement d'entreprises que la banque effectue soit seule, soit en compte avec d'autres maisons. Ce sont des opérations de commandite, qui peuvent procurer d'intéressants profits, mais pour lesquelles les établissements de crédit n'ont pas d'aptitude. Les participations et le portefeuille constituent de façon certaine un emploi de ressources.

Il n'est pas forcément ainsi pour les affaires englobées au chapitre des immeubles : celui-ci ne représente souvent dans les écritures que la valeur ou une partie de la valeur des locaux où la banque exerce son activité.

Néanmoins un lien de parenté existe : les sommes qui figurent au titre des immeubles, du portefeuille titres, et des participations financières offrent ce caractère commun que la banque ne peut en disposer qu'après un laps de temps plus ou moins prolongé. Elles sont immobilisées.

Nous ne reviendrons pas sur les inconvénients que présentent les immobilisations pour les banques de dépôts. Nous savons qu'elles constituent un péril pour leur liquidité et qu'à ce titre ne doivent y être consacrés que des fonds leur appartenant en propre. Il nous est connu aussi que les opérations de banque sont d'autant plus fructueuses qu'elles sont à échéance plus lointaine.

Le problème qui se pose est donc le suivant : dans la

gestion d'un établissement de crédit quelle considération devra l'emporter ? Faudra-t-il placer au premier plan le souci de liquidité qui limite les bénéfices ? Ou au contraire la recherche de hauts profits devra-t-elle être envisagée comme essentielle même si elle s'avère menaçante pour la vie de la banque ? Les solutions varient d'une maison à l'autre. Attachons nous maintenant à l'étude de ces divergences de conceptions.

A. *Banques de dépôts pures.* — Dans notre armature bancaire, il est deux banques qui figurent parmi les plus puissantes et dont les principes de gestion ont évolué vers ceux de la banque de dépôts type : ce sont le Crédit Lyonnais et le Comptoir d'Escompte.

Le premier dont nous avons montré le caractère mixte à ses débuts a subi une orientation nouvelle sous l'impulsion d'Henri Germain. Il a abandonné les affaires de crédit mobilier pour se consacrer exclusivement aux opérations de banque pure. Les participations financières ont été amorties ou réalisées et ont cessé de figurer au bilan. Le portefeuille titres qui oscillait avant guerre entre 7 et 8 millions de francs a encore diminué et se maintient aux alentours de 4 millions. Il est d'ailleurs à peu près certain que sa valeur doit être supérieure au montant pour lequel il est comptabilisé ¹. Mais il est progressivement amorti ce qui permet la constitution d'importantes réserves cachées.

Quant à la composition de ce portefeuille elle est impossible à connaître. Kaufmann estimait ² que le Crédit Lyonnais possédait en 1912 des postes importants d'actions du Crédit Franco-Portugais, des fonds Russes, des actions de la Banque de l'Indochine, de la banque Rouvier, de quelques entreprises industrielles et de transports de Lyon et de Marseille et surtout de la Société Foncière Lyonnaise. Qu'en est-il advenu ? Nous l'ignorons. Retenons simplement que le Crédit Lyonnais n'investit que des capitaux propres et pour des sommes dérisoires. C'est là une

1. C'est du reste un leit-motiv des bilans d'affirmer que les titres mis en portefeuille ont été évalués à un chiffre susceptible de ne comporter aucun aléa en cas de réalisation nécessaire.

2. Kaufmann, *op. cit.*, p. 303.

garantie suffisante de la prudence de ces principes directeurs.

Enfin les immeubles figurent au bilan pour la somme immuable de 35 millions. Ce chiffre est suffisamment bas et dispense de longs commentaires pour qui connaît les somptueux immeubles du Boulevard des Italiens. Il signifie que tous les immeubles, toutes les installations nouvelles, toutes les coûteuses machines, utilisées dans les innombrables services de l'établissement sont très rigoureusement amortis et constituent pour autant des réserves occultes. Par ailleurs le Crédit Lyonnais se tient à peu près à l'écart des affaires immobilières. On lit cependant dans son rapport du 14 mai 1930 : « Nous vous signalons qu'en présence du développement des affaires immobilières et notamment des programmes de construction d'habitations, nous avons jugé intéressant de participer avec la banque de Paris et des Pays-Bas et un groupe de sociétés immobilières à la constitution de la Compagnie Nouvelle Foncière et Financière ». Il n'est pas à douter que son intervention en la matière s'exerce avec une prudence excluant tous risques.

Des directives analogues sont suivies au Comptoir d'Escompte depuis le début du vingtième siècle. Il n'est que de lire quelques rapports à l'assemblée des actionnaires pour s'en convaincre : « Les règles de prudence auxquelles le Comptoir est astreint par son rôle essentiel de banque de dépôts : souci constant d'éviter les immobilisations, nécessité absolue d'écarter toute opération qui pourrait se traduire par une inflation durable du portefeuille titres et des participations financières » (20 avril 1920). D'autre part, l'examen du tableau que nous avons dressé prouve la désaffection croissante du Comptoir pour les affaires susceptibles d'entraîner une immobilisation de fonds.

D'abord le poste immeubles qui a figuré aux bilans jusqu'en 1918 pour 15, 8 millions ne vaut plus que 15 millions.

Les risques inhérents aux placements en valeurs industrielles ou aux affaires de commandite ont été écartés le plus possible. Les participations financières ont été évaluées à 3.100.000 fr. jusqu'en 1927. Depuis 1928 elles ont été portées au double (6.200.000 fr.) ce qui est une somme

infime ne faisant courir aucun danger à la liquidité de l'établissement.

Le portefeuille titres est très restreint. Kaufmann estimait qu'il se composait essentiellement « de valeurs de placements pour la vente au guichet, d'actions de banques de tout premier ordre (Banque de l'Indochine, Banque Rouvier) ». Il n'a cessé de diminuer et est passé de 7,5 millions en 1913 à 3 millions en 1919, à 1.455 millions dix ans plus tard en 1929¹.

Ce parallélisme de gestion de ces deux établissements se manifeste dans leur attitude à l'égard des besoins de l'industrie ou du commerce en prêts dont l'échéance dépasse celle que peut raisonnablement consentir une banque de dépôts. Le Crédit Lyonnais et le Comptoir d'Escompte ont manifesté le souci de contribuer au développement de la production française ; mais leur tradition de sagesse les a poussés à établir une distinction entre le crédit à court terme et le crédit à moyen ou à long terme. Ils ont estimé que celui-ci n'était pas de leur ressort et devait être confié à un organisme spécialisé. La lacune concernant cette sorte de crédit avait déjà été constatée avant 1914. Des études avaient conclu à l'époque à l'opportunité qu'il y aurait à créer sous la tutelle des grandes banques de dépôts des organes spéciaux destinés à y remédier. Les hostilités retardèrent la mise en œuvre de ce projet. Mais au lendemain de la victoire d'heureuses initiatives se manifestèrent et le Crédit Lyonnais et le Comptoir d'Escompte créaient de concert en juin 1919 « l'Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale ». Voici en quels termes le rapport du Comptoir d'Escompte commente cet événement : « Cette banque est destinée à procurer grâce à la souplesse de son fonctionnement aux entreprises déjà existantes même de faible importance, les capitaux indispensables à leur transformation ou à l'extension de leurs exploitations. Elle peut aider à l'étude et à la constitution de sociétés nouvelles, aux groupements d'affaires similaires ». C'est en somme une petite banque d'affaire qu'a fondée la collaboration du

1. Comme il n'est pas de principe qui ne souffre d'exception, indiquons que le Comptoir d'Escompte entretient des rapports suivis avec la Société Thomson-Houston.

Crédit Lyonnais et du Comptoir. L'intention de s'intéresser aux affaires régionales d'importance moyenne est nettement affirmée : on ne pourra donc plus adresser de reproche sur ce point à ces deux banques. La prospérité de cet organisme a incité les fondateurs à renforcer ses moyens d'action : en 1928 son capital a été porté de 25 à 50 millions.

Dans un ordre d'idées analogues le Crédit Lyonnais et le Comptoir ont également participé avec d'autres établissements français et étrangers à la création de la « Société pour le développement de la vente à crédit » dont le capital a été accru en 1928 de 25 à 50 millions.

Signalons également que dans le but de rendre plus facile les échanges commerciaux et financiers entre la France et les Etats-Unis, le Comptoir a établi à New-York au mois de juillet 1919 la French American Banking Association en coopération avec la National Bank of Commerce de New-York et la First National Bank de Boston.

Enfin le Comptoir d'Escompte entretient des relations suivies avec la Banque de la Réunion. Il collabore avec cet Institut d'émission principalement en vue d'assurer les relations commerciales entre la colonie et la France. En 1919 il lui a consenti une avance de 17 millions ultérieurement remboursée. La Banque de la Réunion signale encore que « la majorité du poste Caisse et Banque représente les comptes avec le Comptoir National ». Celui-ci est en quelque sorte, le correspondant métropolitain de cette Institution d'outre mer.

A notre avis cette politique d'accentuation des opérations de banque pure (escompte-avances en comptes-courants) et des opérations de commission où le bénéfice est certain et sans aléa (placement de valeurs, ordre de bourse, services divers rendus à une clientèle toujours plus étendue par une concentration extrême), de discrimination entre le crédit court et le crédit long, dont on ne se désintéresse pas, mais que l'on confie à des organismes spécialisés, est indiscutablement excellente. La considération de liquidité l'a emporté et le pourcentage qui la représente a toujours été maintenu à un niveau élevé comme le montre le tableau suivant. Les résultats obtenus par ces deux établissements (voir notre chapitre 3) tendent

à accentuer les préférence que nous avons pour leurs méthodes.

Années	Crédit Lyonnais	Comptoir d'Escompte
1913	71	85
1922	89	94
1923	84	90
1924	78	88
1925	82	89
1926	80	90
1927	80	89
1928	77	83
1929	77	81

B. *Etablissements ne redoutant pas d'assez importantes immobilisations.* — Les quatre autres banques de dépôts que nous étudions n'ont pas cru devoir limiter leur activité à des emplois très liquides. Elles consacrent des sommes beaucoup plus importantes que leurs rivales en participations et à la mise en portefeuille de valeurs mobilières. Elles ne répugnent pas non plus à effectuer des opérations sur immeubles de sorte que ce chapitre de leurs bilans contrairement à ce que nous avons constaté au Crédit Lyonnais et au Comptoir a marqué une progression.

C'est en raison de ses origines que la Société Générale a largement pratiqué l'aide directe et à long terme à l'industrie et au commerce. Nous savons qu'elle était conçue à l'origine comme une banque mixte et qu'elle devait même tenter de concurrencer sur son terrain le « Crédit immobilier » des frères Pereire. On sait également que l'augmentation de capital de 1905-1906 de 100 millions a été effectuée avec la garantie de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Cet accord a eu pour résultat l'entrée de deux administrateurs de la grande banque d'affaires au Conseil d'Administration de la Société Générale. Cela n'est pas sans avoir exercé une influence sur les directives de celle-ci.

D'où l'importance des fonds immobilisés en valeurs et participations. En 1913, le portefeuille titres atteignait 46,8 millions ; les participations 69,8 millions ce qui représentait environ 32 % des ressources propres. Mais depuis la guerre comme le montre le tableau ci-dessous la Société Générale semble s'être engagée elle aussi dans la voie d'une pure banque de dépôts.

D'abord elle a réduit son portefeuille titres de 43 millions en 1922 à 33 millions en 1929. Ce portefeuille, autant qu'on puisse l'affirmer, se compose essentiellement de titres des sociétés filiales : Société Générale Alsacienne de Banque ; Société Française de Banque et de Dépôts ; Société Générale de Banque pour l'étranger et les colonies ; Banque Française de Syrie. Il comprenait avant guerre, selon Kaufmann des valeurs minières et industrielles russes et françaises et des actions de grandes banques (Indochine, Rouvier, Crédit Foncier Egyptien).

Les participations financières ont dans la même période de sept ans subi un recul de 10 millions : 34 à 24 millions. La réduction très considérable par rapport à 1913 met particulièrement en lumière la tendance nouvelle de la Société Générale. Elle considère comme trop grands les risques d'une collaboration étroite avec l'industrie et s'oriente davantage vers les opérations d'escompte. Une liquidité supérieure est recherchée comme en fait foi l'énumération du coefficient atteint au 31 décembre de chaque année :

1913 :	60
1922 :	82
1923 :	76
1924 :	72
1925 :	78
1926 :	81
1927 :	82
1928 :	78
1929 :	76

Par ailleurs, la Société Générale, en devenant une banque de dépôts plus parfaite, a été amenée à ne plus confondre le Crédit à court terme et la commandite. Elle s'est désintéressée de celle-ci qu'à l'exemple du Crédit Lyonnais et du Comptoir elle confiait à une filiale dont la naissance était due à la collaboration de divers groupements industriels du tube, de la construction mécanique et de la grosse métallurgie ainsi que de la Banque Nationale de Crédit. Nous lisons dans le rapport du 13 mai 1929 : « Nous avons fondé au cours de 1928 la Société Anonyme de Crédit à

l'Industrie Française dont le capital fixé à l'origine à 50 millions a été élevé ultérieurement à 100 millions a été élevé ultérieurement à 100 millions. Cette nouvelle filiale est destinée à financer les opérations de caractère commercial qui comportent des délais de paiement trop longs pour pouvoir faire l'objet de crédits consentis par une banque de dépôts. L'accueil fait à sa création et les propositions d'affaires qui lui ont été immédiatement soumises semblent montrer que notre initiative a comblé une lacune dans l'organisation bancaire de notre pays ; nous avons lieu de penser en tous cas, que la Société Anonyme de Crédit à l'Industrie Française nous aidera à accroître encore l'appui que nous nous sommes toujours efforcés de donner à l'essor de l'activité nationale ».

En ce qui concerne le chapitre « immeubles » remarquons qu'il représente non seulement la valeur des locaux professionnels mais qu'il groupe aussi les opérations d'une filiale « la Société Immobilière Parisienne et Départementale ». C'est là une activité qui ne convient pas particulièrement à une banque de dépôts-type. Néanmoins l'extension des affaires immobilières qui a été constante (ce poste qui se chiffrait à 50,5 millions en 1913 a valu 56,3 millions de 1922 à 1927, et passé à 56,8 millions en 1928 et à 71,3 millions en 1929 par suite de la souscription de la Société Générale à l'augmentation de capital de sa filiale) prouve que la Société Générale est partagée entre deux tendances : d'une part en développant ses opérations de banque pure elle cherche à se rapprocher du Crédit Lyonnais. Mais elle n'entend pas pour cela renoncer à s'occuper de questions immobilières éminemment fructueuses pour elle.

Et c'est ce qui contribue à différencier la Société Générale d'une banque de dépôts parfaite. Nous mentionnerons à propos des placements de titres une autre divergence de conceptions : cependant que le Crédit Lyonnais ou le Comptoir ne jouent qu'un rôle passif en cette matière, prêtant simplement leurs guichets aux collectivités émettrices, la Générale parle dans ses rapports d'appui donné. Cela signifie nettement que là encore elle aide de façon directe l'industrie par la prise ferme de titres avec tous les aléas que cela comporte.

Le Crédit Industriel et Commercial est la seconde des banques qui a accordé une attention croissante aux opérations financières. Si l'on interroge les chiffres on constate que ces immobilisations n'ont cessé d'augmenter. Le chapitre « immeubles » qui comprend « indépendamment des immeubles de la rue de la Victoire et de la Chaussée d'Antin, les archives de Houilles et la maison située à l'angle de la rue du Bac, et du Boulevard Raspail » est passé de 6 millions où il se tenait de 1920 à 1928 à 20 millions en 1929, « par suite d'une opération portant sur l'immeuble voisin du siège, 64, rue de la Victoire, qui assurera pour de longues années le besoin d'extension des services ».

Le portefeuille titres baptisé au Crédit Industriel « rentes et valeurs » et qui est évalué « dans des conditions qui rendent improbables les déconvenues pouvant résulter de dépréciations éventuelles » a augmenté de 29,5 millions en 1922, à 45,6 millions en 1929. Selon le rapport du 16 mars 1920 il se compose « de titres de société dont le Crédit Industriel et Commercial a précédemment aidé la création et le développement avec lesquelles il a des attaches administratives et dans lesquelles il croit bon et profitable de conserver des intérêts financiers. Il s'agit d'affaires particulièrement prospères dont les titres favorablement cotés en Bourse sont réalisables ».

D'ailleurs d'une année à l'autre ces réalisations se produisent : les bénéfices procurés par l'opération servent à renforcer les réserves. En somme au Crédit Industriel les immobilisations sont utilisées pour accroître les ressources propres sans appel à des capitaux neufs. C'est ce qui explique l'excellence de la liquidité de l'établissement :

1913 : 72
 1922 : 83
 1923 : 83
 1924 : 85
 1925 : 86
 1926 : 86
 1927 : 86
 1928 : 74
 1929 : 78

Cette politique, qui nécessite une grande adresse de la part des dirigeants, a été constante ainsi qu'on peut le lire dans les rapports : « Le 23 mars 1909 nous faisons part à votre assemblée générale, des intérêts que nous avons pris dans quelques affaires industrielles de plus ou moins longue haleine... Ces immobilisations, les années de guerre en ont retardé la maturation. Dans l'état actuel du marché nous avons cru sage d'y mettre fin au moins partiellement. La réalisation de ces participations en question a permis de porter avant bilan à la réserve extraordinaire 8 millions de francs » : (11 mars 1924) « La réalisation d'anciennes participations industrielles nous avait permis de grossir de 8 millions la réserve extraordinaire. C'est 12 millions que nous incorporons dans les mêmes conditions en 1924 » (17 mars 1925). « Les bénéfices de réalisation de titres nous ont amenés à porter à la réserve extraordinaire 18 millions considérés comme bénéfices extraordinaires » (8 mars 1927).

L'application de ces directives prouve que les fonds investis ne le sont que dans des affaires réellement saines ce qui tend à atténuer les inconvénients de ces immobilisations.

En second lieu le Crédit Industriel qui n'a pas de poste « participations financières » à son bilan, n'en pratique pas moins la commandite. Il le fait d'une façon spéciale que justifie sa méthode d'expansion au moyen de la création en Province des sociétés filiales. Les titres qu'il souscrit en les fondant figurent aux bilans sous la rubrique « Actions des Sociétés Régionales de Banque ». Le développement de ce chapitre a été continu puisqu'il est passé de 42 millions en 1922 à 78 millions en 1929. Nous analyserons les causes de cette progression remarquable en étudiant le phénomène de concentration bancaire. Qu'il nous suffise de citer quelques rapports montrant que c'est une des particularités de l'attitude du Crédit Industriel en face du problème des immobilisations :

« A l'assemblée générale de 1909 nous vous exposons, comment pour étendre son activité en Province, la Société Générale de Crédit Industriel au lieu de recourir à un réseau de succursales avait noué des relations intimes avec des Sociétés Régionales... Cette conception a continué à prévaloir parmi nous... Nous avons l'intention de continuer

dans cette voie lorsque les circonstances nous le conseillent » (18 mars 1919).

Enfin au terme de cette évolution et se basant sur les mêmes principes que le Crédit Lyonnais, le Comptoir et la Générale, le Crédit Industriel a jugé nécessaire de joindre à son activité un organisme orienté vers des affaires interdites à une banque de dépôts en raison de leur durée. « Parmi nos actions de sociétés régionales de banque, écrit le rapport du 25 mars 1930, se trouvent cette année les actions de l'Union des Banques Régionales pour le Crédit Industriel, qui a été constituée le 20 juin 1929 avec notre concours et le concours de nos banques amies. Cette société au capital de 40 millions qui a déjà émis pour 30 millions de Bons a pour objet toutes les opérations de crédit à moyen et long terme ; elle contribuera puissamment à aider les banques associées à répondre au besoin de leur clientèle en évitant de s'immobiliser ».

Au 31 décembre 1929 ces augmentations successives ont amené au Crédit Industriel un total d'immobilisations (rentes et valeurs, actions des sociétés régionales des banques) de 124,535 millions.

Cependant les ressources propres (capital versé, réserves, report à nouveau) ne ressortissent qu'à 116,708 millions. Le pourcentage des immobilisations aux capitaux propres a dépassé 100 %. Cela signifie que le Crédit Industriel a investi non seulement tous les fonds lui appartenant mais une partie de ceux de la clientèle. Il faut tenir évidemment compte du fait que le capital n'est pas intégralement libéré et qu'il y a là une réserve latente. Néanmoins cet état de choses, où ne sont pas conservés de fonds disponibles en prévision d'une perte possible, ne manque pas d'être assez osé de la part d'une banque de dépôts et de constituer une entorse aux principes de gestion. Il ne peut s'expliquer que par une confiance absolue des dirigeants dans les sociétés filiales et les résultats acquis semblent justifier cet optimisme.

Le Crédit Commercial de France mérite la dénomination de banque mixte. Bien que les rapports aux Assemblées générales soient très discrets sur sa politique d'aide à l'industrie ou au commerce tant sous forme de crédits en comptes-courants que par voie d'émissions de titres et de parti-

cipations financières, l'étude des bilans révèle des opérations analogues à celles des banques d'affaires.

A la lecture de notre tableau ci-dessous on constate la progression très sensible du poste « immeubles et valeurs immobilières » qui a presque doublé entre 1922 et 1929. Cela tient aux efforts d'expansion de la société tant à Paris qu'en Province. Par exemple à Paris la Société a acquis en 1920 la presque totalité du capital de l'« Elysée Palace Hôtel Co » ce qui lui a assuré la propriété à peu près exclusive de l'immeuble de la Société Anglaise. D'autre part en 1929 diverses acquisitions résultant de l'adjonction des immeubles de la Banque de Mulhouse et de l'achat d'une propriété à Nice, ont été la cause d'une nouvelle avance des immobilisations. Le chiffre du bilan qui les représente est, au reste, très inférieur à leur valeur. Le 26 novembre 1926 le Président a déclaré qu'en « ce qui concerne la valeur des immeubles, ceux-ci sont estimés à un prix qui est même probablement inférieur à leur valeur or ».

L'aide à long terme aux industriels et aux commerçants constitue un trait distinctif de la méthode du Crédit Commercial. Le Conseil est composé en majorité de personnalités industrielles, telles que MM. Siegfried, Cuvellette, Thieriez, Boyer dirigeants d'entreprises de premier plan (Lens, Péchiney, Compagnie Générale d'Electricité, Hotchkiss, Rhône Poulenc) qui sont à même de juger de façon réaliste les besoins des affaires et d'orienter dans cette voie la banque qu'elles dirigent.

Tout en maintenant une liquidité très forte la Société n'a cessé de développer les avances en comptes-courants qui ont doublé de 1922 à 1929, le portefeuille titres passé de 8 à 20 millions et les participations financières qui devenaient entre les mêmes dates environ 7 fois plus importantes¹.

Cet essor est particulièrement remarquable parce qu'il est contraire à la tendance à réduire cette branche d'activité que nous avons rencontrée non seulement chez les

1. Liquidité du Crédit Commercial de France (en millions de francs) :

1913 : 64	1923 : 74	1925 : 78	1927 : 80	1929 : 64
1922 : 79	1924 : 69	1926 : 78	1928 : 73	

banques de dépôts types, mais même chez des établissements pratiquant l'aide large à la production : Société Générale, B.N.C. Cela montre qu'il a été délibérément voulu et que les dirigeants le considèrent comme rentrant dans le cadre des opérations courantes de la Maison.

Les rapports annuels ne fournissent pas d'indication sur la nature des entreprises auxquelles s'intéresse le Crédit Commercial. Ils citent qu'il a concouru en 1923 à la fondation de la « Nationale » la première grande Compagnie d'Assurances Crédit Française. Et ils mentionnent en 1927 « son intervention dans la constitution de la Société Energie du Rhin, créée pour l'utilisation de la chute de Kembs ». On peut néanmoins signaler qu'il finance volontiers les sociétés électriques, les charbonnages, les sociétés de produits chimiques et de textiles. D'une façon plus précise citons un article du *Temps* du 10 avril 1933 : « Il a su s'intéresser à des entreprises comptant parmi les plus prospères de l'industrie française : Compagnie Générale d'Electricité, Nord-Lumière, Kuhlmann, Dollfus Mieg, Electro-Chimie, Moulins de Corbeil, Energie Electrique du Rhin ; Banque Générale pour l'Industrie Electrique ».

La valeur des affaires énumérées permet d'induire que le portefeuille et les participations « estimées avec la plus grande prudence » représentent un actif beaucoup plus considérable que ne le font supposer les chiffres des bilans.

Cette politique pratiquée avec habileté a permis d'obtenir des résultats excellents. Les dividendes distribués avant la guerre étaient remarquablement stables aux alentours de 5 à 6 %. Dans la période d'après guerre la prospérité des entreprises connexes a justifié des répartitions de 8 % pour les quatre exercices de 1920 à 1923, de 9 % pour 1924, de 10 % de 1925 à 1928, et de 12 % en 1929.

Ces chiffres élevés semblent prouver l'excellence de la ligne de conduite suivie : les banques de type mixte utilisant d'une part des dépôts fortement garantis, d'autre part ayant des intérêts dans les grosses affaires industrielles conduiraient à des bénéfices plus substantiels que ceux des purs établissements de crédit. Nous ne le croyons pas : le Crédit Commercial a pu profiter d'une heureuse gestion. Et l'exemple de la B.N.C. à laquelle nous arrivons, montre

qu'une méthode analogue conduit à des déboires certains.

« La Banque Nationale de Crédit, a écrit M. Caullet ¹, est une des rares banques françaises dont le pourcentage en troisième liquidité (c'est-à-dire en immobilisations) n'ait subi aucune diminution depuis 1913... Ces postes pour conserver toute leur importance dans un bilan s'accroissant sans cesse ont dû en conséquence enregistrer eux aussi, une augmentation considérable en sommes, augmentation qui indéniablement a été voulue, recherchée par la direction de la B.N.C. ». Voici donc un établissement qui tout en développant par ailleurs les opérations purement bancaires, n'a pas abandonné les affaires financières. Il y a consacré des sommes beaucoup plus importantes qu'à ses débuts qui ont coïncidé avec la période des hostilités. Ainsi en 1913 l'ensemble des immobilisations se montait à 6,4 millions et en 1914 à 8,9 millions. Huit ans plus tard, en 1922, la B.N.C. avait un portefeuille titres de 50,166 millions un ensemble de participations financières de 12,107 millions et des immeubles et installations valant 86,756 millions. C'est là une progression exceptionnelle.

Elle est due en ce qui concerne les immeubles à la politique d'extension de la B.N.C., organisme neuf créant dans tout le pays un réseau de succursales destinées à concurrencer les anciens établissements. Ce chapitre a augmenté jusqu'en 1925 où il a figuré au bilan pour 96,226 millions. En raison des amortissements pratiqués il est passé à 82,602 millions en 1926, puis a été stabilisé à 80 millions, en 1927 28 et 29.

D'autre part l'essor du portefeuille et des participations semble bien avoir pour cause l'absorption par la B.N.C. de la Banque Française pour le commerce et l'industrie (Banque Rouvier). Cette importante banque d'affaires entretenait des relations avec des entreprises de transport, de métallurgie, de gaz et d'électricité. A la suite de cette fusion le Président du Conseil d'administration de la Maison absorbée devenait Président de celui de la B.N.C. dont le Conseil était complété par l'entrée de plusieurs administrateurs de la Banque Française.

L'influence que devait exercer cet événement sur l'évo-

1. Caullet, *op. cit.*, p. 184.

lution de la B.N.C. ne tarda pas à se manifester à en croire le rapport du 26 avril 1923 : « Les bons effets que nous attendions de cette opération se sont aussitôt produits. La fin de l'exercice a été marqué pour nous par une recrudescence d'affaires et une activité due en partie, nous en demeurons assurés, à l'adjonction des éléments nouveaux que nous apportait l'établissement que nous venions d'absorber.... Si le chiffre de notre portefeuille titres filiales reste à peu près constant, notre portefeuille titres, au contraire a augmenté dans d'assez larges proportions passant de fr. : 22.684.503 à fr. : 41.144.229. De plus notre chapitre participations financières inscrit jusqu'ici à nos bilans pour des chiffres insignifiants présente un solde de fr. : 12.107.470. Ces augmentations s'expliquent d'elles-mêmes, les postes actuels comprenant les titres et participations financières qui nous viennent de la Banque Française ».

Cependant à partir de 1926 les bilans indiquent la tendance à une « sensible réduction » des comptes participations financières et portefeuille titres. En 1929 ils sont devenus respectivement 7,488 millions et 29,517 millions. C'est dire que tout en accordant à ces catégories d'affaires une attention plus soutenue que des banques à ressources supérieures (Crédit Lyonnais ou Comptoir d'Escompte) la B.N.C. ne perdait pas de vue le « baromètre » de liquidité, qu'elle s'attachait à maintenir un niveau élevé. On peut en juger par les chiffres que nous indiquons :

On remarquera cependant que le coefficient de liquidité atteint en 1929 était notoirement insuffisant : la B.N.C. commençait des imprudences.

1913 : 78

1922 : 83

1923 : 77

1924 : 77

1925 : 82

1926 : 82

1927 : 83

1928 : 80

1929 : 55

Quant à la qualité de ces investissements, c'est là un élément extrêmement variable. La B.N.C. entretenait des relations d'affaires très étroites avec le Comptoir Lyon-Allemand : le même homme M. Vincent présidait aux destinées des deux établissements. De plus elle avait des liens financiers avec les Aciéries de Firminy. La Société Hydro-Electrique de la Cère constituée en 1923 sous les auspices de la précédente, la Société des Minerais et Métaux, la Société des charbonnages de Dong-Trieu. Toutes ces entreprises, abstraction faite de leur valeur intrinsèque, s'occupaient de la mise en œuvre de grandes matières premières. Elles furent particulièrement affectées par la chute des cours à la venue de la crise. La B.N.C. subit elle aussi les répercussions des circonstances défavorables qui atteignaient ses commandités (Voir 2^e partie).

Ceci nous est une transition naturelle pour dégager l'idée qui servira de conclusion à ce paragraphe. On a vu que, quelle que soit la ligne de conduite suivie par les banques de dépôts (politique strictement limitée au crédit court ou tendance à s'immobiliser) le résultat semble être le même en ce qui concerne la question que nous croyons essentielle de la liquidité : les pourcentages sont à peu de choses près identiques dans tous les établissements étudiés. Faut-il en induire qu'en la matière les principes abstraits n'ont qu'une valeur théorique et doivent composer avec les nécessités de l'heure ? Et faut-il penser avec M. André Théry « qu'une politique bancaire ne doit pas être immuable ».

La question est difficile à trancher. Le Crédit Industriel, le Crédit Commercial ont résolu le problème dans le sens d'une immobilisation considérable et cependant leur liquidité est aussi satisfaisante que celle des pures banques de dépôts. En revanche nous verrons que la B.N.C. qui tendait dans les années précédant sa crise à suivre des directives parallèles à celles du Crédit Lyonnais ou du Comptoir n'en a pas moins dû cesser de fonctionner. Ceci prouve que le système des immobilisations n'est ni bon ni mauvais en soi. Il ne vaut, comme la plupart des institutions, que ce que valent les hommes chargés de l'appliquer. La prudence et l'habileté qu'il exige des dirigeants de banque est extrême-

me et sous peine de graves mécomptes ne doit jamais être en défaut. Une telle infaillibilité nous semble bien exceptionnelle, et c'est la faiblesse de cette conception de gestion.

Au contraire le système de la banque de dépôts type avec ce qu'il comporte d'automatique dans son rigorisme est étranger à des aléas de cette sorte. L'adjonction d'organes spécialisés destinés à pratiquer les opérations financières à échéance lointaine qui sont nécessaires au progrès économique, élargit l'étroitesse du concours qu'elle apporte par elle-même à l'industrie et au commerce. Comme l'écrit M. René Théry « Maintenant notre outillage bancaire comporte les éléments qui lui manquaient autrefois pour financer comme il convient les entreprises industrielles »¹ Ce système nous apparaît donc comme le mieux adapté à ce principe essentiel des établissements de crédit que l'origine des fonds détermine les conditions de leur emploi. A lui vont nos préférences. Et en même temps affirmons notre croyance en l'existence de ces principes rigoureux qui s'imposent en matière de gestion des banques de dépôts. Cette conviction nous ne sommes pas seuls à l'avoir, puisque des ouvrages ont été consacrés à la recherche de ces principes directeurs².

SIX BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS

IMMOBILISATIONS (en milliers de francs)

Années	CRÉDIT LYONNAIS	
	Portefeuille-Titres	Immeubles
1922	5.704	35.000
1923	2.587	35.000
1924	2.864	35.000
1925	4.010	35.000
1925	4.258	35.000
1927	4.265	35.000
1928	4.267	35.000
1929	4.403	35.000

1. René Théry, « Financement des crédits à moyen et à long terme aux entreprises industrielles », in *L'Economiste Européen*, 1929, t. LXXV, p. 339.

2. Paves, *op. cit.*

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE

Années	Rentes, Obligations Valeurs	Participations financières	Immeubles
1922	2.180	3.100	15.000
1923	2.099	3.100	15.000
1924	1.799	3.100	15.000
1925	1.620	3.100	15.000
1926	1.494	3.100	15.000
1927	1.500	3.100	15.000
1928	1.480	6.200	15.000
1929	1.455	6.200	15.000

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Années	Portefeuilles titres	Participations financières	Immeubles
1922	43.424	34.793	56.397
1923	38.118	30.190	56.397
1924	37.956	28.280	56.397
1925	37.931	27.391	56.397
1926	34.785	24.141	56.397
1927	35.119	22.600	56.397
1928	33.715	22.984	56.397
1929	33.524	25.651	71.397

CRÉDIT INDUSTRIEL

Années	Rentes et Valeurs	Actions de Sociétés régionales de Banque	Immeubles
1922	29.515	42.326	6.000
1923	28.151	42.504	6.000
1924	25.377	54.046	6.000
1925	29.378	55.161	6.000
1926	35.349	68.193	6.000
1927	34.971	70.065	6.000
1928	42.061	70.681	6.000
1929	45.659	78.876	20.000

BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT

Années	Portefeuille titre	Participations financières	Immeubles
1922	50.166	12.107	86.756
1923	49.687	10.231	91.736
1924	46.901	12.363	91.736
1925	43.824	14.997	96.229
1926	41.850	9.059	82.602
1927	37.058	9.365	80.000
1928	23.877	4.411	80.000
1929	29.517	7.488	80.000

CRÉDIT COMMERCIAL			
Années	Portefeuille titres	Participations financières	Immeubles
1922	8.666	2.847	20.919
1923	9.371	8.293	22.807
1924	9.555	10.938	23.989
1925	13.937	8.508	27.795
1926	11.539	11.553	25.551
1927	15.763	12.569	26.712
1928	21.658	19.643	28.026
1929	20.422	19.183	38.456

Section III

Placement de valeurs mobilières

Les banques de dépôts consacrent une part considérable de leur activité à placer des valeurs mobilières dans le public. En effet quelle que soit la façon technique dont l'émission est réalisée, l'opération est très lucrative et ne comporte à peu près aucun risque. La plupart du temps, les banques ne sont que de simples commissionnaires limitant leur concours à un prêt de guichet à la collectivité émettrice. Ou lorsqu'elles participent à un syndicat de prise ferme ou de garantie elles ne le font que pour une faible part et la prime avec laquelle elles revendent les titres compense largement les aléas. Enfin le placement de valeurs comporte l'avantage d'être susceptible d'une grande extension sans nécessiter une augmentation proportionnelle des frais généraux.

Les conditions du développement de l'opération sont au nombre de deux : il faut qu'il existe dans le pays une quantité suffisante de capitaux en quête d'emplois ; il convient également qu'une organisation bancaire hiérarchisée et concentrée soit susceptible de les collecter. Or les établissements de crédit sont particulièrement bien outillés pour placer des titres : ils possèdent un réseau serré d'agences et une véritable armée de démarcheurs qui leur permet de prospector une clientèle toujours plus étendue.

D'autre part on s'est toujours plus à reconnaître les

vertus d'épargne de la France. Dans notre pays la fortune mobilière est d'une grande importance. Avant la guerre l'économiste Neymarck l'estimait à 108 ou 115 milliards de francs. Plus récemment des spécialistes comme M. Lebée directeur du Crédit Industriel et Commercial, évaluaient le portefeuille français à 150 milliards environ¹. Quant à la diffusion des valeurs mobilières, elle est extrême et atteint toutes les couches de la population. Neymarck ne parlait-il pas pour caractériser cet éparpillement d'une image devenue classique « d'une poussière de titres et d'une poussière de revenus ».

A l'énoncé de ces diverses raisons on voit qu'il existait, dès avant guerre, un milieu propice à l'extension des affaires de placement de titres. Les banques n'ont pas manqué de mettre à profit les circonstances favorables et au cours de leur histoire elles ont rempli leur rôle de trait d'union entre épargnants et emprunteurs. A une épargne, qui chaque année apportait trois ou quatre milliards d'argent frais sur le marché, elles offraient sans distinguer leur nature ou leur nationalité des titres (fonds d'Etat, actions, obligations) soit français, soit à un degré croissant de provenance étrangère.

Cette tendance des établissements de crédit à orienter les capitaux français vers des placements extérieurs, avait soulevé à l'époque de vives polémiques. Les années qui précèdent les hostilités en sont remplies et le débat entre partisans et détracteurs des banques avait provoqué l'éclosion d'une littérature abondante et passionnée². On trouvera dans la thèse de M. Théry un exposé de la querelle. Qu'il nous suffise d'en signaler l'existence et d'en indiquer les conclusions qui étaient de deux ordres :

1° Concernant les procédés de prospection de l'épargne les adversaires des établissements de crédit dénonçaient « les trucs et ficelles » employés par les uns et les autres,

1. E. Lebée, Cours d'opérations de Bourse professé à l'Ecole des Sciences Politiques en 1931-1932.

2. Saurel, *op. cit.* ; J. Domergue, *La question des sociétés de crédit*, Paris, 1909 ; Lysis, *op. cit.* ; Testis, « Le rôle des établissements de crédit en France. La vérité sur les propos de Lysis », Paris, *Revue Politique et Parlementaire*, 1907.

l'âpreté de la concurrence des démarcheurs, l'état de guerre entretenu par les états-major de Paris ¹;

2° Quant aux placements eux-mêmes on reprochait surtout aux banques de conseiller des titres de qualité douteuse, de priver la production nationale des capitaux dont elle avait besoin et de provoquer ainsi « une crise de natalité » des entreprises ; de susciter l'apparition de rivaux industriels ; de délaisser de façon totale les petites entreprises françaises locales ou régionales.

Ces arguments, au reste classiques, n'avaient pas grande valeur. Le fait que les capitaux français cherchaient des emplois hors des frontières correspondait à un stade de l'évolution économique. L'investissement à l'extérieur était désirable pour compenser dans la balance des comptes l'important déficit de la balance commerciale. Et les banques tiraient profit d'un état de choses dont seules les lois économiques étaient responsables. D'ailleurs, avec la guerre tous ces griefs ont cessé d'être adressés aux établissements concentrés : ils ont suffisamment prouvé leur patriotisme et leur compréhension des nécessités financières de la Défense Nationale en mettant leur puissance de placement à la disposition des émissions de l'Etat français.

Au lendemain des hostilités, le placement des valeurs mobilières se présente sous un aspect nouveau. Pour la période 1922-1929 à laquelle nous consacrons cette première partie de notre étude, il convient de distinguer deux phases opposées.

Dans la première qui correspond à la période d'instabilité monétaire un facteur essentiel domine la question : les besoins d'argent de l'Etat conditionneront jusqu'en 1926 l'allure du marché financier. Les causes de ces besoins sont connues. La conduite de la guerre a provoqué un énorme endettement. Par la suite, les ruines accumulées et qu'il faut relever, les sinistrés qu'on indemnise, expliquent les recours à l'emprunt. L'Etat les effectue tantôt directement, tantôt par l'intermédiaire des départements et des communes, soit de groupements constitués sous leur

1. Consulter sur ce point Kaufmann, *op. cit.*, p. 30.

égide, soit de groupements professionnels ou corporatifs indépendants. De toute façon sa garantie est en jeu. L'épargne qui se reconstitue trouve donc à s'employer sur place et les émissions de valeurs françaises sont de beaucoup les plus considérables.

La politique de l'Etat a influencé d'une autre façon le marché financier. La mauvaise gestion des finances publiques, les crédits à courte échéance sans cesse renouvelés, les avances de la Banque de France qui aboutissent à l'inflation monétaire, la fiscalité excessive et menaçante (institution du bordereau de coupons), créent une ambiance de malaise pour les capitaux. Ils se cachent et la thésaurisation aboutit à un enchérissement croissant des taux d'émission. Ainsi le taux moyen de l'intérêt s'est élevé successivement de 6,14 % en 1922 à 6,33 en 1923, à 6,77 en 1924, à 6,67 % en 1925, à 9,45 % en 1926.

Les conséquences de ces émissions toujours plus chères sont faciles à déduire : elles vont d'abord en diminuer le volume. C'est ce que le tableau suivant permet d'établir : de 1922 à 1926 le montant global des émissions s'est rétréci de 26 à 9 milliards et même en 1925 les remboursements ont été supérieurs aux introductions de titres nouveaux ¹.

Elles empêchent ensuite les sociétés privées de demander des capitaux sous forme d'obligations. C'est un mode onéreux de se procurer des fonds et on le délaisse. Ajoutons à cela les préoccupations cambistes qui nous sont connues. La valeur de la monnaie est trop discutée pour que les capitalistes consentent à prêter une somme quelconque qui leur sera restituée avec un pouvoir d'achat amoindri.

La prédominance des émissions de valeurs françaises a enfin une dernière raison. La législation est encore imprégnée des circonstances de guerre et se montre hostile à tout lancement de titres étrangers. Citons à ce sujet la loi du 31 mai 1916, toujours en vigueur, qui subordonne leur introduction à une autorisation administrative préalable. Tout aussi restrictive était la loi du 3 avril 1918 (abrogée le 10 janvier 1928) qui avait interdit l'exportation des capi-

1. De 1922 à 1926 les emprunts à court et à moyen terme sont en majorité. Comme emprunt à longue échéance on ne peut citer que la rente 4 % 1925 à garantie de change dont la valeur nominale a été de 5.934 millions de francs.

taux français et l'introduction de tous titres étrangers en France. Le régime fiscal des valeurs étrangères est en outre peu encourageant. Les sociétés sont soumises au régime vexatoire de l'abonnement, faute de quoi elles ne sont pas admises à figurer à la cote officielle et subissent une aggravation de tarifs.

Montant global des Emissions (en millions de francs)	1922	1923	1924	1925	1926
Obligations	2.710	3.056	1.791	1.035	1.922
Actions	1.378	2.275	3.693	2.654	2.884
Ensemble des émissions des sociétés privées	4.088	5.332	5.484	3.689	4.806
Valeur du trésor et titres garantis	21.940	16.405	7.759	—10.279	4.376
Total général	26.028	21.738	13.244	— 659	9.182

Dans de telles conjonctures, quelle a été l'attitude des banques de dépôts ? Elle est assez difficile à déceler. Le principal élément d'information que l'on possède est constitué par les rapports aux assemblées d'actionnaires. Or ceux-ci sont diversement explicites. Les uns ne contiennent absolument aucune indication : c'est le cas des rapports de la B.N.C. et du Crédit Commercial qui sont délibérément muets sur cette question. D'autres, tels ceux du Comptoir d'Escompte se bornent à des formules excessivement vagues : « la participation apportée par notre établissement à ces diverses opérations d'émission a été très active » (15 avril 1924) « les augmentations de capital et les placements auxquels nous avons prêtés nos guichets ont rencontré un plein succès » (20 avril 1926). De ces phrases prises au hasard on peut néanmoins déduire sans crainte de faire erreur sur les tendances générales de cet établissement qu'ils se cantonnent au rôle passif de commissionnaire.

Le Crédit Lyonnais, la Société Générale et le Crédit Industriel, (celui-ci jusqu'en 1928 seulement), donnent au contraire l'énumération des sociétés pour le compte desquelles ils ont placé des titres dans leur clientèle. Mais il est impossible de savoir le montant des valeurs placées, le profit que la banque a retiré de l'affaire et surtout, ce qui serait intéressant à connaître, si elle a participé à une

prise ferme ou si elle a simplement prêté ses guichets.

A la lecture des comptes-rendus du Crédit Lyonnais, on est tenté de supposer que son activité se borne à celle d'une Joint Stock Bank anglaise. Ils parlent « de prêts de concours ce qui semble devoir restreindre son rôle. Du reste ils indiquent chaque année le total de diverses catégories de titres émis (1922 : 41 ; 1923 : 55 ; 1924 : 61 ; 1925 : 39 ; 1926 : 51) et en donnent une nomenclature presque complète. A titre d'indication relevons les noms suivants : Crédit National, Ville de Paris, Crédit Foncier, Grandes Compagnies de Chemins de fer, Thomson Houston, Energie Electrique du Littoral Méditerranéen, C.P.D.E., Rente française 4 % 1925, Chemin de fer Métropolitain, Gaz et Electricité de Marseille, Société Lyonnaise des Eaux et de l'éclairage, Chemin de fer de Tanger à Fez, chèques contributions etc...

Le Crédit Industriel a, sur ce point, une politique de pure banque de dépôts. Ses comptes-rendus mentionnent qu'il se contente de placer les titres : « notre activité a trouvé son élément principal dans les appels faits à l'épargne et dans les opérations de placement de titres qui ont suivi » (20 mars 1923). Il participe principalement au lancement de valeurs de Gaz, d'Electricité (Société d'Eclairage, de Gaz et de Force Motrice, Compagnie Générale du Gaz pour la France et l'Etranger, Havraise d'Energie Electrique Littoral Méditerranéen etc...) de transports (Grandes Compagnies de Chemins de fer, Compagnie Générale Transatlantique, Services Contractuels des Messageries Maritimes), de métallurgie (Hauts Fourneaux, Forges et Aciéries de Denain et d'Anzin, Aciéries de Longwy, Aciéries de Sambre et Meuse) et de ses filiales bancaires (Société Normande de banque et de dépôts, Société Nanceïenne de Crédit Industriel et de Dépôts).

La Société Générale, d'après ses rapports, apparaît comme faisant en cette matière une politique personnelle, qui coïncide avec la tendance que nous lui connaissons d'entretenir des rapports plus étroits que ses rivaux avec l'industrie et le commerce. Kaufmann indique qu'elle agissait fréquemment de concert avec la Banque de Paris et des Pays-Bas. Il est à présumer que cela n'a pas changé

et de l'interprétation des comptes-rendus on peut déduire que la Société Générale fait une double part de son activité. Tantôt elle « apporte le concours de ses services et ses agences » ou elle « met le réseau de ses guichets » ou encore « elle prête son concours le plus actif » à telle ou telle émission. Cela signifie qu'elle opère à la commission. Elle le fait dans le cas d'émissions de l'Etat ou de collectivités publiques locales ou coloniales. Mais souvent elle ne limite pas là son intervention et prend une part plus directe aux émissions. « Nous nous sommes intéressés à de nombreuses augmentations de capital » écrit le rapport du 10 avril 1924. « Les sociétés qui sont nos clientes ont trouvé auprès de nous le même appui que précédemment pour la réalisation de leurs augmentations de capital » (29 mars 1926). « Nous sommes intervenus en outre dans les émissions de titres à revenus fixes faites par les grandes affaires industrielles ou commerciales » (9 mai 1927).

Qu'il s'agisse « d'intervention ou d'appui » il est vraisemblable que la Société Générale garantit l'émission. Elle va donc plus loin dans cette voie que le Crédit Lyonnais, le Crédit Industriel ou le Comptoir et se différencie d'eux par cette nouvelle particularité. Au reste elle affirme tous les ans que « les bonnes affaires régionales ou locales ont continué à trouver auprès d'elle l'appui qu'elle a toujours été heureuse de leur réserver ». Citons au hasard quelques unes des sociétés dont la Générale a placé ou pris ferme les actions : « Mines de houille de Blanzky, Havraise d'Energie Electrique, Poliet et Chausson, Forces motrices du Rhône, Compagnie de Commerce et de Navigation d'Extrême-Orient, Société Coloniale des Grands Magasins etc... ».

Le dernier trimestre de 1926 marque un revirement dans la nature et l'importance des émissions. Ce sont en somme les influences monétaires et psychologiques qui commandent les dispositions des capitaux. Autant l'épargne cédant à l'impulsion cambiste avait montré d'hésitation pendant les neuf premiers mois, autant le retour à une monnaie saine provoqua la fin de la thésaurisation. La conséquence de la stabilité fut de ramener la confiance et les capitaux sur le marché et par suite d'abaisser le loyer de l'argent.

à long terme qui passe de 9,45 en 1926 à 7,50 en 1927, 6,50 en 1928 et 7,35 en 1929.

D'autre part, le franc s'avérant intangible, les émissions d'obligations regagnent la faveur et du public, heureux de profiter d'un revenu stable, et des sociétés, qui préfèrent l'accroissement de leur dette à l'augmentation du nombre des actionnaires parties prenantes à la distribution des bénéfices. L'engouement croissant des épargnants pour cette catégorie de placements et le coût moins onéreux des placements à long terme ont incité les collectivités tant publiques que privées à faire appel au crédit par des émissions d'obligations destinées, soit à leur fournir de nouveaux capitaux, soit à convertir avantageusement les dettes contractées dans les difficiles années d'après guerre.

Ces deux facteurs propices, diminution lente mais continue du loyer de l'argent, possibilité de lancer des titres à revenu fixe ont eu pour résultat de rendre plus considérables les appels aux capitaux disponibles. Non seulement la crise de formation de l'épargne, qui à la suite des désordres monétaires, avait fait disparaître les prêteurs à longue échéance est conjurée, mais la crise d'utilisation des capitaux qui faisait hésiter les emprunteurs devant leur prix de revient élevé tend à se résorber. Qu'on en juge par les chiffres ci-dessous ¹ :

Montant global des émissions (en millions de francs)	1927	1928	1929
Obligations	2.939	4.017	6.783
Actions	4.056	6.496	8.323
Ensemble des émissions des sociétés privées	6.995	10.513	15.106
Valeur du Trésor et titres garantis ...	11.492	14.557	5.822
Total général	18.487	25.070	20.928

Entre 1926 et 1927 le montant des placements a doublé (9 à 18 milliards de francs). Il s'inscrit en nouvelle hausse en 1928 à 25 milliards et manifeste un léger recul en 1929 dû à la réduction des emprunts d'Etat.

Quels ont été les principaux emprunteurs au cours de

1. Chiffres empruntés à l'article annuel de M. J. Vergeot sur les émissions in *La Revue d'Economie Politique*.

cette période ? D'abord l'Etat français qui, pour diminuer sa dette envers la Banque de France, pour remplacer ses titres à court terme arrivant à échéance et pour aider la Caisse Autonome dans sa politique d'allongement de la durée des Bons de la Défense Nationale a émis sur le marché des Bons du Trésor 7 % 1927 à 15 ans, les rentes 6 % 1927, les obligations 6 % 1927 amortissables, les rentes 5 % 1928.

Viennent ensuite d'importantes émissions d'organismes officiels et auxquels l'Etat accorde sa garantie : par exemple l'emprunt des P.T.T. 5 % 1928 amortissable, puis les obligations 4,5 % de la Caisse Autonome, les obligations 4,5 % 1929 des P.T.T.

En 1929 du reste cette politique d'assainissement est arrivée à son terme et les emprunts directs ou indirects de l'Etat ne représentent plus que 28 % sur le total des émissions contre 72 % pour les émissions privées. Celles-ci, par leur importance, arrivent à compenser la réduction des émissions du Trésor, œuvre de la Caisse Autonome. La prospérité économique de l'époque et l'accroissement des disponibilités imposent aux Sociétés de mettre leurs ressources en rapport avec la nouvelle unité monétaire. En 1928 et en 1929 les augmentations de capital ont battu les records des années précédentes et l'accroissement des capitaux investis dans des sociétés nouvelles atteint 42 %.

En outre le portefeuille de la France se trouvait en 1929 comporter 42 milliards environ de valeurs étrangères. C'est là une tendance nouvelle à signaler : le retour aux placements extérieurs. A la veille de la crise les pouvoirs publics ont reconnu l'importance que présente tant au point de vue monétaire que pour le soutien de notre balance commerciale fortement déficitaire et pour l'extension à donner au marché financier, la reconstitution d'un portefeuille de valeurs étrangères¹. Un régime légal et fiscal favorable a été institué. La loi du 31 juillet 1929 a rendu facultatif le régime si critiquable de l'abonnement aux sociétés étrangères désirant s'adresser au marché officiel français. Cette réforme était susceptible de produire des

1. Sur cette question, Cf. la Conférence « Sur le marché financier » prononcée à l'Ecole des Sciences Politiques par M. O. Moreau-Néret, reproduite n *Les problèmes actuels du crédit*. Félix Alcan, Paris, 1930.

effets que, dans la mesure où le régime fiscal des valeurs étrangères non abonnées ne maintiendrait pas notre marché en situation d'infériorité par rapport aux marchés extérieurs. Au début de 1930, la loi du 16 avril tenant compte de ce point de vue a abaissé de 25 à 18 % l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et le droit de timbre au comptant de 4 à 1 %.

Dans de telles circonstances le placement des valeurs mobilières a constitué une partie essentielle de l'activité des banques concentrées. Le Président du Conseil d'administration du Crédit Lyonnais disait à ses actionnaires à l'assemblée du 19 avril 1928 : « le nombre et l'importance des placements auxquels a participé votre établissement avec un succès dû, tant à la confiance du public qu'au zèle et à la compétence du personnel, ont presque entièrement comblé la diminution des recettes provenant des affaires courantes de banque ». Et le 14 mai 1930 il leur déclarait : « les opérations auxquelles votre établissement a participé ont largement dépassé tant comme nombre que comme montant les chiffres atteints jusqu'ici ».

Les six banques étudiées (dont 4 la B.N.C., le Comptoir d'Escompte, le Crédit Industriel et le Crédit Commercial ne donnent aucune indication sur ce sujet) ont continué, chacune avec son tempérament et ses méthodes propres, à diffuser dans leur clientèle les valeurs mobilières. A l'énumération qu'elles donnent des titres placés par elles se manifeste l'orientation nouvelle : les obligations et les valeurs internationales sont offertes en quantité accrue. Citons en exemple : Société Suédoise des Allumettes, Tubes et forges de Sosnowice, Kreuger et Toll ; Gaz Franco-Belge, Malteries Franco-Belge, Crédit Foncier de l'Indochine, Société de Tramways et Eclairage de Beyrouth, Compagnie Royale Asturienne des Mines, Rio Tinto etc...

Signalons pour conclure que le retour à des tendances en tous points comparables à celles d'avant guerre n'a pas ranimé les vieilles querelles, qui opposaient partisans et détracteurs des Sociétés de Crédit. Cela tend à prouver l'inanité de celles-ci et la plus exacte compréhension que l'on a de l'utilité de l'opération de placement de titres pour les grandes banques concentrées et pour leur clientèle capitaliste.

CHAPITRE III

PROSPÉRITÉ DES BANQUES DE 1922 A 1929

Nous avons l'intention de montrer dans ce chapitre qui constituera la conclusion de notre première partie que les banques françaises de dépôts ont connu de 1922 à 1929 une prospérité remarquable. Si l'on se reporte aux comptes-rendus des Conseils d'administration, il n'est question que de « la vitalité croissante de l'établissement », « du développement considérable de toutes les branches de l'activité de la Société ». Cet optimisme émanant des intéressés peut sembler suspect. Mais les chiffres sont là, qui le légitiment. C'est ainsi que nous pouvons citer sans qu'il soit utile d'en faire le commentaire les totaux en milliers de francs atteints de 1922 à 1929 par les bilans des six banques qui nous occupent. Le progrès a été général et constant.

TOTAUX DES BILANS

Années	Crédit Lyonnais	Comptoir d'Escompte	Société Générale
1922	5.728.957	4.242.157	5.982.206
1923	6.028.635	4.699.949	6.260.609
1924	5.911.606	4.753.479	6.358.995
1925	7.525.812	6.031.855	8.430.550
1926	8.169.003	6.446.696	9.552.124
1927	9.750.175	7.808.272	10.816.391
1928	13.316.762	9.810.664	13.941.593
1929	13.941.427	10.280.328	13.553.815

Années	Crédit Industriel	B. N. C.	Crédit Commercial
1922	684.095	3.182.747	1.620.514
1923	621.422	3.238.551	1.828.642
1924	684.157	3.194.039	1.820.982
1925	1.011.307	4.116.959	2.176.932
1926	1.079.944	4.204.319	2.246.912
1927	1.185.279	4.779.079	2.337.558
1928	1.549.264	5.472.504	3.797.973
1929	1.497.012	6.008.702	3.840.210

Dans le chapitre précédent nous avons envisagé d'une façon analytique c'est-à-dire par catégories d'opérations l'essor des établissements de crédit. Faisons maintenant œuvre de synthèse pour juger l'ampleur des progrès réalisés. Quels sont les éléments qui permettent de le faire ? Ils sont de deux ordres. Une entreprise progressive se livre d'abord à une extension territoriale de ses affaires : c'est le mouvement de concentration bancaire que nous examinerons dans un premier paragraphe.

Le second élément d'appréciation de la valeur d'une affaire est essentiellement son rendement. A quels frais généraux la banque a-t-elle dû faire face ? Quels ont été les bénéfices de l'exploitation ? A quels cours se sont inscrites les actions ? Quels ont été les dividendes distribués ? La réponse à ces diverses questions sera l'objet du paragraphe 2.

§ 1. — *La concentration bancaire*

Le sujet de la concentration bancaire a donné lieu à de multiples études et nombreux sont les auteurs qui ont traité cette question ¹. L'examen des causes des formes et des conséquences de ce phénomène sont suffisamment connues pour nous dispenser d'y insister. Nous nous bornerons à indiquer les notions essentielles en la matière.

Le développement en largeur des établissements de dépôts s'est effectué dès les premières années de leur fonctionnement. « Etre partout, a écrit Saurel, couvrir le pays tout entier d'un vaste réseau d'agences, enserrer de plus en plus les mailles, lancer des ramifications presque sur les points les plus lointains du monde et faire affluer dans ces multiples canaux toute la richesse, toute la vie économique d'un peuple, telle est la conception grandiose, qu'eurent les fondateurs des grandes sociétés de crédit ». Les raisons d'être de ce mouvement, il faut les voir dans les avantages qui en résultent.

1. Saurel, *op. cit.*, p. 30 et s. ; Ch. Roth Le Gentil, *Concentration dans les banques en France*, thèse, 1910 ; Kauffmann, *op. cit.*, p. 420 et s. ; P. Moride, *Les maisons à succursales multiples en France et à l'Etranger*, Paris, F. Alcan, 1913. G. Normand, *Les Sociétés de crédit à succursales multiples*, Librairie Académique Perrin et Co, Paris, 1924.

D'abord pour la banque elle-même. Le fait de posséder une organisation répandue sur tout le territoire accroît de façon considérable les ressources qui constituent le principal instrument de travail de la banque. Le public confie volontiers son épargne sous forme de dépôts ou de comptes de chèques à un puissant établissement hiérarchisé. Ainsi se produit une véritable concentration de capitaux et tend à disparaître la thésaurisation improductive.

Cette puissance d'attraction de fonds donne la possibilité aux établissements de crédit de se livrer à une plus grande variété d'opérations. Ils possèdent ce qu'on a appelé « le don d'ubiquité » qui leur permet de satisfaire à toutes les demandes où qu'elles se produisent. Collecteurs de dépôts dans les régions où ceux-ci se trouvent être en excédent, ils les répartissent dans les contrées qui recherchent des disponibilités. Ils assurent donc dans des conditions particulièrement satisfaisantes la distribution territoriale du crédit.

D'autre part, leur clientèle éparsse dans tout le pays est infiniment variée, cela les met pour une large part à l'abri des dépressions particulières que pourrait subir telle ou telle branche agricole, industrielle ou commerciale. Et, si les contingences locales procurent des difficultés à une succursale, la prospérité de l'organisme tout entier yremédie.

Enfin, comme l'écrivait Saurel : « De même qu'une ligne nouvelle de chemins de fer crée le trafic, de même une banque nouvelle crée de nouvelles affaires de banque ». Le résultat pour les banques de dépôts, de pouvoir diversifier leur activité au point de vue territorial et au point de vue des affaires traitées, les conduit à une très grande division des risques « qui en matière de banque est l'un des principaux gages de sécurité » (Crédit Lyonnais Rapport 1914). De la sorte le rendement de l'affaire sera peu sujet à variation.

La concentration est également avantageuse pour la clientèle des établissements de crédit. Elle a pour conséquence d'intensifier la concurrence qu'ils se font entre eux, pour conquérir telle ou telle place. En cas d'installation dans un centre nouveau c'est une guerre véritable qui se

déroule, dirigée d'abord contre le banquier régional ou local. Une fois la victoire assurée, les grosses maisons rivalisent entre elles pour s'attirer le plus grand nombre de clients. Elles sont ainsi amenées à consentir, pour les divers services qu'elles rendent, et surtout en matière d'escompte, des conditions qui sont impossibles à des maisons de moindre envergure et qui, au demeurant, sont très favorables aux usagers.

En ce qui concerne le crédit à long terme, les banques hiérarchisées sont également mieux placées de par le grand nombre de leurs guichets pour assurer le succès d'une émission et placer des titres à un public accru.

Enfin la concentration qui nécessite des capitaux considérables augmente l'envergure de la société. On peut dire, avec Saurel, que « la puissance d'un établissement croît non pas seulement selon une progression arithmétique, mais selon une progression géométrique de son développement ». La solide armature, que constitue un réseau de filiales, diminue dans une très large mesure les chances de défaillance possible d'une banque. La sécurité présentée par les maisons à succursales multiples est donc supérieure et les intérêts des actionnaires, des créanciers de toute catégorie s'avèrent mieux protégés.

En face de ces avantages il existe des inconvénients certains qui ont trait surtout à la question de l'aide aux petites et moyennes entreprises. Nous avons vu que le phénomène des concentration des banques aboutit presque fatalement à l'éviction du banquier local, dont les moyens d'actions ne sont pas comparables à ceux d'une importante maison hiérarchisée. Or, le banquier local, était le soutien traditionnel des affaires de seconde importance, qu'il connaissait depuis longtemps et vis-à-vis desquelles il pratiquait une politique de crédit personnel se rapprochant plus ou moins de la commandite. Celles-ci vont se trouver privées d'une institution qui leur était indispensable et ne trouveront chez le grand établissement qu'un soutien plus distant, accompagné de l'exigence de garanties qui le rendra onéreux. Cet état de choses serait susceptible de causer à l'industrie et au commerce de moyenne envergure d'inextricables difficultés. Fort heureusement, manifes-

tant une juste compréhension de leur rôle, les grandes banques de dépôts se sont efforcées d'y remédier en créant après la guerre, ainsi que nous l'avons indiqué, les organismes orientés vers les opérations de crédit mobilier et susceptibles de s'intéresser même aux affaires qui ne seraient pas de tout premier plan.

Compte tenu de ce correctif récent, on voit que les avantages du mouvement de concentration compensent et au delà les inconvénients. Les grandes banques françaises de dépôts ont compris tout l'intérêt que pouvait présenter pour l'extension de leurs opérations le développement de leur réseau d'agences. Réalisant leur concentration selon la forme centralisée, c'est-à-dire en ouvrant des succursales très dépendantes du siège social, les trois anciennes sociétés de crédit avaient étendu fin décembre 1913 leur rayon d'action aux principales places industrielles et commerciales françaises et même étrangères. Le Crédit Lyonnais possédait 411 installations réparties en France, à Londres, en Egypte, en Espagne, à Smyrne, à Constantinople et en Russie. Le Comptoir d'Escompte avait 198 agences en province, 62 à Paris, et 24 agences à l'Etranger et aux Colonies (Londres, Liverpool, Manchester, Bruxelles, Monte-Carlo, Saint-Sébastien, Alexandrie, Le Caire, Port Saïd, Bombay, Melbourne, Sydney, Diego-Suarez, Tamatave, Majunga, Tananarive, Tuléar, Mananjary, Tunis, Bizerte, Sousse, Sfax).

Enfin la Société Générale, qui avait réalisé la plus forte concentration était titulaire de 1.097 agences en France, 8 en Algérie et Tunisie et 3 à l'Etranger. Il convient d'y ajouter les 4 filiales : la Société Générale de Banque pour l'étranger et les colonies avec ses agences de Barcelone et de Valence ; la Société Française de Banque et de Dépôts avec des succursales à Bruxelles, Anvers, Ostende et Berlin ; La Banque Française de Syrie, la Société Générale s'est assurée, au commencement de 1921, le contrôle exclusif de cette banque dans laquelle elle possédait antérieurement un certain intérêt. Cette société déjà installée à Beyrouth a ouvert dans le courant de 1921 des succursales à Damas, à Alep, Messine, une agence à Adana. Après l'armistice la Société Générale Alsacienne de Banque est

redevendue Société française et a connu une prospérité qui a nécessité l'élévation de son capital à 100 millions en 1920.

Le Crédit Industriel avait limité son activité à la région parisienne ; il exploitait 42 succursales dans la capitale et 6 en banlieue. De plus il avait ouvert une agence à Londres : mais nous savons qu'il procédait à son extension à la mode allemande selon la forme fédérative et qu'il était en relations d'affaires avec d'importantes banques régionales dont il avait aidé à la constitution et chez lesquelles il avait des intérêts. Les principales sont : la Société Lyonnaise de Dépôts et comptes-courants et de crédit industriel ; La Société Marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts fondée en 1865 ; la Société Bordelaise de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts fondée en 1880 ; la Société Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôts fondée en 1881, la Société Alsacienne de Crédit Industriel et Commercial fondée en 1919 ; la Société Belge de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts avec agences à Londres et à Genève fondée en 1903. Le Crédit Industriel a en outre des intérêts dans la Banque L. Dupont et Compagnie de Valenciennes, la Banque Scalbert à Lille, la Banque Régionale de l'Ouest. Cet ensemble qui groupe environ 1400 banques associées représente plus de 6 milliards de dépôts et possède en chiffre rond 1.200 millions de capital et de réserves. Il a été nécessaire, pour resserrer les liens et l'unité de politique de ce vaste organisme de créer un siège social, une « direction des relations régionales ».

Quant aux deux nouvelles sociétés de dépôts la B.N.C. et le Crédit Commercial désireuses d'entamer immédiatement la lutte avec leurs aînées, elles se lancèrent, dès leur origine, dans la voie de la diffusion territoriale. Procédant tantôt par voix de création directe d'agence, tantôt selon la méthode anglaise en absorbant des banques locales, elles ont fait figure de grands établissements par la rapidité avec laquelle elles ont tressé les mailles de leur réseau d'installations. En 1913 la B.N.C. possédait 112 succursales et avait absorbé un grand nombre de banques locales : Banque du Midi, Banque Jolidon de Montbéliard, Banque Richou d'Angers, Banque Lair de Lisieux, Banque Vve

Blanchard et Fils et Motard de Tours, Crédit du Centre à Blois, Crédit du Sud-Ouest à Bordeaux, Crédit du Rhône et du Sud-Est à Lyon, Banque de Metz, Banque Tissier Sarrus, Banque Nègre, Bergeron et Bruneton à Montpellier et à Nîmes. Banque de Nancy, Banque Prieur Gaudet et C^{ie}, à Châteauroux.

Au début de son existence, le Crédit Commercial n'eût d'établissements qu'à Paris, mais dès 1913, jugeant insuffisant le système des correspondants, qui lui permettait d'étendre son activité en Province et à l'étranger, il ouvrait une succursale à Lille et une agence à Roubaix. En 1914 il s'installait à Marseille. L'absorption de la maison Aynard et Fils et du Crédit de Nice qui possédait des succursales à Grasse et à Draguignan ainsi qu'à Gênes et à Port Maurice lui permit d'accroître son champ d'action dans le Sud-Est et en Italie. Dans ce pays le Crédit Commercial ouvrit en 1924 une succursale à Milan. Les charges fiscales, l'occasion de céder avantageusement son immeuble de Gênes détermine le Crédit Commercial à la laisser subsister seule. Une extension analogue dans le Sud-Ouest résultat de la reprise de la Banque de Bordeaux qui en plus de son siège social disposait d'une succursale à Paris et de onze agences dont les principales étaient situées à Limoges et à Angoulême.

Depuis, d'autres agences, d'autres bureaux furent créés. A Paris en plus de son siège social de la rue Lafayette, la Société a dû installer les services de la direction centrale dans une magnifique succursale avenue des Champs Elysées. Au total le Crédit Commercial se trouve posséder outre les immeubles de la rue Lafayette et des Champs Elysées une quinzaine d'agences à Paris, six succursales et une vingtaine d'agences en Province, auxquelles il convient d'ajouter une quarantaine de bureaux permanents ou auxiliaires.

Les circonstances de guerre entravent le mouvement et même aboutissent à une réduction du total des agences dont certaines ont été détruites. Ralentissement passager; puisque sitôt les hostilités terminées, les établissements de crédit ont mis en œuvre un véritable programme d'extension qu'ils ont réalisé de 1920 à 1930.

Ils ont d'abord procédé à la reconstruction qui s'impo-

sait des agences dévastées. Ils ont également effectué de nombreuses créations de sièges et ils l'ont fait en s'inspirant d'idées nouvelles. Leur effort s'avérait nécessaire d'atteindre des couches toujours plus étendues de producteurs et de capitalistes ayant des ressources à leur confier et des services à leur demander. Mais il fallait également éviter de gonfler les frais généraux dont l'élévation croissante causait aux banques de sérieux soucis.

Le problème consistait en somme à s'étendre tout en ménageant des deniers qui, en quantité plus considérable servaient à payer des salaires en hausse ou à acquitter des impôts plus lourds. L'ouverture d'une agence présentant l'inconvénient d'aggraver les frais généraux (aménagement, loyer personnel) les banques ont résolu la difficulté en ne faisant que visiter les centres peu importants. Les localités ne justifiant pas encore l'ouverture d'une succursale ne sont pas pour cela délaissées par les établissements de crédit qui y créent des bureaux temporaires, intermittants, ou périodiques ne fonctionnant que les jours de foire ou de marché, ou même ne font qu'y envoyer des démarcheurs.

Cette solution éclectique est avantageuse à la fois pour la banque et pour la clientèle comme le fait remarquer le rapport du Crédit Lyonnais du 22 avril 1931 : « Installés en 1913 sur les principales places présentant une importance industrielle et commerciale, nous avons cherché depuis lors à être représentés également dans de multiples centres ruraux, dont l'activité se manifeste surtout les jours de foires et de marchés, Nous avons pu ainsi nous rapprocher d'une nouvelle partie de clientèle, lui faciliter l'accès et la pratique des opérations bancaires et y trouver un courant d'affaires appréciable sans cependant grever notre exploitation de frais généraux excessifs. L'automobile dont nous faisons toujours un emploi croissant rend plus aisées les relations des bureaux intermittants et pied à terre avec les sièges permanents dont ils dépendent ; elle nous permet d'être ménagers du temps de notre personnel et d'offrir à une clientèle dispersée les commodités réservées avant la guerre aux habitants des grands centres ».

Cette intéressante méthode d'extension a été appliquée avec une intensité variable de 1922 à 1929. Pour les banques

qui fournissent des renseignements sur ce sujet (Crédit Lyonnais, Comptoir d'Escompte, B.N.C.) on peut dégager une triple tendance :

1° De 1922 à 1925 l'ouverture de bureaux intermittents et la création de nouvelles agences se poursuivent selon un rythme que l'on peut qualifier de normal. Ainsi le Comptoir d'Escompte a mis en fonctionnement en 1922 : 6 agences et sous-agences ; 40 bureaux périodiques ; en 1923 : 10 sous-agences et 42 bureaux périodiques ; en 1924 : 5 sous-agences et 42 bureaux périodiques. Le Crédit Lyonnais a ouvert au public en 1922, 8 agences et 54 bureaux, en 1923 un total de 100 bureaux et agences et il a entrepris la visite de 51 nouveaux centres ; en 1924 39 agences ou bureaux et visité 62 nouvelles places. La B.N.C. quoique de façon moindre, a suivi l'exemple de ses devancières en créant 5 agences en 1922 ; 8 agences et des bureaux intermittents dans un nombre considérable de chefs lieu de canton en 1923, enfin 7 agences et 23 bureaux hebdomadaires en 1924.

2° En 1925, 1926 et 1927 les incertitudes monétaires qui entraînent la hausse des frais généraux et la dépression qui a suivi la stabilisation de fait, ont été deux facteurs peu encourageants au développement de la concentration bancaire. Les établissements de crédit se sont montrés moins empressés à s'étendre en raison du défaut de locaux disponibles, de la cherté des frais d'installation et des difficultés de recrutement du personnel. Ainsi le Crédit Lyonnais n'a organisé en 1925 que 10 sous-agences et 34 bureaux ou visites ; en 1926 : 13 agences, 3 bureaux de quartier, 16 bureaux intermittents ; en 1927 : 4 sous-agences, 7 bureaux de quartier, 32 bureaux intermittents, ou pied à terre. Le Comptoir s'inscrit également pour des chiffres réduits : 1925 : 3 agences, 2 bureaux de quartier, 11 bureaux hebdomadaires.

1926 : 2 sous-agences, 17 bureaux périodiques.

1927 : 35 agences, 1 bureau journalier, 33 bureaux périodiques.

A la B.N.C enfin on constate une analogue restriction : 1925 : 3 agences, 2 bureaux de quartier, 11 bureaux hebdomadaires.

1926 : 1 succursale à Lille, 5 agences, 3 bureaux de quartier ou hebdomadaires.

1927 : 7 agences, 14 bureaux périodiques, 3 bureaux de quartier.

3^o Les records de création d'agences nouvelles ont été réalisés au cours de la période de très grande prospérité de 1928-1929. Les circonstances l'imposaient et les sociétés de dépôts ont mis à profit la conjoncture favorable pour poursuivre leur programme d'extension. On peut en juger par les chiffres que nous citons :

Crédit Lyonnais : en 1928, 160 installations nouvelles ainsi réparties : 1 agence, 8 sous-agences, 6 bureaux permanents, 38 bureaux intermittents, 107 pied à terre.

En 1929 ouverture de 3 agences, 20 sous-agences, 8 bureaux permanents, 49 bureaux intermittents, 70 pied à terre, soit le desservissement de 150 localités nouvelles. Au total à la clôture de l'exercice 1929 le Crédit Lyonnais disposait de 1.211 sièges permanents ou intermittents contre 411 en 1913.

Le Comptoir d'Escompte s'est établi en 1928 dans 2 sous-agences, 2 bureaux de quartier, 1 bureau journalier, 93 bureaux périodiques et en 1929 dans 5 sous-agences, 1 bureau de quartier, 28 bureaux périodiques. La B.N.C. a créé en 1928 1 succursale, 16 agences, 8 bureaux périodiques, 6 bureaux de quartier ; en 1929, 31 succursales et agences, 3 bureaux de quartier, 16 bureaux hebdomadaires.

Enfin la Société Générale qui n'indique que le total de ses installations possédait avec ses filiales tant en France qu'à l'étranger 1.514 guichets permanents et périodiques.

La description que nous avons faite de la concentration bancaire a une double signification. Elle indique que fin 1929 les grandes sociétés françaises de crédit avaient des ramifications sur toutes les places présentant quelque intérêt. C'est dire à quel degré de puissance elles étaient parvenues et quel profit elles étaient susceptibles d'en tirer pour étendre et varier leurs affaires.

La façon dont elles ont procédé est également à leur avantage. Choissant pour s'étendre le mode le plus économique elles ont donné une preuve de leur sagesse et de

leur habileté à s'adapter aux circonstances difficiles. Enfin selon leur tradition elles ont amorti intégralement chaque année les dépenses occasionnées par les aménagements, les acquisitions et les installations de sièges et de services de coffres-forts ce qui est un nouveau trait de la prudence avec laquelle elles sont gérées.

§ 2. — *Rendement des banques françaises de dépôts de 1922 à 1929*

Le résultat dernier de l'évolution progressive que nous avons constatée et décrite des 6 principales banques françaises de dépôts se traduit par une amélioration substantielle de leur rendement.

A la lecture des rapports aux assemblées d'actionnaires s'affirme chaque année l'excellence des résultats obtenus : « Votre banque, dit le Crédit Lyonnais, a travaillé en 1925 avec une grande activité qui lui fut profitable ». « Notre établissement a trouvé dans les circonstances économiques et financières que nous venons de résumer des conditions favorables au développement de toutes les branches de son activité ». (Société Générale 13 mai 1929). « En ce qui concerne notre Société les résultats de l'année 1929 sont favorables » (Crédit Industriel, 25 mars 1930). « Nous vous apportons des résultats en notable augmentation sur ceux des années précédentes. Ils nous permettent de vous proposer une amélioration nouvelle de votre dividende » (B.N.C. 22 mars 1929).

Arrêtons là ces déclarations émanant des banques elles-mêmes et comme telles, sujettes à caution et livrons nous à un examen plus objectif ¹.

Le rendement d'une affaire s'apprécie à divers éléments : d'abord les bénéfices réalisés, puis les dividendes distribués aux actionnaires. La tenue en bourse des actions de la société peut aussi permettre de porter un jugement sur

1. Cette étude qui nous met en contact avec le compte profits et pertes des bilans nous amène à la constatation suivante : le Comptoir d'Escompte et le Crédit Industriel sont seuls à le publier. Et encore le débit du compte profits et pertes du Comptoir ne comporte-t-il qu'une énumération de la répartition des bénéfices. Le Crédit Industriel fournit davantage de détails et ouvre même un chapitre descriptif des frais généraux.

sa valeur. Pour cette étude utilisons les indices que l'on trouvera dans les tableaux ci-dessous :

BÉNÉFICES DES PRINCIPALES BANQUES
(de 1922 à 1929 en milliers de francs)

Années	Crédit Lyonnais		Comptoir d'Escompte		Société Générale	
	Bénéfices	Dividendes	Bénéfices	Dividendes	Bénéfices	Divid.
1922	40.490	79 fr.	28.692	50	25.081	22, 5
1923	42.002	75 —	34.339	55	28.482	25
1924	43.929	80	35.629	60	33.539	27, 5
1925	42.928	80 —	37.027	60	35.053	27, 5
1926	49.173	90 —	41.028	70	43.757	35
1927	48.722	90 —	40.694	70	43.267	35
1928	57.871	100 —	46.916	80	52.413	42, 5
1929	82.137	100 —	72.139	80	70.554	45

Années	Crédit Industriel		B. N. C.		Crédit Commercial	
	Bénéfices	Divid. 1	Bénéfices	Dividendes	Bénéfices	Dividend.
1922	6.357	23, 33	28.222	42, 5	12.528	40
1923	7.890	27, 77	31.224	42, 5	14.025	40
1924	8.349	30, 68	31.444	45	17.105	45
1925	8.605	30, 68	32.092	45	20.057	50
1926	9.169	36, 16	34.531	50	23.559	50
1927	8.657	36, 58	34.654	55	24.475	50
1928	9.373	39, 02	39.490	65	27.390	50
1929	10.455	41, 46	42.786	70	38.133	60

A l'examen des chiffres on peut formuler les conclusions suivantes :

1° Entre 1922 et 1929 les bénéfices du Crédit Lyonnais, du Comptoir d'Escompte, du Crédit Industriel et de la B.N.C. ont à peu près doublé. Ceux de la Société Générale et du Crédit Commercial ont environ triplé. Si l'on examine la hausse des bénéfices non plus en sommes mais en pourcentage on constate également une hausse semblable. Citons le tableau emprunté au memorandum de la Société des Nations qui indique pour les Banques françaises de dépôts le bénéfice net en pourcentage du capital des réserves et des sommes reportées.

1913	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
8, 0	9, 0	9, 4	9, 9	10, 1	13, 9	12, 8	12, 8	8, 8

Ce résultat est remarquable si l'on songe à l'accroissement des dépenses auxquelles les banques ont dû faire face à

1. Dividendes des actions libérées de 125 francs.

la même époque. La caractéristique de la période d'inflation monétaire a été d'aggraver les conditions d'exploitation. Les deux éléments essentiels des frais généraux sont la rémunération du personnel et la charge des impôts. Sous l'influence de conditions économiques qui nous sont connues l'un et l'autre de ces éléments ont augmenté et les établissements de crédit ont eu à supporter des charges fiscales exagérées et les répercussions sur les salaires de la hausse des prix. Écoutons les doléances des dirigeants : « Les frais généraux ont continué de s'accroître dans une forte proportion. C'est un fait que nous avons dû vous signaler chaque année depuis la fin de la guerre. Sans doute il en est de même dans toutes les entreprises industrielles et commerciales. Mais personne n'ignore que celles qui, comme les banques, perçoivent une partie importante de leur rémunération sous forme de commissions rencontrent les plus sérieuses difficultés quand elles essayent d'ajuster leurs recettes avec l'augmentation de leurs dépenses ». (Crédit Lyonnais, 28 avril 1925). Dans le même sens, le Crédit Commercial fait observer dans son compte-rendu de l'exercice 1923 que « seule de toutes les industries la banque n'a pas relevé ses tarifs en proportion du coût de la vie. On peut donc dire que l'augmentation des bénéfices résulte presque uniquement de l'accroissement du volume des affaires ».

Cette adaptation n'a pas manqué de se réaliser : « Nous nous sommes occupés de remanier nos conditions et nos tarifs en procédant à une révision devenue indispensable en raison des circonstances... Cet ajustement permettra de mieux supporter le poids des charges écrasantes provenant de la cherté de la vie et de la fiscalité parfois excessive que subit spécialement notre profession ». (Comptoir 20 avril 1926). Le résultat ne s'est pas avéré satisfaisant et les frais généraux n'ont cessé d'enfler. Ainsi à la Société Générale c'est la fiscalité que l'on redoute : « L'ensemble des impôts mis à la charge de notre établissement est passé de 20 millions en 1924 à 25 millions en 1925 à 37 millions en 1927 chiffres auxquels il convient d'ajouter les taxes qui viennent diminuer les dividendes de vos actions : 3.300.000 fr. pour 1924, 4.950.000 fr. pour 1925, 5.700.000 fr. pour 1926 ». (9 mai 1927). Entraîne également les charges

considérables « l'application des lois et règlements tendant chaque jour à interposer les banques, à titre purement gratuit, entre l'administration et le public. La tenue des multiples états ou répertoires et de l'accomplissement de formalités complexes exige des frais de personnel et des dépenses supplémentaires » (Société Générale, 29 mars 1926).

Qu'on n'affirme plus que les banques bénéficient d'immunités fiscales et que l'on compare, dit la Société Générale, les chiffres des impôts supportés avant et après la guerre par les établissements : « En 1913, 4.432.000 fr. plus 833.000 fr. prélevés sur le dividende de vos actions, soit un total de 5.175.000 fr. représentant 26 % des dividendes nets ; en 1927 : 47 millions de francs plus 6.300.000 fr. prélevés sur les dividendes de vos actions soit un total de 53.300.000 fr. représentant 186 % des dividendes nets » (2 avril 1928).

Les frais de personnel causent aussi de vives inquiétudes aux sociétés de crédit. Les employés de banque, soucieux d'obtenir des salaires en harmonie avec la hausse du coût de la vie, ont même tenté un mouvement de grève générale dans le courant du mois d'août 1925. Toujours est-il que les banques sont contraintes de remanier sans cesse les tarifs des traitements. « La charge des frais généraux et impôts continue à être de plus en plus lourde. L'accroissement porte pour les trois quarts pour les dépenses de personnel et il est dès à présent certain, d'après les décisions prises dans les derniers mois de l'année, que les chiffres grossiront encore » (Crédit Industriel, 9 mars 1926). « L'augmentation des frais généraux de 1913 à 1928 vient surtout des dépenses de personnel qui ont augmenté de 837 % » (Crédit Industriel, 19 mars 1929). Les salaires, toujours en retard sur les prix continueront leur mouvement ascensionnel.

Comment les banques ont-elles remédié à ce délicat état de choses ? Toutes se sont préoccupées de réduire le coefficient d'exploitation et de réaliser des économies en diminuant le nombre des employés. Pour cela elles se sont lancées dans la voie de la rationalisation, ont réorganisé le travail intérieur et recouru à l'emploi des machines ¹.

1. Adil, *L'organisation scientifique du travail dans les banques*, thèse, Paris, 1931.

Mais celles-ci étaient parfois si coûteuses que le prétendu remède se transformait en mal.

2° Malgré l'augmentation véritablement considérable du coût de production par rapport aux bénéfices, nous avons déjà constaté que le capital bancaire n'a pas subi de diminution de son rendement. Bien au contraire, si l'on considère les dividendes répartis on voit que leur augmentation a été continue. Certes, les conditions d'exploitation difficiles n'ont pas incité les banques à se départir de leur prudence et les répartitions ont subi une hausse modérée qui était en tous cas proportionnellement inférieure d'une part à l'amélioration des bénéfices, d'autre part au coefficient de dévaluation de la monnaie. En effet les répartitions du Crédit Lyonnais qui étaient de 65 fr. en 1913 ne sont que de 100 fr. en 1929 ; celles du Comptoir 80 fr. en 1929 contre 40 en 1913 ; celles de la Société Générale 45 fr. contre 20 ; celles du Crédit Industriel 41,5 contre 16,25 ; celles du Crédit Commercial 60 fr. contre 32,50.

Cependant cette hausse n'en demeure pas moins sensible. Elle semble avoir deux causes. Elle est d'abord motivée par le développement des affaires de toute sorte dont se sont occupées les banques pendant cette période. Elle tient ensuite, selon le memorandum de la Société des Nations, « à la diminution générale et très considérable de l'importance que présentent les fonds propres des banques par rapport à leurs engagements »¹.

Donc activité accrue d'une part, capital moindre à rémunérer de l'autre : il est ainsi compréhensible que le rendement des banques n'ait pas été trop affecté par les excès des frais généraux.

3° Quant aux cours en Bourse des actions, ils traduisent l'opinion des capitalistes sur la valeur de l'affaire. Ils sont le jugement porté par l'épargne sur la solidité et les perspectives d'avenir de l'entreprise. De plus, dans la mesure où toutes les actions ne sont pas acquises par l'épargne, c'est un signe, pendant les conjonctures de Bourse favorables, de l'attitude de la spéculation à leur égard. De toute

1. S. D. N., *op. cit.*, p. 64.

façon des cours en hausse créent une présomption en faveur de l'établissement envisagé.

Or, d'après le tableau ci-dessous, nous voyons que de 1925 à 1928 les cours des actions des sociétés de crédit étudiées se sont constamment inscrits en hausse. C'est dire combien elles ont été prisées par le public. La baisse qui se constate fin 1929 est due au marasme boursier qui sévit sur le marché de Paris à la suite du krach de Wall Street. C'est également la conséquence des augmentations de capital qui se sont produites dans le courant de l'année. Nous ne sommes plus au temps où une opération de ce genre entraînait une envolée des cours et c'est le phénomène contraire que l'on constate. Cette baisse n'entache aucunement la valeur des banques de dépôts dont la position était particulièrement forte à cette date.

COURS DES ACTIONS AU 31 DÉCEMBRE

Banques	1913	1925	1926	1927	1928	1929
Crédit Lyonnais	1.660	1.500	2.260	2.765	4.040	3.280
Comptoir d'Escompte	1.053	850	1.053	1.575	2.350	2.030
Société Générale	816	800	936	1.179	1.888	1.795
Comptoir Industriel	713	790	955	1.400	1.800	1.728
B.N.C.	625		648	1.010	1.665	1.590
Crédit Commercial	668	1.000	808	1.400	2.520	1.580

Tel était le stade où étaient parvenus les établissements de crédit français au terme de la période prospère : développement de leur activité au point de vue territorial et au point de vue des opérations traitées : gestion prudente, leur assurant une liquidité très grande ; souplesse de conceptions permettant l'adaptation la meilleure aux conditions économiques ; rendement excellent malgré les frais généraux considérables. Ce sont là des éléments qui plaçaient l'armature bancaire française dans une situation éminemment solide. On peut dire qu'elle était en mesure d'affronter la crise naissante.

Deuxième Partie

Les banques et la crise

Dans notre deuxième partie nous consacrons cinq chapitres à l'examen des conséquences de la dépression envisagée du point de vue des établissements de crédit.

Nous parlerons de la crise économique en France dans un chapitre 4.

Dans le chapitre 5 nous ferons la description des principales défaillances qui ont atteint les banques françaises.

Nous envisagerons au chapitre 6 comment la conjoncture défavorable a influé sur l'activité bancaire.

Nous montrerons en un chapitre 7 les modifications de politique que les événements ont imposé aux dirigeants des grandes banques. Nous verrons que les directives nouvelles marquent d'un souci accru de liquidité.

Enfin dans un chapitre 8, symétrique du chapitre 3 de notre première partie, nous exposerons la résistance opposée par les banques françaises aux événements contraires.

Il nous sera alors possible de conclure de façon optimiste sur le fonctionnement de notre organisme du crédit et sur l'inutilité qu'il y aurait à en entraver la vie par des barrières légales.

CHAPITRE IV

LA CRISE ECONOMIQUE EN FRANCE

Un souci de symétrie nous incite à consacrer ce chapitre préliminaire de notre seconde partie à l'étude sommaire de la crise économique en France. Il n'est pas de notre objet d'entreprendre une recherche des causes ni de préconiser un remède au malaise économique. La crise a provoqué l'éclosion d'une littérature suffisamment abondante sinon toujours compétente pour y pourvoir largement. Nous nous contenterons d'en grouper sous un paragraphe 1^{er} quelques uns des signes les plus évidents et d'en tirer dans le paragraphe 2 les conséquences naturelles.

§ 1. — *Les signes de la crise*

A. *La baisse des prix.* — La crise de 1930 se présente sous une apparence propre. Contrairement aux crises d'avant guerre que précédait une hausse généralisée des prix elle survient pendant une période de baisse lente de prix mondiaux. Les prix français eux-mêmes faisaient montre bien avant octobre 1929 d'une certaine tendance à un réajustement et depuis le milieu de 1928 les produits agricoles subissaient une baisse marquée.

A cette baisse lente succède à un moment donné « une crise de baisse aiguë des prix » qui illustre de façon caractéristique la venue de la dépression. Il convient de remarquer que pendant cette évolution l'index des prix français a « suivi une courbe que l'on peut considérer comme para-

doxale »¹. Tandis que l'index des produits importés baisse de 621 à 370 entre janvier 1930 et mars 1931, que l'index des matières industrielles passe de 619 à 453, celui des denrées alimentaires n'a varié que de 606 à 560. Quant à l'indice des prix de détail à Paris il n'a pas varié (627 en janvier 1930 — 630 en mars 1931). Cela montre d'une part que les prix de détail ne suivent ni dans le même temps ni avec le même rythme les prix de gros et d'autre part que les pouvoirs publics s'efforcent par le relèvement du tarif douanier agricole d'atténuer les conséquences de la baisse.

Ces généralités étant posées citons quelques chiffres empruntés à la statistique générale de la France. En 1930 l'indice des prix de gros (45 articles) se trouve être à 554 contre 623 en 1929 soit une baisse de 10 % entre janvier 1929 et janvier 1930. Compte tenu de la dévalorisation du franc il est à peu près revenu à son niveau de 1914. En 1931 l'indice général qui avait montré une certaine stabilité pendant les 4 premiers mois a par la suite régulièrement fléchi. Il passe à 502 et marque une baisse de 14 % entre janvier 1930 et janvier 1931. La baisse est de 33 % par rapport au maximum enregistré en février 1929. Le mouvement de chute persiste en 1932. L'indice général qui débute à 414 en janvier, après s'être inscrit en reprise à 427 en mars et 425 en avril retombe à 410 à la fin de l'année. La moyenne est de 407. La baisse s'est poursuivie, lente mais continue, pendant l'année 1933 et les premiers mois de 1934. L'indice général descend de 390 en janvier 1933 à 383 fin novembre et à 380 fin mars 1934.

En d'autres domaines la chute est plus profonde. Les produits importés que nous avons laissés à 370 en mars 1931 se trouvent à 347 en juillet, à 308 en décembre, à 300 en janvier 1932, à 286 en février 1933. Depuis lors ils s'inscrivent en hausse et se retrouvent à 229 en avril 1933 et à 305 fin janvier 1934.

L'indice des matières industrielles passe de 453 à 362 de mars 1931 à janvier 1932. Il ne varie guère depuis cette date et nous le trouvons successivement à 346 en juin, à

¹ Ch. Rist, *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, Recueil Sirey, Paris, 1933, p. 324-343.

356 en décembre, à 345 en février 1933, à 367 fin décembre, à 355 en mars 1934.

Les denrées alimentaires, protégées par le tarif douanier constituent le centre de résistance à la baisse. L'indice qui était à son plafond à 548 en avril 1931 descend à 456 en novembre, pour remonter en 1932 à 486 en février, 500 en mai et finir à 430 en décembre. Il est à 432 fin février 1933, à 415 en décembre, à 410 en mars 1934.

Le fait que les denrées alimentaires n'ont que peu varié explique le niveau relativement élevé des prix de détail et du coût de la vie. Les premiers constituent un facteur de sous consommation. Le second s'oppose à la baisse des salaires qui en réduisant les prix de revient favoriserait notre exportation. « L'indice des prix de détail (34 articles) est descendu de 630 en mars 1931 à 523 en octobre 1932. Il est remonté à 533 en novembre et reste à 535 en février 1933. A partir de novembre la baisse s'est arrêtée »¹.

Le coût de la vie enfin a baissé de façon insignifiante. Malgré la diversité d'établissement des statistiques on peut dire que la réduction est d'environ 10 % en décembre 1932 par rapport à 1930, année du maximum.

B. Le ralentissement des échanges. — Le phénomène de baisse des prix que l'on vient d'analyser et qui est un indice clair de dépression ne fait lui-même que traduire un ralentissement généralisé des opérations d'échange.

Des échanges intérieurs d'abord. Nous connaissons les éléments qui permettent d'apprécier l'activité du marché. Ce sont essentiellement les statistiques concernant le produit de la taxe sur le chiffre d'affaires. Pour 1930, année où la dépression n'a fait que commencer, le rendement est le même qu'en 1929 (9.118 millions). Par contre en 1931 les moins values commencent à être perceptibles et elles ne feront que s'aggraver au cours des deux années suivantes (1931 : 7.911 millions ; 1932 : 6.760). Une légère hausse due aux augmentations de tarifs sera enregistrée en 1933 : 6.854 millions.

Le nombre des wagons chargés et les recettes des chemins

1. Bloch, *op. cit.*, p. 129.

de fer reflètent la crise générale. La moyenne journalière annuelle des wagons chargés fléchit de 65.000 en 1930 à 54.000 en 1931 à 47.000 en 1932. Les recettes, qui n'avaient baissé que très lentement de 1929 à 1930, fléchissent rapidement de 1930 à 1933. Elles sont passées de 15 milliards en 1931 à 12 milliards en 1932 et à 11,3 milliards en 1933. De 1929 à 1932, la baisse totale des recettes est de 22 %. En 1931 et 1932 tous les réseaux sont déficitaires et pour 1932 apparaît une insuffisance nette d'exploitation de 3,5 milliards ¹.

A une diminution caractérisée des transactions devait correspondre une raréfaction des effets de commerce. Cela est particulièrement sensible à l'examen des opérations effectuées par la Chambre de Compensation de Paris. Les compensations n'ont cessé de monter jusqu'en juin 1930 mais depuis la baisse a été ininterrompue : 1930 : 555,8 milliards ; 1931 : 460,5 milliards ; 1932 : 332,4 milliards ².

C. *La bourse.* — La chute des transactions ne s'est pas seulement manifestée dans le domaine des échanges de marchandises. Elle avait eu sa première manifestation à la Bourse des valeurs mobilières. Les crises économiques, en effet, sont en règle générale précédées d'une crise boursière. La Bourse est un domaine où la spéculation trouve un terrain propice. Or spéculer, c'est en quelque sorte prévoir. Rien d'étonnant à ce que les réactions s'y produisent en premier lieu. D'autre part, les banques qui, à l'approche de la crise renforcent leur liquidité et qui ne peuvent obtenir le remboursement de leurs avances sur titres réalisent leurs gages et accélèrent la baisse. C'est ce qui s'est produit en France à la fin septembre 1930. Les élections allemandes ont provoqué le rapatriement de capitaux français assez élevés et « déterminé les débiteurs pour faire du franc à procéder à des ventes massives de valeurs à Paris » ³. Il en est résulté une baisse brusque des cours, qui a

1. François Perroux, « Les transports en 1932 » in *La Revue d'Economie Politique*, mai-juin 1933.

2. Denuc, « Les échanges intérieurs en 1932 », in *La Revue d'Economie Politique*, mai-juin, 1933.

3. Lescure, *op. cit.*, p. 343 et suiv.

entraîné la déconfiture des spéculateurs à la hausse. Une seconde crise de Bourse se produit en l'été de 1931, à la suite de la défaillance de l'Allemagne et de l'abandon de l'étalon or par la Grande-Bretagne.

De la sorte en 1932 les progrès réalisés de 1925 à 1929 dans le sens de la hausse ont fait place à un marasme général qu'interrompent les reprises spéculatives en février, septembre, décembre 1932, janvier 1933. La baisse a surtout atteint les titres à revenu variable : l'indice établi pour 300 valeurs françaises se trouve à 245 en mai 1933 (base 100 en 1913). Mais elle n'a pas épargné les titres à revenu fixe (indice pour 35 valeurs 79,6 en mai 1933).

Une reprise n'est pas à espérer dans un avenir plus ou moins rapproché. Le facteur confiance qui en serait une condition essentielle fait défaut par suite de la précarité des relations internationales, de l'instabilité politique française, des doutes qui ont surgi concernant les monnaies du bloc-or : franc, lire, franc suisse.

D. *Echanges extérieurs.* — Au ralentissement des transactions intérieures a correspondu une contraction considérable des échanges de pays à pays. « Elle est la conséquence à la fois de la crise économique et des mesures de défense que tous les Etats ont été amenés à prendre en raison de la crise même pour assurer à leurs producteurs sur le marché national une compensation à la disparition ou à la réduction de leurs débouchés au dehors. De 1929 à 1932 le commerce extérieur français a ainsi baissé en valeur de plus de moitié et en poids de près du tiers »¹.

Déjà en 1930, la balance commerciale plus fortement déficitaire qu'en 1913, avait été caractérisée par l'accroissement des importations d'objets fabriqués et par une réduction corrélative des exportations de matières premières et d'objets fabriqués. Cette tendance s'est poursuivie dans le sens d'une aggravation au cours des années suivantes. En 1931 la réduction a été générale tant à l'exportation qu'à l'importation, sauf toutefois pour les objets d'alimentation introduits en plus grande quantité. En 1932 et

1. G. Pirou, « La France devant la crise des échanges internationaux, in *La Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 242.

1933 la contraction s'est accentuée laissant persister un déficit qui, outre l'élévation des prix français, trouvait dans la conjoncture générale, des raisons de persister : dumping étranger, suspension de nombreux transferts, majoration de droits de douane, généralisation des contingentements. Le tableau suivant permet d'apprécier le resserrement qui s'était opéré en quatre ans ¹, (en millions de francs).

Années	Importations	Exportations	Total	Solde
1930	52.511	42.835	95.346	— 9.676
1931	42.205	30.435	72.640	— 12.379
1932	29.825	19.693	49.519	— 10.742
1933	28.425	18.433	46.858	— 9.992

Le déficit de la balance du commerce n'appelle pas des conclusions optimistes. Il pèse lourdement sur la balance des comptes, qui ne dispose plus pour le compenser des revenus du tourisme réduits de 10 à 2 milliards entre 1929 et 1933. La balance du reste marque un très net repli de notre pays sur lui-même. Les rapatriements de capitaux se sont poursuivis réduisant, selon M. Meynial, de 21,5 milliards en 1931, de 22,5 milliards en 1932 le montant des créances de la France sur l'étranger. Au total la balance des comptes est apparue en 1932 en déficit de 5 milliards. « En 1933 la contraction nouvelle des transactions commerciales a entraîné l'amointrissement du déficit du trafic extérieur et la réduction subséquente du solde négatif de la balance des comptes. Mais celui-ci encore proche de 5 milliards reste considérable... Ces soldes ont été réglés à la fois par des mouvements de capitaux et par des transferts d'or. Il faut donc que la France emprunte à l'étranger ou rapatrie ses capitaux investis à l'extérieur ou exporte une fraction de ses réserves métalliques » ².

Il suffit de signaler la perspective de telles éventualités pour mettre en lumière ce qu'elles comportent d'économiquement défavorable.

1. Chiffres de *La Revue d'Economie Politique*, article annuel de M. Olivier sur les échanges internationaux.

2. René Sédillot, article de *l'Information Financière* du 13 avril 1934.

§ 2. — *Les conséquences de la crise.*

La crise, dont nous venons d'examiner quelques signes caractéristiques, a provoqué un certain nombre de réactions de la part de l'organisme économique français. A une demande ralentie par la chute des prix a fait suite une production diminuée. Un certain nombre d'entreprises, à trésorerie insuffisante et à base précaire, ont été éliminées, déterminant par leur faillite une recrudescence du nombre des chômeurs. Enfin, sous l'effet de la dépression générale, les rentrées d'impôts ont été inférieures aux évaluations et ont fait renaître le déficit budgétaire et l'appel au crédit pour ajuster les dépenses disproportionnées aux recettes amoindries.

A. *Le ralentissement de la production.* — On sait que les industries d'exportations ont été les premières atteintes. Mais, dès le mois de mars 1931, les diverses catégories d'activité industrielle souffrent de la généralisation de la crise. Celle-ci a été portée à son plus haut degré au cours de l'année 1932. 1933 a vu au contraire se dessiner un léger mouvement de reprise, que traduit l'amélioration de l'indice de la statistique générale de la France. Cet indice qui plafonnait à 144 (base 100, 1913) en juin 1930 descend régulièrement pendant 1931 (133 janvier ; 117 décembre), atteint 100 en février 1932, 92 en juillet 1932 et remonte légèrement en 1933 (mars 104, juillet 112) pour se stabiliser à 106 en janvier et février 1934.

Examinons la production de quelques unes des industries les plus caractéristiques, pour mieux illustrer leur marasme.

Les houillères ont maintenu en 1930 leurs extractions au niveau de l'année précédente (55 millions de tonnes) mais cela au prix de l'accumulation d'un stock de 3 millions de tonnes sur le carreau des mines. En 1931 les ventes se sont abaissées, les prix n'ayant pu être suffisamment réduits pour conserver les commandes. L'extraction a été limitée à 51 millions de tonnes. Le nouveau fléchissement des demandes de combustibles a affecté le marché de la houille en 1932 et la production n'a atteint que 47 millions de tonnes, chiffre auquel elle se maintient en 1933.

L'industrie métallurgique a pâti de la crise française par la réduction de son marché intérieur, et de la crise universelle par la chute de ses exportations. Les prix pratiqués ne laissent guère de marge bénéficiaire et nombre de hauts fourneaux à feu ont cessé de fonctionner. Voici en milliers de tonnes les chiffres de la production de fonte et d'acier :

Années	Fonte	Acier	Hauts Fourneaux			
			154	1 ^{er} janvier	138	31 décembre
1930	10.098	9.402	154	—	138	—
1931	8,2	7.800	138	—	90	—
1932	5,5	5,6	90	—	81	—
1933	6,3	6,5	81	—	90	—

Les industries mécaniques et automobiles, connexes de la métallurgie, connaissent pareille somnolence. Ainsi la production automobile en 1932 a été réduite à 200.000 voitures environ soit une baisse de 15 à 18 % par rapport à 1931.

Les indices concernant les textiles sont la manifestation d'une dépression profonde qui remonte à 1929. L'industrie cotonnière a connu une phase de maladie aiguë en 1931 et une certaine stabilisation en 1932. Son indice ne s'est abaissé cette année là que de trois points, ce qui le porte à 61 (base 100, 1913). L'industrie lainière a vu sa production baisser en 1932 sur un rythme peu différent de celui de 1931 : 13 %. L'indice S.G.F. s'établit à 78. Quant à la soie le recul de sa production, dont les 3/4 étaient destinés à être exportés, permet d'espérer atteint le maximum dépressif. En décembre 1931 la production était tombée à 70 % au-dessous du niveau d'avant guerre (indice 29). A partir de mars 1932 se produit un certain redressement (35 : juin, 41 : novembre) qui persiste dans les premiers mois de 1933.

L'industrie électrique, par contre a assez bien résisté. Les quantités d'énergie absorbées par l'industrie ont été en régression, mais celles qui servent aux usages domestiques offrent une relative stabilité. Le courant nécessaire aux voies ferrées électrifiées n'a pas davantage diminué. De sorte qu'en 1932 la réduction de la production par rapport à 1931 n'a été que de 3,9 %. Ceci explique la bonne tenue des valeurs d'électricité : fin 1932 elles se présentent

en reprise appréciable par rapport à leurs cours du 31 décembre 1931.

La situation de l'agriculture demeure très préoccupante. Les diverses interventions des pouvoirs publics se sont manifestées dans le sens d'une aggravation du protectionnisme. Mais « les barrages les plus savants n'ont pu réaliser l'isolement parfait de l'économie agricole nationale »¹. Deux récoltes de céréales en 1930 et 1931 (blé : 62 millions de quintaux en 1930, 73 en 1931), inférieures aux besoins de la consommation, le relèvement des droits d'entrée et le contingentement des importations de blés étrangers ont permis aux cours du marché intérieur de rester fermes. Les résultats techniques trop satisfaisants de 1932 (90 millions de quintaux) ont tout remis en question, les ventes ne couvrant pas les coûts de production. Une récolte de blé plus abondante en 1933 que l'année précédente n'a pas permis aux mesures votées par le Parlement (loi du 26 janvier 1933) de donner tous les résultats qu'on en attendait. Les producteurs éprouvent les difficultés les plus grandes à écouler leur récolte au prix de vente minimum fixé par la loi.

La viticulture française concurrencée par la production de l'Afrique du Nord et handicapée par une récolte phlétorique en 1931 (56 millions d'hectolitres) a vu les prix descendre au-dessous du niveau-or de 1913.

L'élevage enfin subit la restriction de la demande et des diverses mesures de protection dont s'entourent les pays voisins et clients.

B. Faillites et chômage. — Toute crise économique s'accompagne d'une phase de liquidation au cours de laquelle sont vouées à disparaître les entreprises en surnombre, celles qui ont été gérées de façon imprudente et dont les ressources de trésorerie sont insuffisantes pour s'accomoder de la stagnation. La France semble bien entrer dans cette période dès 1931. L'indice des faillites et liquidations judiciaires atteint cette année là 116 (base 100, 1913), alors

1. P. Fromont, « L'agriculture en 1932 », *Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 812.

qu'il n'était que de 93 en 1929 et de 97 en 1930. En 1932 il atteint 150. Quant au nombre moyen des faillites il est en 1932 de 1169, supérieur de 56 % à la moyenne de 1930 (748) et de 29 % à celle de 1931 (906) ¹.

Le corollaire immédiat de ces défaillances est l'apparition du chômage ². La question du chômage ne présente pas chez nous le caractère aigu qu'elle offre en d'autres pays. La France dont la natalité est faible a recours à la main-d'œuvre étrangère et en cas de crise une partie de cette main-d'œuvre devenue inutile repasse la frontière. Ceci explique que fin décembre 1930 il n'y ait eu que 10.000 chômeurs secourus. Le 31 décembre 1931 le nombre des sans travail atteint 165.301. Le 19 mars 1932, semaine de maximum, il se trouve à 317.486 et à 277.109 au 31 décembre. L'année 1933 enregistre un nouveau maximum, le 4 mars avec 331.816 suivi d'une régression saisonnière dans le courant de l'été (226.634 au 30 septembre). Le 24 février 1934 le record est porté à 350.930. Il est certain que les statistiques que nous utilisons n'indiquent que le nombre des chômeurs complets secourus ³. Par conséquent pour avoir une opinion chiffrée plus approchée en valeur absolue du chômage il faudrait tenir compte également des sorties d'ouvriers étrangers et du chômage partiel. Néanmoins, les variations du nombre des chômeurs complets secourus donnent une approximation suffisante du mouvement. L'accroissement régulier du chiffre des chômeurs montre un développement symétrique à la crise générale.

C. *Les finances publiques.* — M. Lescure a consacré plusieurs pages à « l'influence des crises générales économiques sur les finances publiques » ⁴. Il dégage cette loi d'expérience d'une « coïncidence entre les années de prospérité et les années d'excédent, entre les années de dépression et les années de déficit ».

Ce fait est aisément concevable. Les budgets de la pé-

1. Denuc, article cité de la *Revue d'Economie Politique*.

2. R. Picard, article annuel « Sur le marché du travail » in *La Revue d'Economie Politique*.

3. Statistiques hebdomadaires du Ministère du Travail.

4. Lescure, *op. cit.*, p. 348 et suiv.

riode de facilité profitent de l'activité générale qui favorise les excédents de recettes. Ces excédents encouragent le législateur à voter des mesures tant d'aggravation des charges que de restriction des ressources, qui pèseront sur les budgets ultérieurs et en rendront l'équilibre malaisé. A la venue de la dépression les impôts rentreront de façon insuffisante pour solder ces dépenses accrues. L'emprunt apparaîtra comme moyen de subvenir au train de vie de l'Etat.

L'exemple de la France de 1929 à 1933 est une illustration de cette évolution en deux phases : équilibre incitant aux dépenses ; déficit nécessitant l'emprunt. Selon M. Germain Martin¹, au lendemain des mesures de restauration financière à 1930, la progression des budgets a été de 27 % soit plus de 1/4. Le gonflement, non plus en pourcentage mais en valeur, compte non tenu des crédits supplémentaires, se constate jusqu'en 1932 et ressort aux chiffres suivants (tableau en millions de francs emprunté à l'ouvrage cité de M. Germain Martin, p. 43).

Exercices	Crédits budgétaires	Augmentations
1927	39.541	
1928	42.445	2.904
1929	45.366	2.921
1930-1931	50.398	5.032
1932	53.650	3.690

Cette aisance exceptionnelle dans l'exécution des budgets (ainsi en 1929 les recouvrements ont atteint 56.922 millions), accompagnée d'une identique prospérité de la trésorerie alimentée par de substantielles plus values, a motivé une utilisation plus complète des deniers publics. Le Parlement a procédé au vote de lois sociales généreuses, qui par leur automatisme, ont nécessité leur inscription aux budgets futurs pour des montants de plus en plus élevés.

En même temps les pouvoirs publics diminuaient les revenus de l'Etat : entre 1928 et 1930 diverses lois de dégrèvements procédaient à une réduction d'impôts de 5.876,5 millions. Ces mesures de déflation fiscale, dont

1. Germain Martin, *Sommes-nous sur la bonne route. Problèmes financiers du temps présent*, Payot, Paris, 1934.

l'effet n'aurait pas manqué de se manifester de façon favorable en période normale, ont coïncidé avec l'apparition de la crise économique : crise agricole amenuisant la capacité d'achat des masses rurales, crise industrielle incitant les producteurs à réviser leur coût de production.

Le rendement des impôts s'en est trouvé affecté et est devenu trop peu important pour faire face à des dépenses grandissantes. De là, la réapparition du déficit évalué aux chiffres suivants par M. Germain Martin : Pour 1930 il a atteint plus de 7 milliards ; en 1931 une insuffisance de recettes de 1.375 millions creuse un trou de 5.600 millions ; en 1932 l'insuffisance de recettes s'élève à 3.700 millions tandis que le déficit ressortit à 6 milliards. En 1933, la nouvelle équipe gouvernementale s'étant attaquée au problème financier et semblant le vouloir résoudre dans le sens de la déflation, une réduction des crédits budgétaires de 2.817 millions a été obtenue, ce qui a porté leurs chiffres à 50.650 millions.

Malheureusement, la mauvaise volonté parlementaire, qui se traduit par le vote tardif des budgets, empêche la prise de mesures de redressement véritablement efficaces. Le retour à ces pratiques, dignes de la période 1925-26, aggrave l'automatisme du déficit. Le budget de 1933, qui avec les crédits supplémentaires a finalement dépassé 55.980 millions, alors qu'il ne disposait que de 43.880 millions de ressources, se solde donc avec un déficit record de 12.100 millions.

Seuls les emprunts permettent à l'Etat de soutenir un tel train de vie. A court terme on assiste à la réapparition des Bons du Trésor. Au 2 juin 1932 les émissions atteignent déjà 4.200 millions. Le rapport de M. Barety indiquant les principaux éléments de la Trésorerie au 30 novembre 1933, comparativement avec la situation au 31 décembre 1932 fait ressortir des chiffres plus élevés : le montant des Bons du Trésor émis est passé de 9.776 millions à 11.538 millions soit une augmentation de 1.762 millions ¹.

Sur le marché à moyen et à long terme on note en 1933 le retour de l'Etat comme principal emprunteur. Il a suc-

1. Rapport publié dans *Le Temps* du 29 janvier 1934.

cessivement offert au public les obligations du Trésor 4,5 % 1933 amortissables, les Bons du Trésor 4,5 % à 10 ans ; les Bons du Trésor 5 % à 5 ans. L'intensité de ces besoins pèse sur le marché financier et sur le marché monétaire et les taux auxquels l'Etat se procure des fonds deviennent sans cesse plus lourds.

Comme nous le verrons les banques ont profité de cette conjoncture défavorable. Les Bons du Trésor ont remplacé dans leur portefeuille les effets de commerce devenus plus rares, la tension des taux a rendu plus rémunératrice les opérations effectuées et les commissions perçues pour le placement des titres publics ont suppléé à la carence des opérations de banque pure.

CHAPITRE V

LES DÉFAILLANCES BANCAIRES

La conjoncture économique difficile se complique à la fin de 1930 d'une crise de crédit avec comme corollaire la défaillance de nombre de banques¹. Cette crise en France a comporté deux épisodes. Au cours d'une première phase en effet, qui s'étend jusqu'aux environs du mois de septembre 1931, elle demeure circonscrite à notre pays. Mais à cette époque les « dramatiques événements » d'Europe Centrale ont leur répercussion sur le marché français, aggravant le mal dont il souffrait déjà.

Nous étudierons ces défaillances bancaires dans leur ordre chronologique, nous réservant toutefois d'examiner à part deux cas spécialement intéressants, celui de la crise de la Banque d'Alsace Lorraine et celui de la Banque Nationale de Crédit où l'Etat est intervenu pour renflouer ces deux institutions.

§ 1. — *Histoire des défaillances bancaires*

Il semble bien que le signal des faillites bancaires ait été donné par la fermeture des guichets de la Banque Adam le 3 novembre 1930. Le fait qu'au mois d'octobre la Banque Française de l'Afrique avait été sur le point de suspendre ses paiements et l'arrêt des opérations de la Banque Sitri

1. Sur cette partie des défaillances bancaires on trouvera une série d'articles dans le *Petit Bleu* du 4 novembre et 11 décembre 1930 ; 8 janvier, 25 janvier, 27 janvier, 6 février, 9 juillet, 19 décembre 1931 ; 16 février 1932 ; 2 juin 1933.

Bloch et Compagnie avaient certes déjà provoqué un malaise évident.

Les difficultés d'une maison de l'importance de la Banque Adam n'étaient pas faites pour le dissiper. Fondée à Boulogne-sur-Mer en 1784, la Banque Adam au terme d'une ascension de 150 ans avait un chiffre d'affaires de 61 millions en 1929. Au 31 octobre 1930 elle avait porté le nombre de ses guichets à 167 répartis sur 16 départements. Sa politique d'extension l'avait amenée à englober vers la fin 1929 le Crédit du Rhône et le Consortium de Bordeaux, ce qui étendait son champ d'action à la région de Lyon et au Sud-Ouest. Le bilan arrêté au 1^{er} janvier 1930 accusait pour un capital versé de 24.813.125 fr. un total de bénéfices mis en réserve ou reportés de 21.240.737 fr. Les bénéfices de l'année 1929 s'élevaient à 35 millions. Le Conseil d'administration tendait à accroître le nombre des guichets et à s'orienter vers la formule des grands établissements régionaux à succursales multiples.

C'est dire que l'activité de la Banque Adam envisagée du point de vue purement bancaire était considérable et pouvait être tenue pour saine : la Société avait affirmé dans le dernier bilan connu que le chiffre de l'actif liquide et réalisable était assez important pour rembourser le nombre des dépôts.

A partir de 1927 le « financier » Oustric avait acquis une participation importante qui, non seulement lui permettait de siéger au Conseil, mais lui donnait le contrôle de la Société. La Banque s'était alors livrée à des opérations d'immobilisations, auxquelles doit demeurer étrangère une banque de dépôts bien dirigée. Par malchance « les entreprises dont elle avait assuré soit le patronage soit le financement n'ont pas toutes eu ni la même valeur, ni la même destinée. On relève en effet parmi les affaires auxquelles elle s'était intéressée : les établissements Ballot, l'alimentation Mouriès, Natalga, les Cinémas Halls, les Mines de Méria, l'Oxhydrique française, le gaz d'Etaples, les Abattoirs Modernes sans préjudice d'affaires automobiles malheureuses comme Donnet-Zedel, Amilcar, Vinot-Deguingand, etc... »¹. Les difficultés rencontrées, vers la

1. *Le Petit Bleu* du 4 novembre 1930.

fin octobre, par un groupe financier ayant une position débitrice importante amenaient une crise de confiance et des retraits massifs. La banque, d'accord avec les pouvoirs publics et afin d'éviter le paiement de certains clients aux dépens de la masse, décidait de fermer ses guichets le 3 novembre 1930. Le lendemain elle déposait son bilan et était admise au bénéfice de la liquidation judiciaire.

Etant donné l'importance des intérêts en cause et le nombre des déposants, le Gouvernement intervenait. Sur son initiative et avec le concours de la Banque de France un consortium de banques assurait la gestion provisoire de la Banque Adam. A cet effet était constituée une société de gérance, dont la présidence était confiée à M. Lehideux président de l'Union syndicale des banquiers de Paris et de province. On pouvait à ce moment là considérer la Banque Adam comme sauvée.

Il n'en demeurait pas moins que la méfiance allait se généralisant. Les bruits les plus divers se répandaient et les principales banques parisiennes ou provinciales étaient l'objet de retraits considérables. La secousse était violente, qui avait ébranlé l'édifice bancaire et de nouvelles défaillances allaient se produire fin 1930 et au début de 1931.

De mai à novembre 1930 on avait à déplorer la déconfiture de la Banque Jacques Vidal d'Argelès-sur-Mer dont le passif s'élevait à plus de 2 millions ; du Crédit Foncier agricole, industriel et commercial, de la Banque Commerciale et Agricole du Sud-Est victime de 700.000 fr. de détournements. La Banque communale d'Alsace Lorraine dont le passif se montait à 2 millions était déclarée en faillite. En faillite également la Banque Taillandier de Lyon au passif avoisinant 10 millions. La Banque Gilbert d'Avranches comportait un passif de 30 millions et la Banque Despeyroux de Lyon un passif de 8 millions.

Le 8 janvier 1931 on apprenait que la Banque Isnard de Draguignan était déclarée en liquidation judiciaire et que son passif était de 11 millions. Fin janvier on enregistrait d'autres krachs : ceux de la Banque Maurice Prost à Lons-le Saulnier, de la Banque Mairot-Millard et C^{ie} de Besançon, de la Banque Godard de Dives-sur-Mer, de la Banque Lorientaise, de la Banque Régionale du Gard à

Nîmes, de la Société Provençale de gestion financière, commerciale et immobilière d'Aix en Provence (passif 1 million), de la Banque Lucien Kahn de Strasbourg (passif 2 millions).

Le 27 janvier 1931 la Banque Binz et C^{ie} fermait ses guichets et demandait le bénéfice de la liquidation judiciaire. Le 6 février 1931, la Banque Brestoise, sur le seul bruit qu'elle était en difficulté, voyait sa caisse assaillie par les déposants et était contrainte de suspendre momentanément ses opérations. Le Comptoir d'Escompte de Reims, (banque Chapuis) subissait des pertes de l'ordre de 15 à 18 millions à la suite d'ouverture de crédit à un industriel que la banque faisait arrêter ultérieurement. Le concours de grandes banques parisiennes et régionales permettait de renflouer cette maison, par ailleurs fort honorable.

En juillet la liste s'est allongée des défections du Comptoir de Mantes (banque Cercueil) ; de la Banque de Guyenne et de Rouergue de Paris, de la Banque des Cévennes, filiale de la précédente, de la Banque Mendès Frères de Paris avec succursales à Rouen et à Tours, de la Banque Cambrésienne de crédit et de dépôts, de la Banque Maritime d'Arcachon, de la Société Normande de banque et de dépôts, de la Banque Dumont de Condé-sur-Noireau.

Ces défaillances, qui consacrent plusieurs dizaines de millions de pertes, ne sont au demeurant que la sanction infligée à des établissements sans surface. Leur manque de capitaux suffisants pour attendre la reprise, les vouait à la liquidation et les victimes, comme le fait remarquer le « Petit Bleu » auraient pu éviter cette issue pénible, si elles avaient recouru aux services des grands établissements de crédit à succursales multiples.

Sous l'influence des événements d'Europe Centrale, la crise des banques allait prendre au cours de l'été 1931 un aspect plus sérieux. Des maisons anciennes et réputées ne purent résister au mouvement de panique consécutif à la chute de la « Oesterreichische Crédit Anstalt » de Vienne survenue en mai 1931. Depuis quelques années les banques françaises avaient participé au financement de l'économie de l'Europe Centrale. La modicité des taux du marché monétaire après la stabilisation du franc avait contribué au

développement des crédits d'acceptation consentis aux banques étrangères pour faciliter les opérations du commerce international. D'autre part l'avisement des taux causé par l'abondance des capitaux à court terme, avait incité les banques françaises à rechercher à l'étranger des emplois plus rémunérateurs. Ces crédits en principe rapidement mobilisables, avaient été constamment renouvelés pendant de longs mois, ce qui aurait dû donner l'éveil aux banques prêteuses. Or, les banques d'Europe Centrale, qui pratiquent « la confusion des risques » avaient investi ces fonds à court terme en des prêts à une industrie fort atteinte par la persistance de la crise.

Le résultat de cette politique dangereuse fut la chute de la banque considérée comme la plus importante d'Autriche et, en second lieu, le 13 juillet, le moratoire des dettes privées allemandes, (suite du moratoire Hoover pour les dettes publiques) sous forme de suspension des paiements par les banques. La secousse due à ces deux événements fut profonde sur les marchés créanciers et entraîna une double conséquence. La première concerne les crédits d'acceptation : les banques, en raison de la nature de ce crédit, furent amenées à faire face à l'échéance au nom de leurs débiteurs défaillants. Quant aux créances à court terme « gelées » elles aboutirent à diminuer la liquidité des instituts prêteurs. Au même moment, la masse des déposants dont la confiance fléchissait, voulait retirer son argent et la baisse boursière ne permettait pas les réalisations de titres dont certains portefeuilles de banques étaient chargés.

Si bien que, nombre d'entre elles, dont le passé ne soupçonnait pas d'envisager cette éventualité, furent amenées à suspendre leurs opérations. Entre la fin septembre et novembre on enregistrait les faillites de la Banque Catalane de Perpignan, de la Banque Générale de Provinces du Centre et de l'Ouest de Nantes (passif 15 millions environ), du Comptoir d'Escompte de Tournus de Châlons-sur-Saône. Mais outre ces maisons secondaires, on apprenait en octobre que la B.N.C. avait été sauvée *in extrémis* grâce à une aide du Trésor et d'un Syndicat de garantie. Des retraits de fonds considérables avaient été provoqués par

la mauvaise situation du Comptoir Lyon Alemand, avec lequel cet établissement était lourdement engagé. La crise de confiance était portée à son comble par ces accidents, et le début de novembre se signalait par la défaillance de plusieurs banques de province jouissant d'une considération parfaite : la banque Charpenay de Grenoble avec 10.000 déposants, la Banque Vve Louis Guérin et Fils de Lyon, maison vieille de trois siècles, qui laissait un passif de 12 millions, la Banque Ramel-Tardif et Compagnie de Saint-Etienne. La série noire s'allongeait de la liquidation judiciaire de la Banque Agricole française de Reims (2.000 créanciers), 5 millions 1/2 de passif, du dépôt de bilan de la Banque syndicale de Paris, de la Banque Courvoisier, de la Banque Commerciale Africaine etc...

Le mouvement de réadaptation de l'organisation bancaire s'est poursuivi en 1932. Toutefois le rythme en a été ralenti et les accidents bancaires, que l'on a déplorés cette année là, ont été d'importance moindre. L'Union Financière privée, et, en novembre, la Banque Renauld ont dû fermer leurs guichets. Cette grosse banque de l'Est avait apporté un concours exagéré à l'affaire des Tanneries de France sous forme de participations, de crédits et d'aval. En particulier, elle avait cautionné de concert avec d'autres banques françaises, une avance consentie par une société hollandaise aux Tanneries de France. Celles-ci, n'ayant pas remboursé dans les délais voulus contraignirent la Banque Renauld à cesser ses opérations. Cet événement n'a jeté qu'un trouble restreint dans la vie bancaire du pays qui commence à s'immuniser contre l'esprit de panique.

En février 1933 la Société Centrale des banques de province n'a plus été en mesure de fonctionner. En fin avril 1933 on enregistrait le dépôt de leurs bilans par les banques suivantes : Banque Bellangier de Lille (passif supérieur à 5 millions) Banque Barbier et Compagnie de Compiègne, Banque Beauce de Fougères ; la Banque Frents et Brosset de Dreux était déclarée en faillite.

§ 2. — *Interventions de l'Etat*

Deux cas de défaillances bancaires, par leur importance et par la gravité qu'auraient eu leurs répercussions, ont nécessité une aide financière de l'Etat ¹. Le concours des pouvoirs publics, accordé à une entreprise bancaire en difficulté comportait un précédent dans notre histoire financière. En 1889, la Banque de France, sur l'initiative du ministre des finances Rouvier, avait consenti une avance de 140 millions au Comptoir d'Escompte alors dans une situation dramatique.

En 1931, l'Etat fut à nouveau obligé de secourir des banques en mauvaise posture. Son intervention était édictée en termes généraux et prenait la forme d'une garantie du Trésor conférée aux déposants. Elle ne semblait donc pas favoriser une entreprise déterminée, mais viser plutôt la sauvegarde d'intérêts plus élevés. Le principe n'en fut pas moins vivement combattu au Parlement par M. Vincent Auriol au nom du groupe socialiste ².

Au point de vue pratique il reprochait au ministre des finances d'avoir remis le contrôle de la gestion de la B.N.C. à un délégué de la Banque de France. A son avis il eut été préférable de la conserver pour l'Etat lui-même, en exemple de ce qui s'était passé en Allemagne. Nous pensons qu'il s'agit là d'une objection à caractère purement socialiste et qu'en tout état de cause il était préférable que ce contrôle fut confié à un technicien.

D'autre part, au point de vue juridique, on a reproché à M. P.E. Flandin d'avoir engagé les deniers publics sans autorisation préalable des Chambres, c'est-à-dire d'avoir commis un acte illégal. Ce second argument était certes très fort et le ministre attaqué a pu seulement faire valoir, pour justifier son intervention, qu'il était indispensable d'agir au plus vite. Nécessité fait loi a-t-il dit : les lenteurs parlementaires auraient rendu inextricable la situation délicate à laquelle il fallait faire face. D'ailleurs la façon

1. Cf., E. James, « Aide de l'Etat aux entreprises privées défaillantes » in *La Revue d'Economie Politique*, 1932, p. 1511 et suiv.

2. Cf., *Journal Officiel*, Débats parlementaires, Chambre des députés, 27 mai 1931, p. 4.127 et suiv.

même dont était réalisé le concours de l'Etat avait été imaginée par M. Germain Martin, ministre d'un Cabinet soutenu par les votes socialistes. Et ce procédé ingénieux, ainsi que l'on va en juger, était celui qui se montrait le plus ménager des fonds du Trésor.

Le premier sauvetage qu'aient eu à effectuer les pouvoirs publics fut celui de la Banque d'Alsace et de Lorraine. Il s'agissait d'une honorable maison, créée après la guerre de 1870, pour s'occuper des intérêts français dans les territoires annexés. Son capital primitif s'élevait à 125 millions de francs. L'essor de l'entreprise l'avait amenée à absorber la banque du Rhin en 1928. Cette fusion lui avait apporté outre son siège et ses 12 bureaux de quartier à Paris, des sièges installés sur les places des provinces recouvrées où elle n'était pas établie, et tout un réseau d'agences dans les grands centres du nord. L'importance de cette nouvelle organisation avait nécessité l'élévation du fonds social à 131 millions entièrement versés.

Jusqu'au début de 1930 la situation de l'établissement avait été prospère et au 31 décembre 1929 le bilan se totalisait à 1.672.538.000 faisant ressortir un bénéfice net de 14.928.000 fr. Les comptes créditeurs et les dépôts s'élevaient à 1.170.134.000 fr. en face desquels existaient 910.107.000 fr. de disponibilités immédiates (Caisse, Banque de France, portefeuille, fonds d'Etat correspondants). Enfin les réserves se montaient à 34.243.000 fr.

Malheureusement la politique de ses dirigeants avait amené la Banque d'Alsace-Lorraine à entretenir des rapports avec un important réseau bancaire et financier qui connaissait à cette époque de sérieuses difficultés (groupe Oustric). Le bruit s'en répandit et les déposants commencèrent à manifester une certaine méfiance, qui se traduisit par de volumineux retraits. Une première fois, la banque fut contrainte de solliciter, mais vainement, le concours d'autres banques françaises. Le bruit ayant couru qu'elle avait reçu des offres d'Allemagne, le Gouvernement se décida à intervenir. Il obtint de la Banque de France qu'elle consentit à lui fournir les disponibilités de trésorerie qui lui étaient indispensables pour faire face à l'échéance de fin d'année.

Entre temps, les difficultés de la banque d'Alsace-Lorraine s'étaient aggravées. Elle avait consenti des avances à la Société Bauer, Marchal et C^{ie} et cette maison avait fait faillite à la fin de 1930. D'autre part, elle demeurait créancière pour 16,5 millions de la Banque Oustric et pour 36 millions de la Société Immobilière et Foncière. Les retraits de fonds se poursuivirent à un rythme accéléré : au 15 janvier la Banque avait remboursé 700 millions depuis le 1^{er} novembre 1930. Une seconde tentative de renflouement par les autres banques françaises fut vouée au même échec que la précédente. Le 19 janvier le Gouvernement résolut de s'en charger. L'Etat assurait la garantir de tous les dépôts : jusqu'au 31 octobre 1931 le Trésor était amené à décaisser à ce titre 910 millions. En contrepartie il recevait l'actif et les réserves de la Banque d'Alsace-Lorraine. Des parts bénéficiaires représentaient l'apport de l'Etat. Enfin les administrateurs s'engageaient à participer aux pertes pour 20 millions.

Provisoirement, l'entreprise devait être gérée par un Comité de liquidation, contrôlé par un administrateur qui représentait le ministère des finances. Le 23 mai 1931 une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque d'Alsace-Lorraine était tenue à Strasbourg. Elle s'occupa de régler la dissolution de la Société et la cession de la clientèle et de l'outillage aux différentes banques affiliées au groupe du Crédit Industriel et Commercial : Société Normande de Banque et de Dépôts ; Banque Dupont et C^{ie} ; Société Nanceïenne et Société Alsacienne. Celle-ci, principale intéressée, avait fait approuver les accords conclus avec la Banque d'Alsace-Lorraine par une assemblée extraordinaire, tenue à Paris le 22 mai. La principale décision prise concernait le capital qui était porté à 75 millions (et éventuellement à 100). En même temps la raison sociale était chargée et devenait celle de Crédit Industriel d'Alsace-Lorraine.

La chute de la Banque d'Alsace-Lorraine avait eu comme corollaire la défaillance de la Banque privée Lyon-Marseille. Elle fut à son tour intégrée dans le système du Crédit Industriel.

En janvier 1932 la liquidation totale de ces deux affaires était complètement terminée.

Le sauvetage de la B.N.C. s'avérait plus délicat. Nous avons décrit l'essor de cette maison aux conceptions hardies. Nous savons qu'elle avait les apparences d'un établissement de crédit, mais qu'il ne lui répugnait pas de pratiquer vis-à-vis des affaires une politique excessivement large. Elle avait la réputation de faire crédit plus libéralement que les grandes banques, ses rivales, et elle n'en observait pas les rigoureux principes de gestion. Sa position « d'outsider », selon le mot de M. Dieterlen, due au fait qu'elle était en surnombre, l'avait probablement amenée à une composition moins judicieuse de son portefeuille d'escompte. Aussi avait-elle souffert en automne 1930 d'une crise de confiance qui avait entamé ses dépôts d'environ 800 millions. Au mois de janvier 1931, la B.N.C. grâce à l'Etat, trouva un concours à la Banque de France, qui réescompta un milliard de son papier commercial. A la suite de cette première alerte le calme semblait revenu et au début de 1931 les dépôts se reconstituèrent.

Mais la situation s'aggrava dans l'été de 1931. « Dès le mois de juillet, écrit le rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale extraordinaire du 26 février 1932, pour des causes étrangères à notre exploitation : aggravation des troubles économiques, moratorium Hoover, carence de l'Allemagne, les banques en général et la vôtre en particulier, voyaient naître dans l'esprit de la clientèle une inquiétude dont le développement ne tardait pas à se précipiter ».

En réalité cette méfiance était motivée par la disparition à peu près totale de la liquidité des actifs de la B.N.C. Les causes d'une telle congélation résident, à n'en pas douter, dans la politique de confusion des risques suivie par l'établissement. En effet les firmes industrielles et commerciales avec lesquelles il était en relations et dont le crédit était indiscuté au cours des années prospères, se trouvaient gravement atteintes par la crise économique. Elles étaient dans l'incapacité de rembourser les avances qui leur avaient été consenties et qui se trouvaient donc immobilisées.

L'attention de la B.N.C. était également retenue par les rapports qu'elle avait avec des diamentaires et desquels résultaient des risques considérables.

Mais surtout la défaillance de la B.N.C. fut la conséquence directe de sa collaboration trop intime avec le Comptoir Lyon-Alemand. Depuis de longues années elle traitait avec cette maison d'amples affaires, sources en période prospère d'une importante activité. L'administrateur directeur général du Comptoir faisait partie du Conseil de la B.N.C. depuis 1919 et en était devenu président en 1927. Le Comptoir Lyon-Alemand, primitivement spécialisé dans les transactions sur métaux précieux, était devenu sous l'influence de M. Vincent une véritable banque d'affaires. Ses relations avec les banques françaises et étrangères lui permettaient de disposer d'amples crédits utilisés pour les affaires courantes de son groupe et pour le financement de ses nombreuses participations. Pour mesurer les progrès accomplis par cette institution il n'est que d'indiquer que de 1918 à 1930 son capital passait de 15 à 210 millions de francs et ses réserves de 8 à 208 millions.

La crise économique (qui ramène à une juste proportion les hommes et les choses) atteignit à plusieurs égards le Comptoir Lyon-Alemand : les concours financiers nécessaires à son fonctionnement vinrent à lui faire défaut ; d'autre part le rendement des entreprises créées et financées s'amenuisait ou tombait à zéro.

Ce fut la B.N.C., qui en raison des engagements pris, se trouva contrainte à plusieurs reprises de lui accorder les extensions de crédit nécessitées par sa mauvaise posture. Dès fin 1930 la B.N.C. signale qu'il ne s'agit là que d'immobilisations temporaires, les avances ayant été couvertes par des « nantissements de titres, avals et cautions dont la valeur à cette époque constituait une garantie au moins équivalente ».

Cette garantie fut pratiquement irréalisable pour les raisons que nous avons indiquées : chute des cours des valeurs, désarroi en Bourse. Les besoins du Comptoir Lyon Alemand devenaient de plus en plus pressants et le total des prêts de la B.N.C. se montait à 322 millions. La frayeur

du public se manifesta aux ventes massives des actions de la B.N.C. et à d'inquiétants retraits de dépôts. « Dès le 24 septembre, la question se posa sous l'angle d'un angoissant problème de trésorerie auquel il fallait faire face sans délai » (Assemblée du 26 février 1932). Le 23 septembre, M. Vincent avait remis sa démission d'administrateur et de président.

Dans ces conjonctures délicates le nouveau président, M. P. Richemond, informait le Chef du Gouvernement des difficultés de la banque. Une conférence tenue dans le bureau du Ministre des Finances en décidait le renflouement. En effet, les conséquences de sa déconfiture eussent été catastrophiques. Comme l'a dit à la Chambre M. P. Flandin, la B.N.C. représentait : « 246.975 déposants répartis entre 752 agences et bureaux ; 40.452 titulaires de comptes débiteurs qui par la mise en liquidation éventuelle de la banque auraient immédiatement dû se libérer ; 10.537 employés dans le siège central et dans les succursales ». Sa fermeture aurait fait craindre de se voir déclarer dans la semaine 20 ou 30.000 faillites comme l'a déclaré M. A. Tardieu dans son discours de Bullier. Peut-être même eut-il fallu proclamer un moratoire général des banques, certains établissements n'ayant pas encore pu s'assurer d'une liquidité intégrale.

Etant donné ces considérations puissantes les opérations de sauvetage furent décidées par les pouvoirs publics. Elles commencèrent le 28 septembre selon la formule imaginée par M. Germain Martin pour la Banque d'Alsace-Lorraine. Le Trésor garantissait les dépôts. Pour compenser ses avances, il recevait l'actif de l'établissement. Son contrôle était confié pour l'avenir à un délégué de la Banque de France, représentant ses intérêts et agissant en même temps pour le compte du Trésor.

Celui-ci ne participait pas tout seul aux pertes. Son aide était accompagnée d'un sacrifice de 20 millions des administrateurs et d'un concours de 260 millions de l'Institut d'émission et des principales banques de la place de Paris. Ces banques étaient présumées devoir bénéficier de cette œuvre de solidarité qui permettait d'éviter la généralisation de la crise de confiance. Les sommes déboursées par le

Trésor public furent très importantes : elles s'élevaient à 1.062 millions le 31 octobre 1931 et à 1.900 millions lors de l'assemblée générale du 26 février 1932. Elles semblent depuis avoir dépassé les 2 milliards.

A la suite de ces événements une assemblée extraordinaire fut convoquée le 26 février 1932. Les actionnaires décidaient qu'à la suite d'un tel choc il était préférable de liquider amiablement l'affaire. Cependant les intérêts de l'économie nationale, du Trésor, des actionnaires et des créanciers de la B.N.C. militaient en la faveur de la constitution immédiate d'une nouvelle banque qui continuerait l'exploitation.

Les assemblées constitutives de la nouvelle société, dénommée Banque Nationale pour le commerce et l'industrie, furent tenues les 8 et 18 avril 1932. Son capital social a été fixé à 100 millions de francs divisé en 200.000 actions de 500 fr. toutes souscrites en espèces et entièrement libérées. Dès le départ elle profitera des apports de la Banque dissoute et qui consistent « dans les éléments incorporels d'un fonds de commerce dont la clientèle est restée nombreuse et active, dans la promesse de baux assortis de promesses de vente, dans la promesse de cession de baux portant sur des locaux nombreux, bien situés et répartis dans toutes les grandes villes et grandes localités de France, dans la promesse de bail, d'un mobilier et d'installation spécialement aménagés pour l'exercice de l'industrie bancaire et enfin dans une participation aux frais de la société pendant deux ans »¹. En rémunération 63.750 parts bénéficiaires pouvant être divisées en dixièmes ont été créées et sont exclusivement réservées aux actionnaires de la B.N.C. Après déduction des charges statutaires et distribution d'un dividende de 6 % sur le capital versé, elles recevront 20 % des bénéfices annuels restants.

Les statuts de la B.N.C.I. reproduisent les stipulations que nous avons citées à propos de la B.N.C. et lui assignent comme à sa devancière, un objet extrêmement large. Mais M. Albert Buisson, ancien Président du Tribunal de com-

1. Rapport présenté à l'Assemblée Générale constitutive du 18 avril 1932, par MM. Roger Picard et P. E. Dalbouze, commissaires aux apports.

merce de la Seine qui sur la demande du Ministre des Finances a accepté de diriger le nouvel établissement, a su le lancer dès le début dans une voie de prudence et de sagesse. Nous pourrions en juger par la suite lorsque nous étudierons le détail des opérations effectuées. Qu'il nous suffise pour le moment de citer les paroles prononcées par M. Buisson à l'assemblée des actionnaires du 17 mars 1934 et qui dessinent véritablement le programme de l'activité de la B.N.C.I. : « Nous poursuivrons notre tâche avec toute notre énergie, mais avec modestie. Car nous sommes contre toute politique de prestige et nous pensons que la loyale concurrence se concilie parfaitement avec les rapports cordiaux. Notre action ne sera donc jamais agressive. Et c'est dans la qualité des services rendus, dans la recherche de plus en plus poussée d'une organisation rationnelle et économique que nous trouverons le moyen d'accroître le rayonnement de cette maison ».

Arrêtons cette énumération. Au risque d'être fastidieux nous l'avons voulue complète. Car elle est une claire illustration de la crise et de ses répercussions sur la vie bancaire française. De cet ample mouvement de faillites de maisons plus ou moins spéculativement engagées il était nécessaire que fut tiré un sévère mais salubre enseignement.

C'est la clientèle des déposants, qui la première mit la leçon à profit. A la suite de ces événements on constate en effet la désaffection croissante du public pour les banques secondaires. En même temps les dépôts augmentent dans les grands établissements de crédit, à la Banque de France et dans les Caisses d'Epargne. N'oublions pas la thésaurisation stérile qui est considérable.

Devant ces réactions spontanées tout l'effort des puissantes banques de dépôts tendra à se montrer digne de la confiance qui leur est ainsi témoignée. Aussi feront-elles montre dans leur politique de l'observation plus stricte des règles de prudence et d'un souci croissant de liquidité.

Il nous est maintenant possible d'aborder utilement l'examen de ces conséquences et de ces tendances nouvelles.

CHAPITRE VI

LES CONSEQUENCES DE LA CRISE

Nous envisagerons dans ce chapitre quelles réactions la crise a fait naître dans la clientèle des établissements de dépôts et quelles répercussions elle a provoqué dans les rapports entre la vie économique et l'organisme du crédit. Nous diviserons cette recherche en trois sections : la première sera consacrée aux conséquences psychologiques de la crise et principalement à l'attitude des déposants en face des événements de défaillance des entreprises bancaires.

Dans la seconde section, nous étudierons l'influence du ralentissement des échanges intérieurs et extérieurs sur l'activité des banques de dépôts (opérations d'escompte ; acceptations).

Enfin dans une troisième section, nous montrerons les tendances nouvelles en matière d'opérations financières : reports en Bourse et placements de valeurs mobilières.

Ces trois sortes de conséquences, psychologiques, économiques et financières sont en quelque sorte des réactions qui se sont produites de façon naturelle sans que les banques aient pu, soit les empêcher, soit les atténuer. Ce sont des conséquences passives de la crise.

Section I

Conséquences psychologiques

Toute crise économique, c'est là une constatation d'expérience, s'accompagne d'un afflux des fonds à court terme dans les banques de dépôts. Mais, encore faut-il remarquer,

que l'épargne qui a été « étrillée », selon l'expression de M. Caillaux, ne dépose ses capitaux disponibles que dans des établissements solides ou qu'elle estime tels. Ce mouvement a été particulièrement perceptible en France depuis 1930. Etudions-le en détail et recherchons les éléments qui sont susceptibles d'y apporter un frein.

§ 1. — *Le regroupement des fonds.*

Envisageons successivement les causes du regroupement des fonds dans les banques et les établissements qui ont joui de la confiance du public et ont constitué le refuge des capitaux.

A. *Les cause du mouvement.* — Clément Juglar ¹ semble bien avoir été le premier économiste à envisager les relations existant entre les mouvements cycliques et le volume des dépôts et des comptes-courants créditeurs dans les banques. Il signalait déjà leur élévation très sensible avec les progrès de la crise. Le Professeur Ch. Rist reprenant les conclusions de Juglar a développé dans son cours de doctorat de 1932-33 cette théorie de l'accumulation des fonds dans les banques pendant les périodes de liquidation. « A chacune des crises cycliques, écrit-il, on assiste une fois la crise passée et la dépression commencée à une accumulation très caractéristique des fonds dans les banques. Les affaires sont ralenties, le public ou les entreprises se bornent à encaisser les sommes qui leur sont dues et les remettent aux banques soit pour éteindre des crédits faits par elles, soit simplement pour les mettre en dépôts. Ces fonds ne ressortent plus des banques parce que les affaires ne se renouvellent plus. Il y a donc au moment de la crise et pendant les années qui suivent un grand reflux des fonds dans les banques ».

L'explication de ce phénomène n'est pas facile à donner. Selon M. Rist, il tient au fait que pendant une période de ce genre les sommes disponibles et non consacrées à la consommation, les revenus épargnés sont presque exclusivement

1. Clément Juglar, *Des crises commerciales et de leur retour périodique en Angleterre, en France et aux Etats-Unis.*

utilisés à recueillir les entreprises défaillantes. Les opérations d'assainissement, de reconstitution, de fusion, de liquidation s'effectuent dans tous les domaines de la vie économique avec le capital nouveau qui s'est ainsi formé. On pourrait, à notre avis, y trouver d'autres causes. Telles sont : la baisse des prix et la diminution de la rentabilité des entreprises commerciales qui n'encouragent pas les capitalistes à courir le risque d'investissements et les portent à conserver leurs ressources sous forme d'avoirs liquides, normalement sous forme de dépôts en banque ; des raisons de prudence incitent les particuliers et les sociétés à renforcer leurs trésoreries privées.

En dehors de ces facteurs d'ordre général, qui se rencontrent à chaque crise, des causes particulières à la crise de 1930 ont déterminé l'afflux des fonds à court terme dans les banques de dépôts. Elles résultent essentiellement des tendances qu'avait manifestée l'activité bancaire de 1925 à 1929.

On sait que, pendant la période de l'après-guerre, les disponibilités du marché monétaire français se sont accrues dans des proportions considérables. Or les emplois que ces fonds auraient été susceptibles de trouver (argent au jour le jour, crédit d'acceptation, reports) n'ont jamais pris une extension analogue. Aussi les banques françaises, en vertu d'une tradition qui s'était établie dès avant les hostilités, ont-elles maintenu une partie importante de leurs excédents d'encaisse sous forme de dépôts dans les banques étrangères et de prêts aux marchés monétaires extérieurs. Ces avoirs à court terme se sont accumulés d'une façon importante durant la période d'instabilité monétaire. Ils étaient surtout dirigés vers les Etats-Unis où les avances sur titres et les placements directs en valeurs publiques ou privées tendaient à supplanter les effets de commerce et à devenir l'opération prédominante des banques américaines.

Une grande partie de ces fonds prenait le chemin de l'Europe Centrale. Dans des pays comme l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne, où la dépréciation de la monnaie a ruiné la classe des petits capitalistes, l'argent à court terme était si bien rétribué qu'au cours des années 1925 et 1929 les simples dépôts en banque constituaient un placement.

L'avantage, pour le prêteur, consistait en ce qu'il obtenait un revenu fixe conséquent et une apparente sécurité, sans avoir à exercer le choix toujours délicat d'une valeur mobilière. La pénurie des capitaux dans les pays en question explique que les banques aient utilisé les fonds chez elles déposés pour consentir à l'industrie des avances à long terme.

Cette double orientation (emplois des dépôts comme placements, utilisation des crédits étrangers à court terme pour des fins à échéance lointaine) devait apparaître particulièrement dangereuse avec la crise. Les entreprises dans lesquelles les dépôts ont été investis ne sont plus rentables ; les avances sur titres par suite de la baisse profonde des cours en Bourse sont pratiquement irréalisables. Les prêteurs de tous ordres, banquiers, industriels, particuliers, devant cet état de choses qui va aboutir à la congélation de leurs crédits manifestent le désir de rapatrier leurs fonds.

Cela s'est passé d'une façon intense en 1931. Les craintes de dévalorisation de certaines monnaies mondiales, les faillites bancaires qui éclatent à Vienne en mai et en Allemagne d'avril à juillet, l'éventualité d'obstacles au retrait des capitaux, la crise de confiance, qui s'aggrave avec la prononciation du moratoire des dettes allemandes et par l'abandon de l'étalon-or en Grande-Bretagne et dans tous les pays liés à la livre sterling, sont autant de facteurs qui ont accéléré la tentative faite par les prêteurs français de recouvrer les crédits antérieurement accordés.

Le rapatriement des capitaux français s'était déjà manifesté en 1930 sous forme de ventes des avoirs étrangers à la Banque de France et aux Banques de dépôts. Mais c'est en 1931 que ce mouvement a atteint son ampleur maxima. Comme l'écrit le memorandum de la Société des Nations : « une partie des sommes ainsi rapatriées avait été prêtée directement à l'Allemagne et à d'autres pays emprunteurs. C'est ainsi que pendant les deux mois qui précédèrent le moratoire bancaire allemand, les banques françaises retirèrent d'Allemagne un montant de prêts à court terme atteignant 72 millions de Reichsmarks. En 1931 elles rapatrièrent de Pologne des crédits atteignant plus de 4 millions de dollars. Mais c'est surtout au Royaume-Uni et aux Etats-Unis qu'avaient été ouverts de beaucoup les crédits

les plus importants et leur rapatriement revêtait la forme de ventes d'effets en sterlings et en dollars et de retraits de dépôts en banque en vue de leur conversion en francs »¹.

Selon une approximation du memorandum de la Société des Nations on estime que, le total des fonds rappelés tant par les particuliers et les industriels que par les banques, a porté sur environ 10 milliards de francs.

Mais il existe un autre facteur d'accroissement des fonds à court terme dans les banques françaises. Il est dû à ce fait que les doutes quipesaient sur le monde entier n'avaient pas encore atteint la France dont la monnaie était couverte par des réserves d'or accrues et que la crise économique avait relativement épargnée. Aux yeux de l'étranger notre pays a constitué un refuge sûr pour les capitaux apeurés. M. Meynial² a chiffré aux alentours de 5 milliards de fr. en 1931 et 1 milliard de fr. en 1932 les fonds ainsi transférés dans notre pays sous le coup de l'inquiétude internationale.

Le résultat de ces entrées de capitaux s'est manifesté à la fois à la Banque de France et chez les banques commerciales. A l'Institut d'émission elles ont contribué à augmenter l'encaisse métallique qui est passée de 53.577 millions fin 1930 à 68.063 millions fin 1931. D'autre part, les avoirs liquides en espèces et les comptes-courants créditeurs se sont considérablement accrus dans les sociétés de dépôts. Citons les chiffres suivants empruntés au memorandum de la S.D.N. et qui font ressortir en pourcentages les mouvements des dépôts dans les principales banques.

1925	1929	1930	1931	1932
61	100	105	105	102

Cet accroissement, non plus en pourcentages mais en valeurs, se constate au tableau ci-dessous qui indique en milliers de francs, pour les années 1930-31 et 32, l'évolution des diverses catégories de fonds déposés en banque : dépôts à vue et à terme, comptes-courants, comptes de chèques. On remarquera la tendance des comptes-courants à diminuer au profit des comptes de dépôts : cela est dû à ce que

1. Société des Nations, *Memorandum sur les banques commerciales*, 1925-1933, p. 25.

2. P. Meynial, « La balance des comptes » article annuel in *La Revue d'Economie Politique*, 1932, p. 585 et 1933, p. 665.

le taux d'intérêt servi aux sommes déposées était plus favorable que celui des avoirs en comptes-courants.

Quant aux bons à échéance fixe et aux dépôts à terme, qui sont recherchés par les banques soit pour faire face aux immobilisations, soit pour se livrer à des opérations de crédit à échéance moyenne, ils sont devenus une forme relativement coûteuse de se procurer les ressources auxquelles il est difficile de trouver un emploi sûr et rémunérateur. De ce chef leur importance n'a cessé de décroître.

CRÉDIT LYONNAIS			
Années	Dépôts et bons à vue	Comptes-courants	Bons à échéance
1930	5.725.640	6.957.608	525.313
1931	5.525.897	9.051.137	390.456
1932	5.878.854	8.427.071	410.562

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE			
Années	Comptes de chèques	Comptes-courants	Bons à échéance
1930	4.991.725	4.077.037	142.085
1931	5.353.547	4.062.643	89.756
1932	3.359.802	3.695.626	47.930

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE			
Années	Comptes de chèques	Comptes courants	Bons à échéance
1930	3.780.952	8.568.108	471.715
1931	3.408.060	8.063.971	440.291
1932	3.629.540	7.799.065	323.278

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL			
Années	Comptes de chèques	Comptes courants	Dépôts à échéance
1930	345.937	692.503	258.966
1931	380.000	901.697	301.280
1932	449.187	1.062.568	486.103

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE		
Années	Comptes courants à vue et correspondants	Comptes créanciers
1930	2.178.812	1.082.686
1931	1.925.210	805.578
1932	1.963.153	742.759

BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT		
Années	Comptes courants et de dépôts	Bons à échéance fixe
1930	3.889.202	708.569
1931	Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie.	
1932	2.621.461	281.281

B. *Direction des fonds.* — Vers quelles banques se sont orientés les fonds ainsi recouvrés ? Dans une ère de difficultés seuls, les forts inspirent confiance. Or, dans la psychologie des déposants, le facteur confiance est assurément primordial. L'ampleur du mouvement de défaillance de maisons secondaires ne pouvait qu'étendre les soupçons à la presque totalité des banques de province. Il se produit donc à l'intérieur du pays un regroupement des fonds analogue à celui que nous avons étudié dans le domaine international. Ceux-ci quittent les banques régionales ou locales auxquelles ils préfèrent la sécurité offerte par les grands établissements de dépôts. Disons même d'une façon plus précise que les banques dont le crédit demeure indiscutable ne sont plus que 4 : seules les vieilles maisons datant du Second Empire, ont conservé la faveur du public. Les dépôts à vue totalisés du Crédit Lyonnais, du Comptoir d'Escompte, de la Société Générale et du Crédit Industriel passent de 32.775 millions au 31 décembre 1929 à 34.190 millions au 31 décembre 1930, à 36.746 millions au 31 décembre 1931, à 37.759 millions au 31 décembre 1932.

Parallèlement l'examen des bilans d'un certain nombre de sociétés (banques d'affaires aussi bien que banques tout particulièrement considérées comme banques de dépôts) révèlent les diminutions de leur compte de capitaux des tiers.

Banques	Dépôts à vue et à terme. Comptes courants créditeurs Bons à échéance. Diminution ou Augmentation en Millions de francs		
	1930	1931	1932
B.N.C.	— 498, 9	— 3 milliards	+ 2, 5milliards
Crédit Commercial ..	+ 22, 0	— 530, 7	— 15
Crédit du Nord	— 355, 1	— 669, 2	+ 325
Société Nancéienne ..	— 76, 8	— 239, 1	+ 197
Banque Renauld	— 2, 4	— 39, 3	
S.G. Alsacienne	— 129, 7	— 502, 5	+ 31
Banque Privée	— 247, 7		
Société Marseillaise ..	— 69, 0	— 99, 3	+ 68
Société Centrale des Banques de Province	— 72, 0	— 46, 5	
Banque de Paris et des Pays-Bas	— 167, 7	— 767, 0	+ 183
Union Parisienne	+ 70, 2	— 581, 3	

Notons que parmi les banques ainsi frappées de méfiance figurent la B.N.C. qui sombrera peu de temps après et le

Crédit Commercial de France victime d'une campagne de dénigrement.

Cet établissement par ailleurs parfaitement sain a subi au début de 1931 les répercussions de la crise profonde qui atteignaient les affaires de chaussures. Il était engagé avec le groupe Raoul, DRESSOIR, MONTEUX et demeurait leur créancier pour la somme de 17.155.000 fr. (*Le Petit Bleu* 16 novembre 1930). Le président du Conseil d'administration à l'assemblée du 17 mars 1932 a commenté et démenti en ces termes les bruits qui ont couru sur la solidité de l'établissement : « Pendant cette période de profonde dépression les nouvelles les plus alarmantes et les plus fausses répandues sur les établissements les plus solides et les plus sains ont trouvé facilement créance, alors que toute information optimiste, mais sincère, rencontrait la plus complète méfiance. Nous n'avons pas plus que d'autres évité les effets de ce défaitisme souvent concerté ; mais les règles de prudence que nous avons toujours suivies se sont révélées efficaces et nous avons la grande satisfaction de pouvoir déclarer que le Crédit Commercial de France a fait face à l'orage sans difficulté, par ses seuls moyens ».

Cette tendance à la centralisation extrême des fonds ne devait être que passagère. Une fois terminée, l'élimination des faibles, les retraits de fonds du public n'ont pas continué en 1932. Tandis que les chiffres des dépôts des quatre grands établissements demeuraient à peu près stationnaires passant de 37.375 millions fin janvier à 37.759 millions fin décembre 1932, la clientèle des banques secondaires, pour des raisons de commodité, leur rapportait une partie des fonds retirés en 1930-31. Elle présupposait ainsi favorablement de la solvabilité des banques provinciales qui avaient résisté à la tempête et revenait sur le jugement sévère qu'elle avait porté antérieurement sur leur organisation et leur utilité.

§ 2. — *Limites à l'accumulation des fonds dans les banques de dépôts.*

L'accumulation des fonds dans les banques est la traduction de la rupture d'équilibre qui se produit à un moment

donné entre la formation de l'épargne ou sa libération de placements antérieurs d'une part, et la possibilité de l'investir à nouveau d'autre part. Mais elle n'en est qu'une représentation imprécise. Deux sortes d'éléments tendent à diminuer sa signification. C'est d'abord le fait qu'une partie de cette épargne en formation n'est pas apportée sur le marché ou en est retirée pour être purement et simplement thésaurisée. En second lieu certains organismes officiels (Banque de France, Caisses d'Épargne) tendent à concurrencer les établissements de crédit en tant que collecteurs de dépôts.

A. Importance de la thésaurisation. — La première limite à l'accumulation des fonds dans les banques est constituée par une recrudescence de la thésaurisation depuis 1929. Le Professeur Ch. Rist s'est attaché dans deux articles ¹ à établir les caractères distinctifs de cette épargne stérile et à l'opposer à l'épargne investie ou créatrice. Avec lui déclarons que « la thésaurisation est le type non de l'épargne en général, mais de l'épargne réserve seulement » et par épargne-réserve il convient d'entendre « toutes les encaisses particulières destinées à faire face aux dépenses du lendemain ou du surlendemain, les sommes mises de côté en vue d'éventualités plus lointaines comme la mort, la maladie ou l'accident, celles encore que l'on met de côté à tout hasard sans destination précise, mais comme une poire pour la soif ».

A cette énumération on voit combien ce phénomène dépend presque exclusivement des dispositions psychologiques des capitalistes. En période troublée, la thésaurisation prend une vigueur toute nouvelle. Déjà aux heures sombres de 1926 on avait assisté à cette fuite des capitaux devant les investissements. L'exemple de la France depuis le début de la crise a marqué un retour à ces pratiques.

Jusqu'en 1932 la crise économique et la crise financière exercent seules leur influence sur les esprits. Des sommes considérables, nous l'avons vu, ont été retirées des pays

1. Ch. Rist, « Théorie de l'Épargne », *Revue de Métaphysique et de Morale*, 1921 ; « Quelques définitions de l'Épargne », *Revue d'Economie Politique*, 1921.

ou des banques dont le crédit s'avérait douteux. Il est impossible de déterminer avec exactitude la destination des fonds ainsi récupérés, mais il est certain qu'une partie importante d'entre eux n'a pas pris le chemin d'autres établissements de crédit et a été thésaurisée sous forme d'or et de billets de banques. On ne peut évaluer le montant d'or enfoui dans les coffres des particuliers mais on peut donner une idée de l'accumulation des billets en indiquant l'accroissement de la circulation des grandes coupures de la Banque de France, qui ne sont pas d'un usage courant dans le commerce et qui ont donc été manifestement demandées à cette fin.

Le rapport du Comité des experts, sur la situation financière à la fin de 1932, détermine comme suit le volume des disponibilités soustraites à toute utilisation entre 1929 et 1932 : « La circulation de l'ensemble des coupures égales ou inférieures à 100 fr. est sensiblement restée stable puisqu'elle est seulement passée de 30.114 millions en 1929 à 29.472 millions en 1932 alors que le mouvement des grosses coupures de 500 fr. et de 1.000 fr. a accusé un brusque et important accroissement, le volume s'élevant de 37.652 millions en 1929 à 52.131 millions en 1932. En fait les variations de la circulation monétaire depuis 1929 n'ont pas été commandées par les besoins de la vie économique ; on peut considérer qu'elles mesurent exactement les demandes de la thésaurisation »¹.

A partir de la fin de 1932 la dépression économique se complique d'une crise des finances publiques. L'incapacité du Parlement à réaliser l'œuvre de redressement budgétaire a fait surgir des doutes sur la solidité du franc. La méfiance des capitalistes étrangers, qui avaient abrité des fonds dans notre pays, le déficit de la balance des comptes, provoquent en 1933 d'importantes sorties d'or. Ces circonstances défavorables aggravent la thésaurisation.

D'autre part cette épargne réserve a revêtu une autre forme. Elle s'exerce presque uniquement sur du métal jaune puisque l'intégrité de la monnaie est devenue problé-

1. Comité des Experts constitué en décembre 1932 par décision du Ministre des Finances, M. Chéron, et « chargé d'apporter tous les renseignements relatifs à la situation actuelle des finances publiques ».

matique. De fait en 1932 on a constaté une diminution de 826 millions du total de la circulation des billets : Celle des billets de 1.000 fr. a fléchi de 140 millions. Il n'est pas douteux que ces billets rapportés n'aient servi à acquérir de l'or.

Ces phénomènes de thésaurisation se manifestent en 1933 par un fléchissement des comptes de dépôts à vue, des comptes courants créanciers des grands établissements de crédit et de la Banque de France. Pour l'Institut d'émission la réduction atteint 5,4 milliards entre les deux derniers bilans de 1932 et de 1933. En ce qui concerne les banques de dépôts que nous étudions, la baisse de ces chapitres est générale, sauf à la B.N.C.I. où l'augmentation de 151 millions qui s'est produite est aisément concevable. Elle est de plus de 2 milliards au Crédit Lyonnais, de 1.161 à la Générale, de 412 millions au Crédit Industriel, de 221 millions au Comptoir, de 69 millions au Crédit Commercial. Elle est du reste saluée favorablement dans tous les rapports, la carence des remplois rendant onéreuse la conservation de fonds d'emprunt aussi considérables. Voici pour 1933 la réduction en milliers de francs de ces divers comptes pour les six banques étudiées.

Banques	Dépôts à vue	Comptes-cour.	Bons à échéance
Crédit Lyonnais	5.367.183	6.919.410	216.211
Comptoir d'Escompte	4.792.946	3.041.550	35.765
Société Générale	3.265.607	7.002.229	271.378
Crédit Industriel	409.354	790.473	338.577
Crédit Commercial ..	1.977.593	659.554	
B.N.C.I.	2.773.855	258.525	

B. *Concurrence d'organismes officiels.* — Le rapport du Crédit Lyonnais à l'assemblée du 19 avril 1928 signale déjà que l'« on assiste à une multiplication des services d'ordre bancaire qui sont offerts au public par des institutions de caractère officiel, jouissant à ce titre de privilèges fiscaux. ». Depuis l'apparition de la crise cette faveur du public pour les organismes plus ou moins patronés ou garantis par l'Etat s'est montrée grandissante.

Le premier de ces rivaux est la Banque de France. L'Institut d'émission, qui depuis la stabilisation monétaire avait renforcé sa position, est apparu aux capitalistes

comme la banque refuge type. Dès les premiers symptômes de malaises économiques, l'épargne s'est enfuie des maisons de second ordre et a afflué dans les grandes sociétés. Or la Banque de France est incontestablement la plus puissante. De fait lorsqu'en 1931 la confusion des esprits était à son comble, les comptes-courants créditeurs et autres engagements à vue sont passés de 11.700 millions au dernier bilan de l'exercice 1930, à 23.150 millions au dernier bilan de l'exercice 1931 en plus value de 11.450 millions c'est-à-dire 97,9 %. Cette même année 1931, la Banque de France a ouvert 26.614 nouveaux comptes contre 7.800 en 1930.

En 1932 ces deux chiffres, total des comptes-courants et dépôts particuliers, ouverture de comptes nouveaux, ont sensiblement fléchi ; le premier à 19.814 millions au 30 décembre 1932 le second à 8.220. Malgré tout, cela montre bien la confiance inspirée par la Banque de France à sa clientèle et la persistance des troubles psychologiques qui se sont emparés du public en 1931. Cependant on sait qu'au cours de 1932 les déposants ont rapporté une partie de leurs fonds aux banques locales ou régionales.

Pour 1933 la réduction de ces mêmes comptes est plus considérable puisqu'il n'atteignent plus fin décembre que 14.460 millions. Ce n'est pas là le résultat d'une crise de défiance envers la Banque de France, mais la traduction d'un mouvement général de retraits de fonds à court terme de tous les établissements de crédit et qui semble dû à la faiblesse de la politique financière et à une recrudescence de la thésaurisation.

Plus intéressante est la rivalité qui existe entre les Caisses d'Epargne et les Banques de dépôts¹. Au cours de leur évolution les Caisses d'Epargne ont subi une déviation qui les a fait devenir des succursales de « l'Etat banquier ». Elles étaient destinées à leur origine à favoriser la naissance de la petite fortune. Pour cela elles servaient à leurs déposants un intérêt rémunérateur qu'elles obtenaient elles-mêmes en dirigeant les sommes confiées vers des placements à long terme de tout repos, fonds d'Etat essentiellement.

1. Cette question a été traitée par M. H. Darres, *Concurrence des Caisses d'Epargne et des Banques de dépôts*, thèse, Lille, 1933.

Avec le temps, les caractères des dépôts se transforment. Ils ne représentent plus aujourd'hui une épargne en formation mais pour une bonne partie il est constitué par des fonds de roulement. « De nombreux petits commerçants, des chefs d'entreprises petites et moyennes déposent aux Caisses d'Epargne leurs capitaux momentanément inemployés : ils trouvent ainsi pour des excédents passagers de trésorerie, un taux rémunérateur »¹.

Cette tendance, qui n'est pas spéciale à notre pays et qui s'est manifestée surtout en Allemagne et en Tchécoslovaquie, ressort d'une façon particulière du tableau suivant où l'on peut constater la progression continuelle des chiffres indiquant les soldes dus par les Caisses d'Epargne à leurs déposants (au 31 décembre en millions de francs)².

	1929	1930	1931	1932	1933
Caisse Nationale .	11.658	16.233	20.200	22.907	24.133
Caisse Privée.....	20.314	23.556	30.282	34.217	34.133
Total	31.972	39.789	50.482	57.124	58.266

Les causes d'un tel essor résident dans les modifications qu'ont subies les Caisses d'Epargne et qui inclinent à les instituer en rivales des Banques de Dépôts. L'élévation du plafond à 12.000 puis à 20.000 francs par les lois successives du 20 août 1926 et du 31 mars 1931 a très certainement contribué à cet accroissement des dépôts. Il faut également tenir compte de la possibilité qu'il y a de tourner la loi et de constituer des fonds de roulement plus considérables en répartissant les sommes sur la tête de chaque membre de la famille.

L'exonération de l'impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements, qui résulte de la loi du 31 juillet 1917, ajoute à l'intérêt qu'ont les déposants à conserver sous cette forme des sommes considérables. De plus, la mobilité des dépôts sur les Caisses d'Epargne est aussi grande que celle des dépôts en banque : les remboursements à vue tendent à devenir la règle à la Caisse Nationale. Le déposant, s'il est titulaire d'un compte de chèque postal,

1. Darres, *op. cit.*, p. 30.

2. Chiffres du Memorandum de la S.D.N., p. 16.

autre institution qui concurrence l'ouverture des comptes de cet ordre en banque, peut opérer les virements de son livret d'Epargne à son compte postal. Ces facilités montrent le changement d'activité de ces organismes qui ont perdu leur destination d'institutions de prévoyance.

Le taux d'intérêt servi dans les Caisses et chez les Banques n'a pu qu'aggraver les conditions de la concurrence. On sait que traditionnellement les grandes banques, rémunèrent très peu les dépôts. Ceux-ci leur sont confiés, non pas en vue de la perspective d'un intérêt important, mais pour des raisons de sécurité et de facilité de dispositions. Les taux sont variables d'une banque à l'autre, d'un client à l'autre. Depuis 1926 une entente entre grands établissements appelée « accords de Paris » a fixé un taux maximum qu'ils s'engagent à ne pas dépasser. Les banques sont divisées en trois catégories, la première comprenant les quatre anciennes maisons et le Crédit Commercial, la deuxième étant surtout constituée par la B.N.C. aujourd'hui B.N.C.I. Les taux, qui sont fonction du prix de l'escompte à la Banque de France, sont très minimes. Lorsque le taux officiel de l'escompte s'élevait à 5,5 % ils étaient par catégories 3, 3,5 et 4 %. En juillet 1927 à la suite de l'abaissement à 4 % en avril 1927 du taux de l'escompte ils sont descendus à 1,5 %, 1,3/4 % et 2 %. En février 1928 ils sont passés à 1, 1/4 %, 1,5 %, 1,3/4 %. Depuis janvier 1931, ils se maintiennent respectivement à 1/2 %, 5/8 %, 7/8 %.

Si on les compare au taux moyen alloué par les Caisses d'Epargne, qui depuis janvier 1929 se maintient à 3,50 %¹ on conçoit la faveur du public pour ces organismes. Cet intérêt anormalement élevé est celui que les capitalistes sont susceptibles de retirer de placements à long terme. Mais il ne comporte ni les inconvénients d'immobilisation, ni les risques inhérents à tout investissement et tels que choix d'une valeur, chance de bonne ou de mauvaise fortune de l'entreprise.

La crise financière de 1931 marque la période d'accroissement maximum des dépôts dans les Caisses d'Epargne.

1. Le taux a oscillé entre 4,5 en 1925 et 3,75 dans les Caisses privées et 3,25 à la Caisse Nationale ; puis 3,25 et 2,75 et en 1934 3,25 et 3,5 %. Il est préférable de tenir compte d'une moyenne.

Plusieurs éléments nouveaux sont apparus qui ont aidé à ce développement. A en croire le mémorandum de la S.D.N. ces dépôts « représentent en grande partie l'épargne des classes dont les revenus sont les plus faibles et comme ces revenus se sont relativement bien maintenus pendant les premières phases de la crise il n'est pas surprenant que les dépôts des Caisses d'Epargne aient accusé une tendance à augmenter ».

Les facteurs psychologiques ont également exercé une influence prédominante. Dans cette période où chaque jour « une banque entrait à l'hôpital » selon la formule imagée de M. P. E. Flandin, ce n'était pas un mince attrait pour les capitalistes que l'existence d'organismes où les dépôts bénéficiaient de la garantie de l'Etat.

Remarquons enfin, que les soldes dus à leurs déposants par les Caisses d'Epargne ont augmenté sans arrêt. Cela traduit la réserve des capitalistes à l'égard des banques commerciales. Nous savons qu'en 1931 s'était produit un afflux de fonds dans les grandes banques aux dépens des établissements secondaires. En 1933 les grandes banques elles-mêmes ont été atteintes par le mouvement et ont connu une réduction de leurs dépôts (Voir le tableau ci-dessus). Le public manifestait ainsi sa préférence pour les institutions officielles où les dépôts étaient supérieurs à 58 milliards de francs.

Il déborderait du cadre de cette étude d'envisager les conséquences au demeurant très bien étudiées dans la thèse de M. Darrés, de cette « déviation de tendance » des Caisses d'Epargne. Signalons simplement que cette orientation de fonds à court terme vers des placements à long terme (achat de fonds d'Etat) constitue un danger certain à la fois pour la liquidité des Caisses et pour la teneur du marché des rentes¹. Et retenons le résultat essentiel qui est d'avoir changé la nature des institutions d'Epargne. Elles sont devenues des banques, mais des banques d'un type inférieur

1. On sait que les fonds des Caisses d'Epargne sont versés à la Caisse des Dépôts et Consignations qui les gère en achetant des fonds d'Etat et depuis la loi du 31 mars 1931 peut acquérir certains titres français et étrangers. Le même problème de liquidité qui se pose à la fois pour les banques et pour les Caisses d'Epargne montre combien les deux institutions tendent à se rapprocher.

qui en vertu de leur réglementation interne ne peuvent utiliser leurs formidables ressources au profit de la production nationale. La concurrence victorieuse qu'elles font aux établissements de crédit dans la fonction de collecteur des dépôts risque d'aboutir à raréfier les fonds susceptibles d'être utilisés pour financer les opérations industrielles et commerciales.

Section II

Les conséquences économiques

Dans le domaine économique la crise s'est traduite essentiellement par un ralentissement des transactions commerciales internes et par une chute des échanges internationaux. Examinons les répercussions de ces deux phénomènes sur l'activité des banques de dépôts. Un premier paragraphe sera consacré au « portefeuille effets et Bons de la Défense Nationale ». Le deuxième sera l'étude du fléchissement des acceptations.

§ 1. — *Portefeuille effets, Bons de la Défense Nationale.*

L'escompte des effets de commerce et la souscription des Bons du Trésor qui figurent au bilan sous la rubrique « portefeuille Bons de la Défense Nationale » constitue pour les banques de dépôts le remploi le plus important et le plus normal de leurs ressources. Les fluctuations de ce chapitre sont extrêmement sensibles aux mouvements généraux des affaires. De ce fait, ils ont subi depuis 1930 des modifications, qui sont la conséquence immédiate de la dépression et dont l'analyse présente de multiples intérêts.

Les premiers effets de la crise économique, avons nous dit dans notre chapitre IV, ne se sont manifestés en France qu'au cours du second semestre de 1930. Cela explique que, cette année là, le volume des opérations à court terme d'établissements de crédit se soit sensiblement maintenu au niveau de l'exercice précédent. Pour les quatre plus grands, le chiffre du portefeuille, tel qu'il ressort de notre tableau

ci-dessous, qui dépassait 21 milliards en janvier a oscillé toute l'année aux environs de 20 milliards de francs. Au Crédit Lyonnais seulement on remarque une augmentation de 387 millions. Les plus fortes réductions se constatent au Comptoir d'Escompte (1.171 millions) et à la B.N.C. (504 millions). Pour les six banques étudiées la diminution totale du portefeuille s'élève à 1.374 millions. Si l'on tient compte du fait que la moyenne mensuelle des effets compensés à Paris a augmenté d'une année à l'autre de 86 à 93 milliards de francs, il faut attribuer cette contraction au resserrement de la circulation des Bons du Trésor. La prospérité de la trésorerie explique qu'il n'ait pas été recouru à cette forme d'emprunt et a privé les banques d'un emploi liquide et sûr.

En 1931 la crise est ressentie de façon plus intense. La matière escomptable a fortement diminué : ainsi, la moyenne mensuelle des effets compensés à Paris passe à 77 milliards. Les principales causes sont : d'abord la régression marquée des transactions commerciales qui a réduit la quantité de papier susceptible d'être apporté à l'escompte. D'autre part la chute des prix en restreint le volume. Enfin la qualité du papier impose aux banques une prudence particulière. De multiples faillites ont rendu douteux le recouvrement d'un certain nombre d'effets qui manquaient fréquemment d'une base commerciale réelle. Au cours des années précédentes s'était développée la fâcheuse habitude de tirer des traites en dehors de toutes relations d'affaires. Avec la crise, les banques ont réagi contre ce tirage de papier de cavalerie, forme néfaste de l'inflation de crédit. Comme l'écrit le rapport du Crédit Lyonnais à l'assemblée du 28 avril 1932 : « Nous avons comme toujours, recherché très activement en vue de l'escompte de bon papier bancable français correspondant à des transactions commerciales réelles. Nous avons continué par contre à repousser le papier financier par exemple le papier tiré par une maison mère sur ses filiales, créé souvent pour remplacer des crédits de campagne et parfois même sans autre justification que des besoins de trésorerie ».

Par ailleurs, autre cause de réduction, le Trésor public n'a procédé en 1931 à aucune émission. Ces divers facteurs

ont provoqué de la part du portefeuille des 5 banques étudiées (la B.N.C. n'ayant pas publié de bilan au 31 décembre 1931), un recul de 2.807 millions. La réduction a été surtout sensible au Crédit Lyonnais où elle a atteint 1.276 millions. Le portefeuille du Comptoir d'Escompte, de la Société Générale et du Crédit Commercial a respectivement fléchi de 592 millions, 570 millions, 675 millions. Au Crédit Industriel au contraire on constate une amélioration de 306 millions.

L'année 1932 a vu se manifester en la matière des tendances opposées. On a caractérisé cette évolution de la façon suivante : « les banques eussent été condamnées du commencement à la fin de l'année 1932 à une oisiveté croissante incompatible avec les frais généraux qu'implique le fonctionnement d'un établissement de crédit à succursales multiples et l'industrie bancaire française n'eût pas été la moins gravement atteinte, parmi les branches d'activité économique, si elle n'avait trouvé d'autres débouchés que les opérations financières et commerciales privées, qui représentent d'habitude son activité principale, et si, à la carence à peu près totale des initiatives privées, les besoins de l'Etat n'étaient venu suppléer »¹.

En effet les conditions économiques ne semblaient pas devoir provoquer en 1932 une amélioration de l'activité bancaire, la baisse des prix, le niveau général des affaires ne comportant pas un développement des opérations d'escompte. Le rapport du Comptoir à l'assemblée du 11 avril 1933 déplore cet état de choses : « le papier commercial a été peu abondant, non que les effets nous aient été remis moins nombreux, mais leur montant moyen a été plus faible et le volume de nos escomptes s'est contracté ». De fait les effets compensés mensuellement à Paris sont tombés à 55 milliards de francs.

Cependant les portefeuilles totalisés des six banques envisagées atteignaient 25.260 millions au 31 décembre 1932 contre 19.467 en 1931 et 24.381 en 1930. Ce chiffre important dépassait même le total de 25.147 millions

1. Dieterlen, « Les banques en 1932 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 728.

atteint en pleine prospérité au 31 décembre 1928. Il faut expliquer cette augmentation par la prédominance progressive des besoins du crédit public sur ceux du crédit privé. En effet la situation des finances de l'Etat conditionne en 1932 l'économie de façon importante. A ce point de vue l'année se divise en deux parties. Pendant le premier semestre, dans l'attente des élections, aucune solution d'envergure n'est envisagée. Dans la deuxième moitié de l'année la nouvelle équipe gouvernementale s'efforce, sinon d'équilibrer intégralement le budget, du moins d'apporter des améliorations à la situation financière. Les banques ont collaboré à cette tentative de restauration par des souscriptions massives aux Bons du Trésor. On sait que les établissements de crédit n'établissent dans leurs bilans aucune distinction entre le portefeuille commercial et les Bons d'Etat qu'ils détiennent. Pour déterminer ceux-ci on est contraint de s'en tenir à de simples évaluations. Ainsi M. Dieterlen ¹ estime que les Bons du Trésor qui figuraient pour environ 8 milliards de francs dans le total du portefeuille des quatre grandes banques au début de 1932, atteignaient 13 milliards fin 1932. Or pendant la même période le portefeuille est passé de 18,2 milliards à 21,9 milliards, soit seulement un accroissement de 3,7 milliards. Les effets de commerce de ce fait seraient tombés de plus de 10 à moins de 9 milliards et ne représenteraient plus que 52 % au lieu de 73 % du portefeuille global.

Selon d'autres ² le montant des bons signés par l'Etat n'aurait été que de 9.861 millions au 31 décembre 1932 et par conséquent aurait figuré pour une part moindre dans le portefeuille des banques. Cette seconde hypothèse nous paraît plus conforme à la politique des grandes banques de dépôts qu'affirme en ces termes le Crédit Lyonnais : « Nous avons soin de limiter le montant des bons souscrits à un niveau raisonnable, le principe de la division des risques restant quelles que soient la sécurité et la liquidité d'un placement, un de ceux auquel nous demeurons le plus fermement attachés » (Rapport 25 avril 1933).

1. Article cité dans la *Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 736.

2. « Le budget, la trésorerie et la dette publique », article non signé in *La Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 681.

Quoiqu'il en soit de ces évaluations, la tendance nouvelle du papier d'Etat à remplacer le papier commercial dans le portefeuille des Sociétés de dépôts est à retenir. Elle correspond à la stagnation des affaires et constitue pour les banques un succédané au manque d'activité normale, qui leur permet ainsi de stabiliser leur rendement.

En 1933 on constate un nouveau resserrement du portefeuille qui s'inscrit à 22.537 millions soit en moins 2.632 millions de francs. Les causes de ce mouvement sont de deux ordres : d'abord la situation économique ralentit les demandes d'escompte de bon papier. « Les montant traités ont été modiques en raison de la baisse des prix et surtout du ralentissement des affaires » (Comptoir d'Escompte rapport du 27 mars 1934). La moyenne des effets compensés chaque mois à Paris qui s'est élevée de 55 à 63 milliards autorise cependant à affirmer que les effets de commerce entrent pour une part plus considérable que l'année précédente dans le portefeuille des banques.

Par ailleurs, dès la fin de 1932 les banques se sont montrées moins généreuses de leur concours envers l'Etat. La faiblesse des gouvernements successifs en face du problème financier les amènent à souscrire avec moins d'enthousiasme aux émissions répétées de Bons du Trésor, dont le but n'est plus de suppléer à un découvert temporaire mais de boucher les trous du déficit. A leur échéance, ceux-ci ont donc été renouvelés en quantité moindre. En même temps fléchissent les dépôts et l'encaisse. Le public retire ses capitaux soit pour les stériliser dans la thésaurisation, soit au contraire, pour les placer fructueusement dans les nouvelles émissions des collectivités publiques ou semi-publiques. Il en est résulté pour les banques l'obligation de veiller à leur liquidité, que ces retraits étaient susceptibles de menacer. Ce souci les a empêchées d'intervenir en faveur de l'Etat aussi puissamment qu'en 1932.

Au demeurant, les emplois de ressources résultant des opérations d'escompte ont été peu fructueux pour les grands établissements de crédit. La rareté de la matière escomptable de bonne qualité a suscité entre eux une vive concurrence qui a fortement contribué à l'avilissement des taux. D'autre part le marasme des affaires, la chute des prix, et le ralen-

tissement des négociations en Bourse ont abouti à une accumulation considérable des capitaux sur le marché monétaire.

La conjugaison de ces facteurs a provoqué des taux d'intérêt à court terme exagérément bas. Ainsi le taux officiel de l'escompte à la Banque de France a été abaissé de 3,5 à 3 % le 30 janvier 1930, puis à 2,5 % le 1^{er} mai, à 2 % le 2 janvier 1931. Le 9 octobre de la même année il était élevé à 2,5 % et il s'y est maintenu jusqu'au 8 février 1934 où des sortirs d'or et de graves événements intérieurs ont justifié son élévation à 3 %. Depuis il a pu être ramené à 2,5 %. Le taux d'escompte hors banque a subi un fléchissement parallèle. Il a oscillé en 1930 entre 3,1/4 % en janvier et 2,1/8 % en décembre ; il évolue entre 1,3/4 % et 1,1/4 % en 1931, en 1932 entre 0,75 % et 2,5 %. En moyenne d'après le mémorandum de la S.D.N.¹ le taux de l'escompte hors banque pour le papier à 45-90 jours s'est inscrit aux chiffres suivants :

1929	1930	1931	1932	1933	janvier 1934
3,46	2,32	1,57	1,28	1,83	2,38

Ce sont évidemment là des taux qui sont à peine suffisants pour couvrir les frais généraux et l'intérêt pourtant réduit de 0,25 à 0,50 % que les grands établissements servant à leurs dépôts à vue. Les banques déplorent cette situation et le Comptoir d'Escompte se plaint à ses actionnaires de ce que « l'avalissement extrême et presque universel du loyer de l'argent à court terme dans une période où des risques plus sérieux pesaient sur les transactions commerciales, a fait disparaître la prime d'assurance que doit normalement comporter une opération de crédit » (Assemblée du 31 mars 1931).

Il est certain que la chute des taux pour les principales opérations, dont sont susceptibles de s'accomoder les banques de dépôts soucieuses de leur liquidité, a eu pour résultat de réduire de façon sensible les bénéfices d'intérêts par elles réalisés. Depuis la fin de 1933 la situation s'est légèrement modifiée. A la suite de l'élévation à 3 % du taux officiel de l'escompte, le taux hors banque s'est inscrit en hausse ; les reports au Parquet sont passés à 2,5 % et

¹ *Op. cit.*, p. 40.

même 3,5 % à la liquidation de fin avril ; l'escompte des Bons du Trésor s'est également élevé. Dans ces conditions, il est permis d'espérer que cette catégorie d'emplois sera sensiblement plus lucrative pour les banques en 1934 que l'année précédente.

PORTEFEUILLE COMMERCIAL ET BONS DE LA DÉFENSE NATIONALE

SIX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT
(en milliers de francs)

Années	Crédit Lyonnais	Comptoir d'Escompte	Société Générale	Comptoir Industriel
1930	8.585.502	4.838.403	6.161.418	773.708
1931	7.309.074	4.346.045	5.591.484	1.079.002
1932	8.337.755	5.999.200	6.168.805	1.465.450
1933	8.139.210	5.905.664	4.754.723	960.574

Années	Crédit Commercial		Banque Nationale de Crédit
	Portefeuille Bancable	Portefeuille non Bancable	
1930	1.667.173	171.031	2.357.228
1931	1.342.093	146.148	B.N.C.I.
1932	1.440.849	161.477	1.851.389
1933	1.457.218	116.964	1.622.711

§ 2. — *Acceptations.*

En même temps se tarissaient ou à peu près les sources de profits provenant des opérations avec l'étranger. Les crédits d'acceptation qui constituent la principale de ces opérations sont utilisés en matière de commerce international pour substituer la signature d'une banque réputée à celle d'un négociant moins connu. La crise, qui a fait ressentir ses effets dans les transactions intérieures, a également affecté les relations d'affaires de pays à pays. Il en est résulté une contraction des postes « acceptations » des bilans.

Les causes générales de ces mouvements sont analogues à celles qui ont provoqué les diminutions du portefeuille effets. Ce sont essentiellement la chute des prix des matières premières qui donnent lieu à de grands courants d'importations et d'exportations ; la régression du commerce inter-

national aggravée par la politique des contingentements ; l'incertitude qui pèse sur les monnaies des pays qui ont été les principaux solliciteurs de crédits de cette sorte (Europe Centrale, Place de Londres).

L'examen des chiffres du tableau que nous avons dressé révèle que le record des acceptations a été atteint en 1929 : les six grandes banques françaises de dépôts totalisaient 1.741 millions au 31 décembre. Depuis cette date, contrairement à ce qui s'est passé en matière de portefeuille où 1930 a été relativement prospère et où 1932 a été marqué par la réadaptation que l'on connaît, on remarque les diminutions constantes. En 1930 les acceptations des six banques françaises ne sont plus que 1.241 millions. Cela s'explique par le fait que la crise extérieure a précédé la dépression interne. D'autre part la Banque Française d'Acceptations créée en 1929 a livré une sérieuse concurrence aux grands établissements. Elle présente à son premier bilan un chiffre d'acceptations à payer de plus de 565 millions. Elle se classe ainsi au premier rang devant le Crédit Lyonnais (386 millions), la Société Générale (298) et le Comptoir d'Escompte (216).

Les circonstances dans lesquelles s'est déroulée l'année 1931 expliquent le recul des acceptations à 674 millions soit près de 50 %. La crise financière est à son comble en Europe Centrale où plusieurs banques connaissent de graves difficultés ; l'Angleterre abandonne l'étalon-or ; les Banques allemandes ont proclamé le moratoire. Ces facteurs imposent aux banques françaises une prudence accrue : la répugnance qu'elles éprouvent à détenir des avoirs en monnaie étrangère leur fait rapatrier les créances qu'elles possèdent à l'extérieur. La nouvelle chute des négociations internationales a contribué à ce résultat que commente en ces termes le rapport du Crédit Lyonnais : « Nous n'avons pas renouvelé ou nous avons réduit sensiblement les crédits par acceptations ouverts à un certain nombre de banques étrangères pour le financement normal des transactions de pays à pays ». (28 avril 1932).

La place de Paris n'a donc maintenu en 1931, qu'un nombre modéré de crédits par acceptations accordés surtout

« à certaines grandes institutions de pays amis de l'Europe Orientale »¹.

Leur montant n'est plus que 323 millions à la Banque Française d'Acceptations ; 253 millions au Crédit Lyonnais, 167 millions à la Société Générale ; 114 millions au Comptoir d'Escompte.

Depuis les défaillances bancaires d'Allemagne et d'Autriche et la non convertibilité de la livre sterling, la préoccupation dominante des grands établissements a été de faire rentrer au plus tôt les capitaux aventurés hors de France et qui risquaient de se geler. Ce mouvement de resserrement du crédit s'est poursuivi en 1932 aux dépens des acceptations. En effet on observe pour celles-ci une importante diminution : leur total au 31 décembre ne représente plus que 356 millions soit une chute de près de 50 % sur 1931.

Enfin en 1933 le total des 350 millions des acceptations à payer ne marque plus qu'une réduction minime par rapport à l'année précédente. Il semble que le maximum de compression de cette forme de crédit ait été atteint et la reprise est à envisager.

Signalons les exceptions à cette restriction générale. A la B.N.C.I. on constate qu'une évolution favorable s'est produite entre la situation publiée au 31 décembre 1932 et le premier bilan du 31 décembre 1933 : les acceptations sont passées de 28.051.758 fr. à 43.572.415 fr. Il faut attribuer ce progrès à ce qu'il s'agit d'un établissement nouveau qui cherche à développer toutes les opérations susceptibles de rentrer dans le cadre de son activité normale.

D'autre part les acceptations du Crédit Industriel ont connu au cours des années de crise un essor que nous ne pouvons que constater sans l'expliquer, les rapports de cette banque ne fournissant aucune indication à ce sujet : elles sont passées de 19 millions en 1930 à 39 en 1931, 25 en 1932 et 55 en 1933. C'est là le chiffre record atteint par cette maison et il est très remarquable d'abord qu'il dépasse de près de 20 millions le total des 36 millions atteint au terme de la prospérité et en second lieu que ce maximum soit obtenu en pleine dépression.

1. Lorient, « Les Banques en 1931 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1932, p. 668.

Abstraction faite de ces deux cas particuliers, l'effet de la crise en cette matière a été de causer une chute profonde des crédits par acceptations. Les banques et d'une façon plus générale, la place de Paris y ont perdu des sources importantes de profits. Concluons avec M. Dieterlen que « c'est là un phénomène qui donne à réfléchir sur l'incapacité regrettable du marché de Paris de devenir une place véritablement internationale, sur sa remarquable faculté d'auto-préservation, surtout lorsqu'on se rappelle quels efforts avaient été entrepris par les autorités les plus éminentes au lendemain de la stabilisation du franc pour créer à Paris un courant d'acceptations internationales »¹.

SIX BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS

ACCEPTATIONS (en milliers de francs)

Années	Crédit Lyonnais	Comptoir d'Escompte	Société Générale
1930	386.272	216.226	298.783
1931	253.968	114.787	167.987
1932	88.400	69.830	111.350
1933	83.710	47.412	86.362

Années	Comptoir Industriel	Comptoir Commercial	B. N. C.
1930	19.803	113.301	207.549
1931	39.420	97.915	B.N.C.I.
1932	25.279	33.585	28.051
1933	55.411	33.707	43.572

Section III

Conséquences financières

Les banques participent doublement à la vie financière du pays. En premier lieu elles concourent aux émissions de titres des collectivités publiques et privées soit en prêtant leurs guichets, soit en constituant des syndicats de prise ferme. D'autre part elles favorisent les transactions du marché à terme par l'opération de report.

Il n'est pas sans intérêt d'envisager les répercussions

1. Dieterlen, « Les Banques en 1932 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 735.

exercées par la crise d'abord sur les besoins en capitaux du marché financier, puis sur l'activité de la Bourse des valeurs considérée dans ses rapports avec les établissements de crédit.

§ 1. — *Placement de valeurs mobilières.*

La crise économique en France a été précédée d'une chute en Bourse des valeurs à revenu variable. C'est à la fin de 1929 que ce phénomène commence à être perceptible : il constitue un trait caractéristique de l'évolution du marché des capitaux de 1930 à 1933. Dans cette évolution on peut distinguer deux périodes qu s'opposent.

Au cours des années 1930 et 1931 les tendances dominantes qui se sont manifestées sont les suivantes : Citons d'abord, le faible rendement des sociétés privées dont les cours se sont effrités au milieu d'un courant de négociations très ralenti. D'autre part le taux très modéré de l'intérêt à long terme a favorisé les émissions des titres à revenu fixe et a rendu possibles de nombreuses conversions de dettes contractées pendant la période difficile de l'après-guerre en emprunts moins onéreux. La stabilité monétaire a également incité le public à marquer sa préférence pour les placements obligatoires. Malgré tout, les besoins en argent frais des sociétés industrielles et commerciales ont été très restreints et déjà se dessine une orientation vers la prédominance des émissions publiques.

Ces traits se retrouvent dans le tableau ci-dessous :

EMISSIONS ¹
(en millions de francs)

	1930	1931
Emprunts de l'Etat français et des collectivités publiques. Valeurs à court terme du Trésor	8.642	8.147
Etats Etrangers	3.110, 5	3.750
Sociétés privées :		
Obligations	17.504, 3	14.335
Actions des sociétés nouvelles.....	570, 2	445
Augmentations de capital	3.802, 9	1.606
Total	33.629, 9	28.283

1. Chiffres provenant d'un article annuel non signé « Sur les Emissions », de *La Revue d'Economie Politique*.

En 1930 le marché des placements a connu une très grande activité et le total des titres offerts dépasse de 13 milliards le chiffre de l'année précédente (20.928 millions). Le montant global des obligations émises par les collectivités privées, les villes, les départements, les colonies, les compagnies de chemins de fer, les groupements de sinistrés et les Etats Etrangers s'élève à plus de 29 milliards. Par contre les émissions d'actions de sociétés nouvelles, les augmentations de capital ont été en sensible recul.

L'évolution du marché des capitaux en 1931 a été en tous points analogue : l'effritement du cours des actions a été continu et a eu pour conséquence de raréfier les émissions de valeurs à revenu variable : elles sont tombées de 8.323 millions en 1929 à 4.373 millions en 1930 et à 2.061 millions en 1931. Cependant les épargnants ont commencé de montrer une certaine réserve même à l'égard des placements en valeurs à revenu fixe et leur montant a été de l'ordre de 23 milliards. Il en est résulté un fléchissement sérieux du total des placements de titres de 33 à 28 milliards. Le taux moyen de l'intérêt s'étant maintenu relativement bas à 4,69 % en 1930 et 4,70 % en 1931 seules des considérations psychologiques et la réapparition de la méfiance expliquent ce recul.

La deuxième période qui comprend les années 1932 et 1933 n'est pas sans présenter de points communs avec l'époque d'inflation monétaire. Ce sont à nouveau les besoins de l'Etat et les institutions publiques qui exercent une influence prédominante sur les conditions du marché financier. Le résultat de la dépression et de la politique suivie pendant la prospérité a été de provoquer un déséquilibre des budgets des collectivités publiques de l'Etat en particulier et des Compagnies de Chemins de fer. Des emprunts importants et répétés de tous ces organismes tendent à remédier à cette situation. Les émissions de valeurs du Trésor à court terme et d'obligations à long terme des villes, départements, réseaux de chemins de fer, se sont naturellement accrues dans de très fortes proportions. Ainsi les « emprunts de l'Etat français et des collectivités publiques » (comme l'indique notre tableau) sont passés

de 8.147 millions en 1931 à 19.079 millions en 1932 et 23 milliards en 1933.

EMISSIONS
(en millions de francs)

	1932	1933
Emprunts de l'Etat français et des collectivités publiques	17.302	22.506
Valeurs à court terme du Trésor	6.091	—1.849
Etats Etrangers	1.400	1.008
Sociétés privées :		
Obligations	5.068	2.652
Actions des sociétés nouvelles	576	240
Augmentations de capital	780	708
Total	31.217	25.205

Toutefois malgré l'importance des demandes publiques, l'augmentation totale des émissions a été faible : 31 milliards contre 28. C'est que parallèlement diminuent les appels privés à l'épargne. Les conditions économiques n'étaient pas favorables à des augmentations de capital ou à la constitution de sociétés nouvelles : d'où le recul des émissions d'actions à 1.356 millions en 1932 et à 948 millions en 1933.

En même temps accentuant la tendance apparue en 1931, le fléchissement des offres d'obligations des sociétés privées est devenu considérable : de 14.335 millions en 1931 elles sont tombées à 5.068 millions en 1932 et 3 milliards environ en 1933.

Ajoutons que, par un phénomène habituel lorsque l'activité d'un marché financier est presque exclusivement entretenue par les appels des personnes publiques, le taux des placements à long terme qui avait diminué de façon constante depuis 1926 a marqué depuis la fin de 1932 une hausse continue : de 5,27 % pour 1932 et 5,81 % en 1933 on le retrouve considérablement plus élevé en janvier 1934. Cette tendance à la hausse, due aux difficultés budgétaires, au rapatriement des capitaux américains et à l'exportation d'or à destination des Etats-Unis a abouti à écarter davantage encore les emprunteurs privés. Cette tension, qui est loin d'être l'effet d'une absence des disponibilités est plutôt la traduction d'une réserve générale de

l'épargne que l'on constate également à la Bourse où les cours des valeurs à revenu fixe ont sensiblement diminué.

Enfin l'importance des placements extérieurs, qui s'affirmait grandissante avant 1929, n'a cessé de décroître. Cela tient à ce que la crise a plus durement atteint les pays étrangers et a entraîné par contre coup des baisses plus considérables sur leurs Bourses des valeurs.

Comment se sont comportées les banques de dépôts en de telles circonstances ? Dans cette période de resserrement, il apparaît comme évident qu'il est de leur intérêt de compenser les pertes subies du côté de leurs opérations commerciales par une extension corrélative des affaires susceptibles de leur rapporter de substantielles commissions. Logiquement donc et dans la mesure où l'a permis le marché financier, les établissements de crédit aux cours des années 1930 et 1933 ont dû apporter un soin particulier à développer les placements de valeurs effectués à leurs guichets.

Jusqu'à quel point y ont-ils réussi ? Quel profit en ont-ils retiré ? Ce sont là des questions qui ne peuvent comporter de réponse. Nous avons formulé dans notre première partie, les réserves qu'impose le mutisme sur cette matière des rapports de Conseil d'administration. Avec la venue des difficultés économiques ce mouvement s'est aggravé : le Crédit Lyonnais qui renseignait ses actionnaires sur la nature des titres offerts au public a cessé de le faire dès 1930 et se cantonne dans des généralités comme le Comptoir d'Escompte, le Crédit Industriel et le Crédit Commercial. Seule la Société Générale (et tout récemment la B.N.C.I.) continue à énumérer les valeurs dont ses guichets ont aidé à la diffusion.

Au reste des précisions sur ce sujet n'offrent qu'un intérêt secondaire. Ce qu'il importe de connaître ce sont des tendances. Or nous avons dégagé les divergences de tempérament existant entre les banques. Nous connaissons celles qui limitent leur activité à celle d'une Joint Stock Bank et au contraire celles qui ne répugnent pas à des prises fermes d'émissions. Il est bien certain que la crise n'a pas modifié ces orientations et que nous devons toujours ranger dans la première catégorie le Crédit Lyonnais, le

Comptoir d'Escompte et le Crédit Industriel tandis que la Société Générale constitue la deuxième.

Quoi qu'il en soit, au moyen des comptes-rendus annuels qui contiennent des détails sur cette question, il est possible de fournir des indications montrant la réalité du mouvement d'extension des opérations de placement.

« L'activité de votre département des affaires financières, écrit le Crédit Lyonnais le 22 avril 1931, a encore été considérable au cours de l'exercice et le nombre d'opérations traitées a très notablement dépassé le chiffre de l'année précédente ; toutefois le montant total sur lequel ces opérations ont porté a été un peu moins élevé ».

« Malgré la diminution du volume des émissions pour lesquelles il a été fait appel à l'épargne, le total recueilli à nos guichets en 1932 est le plus élevé que nous ayons jamais enregistré. Ce nouveau record mérite particulièrement de vous être signalé pour avoir été obtenu dans une atmosphère certainement peu favorable » (Crédit Lyonnais, 25 avril 1933).

Une même progression se constate au Crédit Industriel : « Le nombre des titres placés par nos soins est en augmentation de 10,56 % sur celui de 1929 » (24 mars 1931). « Le nombre de bons ou obligations placé par notre intermédiaire a été en augmentation de 135 % sur celui de 1930 » (22 mars 1932) « le nombre de bons ou obligations de 1.000 fr. placé par notre intermédiaire s'est élevé à 1.561.026 titres contre 1.442.457 l'année précédente » (21 mars 1933).

Enfin la Société Générale déclare que son « activité financière n'a subi que dans une faible mesure la répercussion des difficultés économiques et, si le nombre des opérations a diminué, leur volume total n'accuse qu'un fléchissement peu important » (9 mai 1933) Une évolution analogue est à présumer au Comptoir d'Escompte et au Crédit Commercial, muets sur cette matière. Quant à la nature des titres émis et des groupements pour le compte desquels les opérations ont été réalisées, elle est conforme aux grandes lignes que nous avons tracées. A la Société Générale et à la B.N.C.I. les énumérations des valeurs mises en placement permettent de vérifier la prédominance des offres de titres à revenu fixe et de collectivités publiques.

La Société Générale s'exprime ainsi dans son rapport à l'assemblée du 27 avril 1931 : « Nous avons prêté notre concours au placement des emprunts de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique Equatoriale Française, du département de la Seine, etc... Notre établissement est intervenu dans les émissions d'obligations faites par les groupements de sinistrés sur le gage des annuités de l'Etat... Nous avons collaboré aux nombreuses émissions de titres à revenu fixe auxquelles ont procédé les affaires industrielles et commerciales et dont les principales concernent les sociétés suivantes : Société des Hauts Fourneaux, Forges et aciéries de Pompey, Société des Tréfileries et laminoirs du Havre, Energie Electrique du Littoral méditerranéen etc... ».

Elle affirme une activité similaire en 1931 : « Notre établissement a participé à la réalisation de nombreux emprunts de l'Algérie, des colonies et des pays de protectorat. Il a collaboré aux émissions d'obligations des réseaux de chemins de fer, des départements de la Seine et du Nord, de la Ville de Paris, du Crédit Foncier de France. Nous avons ouvert nos guichets à l'émission des divers emprunts étrangers auxquels le marché français a été appelé à concourir et dont les plus importants concernent la Yougoslavie, la Roumanie, et la Cie Franco Polonaise des Chemins de fer ». 28 avril 1932).

L'année 1932 a été essentiellement consacrée, outre les appels de ressources des colonies, protectorat, territoires sous mandat, villes et groupements de sinistrés, à la réalisation des émissions de l'outillage national, de l'administration des P.T.T., des grandes Compagnies de Chemins de Fer et surtout à l'œuvre de conversion à 4,5 % du montant nominal de 85 milliards de fr. de rentes françaises 5 et 6 %. Cette affaire d'une exceptionnelle envergure a été l'objet pour les banques françaises de commissions fort importantes¹.

En 1933 enfin, les emprunteurs publics ont exercé une influence prépondérante sur le marché financier. Le rap-

1. Estimation de M. Dieterlen, « Les banques en 1932 », in *La Revue d'Economie Politique* 1933 : « La conversion a procuré aux grands établissements un bénéfice brut sensiblement supérieur à la moitié des bénéfices nets déclarés ».

port de la Société Générale à l'assemblée du 24 avril 1934 cite parmi les principales émissions réalisées dans cet ordre d'idées celles des « obligations du Trésor 4,5 % 1933 amortissables, des Bons du Trésor 4,5 % à 10 ans, les Bons du Trésor 5 % à 5 ans, des Bons décennaux 5 % de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, les obligations 4,5 % des P.T.T. » auxquelles il convient d'ajouter la diffusion des billets de la Loterie nationale, source de profits non négligeables.

D'importantes émissions étant prévues pour 1934, si toutefois l'élévation des taux n'entrave pas leur réussite, les banques sont assurées de trouver un courant d'affaires appréciable et des bénéfices en conséquence.

De ces quatre années d'évolution le fait suivant est à retenir : c'est que les banques françaises ont su maintenir et même développer une branche importante de leur activité. Ce résultat, recherché pour pallier les manques à gagner se produisant par ailleurs et obtenu dans des circonstances difficiles, prouve la souplesse et les facultés d'assimilation des établissements de crédit.

§ 2. — *Les reports*

L'opération de reports qui établit des points de contact entre le marché monétaire et le marché financier est particulièrement sensible aux circonstances de crise. Nous connaissons les conditions nécessaires à son développement. Ce sont : une abondance monétaire suffisante, des taux modérés et essentiellement un marché à terme où se traite un volume important de négociations. Or seules les deux premières conditions ont été remplies. Le marasme boursier qu'on pouvait deviner fin 1929 s'est aggravé depuis cette époque et l'importance des fonds placés en reports n'a cessé de décroître.

Cette réduction était constante en 1930-1931. A cette date les chiffres atteints sont les plus bas qui aient jamais été enregistrés. En 1932 on a pu constater deux augmentations insignifiantes : l'une en mars et avril qui a coïncidé avec une légère reprise du marché boursier d'origine spéculative ; l'autre s'est produite en août et septembre lors de la hausse en Bourse qui a fait suite à la conférence de

Lausanne et précédé la conversion des rentes. Enfin en 1933 sous l'effet d'une faible avance de la Bourse le total des prêts en reports a marqué un accroissement sensible.

Procédons à un examen des bilans. Nous savons que le Crédit Lyonnais et le Crédit Commercial de France confondent leurs prêts en reports avec une opération d'une autre nature « les avances garanties ». A dater de 1931 le Crédit Industriel a procédé à la même confusion. Il est donc impossible pour ces établissements de chiffrer les réductions de leurs reports. On constate néanmoins en considérant le total de leurs postes « Reports et avances garanties » que les fluctuations sont conformes aux tendances générales ci-dessus exprimées.

Les trois autres banques de dépôts (Comptoir d'Escompte, Société Générale, B.N.C.I.) ont à leurs bilans un chapitre spécial pour les reports. On peut donc mesurer la régression de cette opération. En 1930 au Comptoir les reports ont reculé de 34 à 13 millions ; à la Société Générale de 168 à 30 millions et au Crédit Industriel de 111 à 60 millions. En 1931, ils sont passés à 5 millions au Comptoir, à 7 millions à la Générale. En 1932 ils atteignent 4 millions au Comptoir, 5 millions à la B.N.C.I. et sont en hausse à 13 millions à la Générale. En 1933 l'augmentation se constate partout : au Comptoir les reports sont à 16 millions, à la B.N.C.I. à 14 et à la Société Générale ils avancent nettement à 61 millions.

Malgré ce léger progrès, ces chiffres sont extrêmement minimes. D'autre part, les reports ont été traités à des taux réduits. En 1930 ils ont rétrogradé au Parquet de $3,3/8$ % en janvier à $1/2$ ou $3/8$ % en décembre et en coulisse de 5,5 % à 4,5 %. En 1931 il se maintenaient à $1/4$, $1/8$ % au Parquet et à 4,5 % en coulisse. Depuis la fin de 1933 la situation s'est légèrement améliorée et les reports au Parquet sont passés à 2,5 et même à 3,5 %.

Néanmoins les circonstances sont peu encourageantes pour le développement de cette opération. Les banques de dépôts ont à peu près perdu en l'espèce un emploi sûr, liquide et à court terme, qui était l'objet pour elles de bénéfices d'intérêts conséquents et que les événements de crise ont réduit à presque rien.

CHAPITRE VII

LA PREOCCUPATION DE LIQUIDITE

En période prospère la préoccupation des banques de dépôts de maintenir une fraction de leurs avoirs aussi liquide que possible, donne lieu à de vives critiques. Au nom d'un concept inexact elles stériliseraient, sous forme d'encaisses ou d'espèces chez leurs correspondants, des capitaux importants qui feraient défaut à la production nationale. Une fois la dépression venue non seulement ces polémiques cessent, mais le public se montre reconnaissant envers les établissements de crédit de ne s'être point départi de leur politique prudente. Du reste, en temps de crise, ceux-ci appliquent avec un soin particulier la parole de Mollien : « Une banque doit pour ne pas finir, être toujours prête à finir ».

La tendance essentielle de leur activité sera donc de s'assurer de disponibilités suffisantes pour faire face en tout état de cause et à n'importe quel moment aux demandes de remboursement que la clientèle pourrait éventuellement formuler.

Ces constatations se vérifient à l'étude de l'orientation des banques françaises depuis 1930. Nous l'examinerons en trois paragraphes : le premier, consacré à l'augmentation des disponibilités, le deuxième aux caractéristiques de la nouvelle politique du crédit. Le paragraphe 3 sera un jugement porté sur les résultats obtenus au point de vue de la liquidité du système bancaire.

§ 1. — *Augmentation des disponibilités*

Nous avons écrit que la liquidité est la qualité que possèdent certains postes du bilan de pouvoir être convertis en espèces à bref délai. La conjoncture difficile depuis 1930 a conduit les banques de dépôts à accroître leurs avoirs de tous ordres présentant de telles caractéristiques.

A. *Le capital.* — Le capital est le moteur d'une affaire. De plus, en matière de banque, il sert de garantie aux ressources confiées par le public. On conçoit que la crise ait exercé son influence sur ce double rôle. L'activité ralentie n'aurait pas justifié l'accroissement des moyens d'action. L'accumulation, que nous décrirons, des espèces en caisse se montrait suffisante pour compenser l'afflux des dépôts. Ces deux facteurs expliquent que le capital des établissements étudiés n'ait pas subi de variation de 1930 à 1933.

En effet le fonds social du Crédit Lyonnais et du Comptoir d'Escompte est demeuré inchangé pendant ces quatre années aux chiffres respectifs de 408 et 400 millions entièrement versés.

La B.N.C. à la suite des augmentations de capital examinées dans la première partie a sombré et a été remplacée par la B.N.C.I. : le capital de celle-ci a été fixé à 100 millions de francs entièrement libérés.

Signalons deux exceptions : la première est constituée par les établissements de dépôts dont le capital n'est pas intégralement versé : la Société Générale a augmenté son capital à 625 millions en 1929 mais n'a appelé que 319 millions. Ultérieurement elle a permis à ses actionnaires de se libérer intégralement et le capital s'en est trouvé porté de 320,2 millions à 321,7 en 1933. Un cas analogue se présente au Crédit Industriel dont le capital figure au bilan pour 100 millions depuis 1906. A la suite des libérations qui se produisent annuellement celui-ci est passé de 43,7 millions en 1930 à 51,25 millions en 1933, c'est-à-dire qu'il est actuellement versé à concurrence de plus de 50 %.

Le Crédit Commercial de France offre également une situation exceptionnelle. Son capital figure au bilan pour 210 millions depuis l'augmentation de 1929. On sait qu'il

est représenté par 20.000 actions « P » à vote plural et par 400.000 actions ordinaires. A la suite du vote de la loi du 13 novembre 1933 qui supprime les actions à vote privilégié, une assemblée extraordinaire du 15 mars 1934 a décidé l'assimilation des deux catégories de titres existants. L'opération a été effectuée par un échange titre contre titre. En même temps le Conseil était autorisé à porter le capital à 300 millions de francs. Cette faculté d'appeler 90 millions d'argent frais n'a pas encore été utilisée. Il est cependant nécessaire de la signaler comme preuve de l'optimisme des dirigeants du Crédit Commercial qui, malgré la crise, envisagent une nouvelle extension des affaires de la Société.

B. Disponibilités propres. — Nous désignons ainsi les réserves et les bénéfices reportés. Nous connaissons (voir notre chapitre II) le rôle des unes et des autres. Leurs fonctions de stabilisateur des dividendes et de caution des obligations assumées que leur reconnaissait M. Germain, deviennent essentielles lorsque les événements nécessitent une prudence exceptionnelle dans la gestion.

A l'examen des chiffres nous constatons que les établissements étudiés se sont conformés à cette politique de sagesse.

Le Crédit Lyonnais n'a pas augmenté directement ses réserves de 1930 à 1933 : celles-ci figurent à son bilan pour 800 millions. Mais nous connaissons sa tradition qui lui fait intégralement amortir « les dépenses de premier établissement ainsi que toutes les créances pouvant offrir le moindre doute ». Il en résulte des provisions considérables, impossibles à chiffrer, mais qui mettent la société à l'abri de toute déconvenue. En même temps chaque année une partie des bénéfices est reportée à nouveau. Ce report qui était de 4,3 millions au 31 décembre 1929 a été systématiquement élevé : il atteint 16 millions au 31 décembre 1933.

Au Comptoir d'Escompte des directives analogues sont suivies. Le rapport annuel affirme que « toutes les créances reconnues douteuses, les dépenses d'aménagement du siège social et des agences, des acquisitions et installations de coffres-forts ont été amorties ». Cet accroissement des

réserves occultes s'accompagne d'une progression des diverses réserves portées au bilan qui passent de 430 millions en 1930 à 437,8 millions en 1933. Le report à nouveau en légère hausse de 22,9 millions à 23,4 millions en 1930 et 1932 a diminué à 16,9 millions en 1933 à la suite d'un prélèvement effectué pour maintenir le dividende à 50 fr.

La Société Générale, le Crédit Industriel, le Crédit Commercial ont une ligne de conduite semblable qui se constate à notre tableau ci-dessous. Signalons que le Crédit Commercial est la banque qui de 1930 à 1933 a le plus fortement approvisionné ses réserves. (172 à 207,5 millions). Celles-ci arrivent aux environs du montant du capital et ce trait tend à rapprocher le Crédit Commercial des 4 anciennes banques de dépôts chez lesquelles les réserves égalent ou dépassent l'avoir social.

Le Conseil de la B.N.C.I. a « estimé qu'il ne serait pas conforme aux véritables intérêts de la Société d'ouvrir dès le premier exercice l'ère des répartitions » : il a affecté ses bénéfices jusqu'à concurrence des 5 % obligatoires à la réserve légale qui s'élevait à 0,3 millions au 31 décembre 1933. Le reste soit 7,1 millions a été reporté à nouveau. C'est là une preuve de sagesse qui laisse augurer favorablement de l'avenir de cette société nouvelle.

Voici pour les six banques étudiées les chiffres de réserve des bénéfices reportés et du capital de 1930 à 1933 (en millions de francs).

CRÉDIT LYONNAIS				
	1930	1931	1932	1933
Capital versé	408	408	408	408
Réserves	800	800	800	800
Reports	5, 9	10, 2	13, 5	16, 0
Total	1.213, 9	1.218, 2	1.221, 5	1.224, 0
COMPTOIR D'ESCOMPTE				
	1930	1931	1932	1933
Capital versé	400	400	400	400
Réserves	430	433, 6	435, 9	437, 8
Reports	22, 9	23, 2	23, 4	16, 9
Total :	852, 9	856, 8	859, 3	854, 7

<i>SOCIÉTÉ GÉNÉRALE</i>				
	1930	1931	1932	1933
Capital versé	320, 2	320, 9	321, 3	321, 7
Réserves	380	387	390	390
Reports	22, 3	25, 9	26, 9	27, 1
Total	722, 5	733, 8	738, 3	738, 8
<i>CRÉDIT INDUSTRIEL</i>				
	1930	1931	1932	1933
Capital versé	43, 7	43, 7	51, 25	51, 25
Réserves	70	70	70	70
Reports	3, 1	3, 3	4, 6	3, 9
Total	116, 8	117, 0	125, 85	125, 15
<i>BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT</i>				
	1930	1931	1932	1933
Capital versé	318, 7		99, 8	100
Réserves	175, 8			0, 3
Reports	5, 5			7, 1
Total	500, 0		99, 8	107, 4
<i>CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE</i>				
	1930	1931	1932	1933
Capital versé	210	210	210	210
Réserves	172, 0	193, 0	201, 5	207, 5
Reports	1, 0	1, 2	1, 5	2, 2
Total	383, 0	404, 2	413, 0	419, 7

C. *Accroissement des postes liquides.* — Une des répercussions les plus frappantes de la crise financière européenne sur les banques de dépôts a été de les inciter à conserver leurs avoirs très liquides. Les postes des bilans dont la faculté de réalisation est immédiate ont subi une progression exceptionnellement élevée au cours des années 1931-1932.

Deux ordres de facteurs ont provoqué ce mouvement.

1° D'abord les retraits massifs des capitaux qui ont caractérisé cette période et qui ont atteint les banques secondaires ont contraint les grands établissements de crédit à prendre leurs précautions en vue d'une extension

de la crise de méfiance. L'accroissement des disponibilités était motivé aussi bien pour faire face à un run éventuel que pour garantir les dépôts qui ont connu, à ce moment là, l'essor que nous avons signalé. Fin mai 1930, les disponibilités représentaient vis-à-vis des fonds déposés la proportion record de 22 %. Selon M. Lorient « cette brusque élévation résulte des opérations de souscription à la Banque des règlements internationaux qui avaient nécessité la constitution de provisions considérables à la Banque de France, puisque le capital fut souscrit plus de 158 fois. Au 31 mai, la Banque de France a bien restitué les versements de souscriptions mais ceux-ci n'avaient pas encore eu le temps d'être employés ou résorbés »¹.

Indépendamment de cette raison accidentelle et dont l'influence n'a pas été négligeable, ce sont évidemment les dispositions psychologiques du public, sous le coup de l'aggravation de la crise, qui ont déterminé les sociétés de dépôts à renforcer leur liquidité.

Le poste « caisse et banques » des six maisons étudiées s'élevait à 9.246 millions de francs au 31 décembre 1930. Il représentait une proportion d'environ 16 % de l'ensemble des fonds à vue empruntés aux tiers. Au 31 décembre 1931 une augmentation très importante s'est encore produite. Pour cinq banques (la B.N.C. n'ayant pas publié de bilan) le total des postes de première liquidité atteint 13.424 millions de fr. A cette date, les engagements à vue de ces établissements s'élevant à 37 milliards de francs, le montant de leurs encaisses liquides représentait donc 34 % soit plus d'un tiers de leurs exigibilités. La majeure partie de ce renforcement des disponibilités s'est produite dans le second semestre : il faut voir là le résultat des événements bancaires et monétaires européens.

Le phénomène d'augmentation des disponibilités comme le montre notre tableau, se constate dans 5 sur 6 des banques envisagées. La B.N.C. fait exception et les deux postes de son bilan « caisse, Banque de France, Trésor » et « Banques et banquiers » ont subi un sensible recul au 31 décembre 1930 par rapport à 1929 : c'est la conséquence

1. Lorient, « Les banques en 1930 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1931.

des doutes qui frappaient déjà la clientèle de cet établissement.

2^o La seconde cause à l'augmentation des encaisses réside dans l'absence de remplois. Le marché monétaire de Paris n'est pas d'une importance suffisante pour permettre aux banques de placer leurs fonds en avances à court terme. D'autre part, l'incertitude des perspectives d'avenir de l'industrie et du commerce ne pouvait créer un milieu favorable aux prêts au monde des affaires. Les établissements de banque qui avaient tendance à faire rentrer leurs fonds, étaient donc peu disposés à consentir de nouveaux crédits. Ils ont estimé préférable de conserver une fraction très élevée d'avoirs improductifs plutôt que de courir le risque d'immobiliser leurs capitaux.

Selon le mémorandum de la Société des Nations¹ c'est sous forme de rapatriements d'or qu'a été réalisée l'augmentation des réserves liquides. Le résultat fut que « dans la mesure où cet or a été ultérieurement vendu à la Banque de France les avoirs à vue des banques commerciales auprès de cette institution ont augmenté ».

En 1931 est apparue une tendance intéressante. Jusqu'à cette date les banques de dépôts ont accumulé leurs liquidités sans opérer de distinction : leurs disponibles chez les correspondants ont connu le même essor que celui des espèces conservées dans leurs propres caisses ou à la Banque de France. Avec l'instabilité monétaire qui s'est manifestée en 1931 et la tempête qui a sévi sur un grand nombre de banques françaises et étrangères, les sociétés de dépôts ont limité leur confiance à elles-mêmes et à l'Institut d'émission. Elles ont fortement réduit l'importance des soldes créditeurs détenus par les correspondants. Ainsi le Crédit Lyonnais qui pour la première fois fait figurer séparément au bilan ses avoirs dans les banques ne possède à ce titre que 404 millions contre 4.637 millions en caisse ou à la Banque de France (en 1930 : 1.314).

Le Comptoir d'Escompte ouvre aussi en 1931 un chapitre spécial pour ses avoirs dans les banques. On constate que ceux-ci s'élèvent à 256 millions, les soldes chez ses

1. *Op. cit.*, p. 131 et suiv.

correspondants à 1.030 millions soit un total de 1.286 millions alors que les seuls correspondants représentaient 2.245 millions au 31 décembre 1930. Les espèces en caisse passent en un an à 3.116 millions.

De même la Société Générale diminue de 1.910 millions ses avoirs dans les banques et augmente de 2.147 millions ses disponibilités en caisse.

Signalons que le Crédit Commercial n'a pas suivi les grands établissements dans cette voie et a vu fléchir ses liquidités dans le cours de l'année 1931 (caisse : diminution de 22 millions ; banques : diminution de 277 millions). Cela semble dû à la campagne de dénigrement dont cette maison a été victime et à laquelle nous avons fait allusion.

L'augmentation de fonds improductifs si elle a été une nécessité pour les banques n'en a pas moins constitué un sérieux manque à gagner que les rapports aux assemblées d'actionnaires signalent et commentent. « La prudence toute particulière, écrit par exemple le Crédit Lyonnais le 28 avril 1932, que les circonstances nous ont dictée et surtout l'insuffisance des emplois liquides et sûrs ont eu pour effet de porter votre encaisse, dans le second semestre de 1931, à des niveaux exceptionnellement élevés... Une telle encaisse improductive, surabondante, grève lourdement votre compte d'exploitation ».

Depuis la fin du premier trimestre de 1932 on assiste à des mouvements en sens contraire. Les circonstances n'auraient pas expliqué une nouvelle augmentation des disponibilités. On sait qu'en 1932, les dépôts de la clientèle marquaient un palier. D'autre part, la liquidation des maisons en surnombre était à peu près terminée et les fonds revenaient dans les banques régionales un moment suspectées. Les sommes détenues étaient donc suffisantes pour maintenir à un niveau satisfaisant le coefficient de liquidité. En même temps les remplois apparaissaient à nouveau. Nous avons indiqué les progrès réalisés par les opérations que les banques englobent sous le titre de portefeuille et Bons de la Défense Nationale. Les besoins de trésorerie ont nécessité un recours de l'Etat au crédit des banques. Celles-ci, à l'affût d'une utilisation avantageuse et suffisamment sûre de leurs capitaux pléthoriques, ont

répondu pour des sommes importantes à l'appel des pouvoirs publics.

Elles ont pu ainsi décongestionner leur encaisse et ramener de 30 à 20 % entre janvier 1931 et janvier 1933 le pourcentage des disponibilités immédiates aux exigibilités. En valeur, le dégonflement des encaisses est perceptible pour 3 des banques étudiées. Elle est au total de 409 millions au Crédit Lyonnais ; au Comptoir elle atteint 1.645 millions pour le poste encaisse et Banque de France, 190 millions pour les avoirs dans les banques, 160 millions pour les correspondants. Elle est peu sensible à la Société Générale où elle ne s'élève qu'à 355 millions.

En revanche au Crédit Industriel et au Crédit Commercial on constate une avance sensible des fonds disponibles dans les banques (respectivement 140 millions contre 104 ; 306 millions contre 193), ce qui d'une année à l'autre a accru les disponibilités de ces deux banques respectivement à 246 millions contre 229 et 498 contre 415. Enfin au 31 décembre 1932 la B.N.C.I. avait 480 millions dans ses caisses et 169 millions chez des banquiers correspondants.

En 1933, des facteurs analogues expliquent un nouveau recul. Mais, c'est dans le mouvement des retraits des dépôts qui ont atteint les grandes banques l'année dernière, que réside la cause essentielle de la réduction des liquidités immédiates.

Voici quelques chiffres qui sont frappants. Au 31 décembre 1932 le total des dépôts à vue et des comptes courants créanciers des six banques principales s'élevait à 40.624 millions. Un an plus tard il s'était contracté à 36.994 millions, soit une réduction de 3.630 millions. Parallèlement les encaisses diminuaient, entre les mêmes dates de 11.874 millions à 8.337 millions, soit de 3.537 millions. L'identité de ces deux réductions démontre assez clairement qu'il a été possible aux établissements de dépôts, comme l'écrit le rapport du Crédit Lyonnais du 23 avril 1934, « de faire face au reflux des capitaux exclusivement par simple réduction de l'encaisse ». Cela signifie également la persistance du manque d'emplois appropriés.

La réduction des dépôts a du moins entraîné une conséquence favorable. M. J. Simon le signale aux actionnaires

de la Société Générale le 24 avril 1934 : « Cette contraction des ressources mises à notre disposition n'a pas été sans une heureuse contrepartie, celle de permettre une réduction raisonnable des encaisses tout à fait excessives que nous avions dû conserver improductives en 1932. » Elle a rendu possible entre 1932 et 1933 une réduction de 30 % des encaisses de banques commerciales. Celles-ci ne représentent plus que 10 % des exigibilités immédiates, c'est-à-dire qu'elles ont atteint la proportion considérée comme optima par la pratique bancaire. Nous estimons avec M. Dieterlen que ces disponibilités étaient suffisantes pour permettre aux établissements de crédit de faire face à toutes les éventualités : « éventualité défavorable où pour une raison ou pour une autre (inquiétudes politiques, monétaires ou mêmes bancaires) elles auraient dû faire face à des retraits de dépôts ; éventualité favorable, où la reprise économique se confirmant, des emplois de fonds à la fois plus profitables et plus sûrs leur seraient offerts »¹.

CHIFFRES DES ENCAISSES DES SIX BANQUES DE DÉPÔTS
(en milliers de francs)

CRÉDIT LYONNAIS			
Années	Encaisse Trésor, Banque de France	Avoirs dans les banques	
1930	1.314.531		
1931	4.637.803		404.011
1932	4.328.571		304.356
1933	2.255.916		281.822

COMPTOIR D'ESCOMPTE			
Années	Encaisse et Banque de France	Banques	Correspondants
1930	1.061.223		2.245.908
1931	3.116.220	256.018	1.030.890
1932	1.471.466	66.255	880.376
1933	1.369.771	62.355	872.727

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE			
Années	Encaisse et Banque de France	Banques et Correspondants	
1930	1.284.901		2.266.902
1931	3.431.341		356.175
1932	3.086.740		346.574
1933	2.109.176		44.978

1. Dieterlen, « Les banques en 1932, in *La Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 737.

CRÉDIT INDUSTRIEL		
Années	Encaisse et Banque de France	Banques
1930	77.529	139.687
1931	125.899	104.526
1932	106.578	140.014
1933	138.422	104.350

BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT		
Années	Encaisse, Banque de France, Trésor	Banques et Banquiers
1930	353.725	557.166
1931	B.N.C.I.	
1932		169.421
1933		435.425

CRÉDIT COMMERCIAL		
Années	Caisse, Banque de France, Trésor	Banques
1930	244.496	470.152
1931	222.266	193.282
1932	192.070	306.928
1933	157.213	255.777

§ 2. — *La politique nouvelle du crédit*

Les rapports de collaboration assez intimes, qui s'étaient établis, au terme de la période de prospérité, entre les banques de dépôts et les entreprises industrielles et commerciales, ont subi une modification sensible sous l'influence des événements de crise. Nous nous proposons de détailler dans ce paragraphe les tendances qui se sont fait jour pendant les quatre dernières années sur les questions du crédit aux affaires. Il est toutefois nécessaire de dégager auparavant l'allure générale de l'évolution qui s'est produite.

La première constatation que l'on est amené à faire est de nature statistique. La dépression de l'économie a eu pour résultat immédiat d'amener un dégonflement des articles des bilans qui représentent l'aide des banques à la production. En 1929 et même en 1930 les chiffres records ont été enregistrés par certains chapitres, le mouvement descendant du cycle économique ayant commencé en France plus tard que dans d'autres pays. Mais depuis cette date la baisse est ininterrompue. Une indication intéres-

sante à cet égard est fournie par le mémorandum de la S.D.N. sur les banques commerciales de 1925 à 1933. Un tableau que nous reproduisons, dressé en prenant comme base l'indice 100 pour 1929, met en lumière la chute qui a affecté principalement le poste « prêts et avances » et (qui correspond, répétons-le, au crédit aux affaires de notre terminologie). Les escomptes pour des raisons que nous connaissons ont bénéficié d'une relative stabilité due aux souscriptions de Bons du Trésor. Enfin le chapitre des « fonds d'Etat », placements, participations s'est accru dans la mesure où les banques répondaient aux besoins de crédit de l'Etat.

MOUVEMENT DES CRÉDITS ET PLACEMENTS EN % ¹

Banques de dépôts	1929	1930	1931	1932
Escomptes	100	95	81	98
Prêts et avances	100	115	97	73
Fonds d'Etat :				
Placements et participations	100	117	132	101

Quelles explications une telle baisse est-elle susceptible de recevoir ? Faut-il l'imputer uniquement aux événements contraires ? Ou bien manifeste-t-elle de la part des banques la volonté d'orienter d'une autre façon leur politique de crédit ? Nous croyons que ces deux facteurs ont eu une influence certaine, le premier ayant joué le rôle de beaucoup le plus important.

La crise, en effet, par ses conséquences a provoqué une réduction des demandes de crédit. Une activité productive ralentie légitime à un moindre degré le recours aux capitaux d'autrui. D'autre part la baisse des prix explique que le montant des prêts consentis ait été moins élevé en chiffres absolus. Le rapport du Comptoir National du 27 mars 1934 résume cette situation d'une phrase : « Si le nombre de nos interventions est demeuré très élevé, les montants traités ont été très modiques en raison de la baisse des prix et surtout du ralentissement des affaires ».

Du côté des établissements de crédit, on ne voit nulle part affirmer l'intention d'établir un changement dans la

¹. S.D.N., *op. cit.*, p. 55.

ligne de conduite suivie en la matière. La lecture des comptes-rendus révèle une volonté opposée : « Nous n'avons cessé de mettre à la disposition de notre clientèle les facilités que le marasme des affaires lui a interdit d'utiliser autant que nous l'aurions voulu », écrit le Comptoir d'Escompte le 4 avril 1933. « Nous avons pu, dit le Crédit Lyonnais le 25 avril 1934, maintenir les concours que nous fournissons à notre clientèle sous forme d'escompte ou de crédit ». Et le Crédit Commercial va même plus loin : « Dans les circonstances difficiles que traversent actuellement le commerce et l'industrie nous avons considéré comme notre premier devoir de maintenir à nos clients les facilités qui leur étaient nécessaires » (17 mars 1932).

Il semble donc difficile d'admettre que la contraction du crédit ait résulté des conceptions mêmes des banques. Du reste, elle n'était nullement avantageuse pour elles, puisque la carence des emplois les contraignait à conserver stériles des sommes importantes et que cette tendance nouvelle aurait aggravé cet état de choses. Malgré eux, les établissements financiers ont donc été contraint d'octroyer des prêts moins généreusement. Les événements les ont cependant déterminés à se montrer plus prudents. Des considérations de liquidité les ont incités à opérer une sélection plus sévère des demandes à satisfaire. C'est seulement dans la mesure où leur sagesse les a fait agir de la sorte, que l'on peut dire que les banques ont restreint leur aide aux affaires. En somme les modifications qui se sont produites leur ont été davantage imposées par les circonstances qu'elles ne sont l'effet d'une orientation différente et voulue par elles.

Dans ces conditions il nous sera facile de faire justice d'un grief que l'on a adressé aux établissements de crédit. On leur reproche couramment — et cette opinion est répandue dans le monde des affaires — de retarder le mouvement de reprise. La parcimonie avec laquelle ils octroyeraient leur concours serait néfaste à la production, à qui seul un apport de capitaux frais pourrait redonner la vie. En définitive leur politique de repli serait la principale raison de la prolongation de la crise.

A notre avis cette critique de l'activité des banques commerciales contient une double erreur.

Elle estime d'abord que les banques sont capables de susciter les demandes de crédit. M. le Professeur Rist, dans son cours de doctorat de 1932-1933 a discuté cette croyance que l'on trouve exprimée dans les œuvres de l'économiste M. J. Keynes. Or l'expérience de la crise actuelle prouve que la réalité est contraire. Les banques sont abondamment pourvues de capitaux disponibles. Les taux du marché ont été, jusqu'à ces temps derniers, suffisamment bas pour ne pas rebuter les emprunteurs éventuels. Et cependant la reprise, qui selon M. Keynes, doit se produire lorsque ces conditions sont réunies, tarde toujours à se manifester. C'est qu'en réalité la contraction du crédit ne peut être tenue pour un facteur de dépression : elle en est simplement la conséquence. Répétons ce que nous affirmions dans notre première partie. La fonction des banques en matière de crédit nous apparaît comme passive : elles sont impuissantes à ranimer une demande que l'ambiance économique ne justifierait pas.

En second lieu et, dans la mesure où les établissements de dépôts se montrent moins enthousiastes à consentir des prêts, cette circonspection n'entraîne forcément pas des résultats défavorables. Il est à présumer que cette restriction ne s'opère pas d'une façon aveugle et que les banques cessent de soutenir les entreprises qu'elles jugent incapables de surmonter les difficultés de l'heure. Elles facilitent ainsi la « phase de liquidation » qui accompagne toute crise économique et dont le déroulement rapide a toujours été une nécessité.

Nous estimons que, si actuellement la reprise souhaitée se montre lente à venir, ce n'est pas la politique des banques qui en est responsable, mais plutôt l'attitude des personnalités publiques et privées qui entravent l'indispensable liquidation par toutes sortes de moyens et au nom de principes plus que discutables : économie dirigée, solidarité des entreprises, etc... Nous partageons à ce point de vue l'avis qu'émettait le 25 avril 1933 le Conseil d'administration du Crédit Lyonnais : « Parmi les causes qui ont contribué à maintenir le malaise général, il faut citer aussi

l'insuffisance des réorganisations ou éliminations des entreprises en difficulté. Il subsiste encore, dans tous les pays, des affaires mal gérées, n'ayant ni la trésorerie, ni les bases économiques ou techniques qui leur seraient nécessaires pour vivre ou déjà frappées par des liquidations judiciaires anciennes dont les conséquences sont maintenues en suspens. La vie des entreprises condamnées a été trop souvent prolongée artificiellement, soit du fait de leurs créanciers ou de leurs actionnaires se refusant à admettre la réalité de pertes d'ores et déjà certaines, soit du fait des pouvoirs publics, peut être trop soucieux de parer aux rigueurs inévitables d'un assainissement indispensable. D'autre part les défaillances que la crise a précipitées ont dévoilé dans la gestion de trop de Sociétés des errements fâcheux bien propres à impressionner défavorablement les détenteurs de capitaux. Il suffira de rappeler ici : l'emploi des fonds à des fins étrangères à l'objet social, — l'insuffisance des amortissements appliquée à des outillages de plus en plus coûteux, — l'abus des extensions sur capitaux d'emprunts, — la multiplication des filiales, créées principalement pour masquer la situation des entreprises et faciliter, dans des conditions critiquables, l'obtention de crédits, — le développement des engagements hors bilan par exemple des avals inconsidérés, — le dépôt des fonds sociaux dans des entreprises amies en difficulté, etc... Ces pratiques, après avoir amené la ruine de beaucoup de Sociétés, sont assurément à l'origine d'un certain état d'esprit fait d'hésitation et de réserve qui met obstacle à la reprise des affaires ».

Laissons là ces généralités et examinons le concours que les banques françaises de dépôts ont apporté depuis la crise aux affaires sous forme d'avances garanties, de comptes-courants et d'immobilisation.

A. *Avances garanties.* — Il est très délicat de fournir des indications précises sur les fluctuations des postes d'avances garanties dans les banques françaises de dépôts. En effet, seuls le Comptoir d'Escompte, le Crédit Commercial et la Société Générale ouvrent un compte spécial pour cette catégorie d'affaires. Le Crédit Lyonnais, et depuis

1931 le Crédit Industriel la bloquent sous la même rubrique que les reports. Quant à la B.N.C.I. elle ne fait pas figurer ces opérations à son bilan.

Néanmoins on peut affirmer que cet article, d'importance relativement faible et qui comprend les crédits accordés contre nantissement de titres et de marchandises, a subi depuis 1930 une diminution importante. On la constatera en chiffres, au tableau ci-après. En valeur le memorandum de la S.D.N. l'évalue entre 1929 et 1932 à 45 % ce qui nous semble être conforme aux faits. Une très légère augmentation s'est produite en 1933.

Il faut attribuer ce mouvement de régression d'abord à la baisse des prix et surtout aux dangers que nous avons signalés, inhérents à la nature de ce crédit et qui sont particulièrement aggravés par les circonstances de crise. Le principal d'entre eux, le risque d'immobilisation a abouti à le faire écarter dans la mesure du possible par les banques avant tout préoccupées de maintenir une grande liquidité à leurs fonds.

B) *Avances en comptes-courants.* — L'évolution des comptes-courants débiteurs à la veille de la crise nous a semblé intéressante à plusieurs égards. Nous avons signalé d'abord, qu'en raison de leur énorme développement la majeure partie des fonds d'emprunt environ les $2/3$, était désormais employée en découverts. D'autre part en 1929, les crédits en comptes, avaient subi une nette déviation et avaient glissé vers la commandite. Il en était résulté qu'à peu près $1/5$ des dépôts était immobilisé en opérations à échéance éloignée.

Cette situation s'avère particulièrement pénible au début d'une crise économique : à ce moment là toute banque est menacée de retraits de fonds par sa clientèle. Or, il lui est impossible d'y faire face, si une fraction d'entre eux est gelée dans des entreprises industrielles ou commerciales. Lorsque de telles circonstances se présentent, le souci de liquidité impose donc aux sociétés de dépôts de faire rentrer les sommes ainsi prêtées.

Mais cela n'est pas toujours possible. Le rappel de prêts en période de marasme risque de provoquer la défaillance

du débiteur. Et même celui-ci aura tendance pour surmonter une situation difficile à solliciter des avances nouvelles. Comme en banque, selon une formule consacrée, le crédit appelle le crédit, il ne sera pas rare de voir aventurer des fonds nouveaux pour sauver un premier enjeu. Il se produit en définitive un résultat contraire à celui qu'il aurait été souhaitable d'obtenir.

L'examen des comptes-courants débiteurs en 1930, révèle pour les banques françaises de dépôts un état de choses comparable à celui que nous venons de décrire. Le total atteint par ces postes des bilans s'élève à cette date à 11.470 millions contre 10. 105 millions un an auparavant, soit une augmentation de 1.365 millions. Il faut très certainement attribuer la cause essentielle de cette hausse à l'entrée tardive de la France dans la crise mondiale. L'économie du pays a nécessité, cette année là encore, une accentuation du concours à l'industrie et au commerce, qui ne peut être financé par les banques au moyen des escomptes. Il est d'ailleurs à présumer, la demande déclinant dans l'intervalle, qu'il n' a abouti qu'à une accumulation des stocks de marchandises.

Un autre facteur du mouvement en question semble résulter de la politique suivie de 1924 à 1929, par les banques et par les particuliers, et qui avait consisté à placer en devises à l'étranger une partie de leur capital, de leurs réserves et de leurs liquidités afin de bénéficier des taux d'intérêts plus élevés qui y étaient pratiqués. La crise extérieure leur causant de vives inquiétudes dès 1930, les particuliers détenteurs de ces devises les revendirent aux banques françaises qui virent s'augmenter d'autant leurs comptes-débiteurs.

Les deux années suivantes ont vu se renverser cette tendance. L'aggravation de la crise internationale, l'apparition de sérieuses difficultés économiques et financières en France ont déterminé les banques de dépôts à comprimer les montants de leurs avances en comptes-courants. En 1931 pour 5 d'entre elles (la B.N.C. n'ayant pas publié de bilan) elles ne totalisent plus que 9.146 millions soit une diminution de 2.324 millions par rapport à 1930. Pour 1932 malgré les 452 millions de comptes-débiteurs de la

B.N.C.I., on ne note plus qu'un total de 7.951 millions marquant une nouvelle régression de 1.195 millions.

Cette contraction résulte surtout des rapatriements sous forme d'or des avoirs à court terme que les établissements de crédit possédaient à l'étranger. Elle est également dans une mesure importante le fait de la crise, qui réduit les besoins du commerce et de l'industrie, plutôt que la conséquence d'une prudence accrue de la part des Conseils d'administrations. Ceux-ci, en effet ont, en règle générale, accordé à leurs débiteurs les facilités les plus grandes pour régler leurs découverts. Il suffit pour s'en convaincre de lire quelques comptes-rendus aux assemblées d'actionnaires. Ainsi le Crédit Lyonnais déclarait le 28 avril 1932 : « Nous avons maintenu dans son ensemble le montant des soldes débiteurs représentant les facilités de caisse ou les crédits saisonniers que nous accordions à la clientèle française et même nous n'avons pas hésité à accueillir les demandes de clients nouveaux lorsqu'elles ont paru justifiées. » Même affirmation au Comptoir d'Escompte : « Nous sommes restés sans restriction à la disposition de notre clientèle pour seconder ses opérations commerciales sous forme de facilités de caisse, avances garanties ou crédits de campagne » (27 mars 1934).

Cette largeur de vue est certes souvent inspirée par la crainte de perdre les prêts octroyés. Comme l'a écrit M. Lorient¹ : « Dans des temps de crise comme ceux qui sévissent actuellement il est souvent malaisé de réduire les crédits consentis : un rappel de fonds serait mortel pour nombre d'entreprises et d'autres prennent les devants en mettant la banque en présence d'une congélation forcée ». De toute façon le résultat est là et il semble réduire à néant l'accusation adressée aux établissements financiers de prolonger la crise par la sévérité de leur politique de crédits aux affaires.

Au terme de la période étudiée, en 1933 des mouvements intéressants se sont produits dans les fluctuations des comptes-courants débiteurs. Entre novembre 1932 et mars

1. Lorient, « Les Banques en 1931 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1932, p. 669.

1933 ils ont augmenté de près de 1 milliard de francs dans les 4 grands établissements. Cette hausse, qui s'accompagnait d'un fléchissement de 3.630 millions des dépôts à vue et des comptes-courants créanciers, en même temps que d'une réduction de plus de 3,5 milliards des encaisses improductives, auraient permis d'envisager favorablement l'évolution ultérieure. Si elle avait persisté elle aurait marqué la fin d'une époque où les emplois faisaient défaut. Une tendance inverse apparaît malheureusement à partir du mois d'avril. A la clôture de l'exercice une partie des progrès réalisés est anéantie et il n'est possible d'enregistrer au 31 décembre qu'une avance de 405 millions pour les 6 banques étudiées.

Dans ces mouvements d'alternance entre la hausse et la baisse, seuls deux établissements font exception. En effet, le Crédit Industriel a réussi à maintenir et même à augmenter depuis le début de la crise ses avances en comptes qui sont passées de 82 millions au 31 décembre 1929 à 181 millions au 31 décembre 1933. Cette progression que les événements ne permettaient pas d'espérer est très remarquable.

D'autre part, la B.N.C.I. voit grossir ses comptes-courants débiteurs de 452 millions lors de sa situation au 31 décembre 1932 à 631 millions au bilan du 31 décembre 1933. S'ils sont encore moins importants que ceux qui figuraient au dernier bilan de la B.N.C. (975 millions) il faut néanmoins signaler l'effort louable accompli par les dirigeants de cet organisme neuf, pour lui faire tenir une place honorable dans le concert des banques.

Telles sont les réactions nées de la crise que l'on peut percevoir dans la politique des banques françaises de dépôts, d'aide au commerce et à l'industrie par des avances en comptes-courants. La réduction constatée a permis d'obtenir un pourcentage plus satisfaisant des comptes-courants débiteurs aux ressources propres. On sait qu'avant la crise, celles-ci qui se chiffraient par 3.598,1 millions ne représentaient qu'environ $\frac{1}{3}$ des 10.105 millions de comptes-courants débiteurs. Au 31 décembre 1933 les 3.469,7 millions de fonds propres valent 40 % des 8.356 millions de comptes-courants débiteurs.

Mais en dehors de ce résultat appréciable les diminutions qui se sont produites ont été peu sensibles. Elles ne traduisent pas d'un effort délibéré des établissements de crédit pour revenir sur une situation qui devenait inquiétante en 1929-1930. Peut être y a-t-il lieu (comme certains l'ont fait) de juger les grandes banques trop libérales. Les clients gênés ne sont pas tous également dignes des prêts qui leur ont été antérieurement consentis et des longs délais de libération dont ils bénéficient. La prolongation artificielle de cette situation équivoque retarde l'œuvre d'élimination des entreprises malsaines et ne met pas les banques à l'abri de déconvenues ultérieures. Citons une fois encore à ce sujet le rapport du Crédit Lyonnais à l'Assemblée du 28 avril 1932 : « Peut-être le travail d'assainissement nécessaire serait-il plus avancé, si l'on avait toujours fait la distinction indispensable entre les affaires viables momentanément gênées, et celles qui étaient beaucoup moins victimes de la crise que de fautes caractérisées ou de méthodes de gestion déplorable ». »

Nous sommes évidemment loin de l'avis de ceux qui, pour mettre un terme aux difficultés actuelles préconisent une véritable inflation de crédit. Mais nous estimons que cette opinion est plus conforme à la vérité que celle de ces extrémistes.

SIX BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS

CRÉDIT AUX AFFAIRES

(en milliers de francs)

CRÉDIT LYONNAIS		
Années	Avances sur garanties et Reports	Comptes-courants
1930	414.389	4.813.245
1931	261.216	4.187.250
1932	367.685	3.069.332
1933	367.418	3.037.368

COMPTOIR D'ESCOMPTE		
Années	Avances garanties	Comptes-courants
1930	378.809	1.551.704
1931	320.349	1.319.938
1932	294.227	1.264.774
1933	299.888	1.342.204

<i>SOCIÉTÉ GÉNÉRALE</i>		
Années	Avances garanties	Comptes-courants
1930	610.620	3.333.538
1931	414.354	2.917.681
1932	371.122	2.556.283
1933	414.877	2.675.500
<i>CRÉDIT INDUSTRIEL</i>		
Années	Reports et avances garanties	Comptes-courants
1930	151.757	132.134
1931	95.238	135.715
1932	94.624	147.397
1933	97.998	181.983
<i>BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT</i>		
Années	Avances garanties	Comptes-courants
1930	717.293	975.263
1931		B.N.C.I.
1932		452.812
1933		631.217
<i>CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE</i>		
Années	Comptes-courants	Comptes-courants avec garanties
1930	666.130	624.120
1931	588.513	556.288
1932	463.580	486.972
1933	490.613	503.821

C. *Immobilisations.* — La tendance des banques de dépôts depuis le début de la dépression a été d'accroître au maximum les fonds disponibles pour parer à n'importe quelle éventualité. Or il existe à leurs bilans certains postes que nous englobons sous la dénomination générale « d'immobilisation » et qui représentent des opérations (portefeuille titres, participations financières, immeubles) non susceptibles d'une rapide réalisation.

A cet égard la conjoncture économique aurait probablement nécessité un changement de la politique des grandes banques et les aurait contraintes à se dégager de ce genre d'affaires, si leurs actifs avaient connu des immobilisations plus considérables.

Or, nous connaissons la prudence des établissements de crédit français en ces matières. Nous avons décrit leurs

inclinations respectives, point de départ de la distinction que nous avons établie parmi eux. Nous savons que deux d'entre eux, le Crédit Lyonnais et le Comptoir d'Escompte sont le type même de la banque de dépôts, sacrifiant toute autre considération à la liquidité et à la sécurité des emplois à leurs ressources d'emprunt et ne comportant, comme telles, que des immobilisations très réduites. Si les autres sociétés de crédit entretiennent des relations plus suivies avec le monde des affaires et financent volontiers les firmes industrielles ou commerciales, le montant de leurs participations et de leur portefeuille titres ne se chiffre cependant pas par un total susceptible de devenir alarmant en période de crise. On conçoit dans ces conditions, que malgré les événements contraires, les dirigeants des grandes banques aient continué de soutenir les entreprises dont ils avaient antérieurement accepté le patronnage.

La question ne se pose pas dans les mêmes termes pour les deux établissements de crédit modèles et leur conduite explique qu'on retrouve leurs immobilisations en 1933, sensiblement au même point qu'avant la crise. Continuant la tradition d'Henri Germain, perpétuée par ses successeurs, le Crédit Lyonnais n'a ni participation ni portefeuille titres. « Les 4.244.000 fr. portés sous ce nom à l'actif du bilan ne représentent que les rentes et obligations délivrées immédiatement aux guichets. Ce chiffre est d'ailleurs insignifiant par rapport aux 14 milliards du bilan »¹.

Les immeubles toujours inscrits pour 35 millions ont une valeur vénale très supérieure : le Crédit Lyonnais est propriétaire en de nombreux endroits des locaux occupés par ses agences ; il a acquis récemment à Lyon un important immeuble. Et son siège central couvre près de 10.000 m² dans un quartier où le terrain est le plus cher de Paris.

En bref, les sommes immobilisées par le Crédit Lyonnais n'atteignent pas 40 millions, ce qui est un total infime.

Au Comptoir d'Escompte, les immobilisations sont également réduites à très peu de chose : 15 millions d'immeubles sociaux, les 1.451.000 fr. de portefeuille titres et les

1. Le Crédit Lyonnais, étude de *L'Information*, 14 mai 1934.

6.200.000 fr. de participations financières, forment un total de 7,6 millions « ce qui ne représente que 0,08 % par rapport au total du bilan de 9,5 milliards »¹.

Ces deux établissements accordent leur aide à l'économie nationale par l'intermédiaire de l'organisme de crédit à moyen et à long terme qu'ils ont créé de concert en juin 1919. L'U.C.I.N. ne publiant pas de bilan, il est impossible d'analyser ses réactions depuis la crise. Il est à présumer qu'un resserrement de ses affaires n'a pas pu manquer de se produire mais qu'il n'a pas affecté les maisons-mères en raison des distinctions opérées et des précautions prises.

La filiale américaine du Comptoir d'Escompte a également souffert de la gravité de la crise aux Etats-Unis. Si la French American Banking Corporation a été encore en mesure en 1930 « de réaliser des bénéfices et d'augmenter ses ressources », les années suivantes il a été nécessaire pour elle de se montrer « soucieuse avant tout de se maintenir en état de liquidité absolue » et son activité s'est « bornée à dessein aux affaires traitées par les entreprises françaises ».

La Société Générale n'a pas restreint les chiffres de ses immobilisations : on retrouve ses immeubles à : 71.397.038 fr. ; son portefeuille titres demeure inchangé depuis 1929 à 33 millions. Quant aux participations elles se sont élevées de 25 millions en 1929 à 28 millions en 1933.

Les filiales ont ressenti à des degrés divers les conséquences des mauvaises conditions économiques. La Société Générale Alsacienne de Banque a pu continuer à donner des résultats satisfaisants « en dépit des difficultés persistantes qu'elle éprouve à maintenir son activité dans les pays limitrophes ». En revanche la Société Française de Banque et de Dépôts qui fonctionne en Belgique, la Société Générale de Banque pour l'étranger [et les colonies qui est établie en Espagne et la Banque Française de Syrie ont souffert de l'atmosphère défavorable dans laquelle elles ont eu à fonctionner.

Quant à la Société Anonyme des Crédits de l'industrie française elle a manifesté depuis sa création une heureuse vitalité. En 1930 elle a augmenté son portefeuille de 86 mil-

1. Le Comptoir d'Escompte, étude de l'*Information*, 22 novembre 1933.

ions et ses comptes-courants débiteurs de 75 millions. En vue de poursuivre le développement de ses opérations de crédit à moyen terme, elle a appelé en 1931 le deuxième quart de son capital, émis des obligations 4,5 % amortissables et mis en souscription une nouvelle tranche de Bons de Caisse.

Si le développement de ses affaires a été entravé en 1932 et en 1933 par la persistance des difficultés économiques, le rapport de la Société Générale du 24 avril 1934, n'en affirme pas moins que « sa situation continue d'être favorable » et que ses comptes de résultats « témoigneront de sa vitalité, de la bonne qualité de ses engagements ».

L'examen des chiffres des bilans du Crédit Commercial révèle qu'une orientation nouvelle se dessine dans la politique de cet établissement. L'importance de ses immobilisations n'a certes pas décliné depuis 1930. On constate au contraire que le poste « immeubles et valeurs immobilières » est passé de 38 millions en 1929 à 46 millions en 1932. C'est là le résultat de l'achat effectué en 1930 d'une propriété dans le quartier de Grenelle, où le Crédit Commercial construit des bâtiments destinés à recevoir les archives, les services d'éconamat et un garage et d'autre part des acquisitions réalisées en 1931 « des immeubles des nouvelles succursales et agences de Versailles, Etampes, Montlhéry, Angerville et Janville », d'un immeuble à Tourcoing et de l'agrandissement de l'Agence de Roubaix.

Par ailleurs le montant du portefeuille-titres et des participations qui atteignait 39,6 millions en 1929 a augmenté de 41,6 millions en 1933. Mais tandis qu'aux termes de la prospérité les participations étaient aussi élevées que les titres détenus (19 millions contre 20) on constate depuis la crise les efforts accomplis par la banque pour rendre plus distantes ses relations avec l'industrie et le commerce. Les participations ont été réduites à 10 millions tandis qu'en contre-partie le portefeuille titres était systématiquement élevé à 31 millions ¹.

Nous avons signalé que le Crédit Commercial manifestait son caractère de banque d'affaires au volume de ses comptes-courants débiteurs (avec ou sans garanties) qui se chiffraient à près de 1.330 millions en 1929. Les événe-

1. Signalons que divers titres tels que les actions de l'Electro-Métallurgie de Dives, de l'Electro-cuivre ont laissé au C.C.F. des pertes irrécupérables.

ments ont imposé un resserrement à l'action de la Société en cette matière : les avances en comptes ont reculé à 994 millions en 1933.

Cette évolution du Crédit Commercial qui cherche à s'écarter des affaires, en même temps qu'il constitue d'importantes réserves et renforce ses disponibilités tend à lui faire perdre son caractère de banque mixte et à le rapprocher des pures banques de dépôts.

C'est incontestablement le Crédit Industriel qui, depuis 1930, a suivi, en la matière, la ligne de conduite la plus originale. Déjà en 1929, il avait un total de 124,5 millions d'immobilisations dépassant les 116,7 millions de capitaux propres. La crise, qui a amené dans les autres banques une certaine stagnation des postes non liquides, n'a pas entamé l'optimisme du Crédint : de fait, il consacre à cette catégorie d'opérations des sommes plus importantes qu'avant la dépression. Si l'immeuble social figure inchangé au bilan pour 20 millions, par contre les chapitres « rentes et valeurs » et « actions des sociétés régionales de banque » ont connu un rapide essor.

Il est de tradition au Crédit Industriel de posséder un important portefeuille titres. Ce portefeuille, qui contient des valeurs de choix, lui a permis de faire état à certaines époques de son histoire de bénéfices plantureux provenant de leur réalisation partielle. En 1930 le Conseil d'administration a souscrit aux augmentations de capital des grandes sociétés, dans lesquelles la banque était intéressée et parmi lesquelles on peut citer : la Société d'Electricité de Paris, la Société Havraise d'Energie Electrique, la Société des Aciéries de Longwy, Mines de Kali Sainte-Thérèse, etc.. A la suite de ces opérations les rentes et valeurs ont augmenté de 45 à 54 millions.

Le Crédit Industriel n'a de participations que dans son réseau de filiales. En 1929, il concourait à leur essor pour 78 millions de francs. Les circonstances lui ont permis de souscrire aux augmentations de capital réalisées en 1930-1931 par quelques-unes des banques affiliées : Société Lyonnaise, Société Alsacienne, Société Nancéienne. En même temps, il a profité de plusieurs défaillances bancaires pour recueillir à bon compte les débris des organismes éli-

minés et s'adjoindre ainsi des éléments d'affaires nouvelles. Il a créé la Société Toulousaine de Crédit Industriel et transformé en relations financières les liens d'amitié qu'il entretenait avec le Comptoir d'Escompte de la Sarthe et la Banque de la Vallée du Rhône. Cela explique les progrès du poste « actions des Sociétés régionales de Banque » qui s'est constamment élevé de 78 millions en 1929 à 86 millions en 1930 à 105 millions en 1931 et 106 millions en 1932 et 1933.

Au total les immobilisations de Crédit Industriel atteignent 160 millions. Ce chiffre est le plus élevé que l'on puisse constater dans une banque française de dépôts. Or, des six établissements financiers étudiés le Crédit possède les capitaux propres les moins importants (125 millions de capital versé, réserves, report). Cette situation ne manquerait pas de comporter les dangers les plus grands concernant sa liquidité si elle ne constituait une méthode de gestion traditionnelle. L'excellence des résultats obtenus, démontre le bien fondé de l'inébranlable confiance que la maison mère place dans ses associés.

La B.N.C.I. est un organisme trop récent pour que l'on puisse valablement juger ses tendances. Signalons que ses « immeubles et installations » figurent à son bilan pour 14,17 millions ce qui est un chiffre des plus modérés. D'autre part, le portefeuille titres qui a doublé de 4 à 8 millions entre la situation du 31 décembre 1932 et le premier bilan du 31 décembre 1933 est loin d'avoir l'importance qu'atteignait ce chapitre au dernier exercice de la B.N.C. (47,2 millions). Enfin la B.N.C.I. ne possède pas de participations financières. Si l'on tient compte du fait que nous avons constaté par ailleurs que la B.N.C.I. n'a pas davantage d'avances garanties on pourrait en déduire qu'elle se tient volontairement à l'écart des opérations qui sont susceptibles d'entraîner des dangers pour les banques de dépôts.

Les premières manifestations de son activité l'apparentent au Crédit Lyonnais ou au Comptoir d'Escompte. Cela tendrait à prouver que la leçon de sa devancière n'a pas été perdue et que les dirigeants de la nouvelle banque ont l'intention de « montrer que pour inexplicable qu'il fût, cet échec n'était pas inéluctable »¹.

1. Dieterlen, « Les Banques en 1932 », in *La Revue d'Economie Politique*, 1933, p. 731.

SIX BANQUES FRANÇAISES DE DÉPÔTS

IMMOBILISATIONS

(en milliers de francs)

CRÉDIT LYONNAIS			
Années	Portefeuilles Titres 1	Immeubles	
1930	4.195	35.000	
1931	4.626	35.000	
1932	4.334	35.000	
1933	4.224	35.000	

COMPTOIR D'ESCOMPTE			
Années	Portefeuille Titres	Participations financières	Immeubles
1930	1.453	6.200	15.000
1931	1.450	6.200	15.000
1932	1.451	6.200	15.000
1933	1.451	6.200	15.000

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE			
Années	Portefeuille Titres	Participations financières	Immeubles
1930	33.417	26.833	71.397
1931	33.334	26.565	71.397
1932	33.338	27.111	71.397
1933	33.436	28.650	71.397

CRÉDIT INDUSTRIEL			
Années	Rentes et valeurs	Actions de Sociétés régionales de Banque	Immeubles
1930	54.142	86.001	20.000
1931	54.599	105.892	20.000
1932	54.982	106.017	20.000
1933	54.386	106.028	20.000

BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT			
Années	Portefeuilles Titres	Participations financières	Immeubles
1930	47.297	21.599	98.158
1931	Banque nationale pour le Commerce et l'Industrie		
1932	4.777		
1933	8.801		14.171

CRÉDIT COMMERCIAL			
Années	Portefeuille Titres	Participations financières	Immeubles
1930	19.751	17.987	40.946
1931	21.082	15.678	45.851
1932	26.992	11.000	46.041
1933	31.616	10.342	45.894

§ 3. — *Liquidité du système bancaire français*

Après avoir décrit les mouvements d'ensemble des principaux comptes des banques de dépôts essayons d'établir si celles-ci sont parvenues au résultat qu'elles cherchaient de sauvegarder avant tout, la liquidité des fonds confiés¹.

L'étude des opérations effectuées nous a révélé le recul subi par les postes non immédiatement réalisables tels que reports, avances garanties par des titres ou des marchandises, comptes-courants débiteurs. En revanche les chapitres du « portefeuille commercial et Bons de la Défense Nationale » n'ont pas connu la même régression puisque le niveau de 1932 dépasse le total des années précédentes (Cf. chapitre 6).

La traduction en pourcentage de cette évolution est particulièrement significative. Nous reproduisons ci-dessous un tableau emprunté au mémorandum de la S.D.N. sur les banques commerciales 1925-1933. Dans ce tableau le total des crédits est figuré par le chiffre 100. L'indication du pourcentage de ce total que représentent les escomptes, les prêts et avances, les immobilisations (fonds d'Etat, autres placements, participations) montre ces deux dernières catégories d'affaires perdant de l'importance au profit des premières. Il est à peine besoin de signaler que cette répartition nouvelle des crédits est très favorable à l'amélioration des coefficients de liquidité des banques.

COMPOSITION DES CRÉDITS
EN % DU TOTAL DE CES ARTICLES

	1913	1929	1930	1931	1932
Escomptes	58, 2	64, 5	60, 0	60, 2	70, 8
Prêts et avances .	39, 4	34, 8	39, 2	38, 8	28, 4
Fonds d'Etat					
Placements, Parti-					
cipations	2, 4	0, 7	0, 8	1, 0	0, 8

Nous connaissons, par ailleurs, les motifs qui ont rendu nécessaire jusqu'à fin 1932, l'élévation considérable des

1. Sur la liquidité du système bancaire français on pourra lire deux articles de l'*Information Financière* des 5 décembre 1931 et 6 février 1932.

sommes conservées dans les caisses, à la Banque de France, ou chez des correspondants.

La conjugaison de ces deux facteurs — prédominance d'emplois très mobilisables, accroissement exceptionnel des disponibilités immédiates — a eu pour résultat de porter à des taux très satisfaisants les coefficients de liquidité des établissements de crédit étudiés. On peut en juger au tableau ci-dessous :

POURCENTAGE DES EXIBILITÉS

(Dépôts à vue et à terme, comptes-courants créditeurs aux disponibilités, caisse, banques, correspondants, portefeuille effets)

Banques	1930	1931	1932	1933
Crédit Lyonnais	74, 95	80, 41	86, 07	83, 14
Comptoir d'Escomp. . .	88, 42	92, 03	92, 46	104, 4
Société Générale . . .	75, 73	78, 73	81, 71	65, 55
Crédit Industriel . . .	76, 26	82, 69	85, 73	78, 21
Crédit Commercial ¹	73, 04	64, 39	71, 69	74, 70
B.N.C.	70, 67		86, 15	79, 61

A propos de ce tableau nous devons faire plusieurs observations. D'abord les pourcentages des exigibilités aux disponibilités ont été systématiquement élevés dans toutes les banques par rapport aux années qui ont précédé la crise. Or, si l'on admet avec la pratique bancaire, que le coefficient de liquidité se trouve être aux alentours de 70 %, on peut constater que ce coefficient a été atteint et dépassé dans les six banques envisagées.

A cet égard remarquons que les taux les plus remarquables sont ceux du Crédit Lyonnais et du Comptoir d'Escompte, établissements de dépôts modèles. Ceux du Crédit Industriel, de la B.N.C.I. et de la Société Générale, sont également plus que suffisants. Ceux du Crédit Commercial que nous avons calculés de la manière la plus rigoureuse, sont évidemment plus élevés si l'on tient pour disponible le portefeuille non bancable.

Ajoutons que nous avons établi ces pourcentages de manière stricte. Ainsi nous n'avons pas tenu compte des « coupons à encaisser » qui représentent parfois des sommes

1. Nous n'avons pas tenu compte dans nos calculs du portefeuille non bancable.

importantes et constituent en tout cas un disponible immédiat.

On voit donc combien ces chiffres illustrent l'excellence des méthodes de gestion des banques françaises. La position de celles-ci est pleinement rassurante pour les déposants qui, depuis la crise, sont assurés de trouver chez elles une contrepartie accrue aux fonds dont ils leur confient la sauvegarde.

CHAPITRE VIII

SITUATION DES BANQUES FRANÇAISES DE DEPOTS DEPUIS LA CRISE

Il nous a paru nécessaire de consacrer le dernier chapitre de ce travail à une vue d'ensemble sur la façon dont les établissements de crédit français ont supporté la crise économique. Nous connaissons les répercussions exercées par les circonstances défavorables sur les diverses catégories d'opérations auxquelles ils se livrent le plus volontiers. De ces réactions spontanées, de celles qui découlent de la volonté des dirigeants, nous avons examiné les conséquences sous l'angle de la liquidité.

Ce qu'il importe maintenant de connaître ce sont les résultats généraux obtenus par les banques de dépôts. Leur politique de prudence a-t-elle porté ses fruits ? Ne s'est-elle pas exercée au préjudice de leur extension et n'a-t-elle pas entraîné l'arrêt du mouvement de concentration ? D'autre part le rendement des entreprises bancaires n'a-t-il pas été affecté par la carence maintes fois constatée d'affaires appropriées ?

L'examen des chiffres que nous utilisons pour répondre à ces questions nous permet immédiatement de faire la constatation suivante : La crise n'a pas provoqué un sensible recul du volume d'affaires traitées par les sociétés de crédit. Ainsi les totaux des bilans des banques étudiées constituent une première preuve de leur stabilité.

TOTAUX DES BILANS 1930-1933
(en milliers de francs)

Années	Crédit Lyonnais	Comptoir d'Escompte	Société Générale
1930	15.173.299	10.338.135	14.442.736
1931	16.844.955	10.577.703	13.406.878
1932	16.352.961	10.122.407	13.133.862
1933	14.128.398	8.863.690	11.850.001

Années	Crédit Industriel	Crédit Commercial	B.N.C.
1930	1.520.996	3.853.621	5.494.321
1931	1.829.322	3.296.609	B.N.C.I.
1932	2.224.252	3.227.833	3.067.555
1933	1.790.341	3.161.263	3.234.908

Les maisons où la crise a été le plus perceptible sont le Comptoir d'Escompte où le bilan au 31 décembre 1933 s'est dégonflé de 1.714 millions par rapport au maximum de 1931 et à la Société Générale où on note une chute de 3.592 millions entre le bilan de 1930 et le bilan de crise de 1933. La diminution des affaires du Crédit Commercial dépasse le demi-milliard (692 millions entre 1930 et 1933). Quant au Crédit Lyonnais et au Crédit Industriel ils ont réussi à améliorer par rapport à 1929 le montant de leurs opérations.

Peut-on parler dans ces conditions d'une crise des banques ? Devant des résultats aussi favorables il semble qu'il y ait quelque exagération à le faire. Comme l'a dit M. le Baron Brincard aux actionnaires du Crédit Lyonnais le 23 avril 1934 : « Lorsque l'on voit les établissements de banque subir sans atteinte sérieuse l'épreuve de tant d'événements qui dans d'autres pays n'ont pas épargné des banques au moins aussi importantes que la vôtre il est permis de constater que le crédit repose en France sur les bases solides et sûres ».

La crise mondiale a cependant établi une coupure dans l'ascension des banques françaises. Depuis trois ans celles-ci marquent un palier. Nous allons caractériser cette phase stationnaire avec davantage de détails. Nous montrerons d'abord l'arrêt subi par leur développement (paragraphe 1^{er}) d'autre part, nous signalerons la stabilisation des bénéfices réalisés par elles et les dividendes répartis à leurs actionnaires (paragraphe 2). Enfin, dans un paragraphe 3,

nous rechercherons les perspectives d'avenir de l'industrie bancaire en 1934.

§ 1. — *La concentration bancaire de 1930 à 1933*

Le plan d'extension de leur réseau de succursales que les banques ont conçu après la guerre et réalisé de 1920 à 1930 se trouve à peu près terminé lorsque la dépression survint. La description que nous avons faite du développement en largeur des grands établissements nous les a montrés installés ou représentés sur toutes les places présentant quelque intérêt.

Il n'est donc pas étonnant que depuis 1930 les créations et installations d'agences ou de bureaux nouveaux aient été plus rares. Dans une certaine mesure il faut attribuer ce ralentissement aux événements défavorables. Mais la cause essentielle de cet arrêt est que l'organisme du crédit est parvenu au terme de sa croissance.

Deux phases sont à distinguer dans l'histoire de la concentration bancaire de 1930 à 1933.

1^o Pendant les deux premières années, la crise ayant relativement épargné l'économie française, les banques ont pu achever leur programme. Ainsi le Crédit Lyonnais signale qu'il a accompli en 1930 un effort du même ordre que les deux années précédentes et qu'il a procédé à la création de 143 nouveaux sièges. En même temps, il a pris une « participation dans Le Crédit du Rhône, honorable banque régionale, qui se trouvait exposée à subir le contre-coup d'une importante défaillance bancaire ». En 1931 le Crédit Lyonnais a virtuellement fini de s'étendre. Il a cependant mis en exploitation dans le courant de l'année : « une agence, huit bureaux de quartier, dix sous-agences, deux bureaux permanents, trente bureaux intermittents, 48 pieds à terre, dont l'ouverture avait pour la plupart était décidée antérieurement ». Il possédait à cette date 1.451 guichets contre 1.354 l'année précédente et 1.211 fin 1929.

Le même phénomène se constate dans toutes les banques commerciales. Par exemple le Comptoir d'Escompte a créé en 1930 : 5 sous-agences, 1 bureau de quartier., 1

bureau journalier et 37 bureaux périodiques ; en 1931 il a ouvert 2 sous-agences et 24 bureaux périodiques ce qui le rendait titulaire de 563 installations.

Le Crédit Industriel a tiré profit des événements qui mettaient à mal certaines banques locales pour les incorporer dans son groupement. Nous avons étudié les circonstances qui l'ont amené à prendre le contrôle en janvier 1931 de la Banque d'Alsace-Lorraine et par contrecoup celui de la Banque Privée Lyon-Marseille. Cette opération a été le prélude de la création dans le courant de la même année de la « Société Toulousaine de Crédit Industriel », société anonyme au capital de vingt-millions, et d'un sensible élargissement du rayon d'action de diverses banques régionales affiliées : le capital de la Société Lyonnaise de dépôts et de crédit industriel a été porté de 32,5 à 60 millions ; la Société Alsacienne au capital de 40 millions est devenue « Crédit Industriel d'Alsace-Lorraine » au capital de 75 millions. En outre le Crédit Industriel a pris des participations dans la banque de la vallée du Rhône et dans le Comptoir d'Escompte de la Sarthe.

Le Crédit Commercial, nous l'avons mentionné dans un précédent chapitre, a également acquis en 1930 et 1931 des immeubles à Versailles, Etampes, Monthléry, Angerville, Janville, à Tourcoing et Roubaix et à Paris dans le quartier de Grenelle pour y installer soit des agences nouvelles, soit des services annexes de la direction.

La Société Générale ne mentionne que le total des guichets permanents et périodiques qu'elle exploite par elle-même et par l'intermédiaire de ses filiales. Elle fait exception à la règle et au cours de cette période elle a fermé quelques-unes de ses agences, dont le total, de 1.514 en 1930, a diminué à 1.480 en 1931.

2° Ces créations ont marqué le stade dernier du mouvement de concentration. En 1932 et 1933, en effet, aucune installation n'a été faite au Comptoir d'Escompte et au Crédit Commercial. La B.N.C., résolue de l'aveu même du Président de son Conseil d'administration à une politique plus modeste que sa devancière, n'a pas relevé toutes ses ruines et une partie des guichets de la B.N.C. sont restés fermés.

Par contre les trois autres grands établissements ont été en mesure, quoique de façon extrêmement limitée, de procéder à l'ouverture de sièges nouveaux. Ainsi le groupe de la Société Générale contraint au début de la crise de réduire le nombre de ses exploitations a pu revenir sur les fermetures opérées ; il possédait en 1932 : 1.511 guichets permanents et périodiques.

Le Crédit Industriel a donné en 1931 une preuve de sa vitalité en présidant à la formation du « Crédit Industriel de Normandie ». Cette société anonyme au capital de 40 millions de francs est issue de la fusion du Crédit Hâvrais et du Comptoir d'Escompte de l'Ouest avec la Société Normande de Banque et de Dépôts. Elle permettra à coup sûr une extension des affaires du système du Crédit dans cette région où il n'était jusqu'alors qu'indirectement représenté. Elle marque en même temps l'arrêt de sa progression puisqu'en 1933 on ne note que la création d'une agence à Paris.

Le Crédit Lyonnais affirme également sa volonté de ramener au strict minimum ses frais de premier établissement. « Notre programme de développement étant à peu près terminé, écrit le rapport à l'Assemblée du 25 avril 1933, nous nous sommes bornés d'une manière générale à poursuivre l'achèvement des travaux commencés, en n'engageant que des dépenses nouvelles d'un faible montant et d'une nécessité reconnue et nous n'avons créé que 37 sièges. Comme par ailleurs nous en avons fermé 19, le nombre total des sièges à la fin de l'exercice était de 1.469 contre 1.451 à la fin de décembre 1931 ». En 1933 le Crédit Lyonnais n'a à « signaler la création que d'un petit nombre de sièges secondaires ». Il a supprimé les agences et bureaux dont le rendement insuffisant ne justifiait plus l'existence. Du fait de ces transformations le total de ces sièges s'élevait à 1.482 à la fin de 1933.

Nous savons comment il convient d'interpréter cette tendance récente. La diffusion territoriale des banques françaises est parvenue à son point maximum. Elle est à même de faire remplir à l'organisme du crédit des fonctions plus étendues que ne le permettent les événements actuels.

§ 2. — *Rendement des banques de 1930 à 1933.*

Le moment semble venu de procéder à un examen général de la situation des banques françaises de dépôts¹. L'année 1933 est la quatrième de la crise mondiale : on peut donc penser qu'il ne se produira plus de ces manifestations violentes comparables à celles qui ont marqué le début de la dépression. Le recul, suffisant à l'heure actuelle, permet également de dresser un utile bilan des résultats définitifs de l'exploitation des établissements de crédit.

Il est certain, dit le Crédit Industriel, que « l'industrie bancaire ne pouvait prétendre échapper aux effets de la dépression générale. Elle les a subis sous une quadruple forme : diminution très importante du nombre des effets de commerce en circulation... maintien du taux de l'intérêt aux niveaux les plus bas... absence d'investissement de capitaux frais dans l'industrie ou le commerce sous forme de souscriptions d'actions, régression sensible des bénéfices réalisés par la plupart des sociétés et par suite des dividendes distribués par elles » (Assemblée du 21 mars 1933).

Poussons nos recherches plus avant et déterminons de façon précise les facteurs défavorables qui ont influé sur l'évolution des sociétés de crédit. Ils sont de deux ordres : les uns ont provoqué un fléchissement de leur rémunération ; les autres ont aggravé les charges de la gestion.

Nous avons déjà détaillé les causes les plus importantes du ralentissement de l'activité des banques. A cet égard il faut d'abord citer la régression du mouvement des affaires commerciales et financières. La raréfaction du papier de commerce qui en est le corollaire a fortement diminué les intérêts reçus sur les emplois à court terme des ressources des principaux établissements.

Cette carence de débouchés aux capitaux des banques, accompagnée d'un souci constant de maintenir une quantité élevée d'espèces liquides a abouti à la conservation d'encaisses aussi volumineuses qu'improductives.

1. On consultera avec fruit sur cette question divers articles parus dans l'*Information Financière* des 15, 16, 22, 24 novembre 1933 ; 17 mars, 10 et 12 avril, 4 mai 1934. Le *Pour et le Contre* du 25 février 1934.

Nous avons également indiqué que les taux pratiqués pour toutes les opérations dont s'accommodent le mieux les banques de dépôts se sont maintenus à des niveaux extrêmement bas ne laissant qu'une marge bénéficiaire minime.

Souffrant déjà de l'avilissement des taux et de la surabondance de disponibilités stériles, les banques n'ont pu compenser les manques à gagner subis de ce côté là par les profits résultants des services rendus à la clientèle. Le public demande à son banquier de lui payer des coupons, de lui garder des titres, de louer des coffres-forts. Il lui fait encore transmettre des ordres de Bourse et changer des monnaies. Or tous ces services, dont la rémunération est fixée à forfait, c'est-à-dire dont le tarif est indépendant de la loi de l'offre et de la demande, sont en quelque sorte des articles-réclame pour les banques. Ils sont payés en France traditionnellement à des taux insuffisants et ils n'ont pu compenser la hausse des dépenses d'exploitation.

Celle-ci, en effet, a été continue depuis 1930. Répétons qu'en temps de crise l'application de principes de gestion rigoureux est une nécessité. A une époque où certains de leurs confrères subissaient des déboires du fait de la défaillance de débiteurs importants, les établissements de crédit devaient s'imposer par prudence des amortissements plus considérables. En période normale, les dirigeants des grandes banques françaises pratiquent largement la politique qui consiste à prélever sur les bénéfices bruts des sommes consacrées à payer soit des dépenses d'immobilisations, soit des créances tombées à zéro, soit à constituer des provisions en vue d'éventualités défavorables.

Avec la crise cette tendance a gagné en ampleur : la valeur de certains actifs a fortement diminué ; le nombre des débiteurs en déconfiture, malgré la sélection de leur clientèle opérée par les grandes banques, ou même simplement douteux, s'est en revanche fortement accru. Les banques ont donc été obligées de consacrer une grande proportion de leurs bénéfices bruts à l'amortissement de la valeur comptable de ces actifs dépréciés ou disparus.

La généralité des bilans en fait mention. Citons en exemple ces phrases reproduites du compte-rendu du Crédit

Lyonnais à l'assemblée du 28 avril 1932 : « Nous avons plus que jamais suivi attentivement nos risques et nous les avons révisés au moment de l'inventaire avec une grande sévérité. Le montant des créances douteuses apparaît cette années sensiblement plus important qu'à l'ordinaire, tant en raison de la crise que de l'incontestable et regrettable développement de la mauvaise foi auquel nous avons déjà fait allusion. Nous avons effectué tous les amortissements qui étaient nécessaires... ».

Parallèlement les frais généraux ont continué un mouvement qui est ascensionnel depuis 14 ans. En 1930 les salaires ont connu une hausse légitimée par leur retard sur le coût de la vie. L'application de la loi sur les Assurances sociales au 1^{er} juillet 1930 a fortement contribué à aggraver les charges de gestion de ces sociétés.

D'autre part, toutes les grandes banques assument en faveur de leur personnel diverses obligations d'ordre social telles que constructions d'habitations à bon marché, services de retraites, indemnités pour maladie, etc... qui pour indispensables qu'elles sont ne s'avèrent pas moins fort coûteuses.

Ajoutons à cela que depuis 1932 une recrudescence fâcheuse de la fiscalité a porté un poids supplémentaire aux frais d'exploitation.

Comment les banques se sont-elles comportées en face de ces circonstances qui pesaient si onéreusement sur leur fonctionnement ? Elles y ont trouvé deux remèdes.

Les événements d'abord ont constitué un palliatif à cette situation défavorable. Rappelons ce que nous avons signalé à propos des placements de titres. Les émissions des collectivités publiques nombreuses et importantes depuis 1932, et auxquelles les établissements de crédit ont prêté le concours le plus actif ont compensé dans une certaine mesure le manque à gagner qu'ils subissaient du côté de leurs affaires commerciales.

Par ailleurs, pour faire face à la contraction des recettes, les banques ont comprimé leurs frais généraux. La seule économie qu'elles étaient susceptibles de réaliser immédiatement pouvait résulter soit d'une diminution des traitements, soit d'une réduction du nombre des employés. Or

si les banques ont allégé la charge des multiples avantages subsidiaires accordés à leurs employés, elles n'ont pas jugé bon de modifier les salaires qui sont restés à un niveau peu élevé en comparaison du coût de la vie. Elles ont également évité de licencier un personnel qu'il aurait été difficile de retrouver en cas de reprise économique rapide. Elles se sont bornées à ne pas remplacer les emplois vacants lorsque la chose était possible. A cet égard le Crédit Lyonnais peut être cité comme illustration de cette politique :

« Nous avons poursuivi, écrit-il, le 23 avril 1934, la compression de nos frais d'exploitation. Nous avons pu cependant éviter de réduire les traitements et les gratifications du personnel. De même nous avons pu ne pas toucher à nos dépenses d'ordre social... C'est surtout en supprimant presque entièrement le recrutement que nous avons pu faire de substantielles économies ».

Cet effort d'adaptation des sociétés de crédit semble avoir donné les résultats qu'elles en attendaient. Nous connaissons les éléments qui permettent de le juger. Ce sont les bénéfices réalisés et les dividendes répartis que nous reproduisons dans le tableau ci-dessous :

BÉNÉFICES DES PRINCIPALES BANQUES

(en milliers de francs)

Dividendes

Années	Crédit Lyonnais		Comptoir d'Escompte		Société Générale	
	Bénéfices	Dividendes	Bénéfices	Dividen.	Bénéfices	Dividen.
1930	84.853	100	71.641	80	71.035	45
1931	83.856	100	44.183	50	64.252	45
1932	82.973	100	36.405	50	60.379	45
1933	83.208	100	36.562	50	60.200	45

Années	Crédit Industriel		B.N.C.		Crédit Commercial	
	Bénéf.	Divid. ¹	Bénéf.	Divid.	Bénéf.	Divid.
1930	10.364	35	44.640	70	38.026	60
1931	10.047	35	B.N.C.I.		31.085	50
1932	8.644	26, 25			28.595	50
1933	5.081	21, 25	7.482		25.126	50

Le volume des opérations des banques ne pouvait se restreindre sans que parallèlement ne s'amointrit le solde positif du compte profits et pertes. Mais la réduction des bénéfices s'est manifestée à des degrés divers.

1. Dividende net de l'impôt sur le revenu des actions libérées de 125 francs.

Ainsi le Comptoir d'Escompte et le Crédit Industriel ont été atteints par une chute importante de leurs profits : cette baisse de 71 à 36 millions pour le premier, de 10 à 5 millions pour le second ressort à 50 %. C'est la plus considérable que nous trouvions chez les banques étudiées. Ce sont essentiellement la réduction de l'escompte et le loyer très réduit de l'argent à court terme qui ont rendu moins productive l'exploitation du Comptoir. De même les amortissements massifs de tous les avoirs douteux et la rigoureuse sélection des affaires présentées ont influé sur les résultats de cette Société. Quant au Crédit Industriel il a souffert de la moindre rentabilité des entreprises dont il détient 54 millions de titres en portefeuille.

Le Crédit Commercial a vu ses bénéfices tomber de 13 millions, c'est-à-dire d'environ $1/3$. Ces résultats doivent être considérés comme satisfaisants, si l'on tient compte du fait que c'est une banque mixte et que l'étroitesse des rapports qu'elle entretient avec une production paralysée par la crise aurait dû l'affecter davantage.

La Société Générale n'a presque pas eu à souffrir dans ses bénéfices. Son bilan a subi dans son total le dégonflement que nous avons noté, mais qui s'est plutôt exercé en faveur des postes productifs de son actif. Cela explique que ses 60 millions de bénéfices de 1933 ne soient qu'à 11 millions des bénéfices record de 1930.

Enfin le Crédit Lyonnais a fait preuve en la matière de la situation la plus exceptionnellement forte. Ses bénéfices n'ont subi aucune réduction et sont même en hausse d'un million par rapport à 1929¹.

Les dividendes distribués aux actionnaires ont été fonction des bénéfices réalisés. On sait que la stabilité des répartitions est une des caractéristiques de la méthode de gestion des banques françaises. Les grands établissements qui lorsque les événements le leur ont permis ont constitué des provisions de toute nature, et qui ont mis en réserve ou reporté des sommes considérables ont pu au cours des années difficiles maintenir le niveau de leurs dividendes. Ce

1. On ne peut faire entrer en ligne de compte la B.N.C.I. qui n'en n'est qu'à son premier exercice social. Le solde bénéficiaire de 7.482.483 fr. apparaît dans ces conditions d'autant plus satisfaisant.

fait est un indice favorable quant au passé, rassurant pour l'avenir : il est certain que les dirigeants tiennent compte, au moment de fixer le montant des répartitions, à la fois des résultats sévèrement envisagés de l'exercice écoulé et des perspectives de l'exercice en cours. Et il est inutile d'ajouter que l'appréciation de ces perspectives est effectuée dans ce même esprit de modération qui se manifeste dans toutes les activités de nos banques.

C'est en raison de cette mentalité de prudence que les deux sociétés qui ont vu le plus fortement fléchir leurs bénéfices ont proposé à leurs actionnaires de diminuer les répartitions. Le Comptoir d'Escompte a ramené son dividende de 80 à 50 francs en 1931. Il le laisse depuis à ce chiffre mais le dividende des deux derniers exercices a été payé grâce à des prélèvements sur le report à nouveau qui est ramené de 23,4 millions fin 1932 à 10,4 millions en avril 1933.

De même le dividende (net de l'impôt sur le revenu) des actions libérées de 125 fr. du Crédit Industriel a fléchi de 35 fr. en 1930-1931 à 21,25 en 1933. Cependant les répartitions depuis la crise ont pu être effectuées sans que soit touché le report appartenant aux actionnaires.

Les autres banques, en revanche, ont maintenu au niveau d'avant la crise le chiffre de leurs dividendes. Nous tenons en effet pour insignifiante la réduction de 10 fr. subie en 1931 par le coupon du Crédit Commercial qui s'est prémuni à cette date contre les éventualités contraires et a diminué son dividende pour « continuer à doter largement ses réserves ». Quant à la Société Générale et au Crédit Lyonnais ils ont continué à distribuer les mêmes sommes qu'en 1929 soit respectivement 45 fr. et 100 fr. par action.

La stabilité des répartitions des grandes banques illustre particulièrement la défense opposée par l'armature du crédit français à la crise mondiale. Par contre les cours en bourse des valeurs du compartiment bancaire, qui constituent, nous le savons, un bon élément d'appréciation de la tenue d'une entreprise, n'ont pas fait preuve d'une aussi belle résistance au marasme qui sévit sur le marché financier.

Nous avons signalé qu'en 1929 s'amorçait un mouvement de chute. Cette tendance s'est poursuivie et aggravée

au cours des années ultérieures, comme le montre le tableau ci-dessous :

*COURS DES ACTIONS DES SIX BANQUES DE DÉPÔTS
au 31 décembre*

Banques	1930	1931	1932	1933	Sept.1934
Crédit Lyonnais	2.500	1.570	2.165	2.100	1.960
Comptoir d'Escompte .	1.630	1.020	1.225	1.017	979
Société Générale	1.525	997	1.108	1.078	1.072
Crédit Industriel	1.480	1.417	1.445	1.395	1.070
B.N.C.	1.200	60		505	506
Crédit Commercial ...	1.140	615	745	738	645

Dans ce tableau nous tenons compte des cours cotés au 31 décembre de chaque année par les titres des banques étudiées. Ce procédé qui n'a que la valeur d'une indication nous fournit cependant d'utiles enseignements. Il permet, par exemple, d'établir que les niveaux atteints sont approximativement ceux de la période d'inflation monétaire ou de l'avant-guerre. En effet si l'on se reporte aux chiffres que nous citons dans notre première partie (chapitre 3 *in fine*) on constate que les cours de 1934 sont voisins de ceux de 1925-1926 ou de 1913. On peut dès lors mesurer la distance qui les sépare des cours qu'ils auraient dû atteindre pour rester en harmonie avec la monnaie dévaluée.

L'ampleur de cette baisse apparaît simplement comme la résultante de la dépréciation générale que subissent en ce moment toutes les valeurs. Elle ne saurait être tenue pour une méfiance de la part du public vis-à-vis de titres qui apparaissent particulièrement bien garantis.

C'est ainsi qu'il est permis de trouver le niveau actuel des actions du Crédit Lyonnais très modéré. Il n'en ressort évidemment qu'un taux de capitalisation de 4,50 % brut. Mais il s'agit d'un titre d'une classe exceptionnelle : les 816.000 actions sont étayées par 816 millions de réserves et de reports à nouveau (soit 1.000 fr. par action) sans compter les réserves et les provisions invisibles.

L'action du Comptoir est également avantageuse aux environs de 1.000 fr. ; par son dividende de 50 fr. elle rend une reprise possible. D'autre part, d'après ses garanties intrinsèques, le titre vaut plus du double du pair, les réserves diverses s'élevant à 454 millions.

Pour un capital de 625 millions, représenté par 1.250.000

actions, la Société Générale a constitué 417 millions de réserves et reports à nouveau, soit 330 fr. par action. La prime dont bénéficient les titres à la côte (1.070 fr. pour l'action libérée) ne doit pas être considérée comme excessive étant donné le développement pris par cette maison.

Les réserves et le report à nouveau du Crédit Industriel forment un total de 74.723.000 fr. soit 373 fr. pour chacune des 200.000 actions. L'action de 500 fr. libérée se traitait en février 1934 à 1.300 et l'action libérée du 1/4 à 780. A ces prix elles rapportent à peu près 3 % net. C'est peu, même pour une valeur d'un groupe dont l'épargne n'exige généralement pas un fort rendement.

Enfin les actions du Crédit Commercial se négocient aux environs de 690 pour un dividende de 50 fr. brut ce qui fait ressortir un taux de placement de 5,87 % net. C'est là un rendement avantageux, pour un titre de cette qualité, surtout si l'on tient compte du fait que les réserves égalant le capital, les actions ont maintenant une valeur comptable de 1.000 fr ¹.

De nos développements il résulte donc que les cours actuels des actions de banques que nous étudions sont inférieurs à leur valeur réelle. Ils ne correspondent ni à leur situation qui est extrêmement forte, ni au volume de leurs affaires, et une reprise est à envisager.

§ 3. — *Perspectives d'avenir.*

Les résultats obtenus par les banques de dépôts depuis le début de l'année 1934 ne permettent pas de prévoir des changements importants pour l'exercice en cours. On sait que la crise a atteint doublement leur activité. Elles ont d'abord souffert d'une diminution de volume des opérations traitées. De ce fait leurs volumineuses disponibilités ont été contraintes de rester sans emploi. Ensuite les taux pratiqués ont été insuffisamment rémunérateurs.

De ce côté là, on pouvait escompter une amélioration. En effet, fin 1933, s'est manifestée une tension très marquée du taux de l'argent à court terme : le taux de l'escompte de

1. Indiquons pour mémoire que l'action de la B.N.C.I. a dépassé le pair, ce qui doit être tenu pour un indice favorable.

la Banque de France a été relevé de 2 1/2 à 3 % suivi par le taux hors banque ; les reports au Parquet sont passés de moins de 1 % à plus de 2 %. Au total l'augmentation moyenne ressortait à environ 1 % pour les emplois temporaires. Si ce mouvement s'était maintenu il aurait pu rendre plus favorables les conditions d'exploitation¹. Mais le taux officiel a été ramené à 2.5 % de sorte que la situation se présente identique à celle de 1933.

Par ailleurs, le montant des emplois productifs a peu de chance de s'accroître avant que ne s'affirme une reprise économique, qui semble tarder à se manifester dans notre pays.

Cependant la détente du loyer de l'argent à long terme, qui s'est traduite par la hausse des rentes, permettra aux établissements de crédit de compenser la faiblesse de leurs affaires commerciales par une activité financière plus intense. Les opérations de placement de titres seront particulièrement importantes en 1934, et comme les années précédentes, les collectivités publiques, l'Etat surtout, seront les principaux solliciteurs de l'épargne. De toute façon les banques françaises s'efforceront comme elles l'ont fait précédemment d'accroître les commissions rémunérant les prêts de leurs guichets.

Nous reproduisons, ci-dessous, le bilan au 30 juin 1934 des quatre établissements qui publient une situation mensuelle.

CRÉDIT LYONNAIS

ACTIF		Fr.	PASSIF		Fr.
Encaisse, Trésor, Banque de France	2.563.477.950,79		Dépôts et Bons à vue ..	5.115.591.573,27	
Avoir dans les Banques	205.579.849,07		Comptes-courants	6.406.861.379,83	
Portefeuille, Bons de la Défense Nationale ..	7.355.774.558,81		Comptes exigibles après encaissement	171.099.445,47	
Avances sur garanties et repirts	371.732.487,91		Acceptations	52.981.463,57	
Comptes-courants	2.874.531.756,11		Bons à échéance	344.692.100,82	
Portefeuille-titres	4.091.555,90		Comptes d'ordre et divers	339.258.843,06	
Comptes d'ordre et divers	291.273.407,14		Dividende de l'Exercice 1933 (Solde)	44.293.280	
Immeubles	35.000.000.		Solde du compte « Profits et Pertes des Exercices antérieurs » ..	18.683.479,72	
	13.701.461.565,73		Réserves diverses	800.000.000	
			Capital entièrement versé	408.000.000	
				13.701.461.565,73	

1. Indiquons en exemple qu'une différence de taux d'un demi pour cent correspond pour les 4.700 millions du portefeuille commercial du Comptoir d'Escompte à un bénéfice annuel supplémentaire de 23,5 millions de francs.

COMPTOIR D'ESCOMPTE
(en milliers de francs)

ACTIF	Fr.	PASSIF	Fr.
Encaisse et Banque de France	809.126	Comptes de chèques, comptes d'escompte	4.492.062
Banques	53.501	Comptes-courants créditeurs	3.024.264
Portefeuille Effets, Bons de la Défense Nat. ...	4.812.221	Bons à échéance fixe ...	36.030
Reports	21.342	Acceptations	55.589
Correspondants	980.972	Comptes d'ordre et divers	328.728
Comptes courants débiteurs	1.411.307	Actionnaires	10.480
Rentes, obligations, valeurs diverses ...	1.452	Réserves	439.672
Participations financières	6.200	Capital	400.000
Avances garanties	336.450		8.786.829
Acceptations	55.536		
Agences hors d'Europe .	30.252		
Compte d'ordre et divers	253.405		
Immeubles	15.000		
	8.786.829		

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ACTIF	Fr.	PASSIF	Fr.
Espèces en Caisse, au Trésor, Banque de France	2.097.660.953, 08	Capital	625.000.000
Avoirs dans les banques et chez les Correspondants .x.	123.299.195, 25	Réserves	390.000.000
Portefeuille effets et Bons de la Défense ..	5.238.161.526, 07	Bénéf. reportés à nouveau	27.119.536, 36
Coupons à encaisser ...	97.205.924, 43	Intérêts et dividendes à payer aux actions.	11.252.731, 35
Reports	89.208.202, 44	Comptes de chèques. ...	3.186.277.050, 53
Avances sur garanties ..	440.082.020, 11	Dépôts à échéance fixe	257.656.800
Comptes courants divers ..	2.483.423.840, 98	Comptes-courants divers	6.352.287.871, 28
Rentes, Actions, Bons et obligations	33.411.370, 51	Acceptations à payer ..	67.880.498, 55
Participations financières ..	28.586.122, 52	Comptes d'ordre.	145.443.411, 58
Immeubles et Immobilisable Paris et Départ. .	71.381.787, 75		11.062.917.899, 65
Comptes d'ordre	57.435.208, 53		
Actionnaires	303.061.750		
	11.062.917.899, 65		

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

ACTIF		PASSIF	
	Fr.		Fr.
Espèces en Caisse et à la Banque de France .	76.511.559, 24	Comptes de chèques	410.365.656, 76
Avoir dans les banques .	84.511.445, 35	Comptes-courants	756.759.866, 72
Coupons à encaisser . . .	8.029.517, 49	Dépôts à échéance	265.620.782, 73
Portefeuille et B.D.N. . .	924.004.420, 28	Acceptations à payer . .	31.371.904, 81
Comptes courants	197.009.006, 11	Intérêts et dividendes restant à payer . . .	471.885, 60
Avances garanties et reports	94.810.098, 29	Comptes d'ordre et divers	22.436.089, 23
Débiteurs par acceptations	31.371.904, 81	Fonds de réserve statutaire	10.000.000
Comptes d'ordre et divers	12.988.363, 91	Extraordinaire	60.000.000, 00
Rentes et valeurs	53.586.910, 33	Capital	100.000.000, 00
Actions de Sociétés régionales de Banque	109.443.621, 87	Reports des exercices antérieurs	3.990.661, 83
Immeubles	20.000.000,		1.661.016.847, 68
Actionnaires	48.750.000		
	1.661.016.847, 68		

L'examen des divers postes ne montre pas de variations considérables par rapport au 31 décembre 1933.

Au passif les comptes de dépôts à vue et à échéance fixe ainsi que les comptes-courants divers ont évolué de façon intéressante. Les graves troubles politiques du début de février avaient provoqué un vif mouvement de retrait des fonds qui est fortement perceptible aux situations de février et de mars. Le calme étant revenu dans les esprits grâce au gouvernement de trêve, les dépôts se sont reconstitués les mois suivants. Cependant au 30 juin, ils n'avaient pas encore atteint le niveau de décembre 1933. A cette date, en effet, les dépôts à vue des quatre établissements s'élevaient à 13.833 millions, les comptes-courants créditeurs à 17.752 millions et les bons à échéance à 860 millions, soit un total de 32.445 millions. Six mois après les dépôts n'étaient plus que 13.203 millions, les comptes-courants 16.538 millions, cependant que les bons à échéance avaient légèrement augmenté à 902 millions. Au total les fonds confiés par le public ne se montaient plus qu'à 30.643 millions.

La diminution des ressources des banques a évidemment influencé l'allure des emplois qui leur sont affectés. Ce

sont en premier lieu les encaisses qui ont été sensiblement augmentées au Crédit Lyonnais et à la Société Générale, dans le but certain de faire face aux demandes de remboursement. Il convient de remarquer que parallèlement elles étaient dégonflées au Comptoir et au Crédit Industriel ce qui en définitive s'est traduit par une réduction de 7.234 millions au 31 décembre à 6.990 millions au 30 juin.

En même temps toutes les opérations commerciales de banque ont connu un assez net recul dû à la persistance de la crise économique. Le portefeuille effets et bons de la Défense Nationale est en régression à 18.329 millions contre 20.758. Les avances en comptes courants ont fléchi à 6.965 millions alors qu'elles étaient à 7.235 au 31 décembre 1933. Enfin les acceptations sont également en recul.

Signalons que les reports et les avances garanties ont continué le mouvement de hausse qui était déjà perceptible en 1933. Ces postes, en six mois, ont progressé de 1,254 à 1.351 millions.

Telle est l'évolution que laisse entrevoir la moitié de l'exercice 1934. Son analogie avec l'année précédente est remarquable. Les banques devront quelque temps encore se contenter d'une activité limitée. Elles attendront avec sagesse la reprise industrielle et commerciale qu'elles pourront épauler de façon d'autant plus vigoureuse que leurs puissants moyens d'action sont demeurés intacts.

CONCLUSION

Parvenus au terme de nos investigations, il est temps de conclure.

Nous avons longuement étudié l'évolution, au cours d'une période de douze années, des plus importantes banques françaises de dépôts. Nous avons montré leurs tendances et leurs affinités, décrit les opérations auxquelles leur tradition et leurs ressources leur permettaient de se consacrer. Enfin, nous appuyant sur l'impartialité des chiffres et des statistiques, nous avons déterminé leur rendement et apprécié leurs résultats.

De ces recherches que faut-il retenir ? Trois faits nous semblent particulièrement dignes d'attention.

Signalons d'abord le prodigieux développement des établissements de crédit au cours de l'époque d'après guerre. Nous avons indiqué qu'il est d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu au milieu de profonds désordres monétaires et dans une extrême confusion politique et psychologique.

La façon dont les banques ont conduit leur essor est également matière à enseignement. En effet elles ne se sont départies à aucun moment des principes essentiels et rigoureux qui président à leur gestion. C'est ce qui explique que mises à la dure épreuve d'une crise très grave, les vieilles et solides maisons n'aient à aucun moment connu de difficultés sérieuses. La dépression économique a certes provoqué un mouvement d'élimination des entreprises malsaines. Mais une sélection s'avérait nécessaire. Comme le remarquait, dans des circonstances analogues, l'*Œuvre* du 23 décembre 1920 : « Les banques commencent à devenir encombrantes. On n'est donc pas trop surpris d'apprendre qu'un certain nombre de ces champignons bancaires vont

bientôt disparaître emportés par la crise de la mercante ». Abstraction faite des défaillances d'institutions en sur-nombre, il est certain que l'organisme français de crédit est un des plus solides qui soit au monde.

Or il n'est pas d'un mince intérêt de remarquer que cette situation de premier ordre résulte uniquement d'un régime de liberté. La puissance, à laquelle sont parvenus les établissements de crédit, leur résistance aux événements de crise ont été obtenus en dehors de toute contrainte légale, simplement parce qu'il existe dans notre pays une tradition bancaire qui s'impose aux dirigeants. L'intervention de l'Etat, qui sur tant d'autres matières, s'inspire des préceptes de l'Etat Providence, s'est bornée d'une part à la loi du 19 juin 1930 qui interdit la profession de banquier « aux personnes ayant subi certaines condamnation et aux faillis non réhabilités », et dans un autre ordre d'idées au sauvetage de deux maisons que, pour des considérations sociales et politiques, aussi bien qu'économiques il était impossible de laisser disparaître.

L'exemple des événements récents nous amène à soulever à nouveau une vieille question : devant les résultats obtenus en France est-il indispensable comme certains le prétendent, de régenter par des lois restrictives, l'activité des banques de dépôts ?

Le problème n'est pas neuf. Depuis certains kracks retentissants, qui se sont produits à la fin du dix-neuvième siècle, chaque crise du crédit a suscité de nombreuses tentatives pour établir une barrière légale à l'activité des banques de dépôts. Remarquons au préalable que ces initiatives interventionnistes émanent pour la plupart de militants socialistes. Elles présentent donc un caractère politique avéré et de ce chef apparaissent suspectes à nos yeux.

Les énumérer déborderait du cadre de cet exposé¹. Il nous suffira de savoir que les unes (proposition de Messieurs Durandy, Poullan et Ossola du 9 juillet 1915, amendement

1. Voir sur ces questions les thèses de doctorat de MM. Chapoutot, *Les dépôts de fonds en Banque*, Nancy, 1928 ; p. 115-133 ; M. H. Rollet, *Systèmes de réglementation des banques de dépôts*, Paris, 1932, p. 111-125 ; Saurel, *op. cit.*, p. 218-241.

de M. Bedouce du 25 juillet 1918, critiqués dans le rapport de M. Landry, fait le 3 décembre 1918 au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie ¹, s'efforçaient d'obtenir « la réglementation et le contrôle des sommes déposées en comptes-courants et déposées dans les établissements financiers et chez les banquiers » et d'éviter par voie de conséquence de dangereuses immobilisations.

Les propositions de lois ultérieures, au lieu de chercher à limiter l'activité des banques par voie de réglementation, ont plutôt tendu à établir un contrôle de leurs affaires par des organismes spéciaux (proposition Chastanet du 21 janvier 1925; Simon Reynaud du 3 novembre 1925; Moch-Vincent Auriol du 10 janvier 1929; Sabatier du 13 juin 1929).

Ces mêmes propositions visaient à rendre plus accessible au public la lecture des bilans des banques dont la variété est extrême et qui ne font généralement pas connaître la nature et les délais d'exécution des divers engagements. Les personnalités sus-nommées réclamaient la réglementation des bilans, la publication annuelle d'un compte-rendu des opérations selon des modèles-types.

Dans un ordre d'idées analogues, c'est-à-dire dans le but d'obtenir une plus grande sincérité dans le contrôle de la gestion, citons des propositions de MM. Fleury-Ravarin (21 avril 1921); Chastanet (20 décembre 1928) tendant à réformer l'institution des commissaires aux comptes des Sociétés par actions.

Quoi qu'il en soit de la diversité de ces projets le principe même dont ils s'inspirent nous semble critiquable. Nous sommes résolument opposés à l'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique. De quelque façon qu'elle se manifeste, l'ingérence de l'Etat dans les affaires privées, outre qu'elle ne rentre ni dans ses attributions, ni dans sa compétence, ne peut aboutir qu'à des mécomptes. Cette vérité est particulièrement vérifiable en matière de crédit. La banque n'est pas seulement un matériel « commerce de l'argent ». Les facteurs qui dépendent de la psychologie, l'indéfinissable confiance, jouent dans la gestion

1. *Journal officiel*, Document Parlementaire, Chambre des Députés, 1918, annexe 5.338.¹

des établissements de crédit un rôle important. Ils nécessitent de la part des dirigeants une subtilité et une habileté qui sont impossibles à obtenir par voie de réglementation.

D'autre part, les conditions particulières dans lesquelles travaillent les banques, les milieux économiques différents avec lesquelles elles sont en rapports, la préférence qu'elles marquent pour des catégories variables d'opérations créent d'une maison à l'autre de profondes divergences. Quelque habile et bien conçue que soit la réglementation elle sera incapable de ramener à un type unique cette nécessaire diversité.

Si l'on quitte la théorie et que l'on considère les faits, on constate que le régime de liberté n'a pas empêché l'édifice de crédit français d'être édifié sur des bases solides. Une rapide comparaison avec les conséquences de la crise dans les pays où l'activité bancaire est plus ou moins régie par la loi renforce la conviction que nous avons qu'une réglementation est inefficace. La valeur de contraintes de cet ordre se mesure aux résultats obtenus. Or tous les pays où elles existent ont été particulièrement atteints par la crise bancaire. Prenons l'exemple des Etats-Unis¹, où la garantie des déposants a été soigneusement recherchée par les lois régissant l'activité des banques. Dans les divers Etats ont fait l'objet d'une intervention du législateur les matières suivantes : la détermination d'un capital statutaire minimum, l'établissement par voie de solidarité entre les banques d'un fonds commun destiné à assurer les dépôts ; la réglementation enfin des opérations des banques. Ces réglementations sont essentiellement de deux ordres : « Les unes imposent aux banques de conserver en face de leurs dépôts une certaine proportion d'encaisses liquides (25 % dans l'Etat de New-York), ou de placements immédiatement réalisables. D'autres proscrivent ou limitent certaines opérations jugées dangereuses (spéculation sur titres, prises fermes d'émissions), ou entraînant des immobilisations (achats d'immeubles ou de titres, prêts hypothécaires) ou des opérations de complaisance (prêts aux

1. Sur la crise bancaire aux Etats-Unis on pourra consulter : 1° Ch. Rist, Cours de doctorat, 1932-1933, *Mémoire* de la S.D.N., sur les banques commerciales, 1925-1933, p. 258-293.

directeurs et employés des banques ou à des entreprises dépendant d'eux »¹.

Ces interventions législatives d'apparence stricte ont donné de piètres résultats et n'ont pas empêché les banques américaines dans les années qui ont précédé la crise de se charger de mauvais papier et de s'immobiliser en opérations non liquides. Les banques des Etats-Unis entretiennent avec l'industrie un lien très étroit et la méthode qu'elles ont suivie pour l'alimenter en capitaux s'est avérée tout à fait dangereuse entre 1922 et 1929. Au lieu de lui fournir des fonds de roulements par l'escompte du papier de commerce ou par l'octroi de découverts elles ont permis à l'industrie de réaliser des émissions de titres soit par des prises fermes, soit par l'octroi de prêts sur valeurs.

L'accroissement des avances sur titres dont le caractère spéculatif certain et des placements directs en valeurs autres devenait que des fonds d'Etat (toutes opérations ne représentant plus des transactions commerciales en cycle fermé) devait provoquer une vive réaction à l'arrivée de la dépression. La chute des cours en bourse rendait illusoire la garantie des valeurs sur lesquelles des avances avaient été consenties. Il en résulta une liquidité très précaire des banques imprudemment engagées, provoquant une crise de la confiance et un run des déposants. L'infime proportion des avoirs réescomptables auprès des Fédéral Réserve Banks contenus dans les actifs amenèrent entre juin 1931 et juin 1932 un mouvement de panique financière et une fréquence exceptionnelle des faillites bancaires.

Ainsi le nombre des « Banques Nationales », des « Banques d'Etat » des « Trust Companies » et des « Banques Privées » qui atteignait 23.972 au 30 juin 1929 n'a cessé de décroître : il était de 22.759 au 30 juin 1930, 20.817 au 30 juin 1931, de 18.067 au 30 juin 1932². Quant aux fermetures de banques leur total a été s'aggravant et a porté sur un montant de dépôts plus important :³

1. Rollet, *op. cit.*, p. 64.

2. S.D.N., *op. cit.*, p. 258.

3. *Idem*, p. 271.

Années	Faillites	Montant des dépôts en millions de dollars
1929	642	234, 5
1930	1.345	864, 7
1931	2.298	1.691, 6
1932	1.453	730, 4

Devant la gravité de ces événements plusieurs mesures d'inspiration gouvernementale furent prises. Ce fut d'abord la constitution en octobre 1931 par un groupe de banques américaines agissant sur la suggestion du Président Hoover de la « Corporation Nationale de Crédit ». Cet organisme dont le but était de rassurer les déposants par l'octroi aux banques en difficulté de prêts garantis par des dépôts de titres, n'a pas fonctionné de façon satisfaisante et n'a pas empêché de nouvelles défaillances bancaires.

Son échec détermina les pouvoirs publics à créer directement par une souscription de 500 millions de dollars du Trésor Américain la « Reconstruction Finance Corporation ». Cet organisme officiel a essentiellement pour objet la distribution de nouveaux prêts. Il vise en effet un triple objectif : faciliter le crédit aux personnes solvables qui se sont heurtées jusqu'à présent aux règlements parfois trop rigides des banques affiliées au Fédéral Réserve Système ; à remettre sur pied ou empêcher de sombrer les banques viables qui ont été surprises par la congélation de leurs crédits ; enrayer la déflation et la thésaurisation qui paralysent les affaires et provoquent l'effondrement des prix.

Parallèlement à cette véritable inflation de crédit, l'inflation monétaire était organisée par une loi Glass Steagall du 27 février 1932 qui adoucit les conditions rigoureuses de la couverture de la circulation des billets. Cette loi, entrée en vigueur en mars 1932, et prolongée pour une année en mars 1933 autorise les « Fédéral réserve banks » à adjoindre les fonds d'Etat aux effets de commerce qui garantissent les émissions de billets au delà des 40 % d'or réglementaires.

La liquidation des banques aux actifs malsains, malgré les interventions du législateur n'était pas enrayerée : elle allait atteindre son maximum dans les premiers mois de 1933 prouvant l'inefficacité des mesures prises. Selon le Profes-

seur Ch. Rist la confiance fut à nouveau ébranlée au début de 1933 par la publication de la liste des banques ayant fait appel à la R.F.C. Les symptômes devenaient inquiétants : pendant le mois de janvier on eut à enregistrer la faillite de plus de 200 banques avec 150 millions de dollars de dépôts et pendant la première moitié de février plus de 125 banques entrèrent en liquidation. Les retraits de fonds en vue de la thésaurisation s'accéléchèrent au point qu'au milieu de février le gouvernement de l'Etat de Michigan ordonna la fermeture des banques. Le mouvement se propageant, à la date du 4 mars chacun des 48 Etats avait déclaré les vacances bancaires d'une durée plus ou moins importante et le nouveau Président, M. Roosevelt, sanctionnant légalement la situation, déclara à la même date un moratoire complet dans tout le pays.

La réouverture des banques commença le 13 mars et s'échelonna au cours des mois suivants. Fin mars 12.800 banques sur les 18.000 qui fonctionnaient avant la crise avaient été autorisées à rouvrir leurs guichets sans condition. A la fin septembre 5.700 banques restant sur 6.700 avaient reçu l'autorisation de fonctionner à nouveau.

La période postérieure à la réouverture des banques marqua une recrudescence de leur réglementation législative. Le Président des Etats-Unis, en effet, convaincu que la solution de ces problèmes doit résider dans l'intervention croissante des pouvoirs publics et que la sauvegarde des intérêts des exposants ne peut résulter que de la loi, promulgue le 16 juin 1933 le Glass Steagall Act. Cette loi entre autres clauses, accroît les pouvoirs du Fédéral Réserve Board vis-à-vis des members banks dans le but d'empêcher les opérations spéculatives ; elle autorise sous certaines conditions les banques nationales à ouvrir des succursales dans les Etats ; elle interdit aux banques affiliées au Fédéral Reserve Système de verser des intérêts sur les dépôts à vue¹. Enfin dans sa partie la plus innovatrice, elle organise l'assurance des dépôts bancaires. Cette garantie résulte de la constitution d'un fonds commun souscrit en partie par le Trésor et les banques de réserves fédérales

1. Pour plus de détails, cf., *Mémorandum*, S.D.N., p. 286.

et pour le surplus par les banques privées désirant profiter de la garantie. Ce fonds commun constitue le capital d'une société nouvelle dénommée « Corporation Fédérale d'assurance des dépôts bancaires » (Fédéral Deposit Insurance Corporation)¹.

Il nous a paru intéressant de résumer l'évolution de la législation bancaire américaine en raison des enseignements qu'on peut en tirer. Elle nous fournit un élément de valeur pratique dans la discussion, que nous avons entreprise, de l'opportunité d'une réglementation bancaire. Une réglementation ne se justifie à notre avis, que dans la mesure où elle permet de restreindre en période difficile les chances de défaillance de l'organisme du crédit. Les événements d'Amérique rendent possible d'envisager la question sous cet angle.

Or l'épreuve des faits auxquels les principes interventionnistes ont été soumis nous semble concluante. Les crises bancaires aux Etats-Unis ont de tout temps été caractérisées par leur violence. Concédon's qu'il existe des circonstances atténuantes : les habitudes spéculatives du public, l'organisation bancaire qui ignore les grands et solides établissements à succursales multiples, les traditions de confusion des risques. Il n'en demeure pas moins que les lois bancaires aux Etats-Unis ont été vouées à un échec certain et se sont avérées inefficaces à prévenir les mouvements de faillite.

Signalons un autre danger des réglementations en matière de banque. Aux Etats-Unis l'ingérence des pouvoirs publics s'est manifestée de façon croissante et a abouti à la loi Glass Streagall qui restreint au maximum l'activité des banques et rend les maisons bien gérées solidaires des fautes commises par les établissements mal conduits. C'est là en effet une tendance significative : une fois admis le principe de l'intervention de l'Etat on n'en voit plus les limites. Et ne risque-t-on pas de la voir se produire non plus pour des motifs économiques mais en vue de la réalisation de

1. Une critique très vive de l'organisation américaine du système de garantie de dépôts au point de vue des principes et de la façon dont elle a été réalisée a fait l'objet d'un article signé L.D. dans *L'Information* du 17 octobre 1933. Nous partageons les idées qu'il contient.

fins politiques ? Comme le conclut M. Rollet¹ : « En restreignant leur liberté d'action, en exigeant l'immobilisation de capitaux importants en garantie de dépôts, les réglementations bancaires privent les banques de possibilités de gain et le commerce de facilités de crédit. Le contrôle qu'elles nécessitent tend toujours à se développer, à augmenter ses pouvoirs, à enlever aux banques la direction de leur politique, à substituer enfin une véritable économie dirigée à un régime économique fondé sur l'initiative individuelle »².

En France, le régime de liberté a donné les résultats que nous avons étudiés au cours de nos recherches. Cela a été possible parce qu'il existe chez nous une tradition bancaire, véritable reflet du génie de la race. Et à notre avis, c'est là qu'en réalité réside tout le problème : réglementation, tradition constituent les deux aspects d'une même question. La réglementation des banques ne se constate que dans des pays économiquement neufs (Etats-Unis, Amérique du Sud, Japon, Tchécoslovaquie) où la loi s'efforce avec des chances problématiques de réussite, de suppléer à l'insuffisante expérience en matière de crédit et de freiner l'audace des hommes d'affaires.

On ne voit pas en revanche quel élément de garantie supplémentaire la restriction de l'activité des banques serait susceptible d'apporter dans notre pays où des principes nés de l'évolution, unanimement admis par les dirigeants et rigoureusement appliqués par eux réalisent avec succès la sécurité maxima.

Si quelque amélioration est susceptible d'être apportée à l'actuel fonctionnement des établissements de dépôts, nous sommes persuadés qu'elle ne peut émaner que des intéressés eux-mêmes. Emettons une idée à cet égard. Il est indiscutable que les banques ont souvent accordé des avances de façon excessive. Cela tient à ce qu'elles connaissent de façon insuffisante les entreprises qu'elles aident et qu'elles agissent sans lien de coordination. Elles cherchaient davantage à concurrencer leurs rivales

1. Rollet, *op. cit.*, p. 126.

2. Rollet, *op. cit.*, p. 126.

qu'à savoir si le même client profitant de cette lutte n'obtenait pas un crédit supérieur à celui qu'il méritait. N'y aurait-il pas lieu, en notre époque de coopération nationale et internationale, de faire sortir du domaine de la théorie la notion de solidarité entre banques et de réaliser la centralisation des études de crédit et des renseignements commerciaux ?

Mais la conviction même que nous avons que les banques sont capables de se réformer *proprio motu*, illustre la confiance illimitée que nous portons au système de leur libre fonctionnement. Et nous voudrions, en terminant, citer les belles paroles adressées cette année par M. P. Boyer aux actionnaires du Comptoir d'Escompte qui prouvent que cette confiance est partagée par les personnalités financières les plus éminentes : « Est-il plus net témoignage de la valeur du régime légal des sociétés et de son aptitude à servir de cadre à l'activité des banques ? Faut-il, comme le suggèrent certaines mesures de détresses prises à l'étranger ou comme le font craindre certaines discussions amorcées en France, frapper de suspicion et bouleverser l'organisation existante au lieu de poursuivre les améliorations précises et d'ailleurs limitées que peut justifier l'étude impartiale des faits ?

Le moment est-il bien choisi, par exemple, pour imposer aux finances des Etats, déjà fléchissant sous le poids de leurs propres dettes, la garantie de dépôts dont elles n'ont pas profité ? D'autre part, est-ce respecter les droits des actionnaires que de leur enlever le libre choix de leurs mandataires ? Enfin, est-ce donner à la moralité générale un fondement bien sûr que de mêler de plus en plus intimement les représentants de la puissance publique à la tractation d'intérêts particuliers ?

Sans doute une collaboration efficace entre actionnaires et administrateurs suppose, de part et d'autre, une égale bonne volonté, une égale sagesse et, du côté des seconds, un dévouement loyal et probe à leurs fonctions. Peut-on soutenir que ces vertus soient absentes du grand nombre des sociétés françaises et doit-on croire qu'il puisse y être suppléé par l'action de la loi ? La mauvaise foi sait trouver son chemin à travers les réglementations les plus compli-

quées. Au contraire, les entreprises conduites avec scrupule y perdent leurs moyens d'action.

Liberté et responsabilité sont, nous vous l'avons dit, les deux principes qu'une longue expérience a mis à la base des affaires privées. C'est en les laissant jouer dans leur plénitude que l'on pourra peu à peu triompher des difficultés auxquelles se heurtent nos exploitations »¹.

1. Rapprocher cette opinion de celle de M. le baron Brincard, « Le législateur sous le prétexte de protéger l'épargne ne doit pas étouffer les sociétés sous une réglementation compliquée et à vrai dire à peu près inopérante, car la législation actuelle appliquée normalement et sans faiblesse serait parfaitement suffisante : ce ne sont pas des lois ou des dispositions nouvelles qui sont nécessaires, il faut appliquer les lois existantes sans tenir compte de considérations accessoires ». (Assemblée du Crédit Lyonnais du 23 avril 1934).

Vu, le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu, le Président de la Thèse,
Roger PICARD.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AFTALION (A.). — *Les crises périodiques de surproduction*, Paris, 1913.
- ALLIX (E.). — *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, Rousseau, Paris, 1931.
- BLOCH (G.). — *La crise économique actuelle en France*, Thèse, Dijon, 1933.
- GE'MAIN MARTIN. — *Les finances publiques de la France et la fortune privée 1914-1925*, Payot, Paris.
- *Les problèmes actuels des finances publiques*, Payot, Paris, 1933.
- *Sommes nous sur la bonne route ? Problèmes financiers du temps présent*, Payot, Paris, 1934.
- JUGLAR. — *Des crises commerciales et leur retour périodique en Angleterre, en France et aux Etats-Unis*.
- LESCURE (J.). — *Des crises générales et périodiques de surproduction*, Domat-Montchrestien, Paris, 1932.
- RIST (Ch.). — *Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires*, Recueil Sirey, Paris, 1933.
- THALLER et PERCEROU. — *Traité élémentaire de droit commercial*, Rousseau, Paris, 1931.

OUVRAGES SPÉCIAUX SUR LES BANQUES

Rapports de la Banque de France et des principales Banques.

- ADIL. — *L'organisation scientifique du travail dans les banques*, thèse, Paris, 1931.
- CAULLET (G.). — *Aide des banques à l'industrie*, thèse, Lille, 1928.
- CHAPOUTOT. — *Les dépôts de fonds en banque*, thèse, Nancy, 1928.
- COURCELLE SENEUIL. — *Opérations de banque*.

- DARRES (H.). — *Concurrence des caisses d'épargne et des banques de dépôts*, thèse, Lille, 1933.
- DOMERGUE (G.). — « La question des sociétés de crédit » in *La Réforme Economique*, Paris, 1909.
- FROBERT (J.). — *De l'orientation actuelle de l'activité des banques de dépôts en Angleterre, en Allemagne et en France*, thèse, Paris, 1903.
- GERMAIN-MARTIN. — *Les problèmes du crédit en France*, Paris, Payot, 1919.
- HAMEL (J.). — *Banques et opérations de banque*, Rousseau, Paris, 1933.
- KAUFMANN. — *La Banque en France*, Paris, 1912.
- LIESSE (A.). — *L'organisation du crédit en Allemagne et en France*, Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1915.
- LYSIS. — *Contre l'oligarchie financière en France*, Paris, Albin Michel.
- MANCHEZ (G.). — *Sociétés de dépôts banques d'affaires*, Paris, Delagrave, 1918.
- MORIDE (P.). — *Les maisons à succursales multiples en France et à l'étranger*, F. Alcan, 1913.
- NORMAND (G.). — *Les sociétés de crédit et les banques à succursales en France*, Librairie Académique, Perrin, Paris, 1924.
- NEYMARK (A.). — *Les établissements de crédit en France depuis 50 ans*, Félix Alcan, et Berger Levrault, 1909.
- PAVES (L.). — *Recherche de quelques principes directeurs des banques de dépôts*, thèse, Paris, 1924.
- Problèmes actuels du crédit en France.* Conférences organisées par la Société des Anciens élèves et élèves de l'Ecole Libre des Sciences Politiques, Félix Alcan, Paris, 1930.
- ROLLET (H.). — *Systèmes de réglementation des banques de dépôts*, Thèse, Paris, 1932.
- ROTH LE GENTIL (Ch.). — *Concentration dans les banques en France*, thèse, 1910.
- SAUREL (M.). — *Sociétés de crédit contre banques locales*, thèse, Paris, 1901.
- S.D.N., *Mémoire sur les banques commerciales*, 1913-1929.
- S.D.N., *Mémoire sur les banques commerciales*, 1925-1933.
- TERREL ET LEJEUNE. — *Traité des opérations commerciales de banque*, Paris, Masson, 1929.
- TESTIS. — « Le rôle des établissements de crédit en France. La vérité sur les propos de Lysis », Paris, *Revue Politique et Parlementaire*, 1907.
- THÉRY (A.). — *Les grands établissements de crédit français avant, pendant et après la guerre*, thèse, Paris, 1921.
- THOMAS (Ch. G.). — *Notions historiques sur le développement des grandes sociétés de crédit*, thèse, Paris, 1913.

REVUES ET JOURNAUX

L'Agence Economique et Financière.

Le Capital.

L'Economiste français.

L'Economiste Européen.

L'Information Financière.

Le Petit Bleu.

Le Pour et le Contre.

La Revue d'Economie Politique.

La Revue Economique Internationale.

Le Temps.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

L'ESSOR DES BANQUES DE 1922 A 1929	9
--	---

Chapitre I. — La vie économique française de 1921 à 1930	11
§ 1. — La période d'instabilité monétaire 1922 à 1926	12
§ 2. — La période de stabilisation de fait (2 ^e semestre 1926 juillet 1928)	19
§ 3. — La prospérité économique	23

Chapitre II. — Role et activité des banques	31
--	-----------

Section I. — <i>Ressources des banques</i>	31
--	----

§ 1. — Ressources propres	31
---------------------------------	----

§ 2. — Ressources empruntées	53
------------------------------------	----

Section II. — <i>Emploi des ressources des banques</i>	58
--	----

§ 1. — Les emplois à court terme	60
--	----

§ 2. — La crédit aux affaires	73
-------------------------------------	----

§ 3. — Immobilisations	96
------------------------------	----

Section III. — <i>Placement des valeurs mobilières</i>	114
--	-----

Chapitre III. — Prospérité des banques de 1922 1929	124
--	------------

§ 1. — La concentration bancaire	125
--	-----

§ 2. — Rendement des banques françaises de 1922 à 1929	134
--	-----

DEUXIEME PARTIE

LES BANQUES ET LA CRISE	141
--------------------------------------	------------

Chapitre IV. — La crise économique en France	143
---	------------

§ 1. — Les signes de la crise	143
-------------------------------------	-----

§ 2. — Les conséquences de la crise	149
---	-----

Chapitre V. — Les défaillances bancaires	156
---	------------

§ 1. — Histoire des défaillances bancaires	156
--	-----

§ 2. — Interventions de l'Etat	162
--------------------------------------	-----

Chapitre VI. — Les conséquences de la crise	170
Section I. — <i>Conséquences psychologiques</i>	170
§ 1. — Le regroupement des fonds	171
§ 2. — Limites à l'accumulation des fonds dans les banques	177
Section II. — <i>Les conséquences économiques</i>	185
§ 1. — Portefeuille effets, Bons de la Défense Nationale	185
§ 2. — Acceptations	191
Section III. — <i>Conséquences financières</i>	194
§ 1. — Placement des valeurs mobilières	195
§ 2. — Les reports	201
Chapitre VII. — La préoccupation de liquidité	203
§ 1. — Augmentation des disponibilités	204
§ 2. — La politique nouvelle du crédit	213
§ 3. — Liquidité du système bancaire français	230
Chapitre VIII. — Situation des banques françaises de dépôts depuis la crise	233
§ 1. — La concentration bancaire de 1930 à 1933	235
§ 2. — Rendement des banques de 1930 à 1933	238
§ 3. — Perspectives d'avenir	245
Conclusion	251
Bibliographie	263
Table des matières	267

Imp. F. BOISSEAU, 34, rue du Taur - Toulouse.

